



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 31 ΔΕΚΕΜΒΡΙΟΥ 1969

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
287

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 27δ

Περί κυρώσεως του Διεθνούς Υγειονομικού Κανονισμού.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Προτάσει του Ημετέρου Υπουργικού Συμβουλίου, απεφασίσαμεν και διατάσσομεν:

Έχοντες υπ' όψιν τα άρθρα 2 παράγραφος 11, 21α, 27, 33, 33, 62 και 64 του Καταστατικού Χάρτου της Παγκοσμίου Οργανώσεως Υγείας, κυρωθέντος δια του Ν. Δ. 436)21. 10.1947, προτάσει του Ημετέρου Υπουργικού Συμβουλίου, απεφασίσαμεν και διατάσσομεν:

Άρθρον Πρώτον.

Κυρούται και έχει ισχύον νόμου ο υιοθετηθείς υπό της Παγκοσμίου Συνελεύσεως Υγείας εν Γενεύη την 25ην Μαΐου 1951 Διεθνής Υγειονομικός Κανονισμός, ως ούτος έτροποποιήθη μεταγενεστέρως κατά τα έτη 1955, 1956, 1960, 1963 και 1965, του οποίου το κείμενον έπεται εν τω είς την Γαλλικήν πρωτοτύπω και εν Έλληνική μεταφράσει.

REGLEMENT SANITAIRE INTERNATIONAL

TITRE I.

DEFINITIONS

Article 1.

Pour l'application du présent Règlement :

«Administration sanitaire» désigne l'autorité gouvernementale ayant compétence sur l'ensemble de l'un des territoires auxquels s'applique le présent Règlement pour y assurer l'exécution des mesures sanitaires qu'il prévoit ;

«Aéronef» désigne un aéronef effectuant un voyage international ;

«Aéroport» signifie un aéroport désigné comme aéroport d'entrée ou de sortie pour le trafic aérien international, par l'Etat sur le territoire duquel il est situé ;

«Arrivée» d'un navire, d'un aéronef, d'un train ou d'un véhicule routier signifie :

a) dans le cas d'un navire de mer, l'arrivée dans un port ;

b) dans le cas d'un aéronef, l'arrivée dans un aéroport ;

c) dans le cas d'un navire affecté à la navigation intérieure, l'arrivée soit dans un port, soit à un poste frontière, selon les conditions géographiques et selon les accords conclus entre Etats intéressés, conformément à l'article 104 ou selon les lois et règlements en vigueur dans le territoire d'arrivée ;

d) dans le cas d'un train ou d'un véhicule routier, l'arrivée à un poste frontière ;

«Autorité sanitaire» désigne l'autorité directement responsable de l'application, dans une circonscription des mesures appropriées que le présent Règlement permet ou prescrit ;

«Bagages» désigne les effets personnels d'un voyageur ou d'un membre de l'équipage ;

«Cas importé» désigne une personne atteinte qui arrive, alors qu'elle effectue un voyage international ;

«Cas transféré» désigne une personne atteinte qui a contracté l'infection dans une autre circonscription relevant de la même administration sanitaire ;

«Certificat valable», lorsque ce terme s'applique à la vaccination, signifie un certificat conforme aux règles énoncées et aux modèles donnés aux Annexes 2, 3 et 4.

«Circonscription» désigne :

a) la plus petite section d'un territoire, qui peut être un port ou un aéroport, nettement délimitée et possédant une organisation sanitaire apte à prendre les mesures appropriées que le Règlement permet ou prescrit ; aux fins du présent Règlement, une telle section constitue une circonscription, même si elle fait partie d'une unité administrative plus vaste possédant également une organisation sanitaire ; ou

b) un aéroport disposant d'une zone de transit direct ;

«Circonscription infectée» désigne :

a) une circonscription dans laquelle existe un cas de peste, de choléra, de fièvre jaune ou de variole qui n'est ni un cas importé ni un cas transféré ; ou

b) une circonscription dans laquelle l'existence de la peste est constatée parmi les rongeurs à terre ou à bord d'engins flottant qui font partie de l'installation portuaire ; ou

c) une circonscription où la présence du virus de la fièvre jaune se manifeste chez des vertébrés autres que l'homme ; ou

d) une circonscription dans laquelle existe une épidémie de typhus ou de fièvre récurrente ;

«Directeur général» désigne le Directeur général de l'Organisation ;

«Épidémie» désigne l'extension d'une maladie quarantenaire par multiplication des cas dans une circonscription ;

«Equipage» désigne le personnel en service sur un navire, aéronef, train ou véhicule routier ;

«Fièvre récurrente» désigne la fièvre récurrente à poux ;

«Indice d'Aedes aegypti» désigne le rapport, exprimé

en pourcentage, entre, d'une part, le nombre de maisons dans une zone limitée, bien définie, où ont effectivement été trouvés des gîtes larvaires d'*Aedes aegypti*, que ce soit dans les locaux mêmes ou sur les terrains attenans à ceux-ci et en dépendant, et, d'autre part, le nombre total de maisons examinées dans cette zone ;

«Isolement», lorsque le terme est appliqué à une personne ou à un groupe, désigne la séparation de cette personne ou de ce groupe de toutes autres personnes, à l'exception du personnel sanitaire de service, de façon à éviter la propagation de l'infection ;

«Jour» désigne un intervalle de vingt-quatre heures ;

«Maladies quaranténaires» désigne la peste, le choléra, la fièvre jaune, la variole, le typhus et la fièvre récurrente ;

«Navire» désigne un navire de mer ou un navire affecté à la navigation intérieure, qui effectue un voyage international ;

«Organisation» désigne l'Organisation mondiale de la Santé ;

«Personne atteinte» désigne une personne souffrant d'une maladie quarantenaire ou qui est jugée atteinte d'une telle maladie ;

«Port» désigne un port de mer ou un port de navigation intérieure normalement fréquenté par des navires ;

«Suspect» désigne une personne que l'autorité sanitaire considère comme ayant été exposée au danger d'infection par une maladie quarantenaire et qu'elle juge susceptible de propager cette maladie ;

«Typhus» désigne le typhus à poux ;

«Visite médicale» comprend la visite et l'inspection du navire, aéronef, train ou véhicule routier, ainsi que l'examen préliminaire des personnes se trouvant à bord, mais ne comprend pas l'inspection périodique d'un navire pour déterminer s'il y a lieu de le dératiser ;

«Voyage international» signifie :

a) dans le cas d'un navire ou d'un aéronef, un voyage entre des ports ou aéroports situés dans les territoires de plus d'un Etat, ou un voyage entre des ports ou aéroports situés dans le ou les territoires d'un même Etat, si ledit navire ou aéronef entre en relations avec le territoire de tout autre Etat au cours de son voyage, mais seulement en ce qui concerne ces relations ;

b) dans le cas d'une personne, un voyage comportant l'entrée sur le territoire d'un Etat, autre que le territoire de l'Etat où ce voyage commence ;

«Zone de réceptivité amarile» désigne une région dans laquelle le virus de la fièvre jaune n'existe pas, mais où la présence d'*Aedes aegypti* ou d'un autre vecteur domiciliaire ou péridomiciliaire de la fièvre jaune permettrait à ce virus de se développer s'il y était introduit ;

«Zone de transit direct» signifie une zone spéciale, établie dans l'enceinte d'un aéroport ou rattachée à celui-ci, et ce avec l'approbation de l'autorité sanitaire intéressée et sous son contrôle immédiat ; destinée à faciliter le trafic en transit direct, elle permet notamment d'assurer le ségrégation, pendant les arrêts, des voyageurs et des équipages sans qu'ils aient à sortir de l'aéroport.

TITRE II.

NOTIFICATIONS ET RENSEIGNEMENTS EPIDEMIOLOGIQUES

Article 2.

Pour l'application du présent Règlement, tout Etat reconnaît à l'Organisation le droit de communiquer di-

rectement avec l'administration sanitaire de son ou de ses territoires. Toute notification et tout renseignement envoyés par l'Organisation à l'administration sanitaire sont considérés comme ayant été envoyés à l'Etat dont elle relève, et toute notification et tout renseignement envoyés à l'Organisation par l'administration sanitaire sont considérés comme ayant été envoyés par l'Etat dont elle relève.

Article 3.

1. Les administrations sanitaires adressent une notification à l'Organisation, par télégramme et au plus tard dans les vingt-quatre heures, dès qu'elles sont informées qu'une circonscription devient une circonscription infectée.

2. En outre, les administrations sanitaires adressent une notification à l'Organisation, par télégramme et au plus tard dans les vingt-quatre heures, dès qu'elles sont informées ;

a) qu'un cas au mois de maladie quarantenaire a été importé ou transféré dans une circonscription non infectée ; la notification précisera l'origine de l'infection ;

b) qu'un navire ou un aéronef est arrivé avec un ou plusieurs cas de maladie quarantenaire à son bord ; la notification indiquera le nom du navire ou le numéro de vol de l'aéronef, ses escales précédentes et suivantes et précisera si les mesures nécessaires ont été prises à l'égard du navire ou de l'aéronef.

3. L'existence de la maladie ainsi notifiée sur la base d'un diagnostic clinique raisonnablement sûr est confirmée aussitôt que possible par les examens de laboratoire possibles, et les résultats adressés immédiatement par télégramme à l'Organisation.

Article 4.

1. Sauf s'il s'agit de peste des rongeurs, les notifications prescrites au paragraphe 1 de l'article 3 sont promptement suivies de renseignements complémentaires sur l'origine et la forme de la maladie, le nombre des cas et des décès, les conditions afférentes à l'extension de la maladie, ainsi que les mesures prophylactiques appliquées.

2. S'il s'agit de peste des rongeurs, toute notification prescrite aux termes du paragraphe 1 de l'article 3 est complétée par des rapports mensuels sur le nombre de rongeurs examinés et celui des rongeurs reconnus pesteux.

Article 5.

1. En cours l'épidémie, les notifications et les renseignements prescrits par l'article 3 et le paragraphe 1 de l'article 4 sont complétés par des communications adressées d'une façon régulière à l'Organisation.

2. Ces communications sont aussi fréquentes et détaillées que possible. Le nombre des cas et des décès est transmis au moins une fois par semaine. Il y a lieu d'indiquer les précautions prises pour combattre l'extension de la maladie, en particulier les mesures adoptées pour éviter qu'elle se propage à d'autres territoires par des navires, aéronefs, trains ou véhicules routiers quittant la circonscription infectée. En cas de peste, les mesures prises contre les rongeurs sont spécifiées. S'il s'agit de maladies quaranténaires transmises par des insectes vecteurs, les mesures prises contre ceux-ci sont également spécifiées.

Article 6.

1. L'administration sanitaire d'un territoire dans lequel est située une circonscription infectée avise l'Organisation dès que cette circonscription redevient indemne.

2. Une circonscription infectée peut être considérée comme redevenue indemne quand toutes les mesures de prophylaxie ont été prises et maintenues pour prévenir la réapparition de la maladie ou son extension possible à d'autres circonscriptions et quand :

a) en cas de peste, choléra, variole, typhus et fièvre récurrente, il s'est écoulé, après le décès, la guérison ou l'isolement du dernier cas constaté, un laps de temps égal au double de la période d'incubation, telle que déterminée dans le présent Règlement, et qu'aucune circonscription située à proximité n'a été atteinte de la maladie ; toutefois, en cas de peste, s'il existe également de la peste chez les rongeurs, il faut, en outre, que le délai fixé à la lettre c) du présent paragraphe se soit écoulé ;

b) i) en cas de fièvre jaune transmise par un vecteur autre que l'*Aedes aegypti*, trois mois se sont écoulés sans signe d'activité du virus de la fièvre jaune ;

ii) en cas de fièvre jaune transmise par l'*Aedes aegypti*, il s'est écoulé trois mois depuis le dernier cas chez l'homme, ou un mois depuis le dernier cas si l'indice d'*Aedes aegypti* a été maintenu constamment au-dessous de 1 % pendant ce mois ;

c) en cas de peste chez les rongeurs, il s'est écoulé un mois après la suppression de l'épizootie.

Article 7.

Les administrations sanitaires notifient immédiatement à l'Organisation les faits établissant la présence du virus amaril dans une partie de leur territoire où il n'avait pas été encore décelé et signalent l'étendue de la zone atteinte.

Article 8.

1. Les administrations sanitaires notifient à l'Organisation :

a) toute modification de leurs exigences relatives aux vaccinations requises pour les voyages internationaux ;

b) les mesures qu'elles ont décidé d'appliquer aux provenances d'une circonscription infectée ainsi que le retrait de ces mesures, en indiquant la date d'entrée en vigueur ou celle du retrait.

2. Ces notifications sont faites par télégramme et, quant cela est possible, avant que prenne effet la modification ou que les mesures entrent en vigueur ou soient rapportées.

3. Les administrations sanitaires font parvenir une fois par an à l'Organisation, et ce à une date fixée par cette dernière, une liste récapitulative de leurs exigences relatives aux vaccinations requises pour les voyages internationaux.

Article 9.

En plus des modifications et des renseignements visés aux articles 3 à 8, les administrations sanitaires communiquent chaque semaine à l'Organisation :

a) un rapport par télégramme sur le nombre de cas de maladies quaranténaires et de décès dus à ces maladies qui ont été enregistrés au cours de la semaine précédente dans chaque ville attenante à un port ou à un aéroport.

b) un rapport par poste aérienne signalant l'absence de cas de ces maladies pendant les périodes visées aux lettres a), b) et c) du paragraphe 2 de l'article 6.

Article 10.

Les notifications et les renseignements visés aux articles 3 et 9 sont également communiqués, sur demande, par l'administration sanitaire aux missions diplomatiques et consulats établis sur le territoire sa compétence.

Article 11.

L'Organisation envoie à toutes les administrations sanitaires, aussitôt que possible et par les voies appropriées à chaque cas, tous les renseignements épidémiologiques ou autres qu'elle a reçus en application des articles 3 à 8 et du paragraphe a) de l'article 9. Elle signale également l'absence des renseignements prescrits par l'article 9. Les communications de nature urgent sont envoyées par télégramme ou par téléphone.

Article 12.

Tout télégramme ou appel téléphonique émis en vertu des articles 3 à 8 et de l'article 11 bénéficie de la priorité que commandent les circonstances. Les communications émises en cas d'urgence exceptionnelle, lorsqu'il y a danger de propagation d'une maladie quarantenaire, sont faites avec la priorité la plus élevée accordée à ces communications par les arrangements internationaux des télécommunications.

Article 13.

1. Tout Etat transmet une fois l'an à l'Organisation, conformément à l'article 62 de la Constitution de l'Organisation, des renseignements concernant l'apparition éventuelle de tout cas de maladie quarantenaire provoqué par le trafic international ou observé dans celui-ci, ainsi que les décisions prises en vertu du présent Règlement et celles touchant à son application.

2. L'Organisation, sur la base des renseignements requis par le paragraphe 1 du présent article, des notifications et rapports prescrits par le présent Règlement et de toute autre information officielle, prépare un rapport annuel concernant l'application du présent Règlement et ses effets sur le trafic international.

TITRE III

ORGANISATION SANITAIRE

Article 14.

1. Dans toute la mesure du possible, les administrations sanitaires font en sorte que les ports et les aéroports de leur territoire soient pourvus d'une organisation et d'un outillage suffisants pour permettre l'application des mesures prévues au présent Règlement.

2. Tout port ou aéroport doit être pourvu d'un service d'eau potable.

3. Tout aéroport doit disposer d'un système efficace pour évacuer et rendre inoffensives les matières fécales, les ordures ménagères, les eaux usées, ainsi que les denrées alimentaires et autres matières reconnues dangereuses pour la santé publique.

Article 15.

Le plus grand nombre possible de ports d'un territoire donné doit pouvoir disposer d'un service médical comportant le personnel, le matériel et les locaux nécessaires et, en particulier, les moyens pour isoler et traiter rapidement les personnes atteintes, procéder à des désinfections, à des examens bactériologiques, à la capture et à l'examen des rongeurs pour la recherche de l'infection pesteuse et, enfin, appliquer toutes autres mesures appropriées prévues au présent Règlement.

Article 16.

L'autorité sanitaire du port :

a) prend toutes mesures utiles pour que, dans les installations portuaires, le nombre des rongeurs demeure négligeable ;

b) fait tous efforts pour mettre à l'abri des rats les installations portuaires.

Article 17.

1. Les administrations sanitaires prennent les dispositions voulues pour qu'un nombre suffisant de ports de leur territoire puissent disposer du personnel compétent nécessaire pour l'inspection des navires en vue de la délivrance des certificats d'exemption de la dératisation visés à l'article 52, et elles doivent agréer les ports remplissant ces conditions.

2. Compte tenu de l'importance du trafic international de leur territoire ainsi que de la répartition de ce trafic, les administrations sanitaires désignent, parmi les ports agréés conformément au paragraphe 1 du présent article, ceux qui, pourvus de l'outillage et du personnel nécessaires à la dératisation des navires, ont compétence pour délivrer les certificats de dératisation visés à l'article 52.

Article 18.

Lorsque le trafic en transit l'exige, les aéroports seront pourvus, le plus tôt possible, de zones de transit direct.

Article 19.

1. Les administrations sanitaires désignent comme aéroports sanitaires un certain nombre d'aéroports de leur territoire, correspondant à l'importance du trafic international de ce territoire.

2. Tout aéroport sanitaire doit disposer :

- a) d'une organisation médicale comportant le personnel, le matériel et les locaux nécessaires;
- b) des moyens voulus pour transporter, isoler et traiter les personnes atteintes ou les suspects;
- c) des installations nécessaires pour une désinfection et une désinsectisation efficaces, pour la destruction des rongeurs, ainsi que pour l'application de toute autre mesure appropriée prévue au présent Règlement;
- d) d'un laboratoire bactériologique ou des moyens voulus pour l'envoi des matières suspectes à un tel laboratoire;
- e) d'un service de vaccination contre le choléra, la fièvre jaune et la varicelle.

Article 20.

1. Tout port, de même que la superficie comprise dans le périmètre de tout aéroport, est maintenu exempt d'*Aedes aegypti* à l'état larvaire ou à l'état adulte.

2. Tous les locaux situés dans une zone de transit direct établie dans un aéroport se trouvant soit dans une circonscription infectée de fièvre jaune, soit dans le voisinage immédiat d'une telle circonscription, soit dans une zone de réceptivité amarille, sont mis à l'abri des moustiques.

3. Aux fins du présent article, le périmètre d'un aéroport désigne la ligne qui circonscrit la zone où se trouvent les bâtiments de l'aéroport et le terrain ou plan d'eau servant ou destiné à servir au stationnement des aéronefs.

Article 21.

1. Toute administration sanitaire adresse à l'Organisation :

- a) une liste des ports de son territoire qui sont agréés conformément à l'article 17 en vue de la délivrance :
 - i) de certificats d'exemption de la dératisation seulement, et
 - ii) de certificats de dératisation et de certificats d'exemption de la dératisation;
- b) une liste des aéroports sanitaires de son territoire;
- c) une liste des aéroports de son territoire qui sont pourvus d'une zone de transit direct.

2. Les administrations sanitaires notifient à l'Organisation toute modification ultérieure des listes visées au paragraphe 1 du présent article.

3. L'Organisation communique sans retard à toutes les administrations sanitaires les renseignements qu'elle reçoit conformément aux dispositions du présent article.

Article 22.

Là où l'importance du trafic international le justifie et lorsque la situation épidémiologique l'exige, les postes frontières des voies ferrées et des routes sont pourvus d'installations sanitaires pour l'application des mesures prévues par le présent Règlement. Il en est de même des postes frontières desservant des voies d'eau intérieures là où le contrôle des navires de navigation intérieure s'effectue à la frontière.

TITRE IV.

MESURES ET FORMALITES SANITAIRES

Chapitre I

Dispositions générales

Article 23.

Les mesures sanitaires permises par le présent Règlement constituent le maximum de ce qu'un Etat peut exiger à l'égard du trafic international pour la protection de son territoire contre les maladies quaranténaires.

Article 24.

Les mesures et les formalités sanitaires doivent être commencées immédiatement, terminées sans retard injustifié et appliquées sans qu'il soit fait aucune discrimination.

Article 25.

1. La désinfection, la désinsectication, la dératisation en toutes autres opérations sanitaires sont exécutées de manière :

- a) à éviter toute gêne inutile et à ne causer aucun préjudice à la santé des personnes;
- b) à ne causer aucun dommage à la structure du navire, aéronef ou autre véhicule ou à leurs appareils de bord;
- c) à éviter tout risque d'incendie.

2. En exécutant ces opérations sur les marchandises, bagages et autres objets, les précautions voulues sont prises pour éviter tout dommage.

Article 26.

1. Sur demande, l'autorité sanitaire délivre gratuitement au transporteur un certificat indiquant les mesures appliquées à tout navire, aéronef, voiture de chemin de fer, wagon ou véhicule routier, les parties du véhicule qui ont été traitées, les méthodes employées, ainsi que les raisons qui ont motivé l'application des mesures. Dans le cas d'un aéronef, le certificat est remplacé, sur demande, par une inscription dans la Déclaration générale d'aéronef.

2. De même, l'autorité sanitaire délivre sur demande et gratuitement :

- a) à tout voyageur un certificat indiquant la date de son arrivée ou de son départ et les mesures appliquées à sa personne ainsi qu'à ses bagages;
- b) au chargeur ou expéditeur, au réceptionnaire et au transporteur, ou à leurs agents respectifs, un certificat indiquant les mesures appliquées aux marchandises.

Article 27.

1. Les personnes soumises à la surveillance ne sont pas isolées et restent libres de se déplacer. Pendant la période de surveillance, l'autorité sanitaire peut inviter ces personnes à se présenter devant elle, si besoin est, à des intervalles déterminés. Compte tenu des restrictions visées à l'article 69, l'autorité sanitaire peut aussi soumettre ces personnes à un examen médical et recueillir les renseignements voulus pour constater leur état de santé.

2. Lorsque les personnes soumises à la surveillance se rendent dans un autre lieu, situé à l'intérieur ou en dehors du même territoire, elles sont tenues d'en informer l'autorité sanitaire qui notifie immédiatement le déplacement à l'autorité sanitaire du lieu où se rendent ces personnes, qui, dès leur arrivée, doivent se présenter à cette autorité. Celle-ci peut également les soumettre aux mesures visées au paragraphe 1 ci-dessus.

Article 28.

Sauf en cas d'urgence comportant un danger grave pour la santé publique, l'autorité sanitaire d'un port ou d'un aéroport ne doit pas, en raison d'une autre maladie épidémique, empêcher un navire ou un aéronef, qui n'est pas infecté ou suspect d'être infecté d'une maladie quarantenaire, de décharger ou de charger des marchandises ou des approvisionnements ou de prendre à bord du combustible ou des carburants et de l'eau potable.

Article 29.

L'autorité sanitaire peut prendre toutes mesures pratiques pour empêcher un navire de déverser, dans les eaux d'un port, d'une rivière ou d'un canal, des eaux et matières usées susceptibles de les polluer.

Chapitre II — Mesures sanitaires au départ

Article 30.

1. Avant le départ d'une personne effectuant un voyage international, l'autorité du port, de l'aéroport ou de la circonscription dans laquelle est situé le poste frontière peut, lorsqu'elle l'estime nécessaire, procéder à une visite médicale de cette personne. Le moment et le lieu de cette visite sont fixés en tenant compte des formalités douanières et autres et de manière à ne pas entraver ni retarder le départ.

2. L'autorité sanitaire visée au paragraphe 1 du présent article prend toutes les mesures possibles pour :

a) empêcher l'embarquement des personnes atteintes ou des suspects;

b) éviter que ne s'introduisent, à bord d'un navire, aéronef, train ou véhicule routier, des agents possibles d'infection, ainsi que des vecteurs de toute maladie quarantenaire.

3. Nonobstant les dispositions de la lettre a) du paragraphe 2 du présent article, une personne effectuant un voyage international et qui, à son arrivée, est mise en surveillance peut être autorisée à continuer son voyage. Si elle emprunte la voie aérienne, l'autorité sanitaire de l'aéroport mentionne la mise sous surveillance dans la Déclaration générale d'aéronef.

Chapitre III — Mesures sanitaires applicables durant le trajet entre les ports ou aéroports de départ et d'arrivée

Article 31.

Il est interdit de jeter ou de laisser tomber d'un aéronef en cours de vol toute manière susceptible de propager une maladie épidémique.

Article 32.

1. Aucune mesure sanitaire n'est imposée par un Etat aux navires qui traversent ses eaux territoriales sans faire escale dans un port ou sur la côte.

2. Dans le cas où, pour un motif quelconque, le navire fait escale, les lois et règlements sanitaires en vigueur dans le territoire lui sont applicables sans toutefois que les dispositions du présent Règlement soient outrepassées.

Article 33.

1. Aucune mesure sanitaire, autre que la visite médicale, n'est prise à l'égard d'un navire indemne, tel que défini au titre V, empruntant un canal ou une autre voie maritime situés dans le territoire d'un Etat, pour se rendre dans un port situé dans le territoire d'un autre Etat. Cette disposition ne concerne pas les navires provenant d'une circonscription infectée ou ayant à bord une personne en provenance d'une telle circonscription, tant que n'est pas écoulée la période d'incubation de la maladie dont la circonscription est infectée.

2. La seule mesure applicable à un navire indemne se trouvant dans l'un ou l'autre de ces cas est, au besoin, la mise en faction, à bord, d'une garde sanitaire pour empêcher tout contact non autorisé entre le navire et la côte et veiller à l'application des dispositions de l'article 29.

3. L'autorité sanitaire permet à un navire se trouvant dans l'un des cas visés ci-dessus d'embarquer, sous son contrôle, du combustible ou des carburants, de l'eau potable, des vivres de consommation et des approvisionnements.

4. Lors de leur passage par un canal ou par une autre voie maritime, les navires infectés ou suspects peuvent être traités comme s'ils faisaient escale dans un port du territoire dans lequel est situé le canal ou la voie maritime.

Article 34.

Nonobstant toute disposition contraire du présent Règlement, exception faite de l'article 75, aucune mesure sanitaire, autre que la visite médicale, n'est imposée aux passagers et membres de l'équipage :

a) se trouvant sur un navire indemne, qui ne quittent pas le bord;

b) en transit, se trouvant à bord d'un aéronef indemne, s'ils ne franchissent pas les limites de la zone de transit direct d'un aéroport du territoire à travers lequel le transit s'effectue ou si, en attendant l'établissement d'une telle zone dans l'aéroport, ils se soumettent aux mesures de ségrégation prescrites par l'autorité sanitaire pour empêcher la propagation des maladies. Dans le cas où une personne se trouvant dans les conditions prévues ci-dessus est obligée de quitter l'aéroport où elle a débarqué, et ce dans le seul but de poursuivre son voyage à partir d'un autre aéroport situé à proximité, elle continue à jouir de l'exemption prévue ci-dessus si son transfert a lieu sous le contrôle de l'autorité ou des autorités sanitaires.

Chapitre IV — Mesures sanitaires à l'arrivée

Article 35.

Les Etats doivent, autant que faire se peut, accorder la libre pratique par radio à un navire ou à un aéronef lorsque, se basant sur les renseignements qu'il fournit avant son arrivée, l'autorité sanitaire du port ou de l'aéroport vers lequel il se dirige estime qu'il n'apportera pas une maladie quarantenaire ou n'en favorisera pas la propagation.

Article 36.

1. L'autorité sanitaire d'un port, d'un aéroport ou d'un poste frontière peut soumettre à la visite médicale à l'arrivée tout navire, aéronef, train ou véhicule routier, ainsi que toute personne effectuant un voyage international.

2. Les mesures sanitaires supplémentaires applicables à un navire, aéronef, train ou véhicule routier sont déterminées par les conditions ayant existé à bord pendant le voyage ou y existant au moment de la visite médicale, sans préjudice toutefois, les mesures que le présent Règlement permet d'appliquer à un navire, aéronef, train ou véhicule routier provenant d'une circonscription infectée.

3. Dans un pays où l'administration sanitaire doit faire face à des difficultés spéciales qui constituent un grave danger pour la santé publique, il peut être exigé de toute personne effectuant un voyage international qu'elle indique par écrit, à l'arrivée, son adresse de destination.

Article 37.

L'application de celles des mesures prévues au titre V qui dépendent du fait qu'un navire, un aéronef, un train, un véhicule routier, une personne ou des objets proviennent d'une circonscription infectée sera limitée aux provenances effectives de cette circonscription. Cette limitation est subordonnée à la condition que l'autorité sanitaire de la circonscription infectée prenne toutes les mesures nécessaires pour empêcher la propagation de la maladie et applique les mesures visées au paragraphe 2 de l'article 30.

Article 38.

A l'arrivée d'un navire, aéronef, train ou véhicule routier, toute personne atteinte peut être débarquée et isolée. Le débarquement est obligatoire s'il est requis par la personne responsable du moyen de transport.

Article 39.

1. Outre l'application des dispositions du titre V, l'autorité sanitaire peut soumettre à la surveillance tout suspect qui, au cours d'un voyage international, arrive, par quelque moyen que ce soit, en provenance d'une circonscription infectée ; cette surveillance peut être maintenue jusqu'à la fin de la période d'incubation, telle que déterminée dans le titre V.

2. Sauf dans les cas expressément prévus au présent Règlement, l'isolement ne remplace la surveillance que si l'autorité sanitaire considère comme exceptionnellement sérieux le danger de transmission de l'infection par le suspect.

Article 40.

Les mesures sanitaires, autres que la visite médicale, prises dans un port ou un aéroport ne sont renouvelées dans aucun des ports ou aéroports ultérieurement touchés par le navire ou l'aéronef, à moins que :

a) après le départ du port de l'aéroport où les mesures ont été appliquées, il ne se soit produit, dans ce port ou aéroport, ou à bord du navire ou de l'aéronef, un fait de caractère épidémiologique susceptible d'entraîner une nouvelle application de ces mesures ;

b) l'autorité sanitaire de l'un des ports ou aéroports subséquents n'ait pu s'assurer que les mesures prises n'avaient pas été appliquées d'une manière vraiment efficace.

Article 41.

Sous réserve des dispositions de l'article 79, les navires ou aéronefs ne peuvent, pour des motifs sanitaires, se voir refuser l'accès d'un port ou d'un aéroport.

Toutefois, si le port ou l'aéroport n'est pas outillé pour appliquer telles mesures sanitaires permises par le présent Règlement que l'autorité sanitaire du port ou de l'aéroport estime nécessaires, ces navires ou aéronefs peuvent être mis dans l'obligation de se rendre à leurs risques au port ou à l'aéroport qualifié le plus proche qui leur convient le mieux.

Article 42.

Un aéronef n'est pas considéré comme provenant d'une circonscription infectée du seul fait qu'il a atterri dans une telle circonscription sur un ou des aéroports sanitaires n'étant pas eux-mêmes des circonscriptions infectées.

Article 43.

Les personnes arrivant à bord d'un aéronef indemne ayant atterri dans une circonscription infectée et dont les passagers, ainsi que l'équipage, se sont conformés aux conditions de l'article 34 ne sont pas considérées comme étant en provenance d'une telle circonscription.

Article 44.

1. Sauf dans les cas prévus au paragraphe 2 ci-dessous, tout navire ou aéronef qui, à l'arrivée, refuse de se soumettre aux mesures prescrites, en application du présent Règlement, par l'autorité sanitaire du port ou de l'aéroport, est libre de poursuivre immédiatement son voyage ; il ne peut, dans ce cas, au cours de ce voyage, faire escale dans aucun autre port ou aéroport du même territoire. A la condition qu'il demeure en quarantaine, ce navire ou aéronef est néanmoins autorisé à prendre à bord du combustible ou des carburants, de l'eau potable, des vivres de consommation et des approvisionnements. Si, après visite médicale, ce navire est reconnu indemne, il conserve le bénéfice des dispositions de l'article 33.

2. Toutefois, sont soumis, par l'autorité sanitaire du port ou de l'aéroport, aux mesures prescrites en application du présent Règlement et ne sont pas libres de poursuivre immédiatement leur voyage, dans le cas où ils arrivent dans un port ou un aéroport d'une zone de réceptivité amarille :

a) les aéronefs infectés de fièvre jaune ;

b) les navires infectés de fièvre jaune, si des *Aedes aegypti* ont été décelés à bord et si la visite médicale démontre qu'une personne atteinte n'a pas été isolée en temps opportun.

Article 45.

1. Si, pour des raisons indépendantes de la volonté de son commandant, un aéronef atterrit ailleurs que dans un aéroport ou dans un aéroport autre que celui où il devait normalement atterrir, le commandant de l'aéronef, ou son délégué, s'efforce de notifier aussitôt l'atterrissage à l'autorité sanitaire la plus proche ou à toute autre autorité publique.

2. Dès que l'autorité sanitaire est avisée de cet atterrissage, elle peut prendre les dispositions appropriées, sans outrepasser, en aucun cas, les mesures permises par le présent Règlement.

3. Sous réserve des dispositions du paragraphe 5 ci-dessous, les personnes qui se trouvaient à bord ne peuvent, sauf pour entrer en communication avec l'autorité sanitaire ou toute autre autorité publique, ou avec la permission de celles-ci, quitter le voisinage du lieu d'atterrissage, et les marchandises ne peuvent pas être éloignées de ce voisinage.

4. Lorsque les mesures éventuellement prescrites par l'autorité sanitaire ont été exécutées, l'aéronef est admis, du point de vue sanitaire, à se diriger vers

l'aéroport, où il devait normalement atterrir ou, si des raisons techniques s'y opposent, vers un aéroport qui lui convient mieux.

5. En cas d'urgence, le commandant de l'aéronef, ou son délégué, prend toutes mesures que nécessitent la santé et la sécurité des passagers et de l'équipage.

Chapitre V.

Mesures concernant le transport international des marchandises, des bagages et du courrier.

Article 46.

1. Les marchandises ne sont soumises aux mesures sanitaires prévues au présent Règlement que si l'autorité sanitaire a des raisons de croire qu'elles peuvent avoir été contaminées par des germes d'une des maladies quaranténaires ou abriter des vecteurs d'une de ces maladies.

2. Sous réserve des mesures prévues à l'article 68, les marchandises, autres que les animaux vivants, qui passent en transit sans transbordement, ne sont soumises à aucune mesure sanitaire ni retenues aux ports, aéroports ou stations frontalières.

Article 47.

Sauf dans le cas d'une personne atteinte ou d'un suspect, les bagages ne peuvent être désinfectés ou désinsectisés que s'ils appartiennent à une personne qui transporte des objets contaminés ou sur laquelle sont trouvés des insectes vecteurs d'une maladie quarantenaire.

Article 48.

1. Aucune mesure sanitaire n'est prise à l'égard du courrier, des journaux, livres et autres imprimés.

2. Les colis postaux ne sont soumis à des mesures sanitaires que s'ils contiennent :

a) des aliments visés au paragraphe 1 de l'article 68 que l'autorité sanitaire a des raisons de croire contaminés du fait de leur provenance d'une circonscription infectée de choléra ;

b) du linge, des vêtements et de la literie ayant servi ou qui sont souillés et auxquels sont applicables les dispositions du titre V.

TITRE V - DISPOSITIONS PROPRES A CHACUNE DES MALADIES QUARANTENAIRES

Chapitre I - Peste

Article 49

Aux fins du présent Règlement, la période d'indubation de la peste est fixée à six jours.

Article 50

La vaccination contre la peste ne constitue pas une condition mise à l'admission d'une personne dans un territoire.

Article 51

1. Les Etats emploient tous les moyens en leur pouvoir pour diminuer le danger de propagation de la peste par les rongeurs et leurs ectoparasites. Leurs administrations sanitaires se tiennent constamment renseignées, par la collecte systématique et l'examen régulier des rongeurs et de leurs ectoparasites, sur la situation existant dans les circonscriptions - les ports et aéroports notamment - infectées de peste des rongeurs ou suspectes de l'être.

2. Pendant le séjour d'un navire ou aéronef dans un port ou aéroport infectés de peste, des mesures

spéciales sont prises pour éviter que des rongeurs ne pénètrent à bord.

Article 52

1. Les navires sont :

a) périodiquement dératés, ou

b) maintenus de façon permanente dans des conditions telles que le nombre de rongeurs à bord soit négligeable.

2. Les certificats de dératation et les certificats d'exemption de la dératation sont délivrés exclusivement par les autorités sanitaires des ports agréés à cette fin aux termes de l'article 17. La durée de validité de ces certificats est de six mois. Toutefois, cette durée peut être prolongée d'un mois pour les navires se dirigeant vers un port ainsi agréé, s'il est prévu que les opérations de dératation ou l'inspection, selon le cas, peuvent s'y effectuer dans de meilleures conditions.

3. Les certificats de dératation et les certificats d'exemption de la dératation sont conformes au modèle donné à l'Annexe 1.

4. Si aucun certificat valable ne lui est présenté, l'autorité sanitaire d'un port agréé aux termes de l'article 17 peut, après enquête et inspection :

a) dans le cas d'un port de la catégorie visée au paragraphe 2 de l'article 17, dératifier elle-même le navire ou faire effectuer cette opération sous sa direction et son contrôle. Elle décide, dans chaque cas, de la technique à employer pour assurer la destruction des rongeurs sur le navire. La dératation s'effectue de manière à éviter, autant que possible, tout dommage au navire et à la cargaison; elle ne doit pas durer plus du temps strictement nécessaire pour sa bonne exécution. L'opération a lieu, autant que faire se peut, en cales vides. Pour les navires sur lest, elle s'effectue avant chargement. Quant la dératation a été exécutée à sa satisfaction, l'autorité sanitaire délivre un certificat de dératation.

b) dans tout port agréé aux termes de l'article 17, délivrer un certificat d'exemption de la dératation si l'autorité sanitaire s'est rendu compte que le nombre de rongeurs à bord est négligeable. Ce certificat n'est délivré que si l'inspection du navire a été faite en cales vides, ou encore si celles-ci ne contiennent que du lest ou des objets non susceptibles d'attirer les rongeurs et dont la nature ou l'arrimage permettent l'inspection complète des cales. Les pétroliers dont les citernes sont pleines peuvent recevoir le certificat d'exemption de la dératation.

5. Si l'autorité sanitaire du port où la dératation a eu lieu estime que les conditions dans lesquelles cette opération a été effectuée n'ont pas permis d'obtenir un résultat satisfaisant, elle mentionne le fait sur le certificat de dératation existant.

Article 53

Dans des circonstances épidémiologiques exceptionnelles, quand la présence de rongeurs est soupçonnée à bord, un aéronef peut être dératé.

Article 54

Avant leur départ d'une circonscription où existe une épidémie de peste pulmonaire, les suspects effectuant un voyage international doivent être soumis à l'isolement pendant une période de six jours à compter de leur dernière exposition à l'infection.

Article 55.

1. Un navire ou aéronef est considéré à l'arrivée comme infecté :

- a) s'il y a un cas de peste humaine à bord ; ou
b) si un rongeur infecté de peste est trouvé à bord.

Un navire est considéré également comme infecté si un cas de peste humaine s'est déclaré plus de six jours après l'embarquement.

2. Un navire est considéré à l'arrivée comme suspect :

a) si, bien qu'il n'y ait pas de peste humaine à bord, un cas s'était déclaré dans les six jours après l'embarquement ; ou

b) s'il s'est manifesté parmi les rongeurs à bord une mortalité insolite de cause non encore déterminée.

3. Bien que provenant d'une circonscription infectée ou ayant à bord une personne en provenance d'une circonscription infectée, un navire ou aéronef est à l'arrivée considéré comme indemne si, à la visite médicale, l'autorité sanitaire a pu s'assurer que les conditions prévues aux paragraphes 1 et 2 du présent article n'existent pas.

Article 56.

1. A l'arrivée d'un navire infecté ou suspect, ou d'un aéronef infecté, l'autorité sanitaire peut appliquer les mesures suivantes :

a) désinsectisation et surveillance des suspects, la surveillance ne devant pas durer plus de six jours à compter de l'arrivée ;

b) désinsectisation et, au besoin, désinfection :

i) des bagages des personnes atteintes ou des suspects ;

ii) de tout autre objet, tel que literie et linge ayant servi et de toute partie du navire ou de l'aéronef, qui sont considérés comme contaminés.

2. En cas de peste murine à bord, le navire est dératé, si besoin est, en quarantaine, conformément aux stipulations de l'article 52 sous réserve des dispositions suivantes :

a) les opérations de dératisation ont lieu dès que les cales sont vidées ;

b) en vue d'empêcher les rongeurs infectés de quitter le bord, il peut être procédé à une ou plusieurs dératisations préliminaires du navire qui peuvent être prescrites avant ou pendant le déchargement de la cargaison ;

c) si, du fait qu'une partie seulement de la cargaison d'un navire doit être déchargée, la destruction complète des rongeurs ne peut pas être assurée, le navire est autorisé à décharger cette partie de la cargaison, sous réserve pour l'autorité sanitaire d'appliquer les mesures jugées par elle nécessaires et qui peuvent comprendre la mise du navire en quarantaine afin d'empêcher les rongeurs infectés de quitter le bord.

3. Si un rongeur mort de peste est trouvé à bord d'un aéronef, l'aéronef est dératé, si besoin est en quarantaine.

Article 57.

Un navire cesse d'être considéré comme infecté ou suspect et un aéronef cesse d'être considéré comme infecté quand les mesures prescrites par l'autorité sanitaire, conformément aux dispositions des articles 38 et 56, ont été dûment exécutées ou lorsque l'autorité sanitaire a pu s'assurer que la mortalité insolite parmi les rongeurs n'est pas due à la peste. Le navire ou l'aéronef est dès lors admis à la libre pratique.

Article 58.

A l'arrivée, un navire ou aéronef indemne est admis à la libre pratique ; toutefois, s'il provient d'une circonscription infectée, l'autorité sanitaire peut :

v a) soumettre tout suspect quittant le bord à la surveillance pendant une période qui ne doit pas dépasser

ser six jours à compter de la date à laquelle le navire ou aéronef a quitté la circonscription infectée ;

b) ordonner la destruction des rongeurs à bord du navire dans des cas exceptionnels et pour des motifs bien fondés qui sont communiqués par écrit au capitaine du navire.

Article 59.

Si un cas de peste humaine est constaté à l'arrivée d'un train ou d'un véhicule routier, l'autorité sanitaire peut appliquer les mesures prévues à l'article 38 et au paragraphe 1 de l'article 56, étant entendu que les mesures de désinsectisation et, si besoin est, de désinfection sont appliquées à telles parties du train ou du véhicule routier qui sont considérées comme contaminées.

Chapitre II—Choléra

Article 60.

Aux fins du présent Règlement, la période d'incubation du choléra est fixée à cinq jours.

Article 61.

1. Dans l'application des mesures prévues au présent Règlement, les autorités sanitaires tiennent compte de la présentation d'un certificat valable de vaccination contre le choléra.

2. Les étalons de vaccins anticholériques en vigueur dans les territoires où les vaccinations sont effectuées sont reconnus valables par toutes les administrations sanitaires.

3. Lorsqu'une personne effectuant un voyage international arrive, pendant la période d'incubation, d'une circonscription infectée, l'autorité sanitaire peut appliquer les mesures suivantes :

a) si cette personne est munie d'un certificat valable de vaccination contre le choléra, elle peut être soumise à la surveillance pendant une période qui ne peut dépasser cinq jours à compter de la date de départ de la circonscription infectée ;

b) si cette personne n'est pas munie dudit certificat, elle peut être isolée pendant une période de même durée que ci-dessus.

Article 62.

1. Un navire est considéré comme infecté si, à l'arrivée, il y a un cas de choléra à bord, ou si un tel cas s'est déclaré à bord pendant les cinq jours précédant l'arrivée.

2. Un navire est considéré comme suspect s'il y a eu un cas de choléra à bord pendant le voyage, pourvu qu'aucun cas nouveau ne se soit déclaré pendant les cinq jours précédant l'arrivée.

3. Un aéronef est considéré comme infecté si, à l'arrivée, il y a un cas de choléra à bord. Il est considéré comme suspect si, un cas de choléra s'étant déclaré à bord pendant le voyage, la personne atteinte a été débarquée à une escale antérieure.

4. Bien que provenant d'une circonscription infectée ou ayant à bord une personne en provenance d'une circonscription infectée, un navire ou aéronef est considéré à l'arrivée comme indemne si, à la visite médicale, l'autorité sanitaire a pu s'assurer qu'il n'y a pas eu de choléra à bord pendant le voyage.

Article 63.

1. A l'arrivée d'un navire ou aéronef infecté, l'autorité sanitaire peut appliquer les mesures suivantes :

a) pendant cinq jours au plus à compter de la date du débarquement, surveillance des passagers ou mem-

bres de l'équipage munis d'un certificat valable de vaccination contre le choléra et isolement de toutes autres personnes quittant le bord;

b) désinfection :

i) des bagages des personnes atteintes ou des suspects;

ii) de tout autre objet, tel que literie et linge ayant servi, et de toute partie du navire ou de l'aéronef, qui sont considérés comme contaminés;

c) désinfection et évacuation des réserves d'eau du bord qui sont considérées comme contaminées, et désinfection des réservoirs.

2. Il est interdit de laisser s'écouler, de verser ou de jeter des déjections humaines, des eaux, y compris les eaux de cale, et des matières résiduelles, ainsi que toute matière considérée comme contaminée, si ce n'est après désinfection préalable. L'autorité sanitaire est responsable de la bonne exécution de toute évacuation de cette nature.

Article 64.

1. A l'arrivée d'un navire ou aéronef suspect, les mesures prescrites aux lettres b) et c) du paragraphe 1 ainsi qu'au paragraphe 2 de l'article 63 peuvent lui être appliquées par l'autorité sanitaire.

2. En outre, et sans préjudice des mesures visées à la lettre b) du paragraphe 3 de l'article 61, les passagers ou membres de l'équipage quittant le bord peuvent être soumis à une surveillance pendant cinq jours au plus à compter de la date d'arrivée.

Article 65.

Le navire ou aéronef cesse d'être considéré comme infecté ou suspect quand les mesures prescrites par l'autorité sanitaire, conformément à l'article 38 et aux articles 63 et 74 selon le cas, ont été dûment exécutées. Le navire ou l'aéronef est dès lors admis à la libre pratique.

Article 66.

A l'arrivée, un navire ou aéronef indemne est admis à la libre pratique. Toutefois, s'il provient d'une circonscription infectée, l'autorité sanitaire peut appliquer aux passagers et aux membres de l'équipage quittant le bord les mesures prescrites par l'article 61.

Article 67.

Si, à l'arrivée d'un train ou d'un véhicule routier, un cas de choléra est constaté, l'autorité sanitaire peut appliquer les mesures suivantes :

a) sans préjudice des mesures visées à la lettre b) du paragraphe 3 de l'article 61, surveillance des suspects cinq jours au plus à compter de la date d'arrivée;

b) désinfection :

i) des bagages de la personne atteinte et, au besoin, des bagages de tout suspect;

ii) de tout autre objet, tel que literie ou linge ayant servi, et de toute partie du train ou du véhicule routier, qui sont considérés comme contaminés.

Article 68

1. A l'arrivée d'un navire ou aéronef infecté ou suspect ou d'un train ou véhicule routier à bord desquels un cas de choléra a été constaté, ou encore d'un navire, aéronef, train ou véhicule routier en provenance d'une circonscription infectée, l'autorité sanitaire peut interdire le déchargement ou faire procéder à l'enlèvement de tout poisson, crustacé, coquillage, fruit ou légume destiné à être consommé cru ou de boissons, à moins que ces produits alimentaires ou ces boissons ne soient contenus dans les récipients hermétiquement

scellés et que l'autorité sanitaire n'ait pas lieu de les considérer comme contaminés. S'il est procédé à l'enlèvement de ces aliments ou boissons, des dispositions sont prises pour éviter tout danger de contamination.

2. Dans le cas où ces aliments ou boissons font partie d'une cargaison transportée dans la cale d'un navire ou dans le compartiment d'un aéronef réservé au fret, seule l'autorité sanitaire du port ou de l'aéroport où doit avoir lieu le déchargement peut faire procéder à leur enlèvement.

3. Le commandant d'un aéronef a toujours le droit d'exiger l'enlèvement de ces aliments ou boissons.

Article 69

1. Nul ne peut être astreint à un prélèvement rectal.

2. Seule une personne effectuant un voyage international et qui, arrivant, pendant la période d'incubation du choléra, d'une circonscription infectée, présente des symptômes qui permettent de soupçonner cette maladie, peut être astreinte à un examen de selles.

Chapitre III - Fièvre jaune

Article 70

Les administrations sanitaires font connaître à l'Organisation la zone ou les zones de leur territoire où les conditions d'une zone de réceptivité amarile sont réalisées et rendent compte sans délai de tout changement dans ces conditions. L'Organisation transmet les informations reçues à toutes les administrations sanitaires.

Article 71.

Aux fins du présent Règlement, la période d'incubation de la fièvre jaune est fixée à six jours.

Article 72.

1. La vaccination contre la fièvre jaune est exigée de toute personne effectuant un voyage international et quittant une circonscription infectée à destination d'une zone de réceptivité amarile.

2. Lorsqu'une telle personne est munie d'un certificat de vaccination anti-amarile non encore valable, elle peut cependant être autorisée à partir, mais les dispositions de l'article 74 peuvent lui être appliquées à l'arrivée.

3. Une personne en possession d'un certificat valable de vaccination contre la fièvre jaune n'est pas traitée comme un suspect, même si elle provient d'une circonscription infectée.

Article 73.

1. La possession d'un certificat valable de vaccination contre la fièvre jaune est obligatoire pour le personnel de tout aéroport situé dans une circonscription infectée, ainsi que pour tout membre de l'équipage d'un aéronef qui utilise cet aéroport.

2. Les aéronefs partant d'un aéroport situé dans une circonscription infectée et se rendant dans une zone de réceptivité amarile sont désinsectisés sous le contrôle de l'autorité sanitaire le plus tard possible avant le départ, sans toutefois retarder celui-ci. Les Etats intéressés peuvent accepter la désinsectisation en cours de vol des parties de l'aéronef susceptibles d'être ainsi traitées.

3. Les navires ou aéronefs quittant un port ou un aéroport où l'*Aedes aegypti* existe encore et qui se rendent dans un port ou dans un aéroport d'où l'*Aedes aegypti* a été éliminé seront de même désinsectisés.

Article 74.

Dans une zone de réceptivité amarile, l'autorité sanitaire peut exiger l'isolement d'une personne effectuant un voyage international, qui provient d'une circonscription infectée et n'est pas munie d'un certificat valable de vaccination contre la fièvre jaune, et ce jusqu'à ce que le certificat devienne valable ou que six jours au plus se soient écoulés à compter de la dernière date à laquelle la personne a pu être exposée à l'infection; la période la plus courte est retenue.

Article 75.

1. Toute personne provenant d'une circonscription infectée, qui n'est pas munie d'un certificat valable de vaccination contre la fièvre jaune et qui, au cours d'un voyage international, doit passer par un aéroport situé dans une zone de réceptivité amarile ne disposant pas encore des moyens d'assurer la ségrégation, telle qu'elle est prévue à l'article 34, peut être retenue, pendant la période prescrite à l'article 74, dans un aéroport où existent ces moyens si les administrations sanitaires des territoires où sont situés lesdits aéroports ont conclu un accord à cet effet.

2. Les administrations sanitaires intéressées informent l'Organisation lorsqu'un accord de cette nature entre en vigueur ou prend fin. L'Organisation communie immédiatement ce renseignement à toutes les autres administrations sanitaires.

Article 76.

1. A l'arrivée, un navire est considéré comme infecté s'il y a un cas de fièvre jaune à bord, ou si un tel cas s'est déclaré à bord pendant le voyage. Il est considéré comme suspect si, moins de six jours avant l'arrivée, il a quitté une circonscription infectée, ou s'il arrive dans les trente jours suivant son départ d'une telle circonscription et que l'autorité sanitaire constate la présence d'*Aedes aegypti* à son bord. Tout autre navire est considéré comme indemne.

2. A l'arrivée, un aéronef est considéré comme infecté s'il a un cas de fièvre jaune à bord. Il est considéré comme suspect si l'autorité sanitaire n'est pas satisfaite de la désinsectisation effectuée conformément au paragraphe 2 de l'article 73 et si elle constate l'existence de moustiques vivants à bord de l'aéronef. Tout autre aéronef est considéré comme indemne.

Article 77.

1. A l'arrivée d'un navire ou aéronef infecté ou suspect, l'autorité sanitaire peut :

a) dans une zone de réceptivité amarile, appliquer à l'égard de tout passager ou membre de l'équipage quittant le bord sans être muni d'un certificat valable de vaccination contre la fièvre jaune, les mesures visées à l'article 74.

b) procéder à l'inspection du navire ou de l'aéronef et à la destruction totale des *Aedes aegypti*. Dans une zone de réceptivité amarile, il peut en outre être exigé que le navire, jusqu'à exécution de ces mesures, reste à quatre cents mètres au moins de la terre.

2. Le navire ou aéronef cesse d'être considéré comme infecté ou suspect quand les mesures prescrites par l'autorité sanitaire, conformément à l'article 38 et au paragraphe 1 du présent article, ont été dûment exécutées. Le navire ou l'aéronef est dès lors admis à la libre pratique.

Article 78.

A l'arrivée d'un navire ou aéronef indemne provenant d'une circonscription infectée, les mesures visées

à la lettre b) du paragraphe 1 de l'article 77 peuvent lui être appliquées. Le navire ou l'aéronef est dès lors admis à la libre pratique.

Article 79.

Les Etats ne peuvent pas interdire aux aéronefs l'atterrissage sur leurs aéroports sanitaires, si les mesures visées au paragraphe 2 de l'article 73 sont appliquées. Dans une zone de réceptivité amarile, l'Etat peut toutefois désigner un ou plusieurs aéroports déterminés comme étant les seuls où peuvent atterrir les aéronefs en provenance d'une circonscription infectée.

Article 80.

A l'arrivée dans une zone de réceptivité amarile d'un train ou d'un véhicule routier, l'autorité sanitaire peut appliquer les mesures suivantes :

a) isolement, suivant les dispositions de l'article 74, de toute personne provenant d'une circonscription infectée sans être munie d'un certificat valable de vaccination contre la fièvre jaune ;

b) désinsectisation du train ou du véhicule s'il est en provenance d'une circonscription infectée.

Article 81.

Dans une zone de réceptivité amarile, l'isolement visé à l'article 38 et au présent chapitre a lieu dans des locaux à l'abri des moustiques.

Chapitre IV.

Variole.

Article 82.

Aux fins du présent Règlement, la période d'incubation de la variole est fixée à quatorze jours.

Article 83.

1. L'administration sanitaire peut exiger de toute personne effectuant un voyage international qu'elle soit munie à l'arrivée d'un certificat valable de vaccination contre la variole, à moins qu'elle présente des signes d'une atteinte antérieure de variole attestant de façon suffisante son immunité. Si la personne n'est pas munie de ce certificat, elle peut être vaccinée. Si elle refuse de se laisser vacciner, elle peut être soumise à la surveillance pendant quatorze jours au plus à compter de la date de son départ du dernier territoire par où elle a passé avant son arrivée.

2. Toute personne qui, effectuant un voyage international, s'est trouvée, au cours des quatorze jours précédant son arrivée, dans une circonscription infectée et qui, de l'avis de l'autorité sanitaire, n'est pas suffisamment protégée par la vaccination ou par une atteinte antérieure de variole, peut être vaccinée ou soumise à la surveillance, ou vaccinée puis soumise à la surveillance ; si elle refuse de se laisser vacciner, elle peut être isolée. La durée de la période de surveillance ou d'isolement ne peut dépasser quatorze jours à compter de la date à laquelle la personne a quitté une circonscription infectée. Un certificat valable de vaccination contre la variole constitue la preuve d'une protection suffisante.

Article 84.

1. Un navire ou aéronef est considéré comme infecté si, à l'arrivée, il y a un cas de variole à bord, ou si un tel cas s'est déclaré pendant le voyage.

2. Tout autre navire ou aéronef est considéré comme indemne, même si des suspects se trouvent à bord, mais ceux-ci peuvent, s'ils quittent le bord, être soumis aux mesures visées à l'article 85.

Article 85.

1. A l'arrivée d'un navire ou aéronef infecté, l'autorité sanitaire :

a) offre la vaccination à toute personne à bord que cette autorité sanitaire considère comme n'étant pas suffisamment protégée contre la variole ;

b) peut, pendant quatorze jours au plus à compter de la date de la dernière exposition à l'infection, isoler ou soumettre à la surveillance toute personne quittant le bord, mais l'autorité sanitaire prend en considération, quand elle fixe la durée de la période d'isolement ou de surveillance, les vaccinations antérieures de cette personne et les possibilités d'infection auxquelles elle aurait été exposée ;

c) procède à la désinfection de ;

i) tous les bagages des personnes atteintes ;

ii) tous autres bagages ou objets, tels que literie ou linge ayant servi, et toute partie du navire ou de l'aéronef, qui sont considérés comme contaminés.

2. Un navire ou aéronef continue d'être considéré comme infecté jusqu'à ce que les personnes atteintes aient été débarquées et que les mesures prescrites par l'autorité sanitaire, conformément au paragraphe 1 du présent article, aient été dûment appliquées. Le navire ou aéronef est dès lors admis à la libre pratique.

Article 86.

A l'arrivée, tout navire ou aéronef indemne, même provenant d'une circonscription infectée, est admis à la libre pratique.

Article 87.

Si, à l'arrivée d'un train ou d'un véhicule routier, un cas de variole est constaté, la personne atteinte est débarquée et les dispositions du paragraphe 1 de l'article 85 sont appliquées, la durée de la période éventuelle de surveillance ou d'isolement étant comptée à partir de la date d'arrivée du train ou du véhicule routier et la désinfection étant appliquée à toute partie du train ou du véhicule routier qui est considérée comme contaminée.

Chapitre V.

Typhus

Article 88.

Aux fins du présent Règlement, la période d'incubation du typhus est fixée à quatorze jours.

Article 89.

La vaccination contre le typhus ne constitue pas une condition mise à l'admission d'une personne dans un territoire.

Article 90.

1. Au départ d'une circonscription infectée, les personnes effectuant un voyage international que l'autorité sanitaire de cette circonscription considère comme susceptibles de transmettre le typhus sont désinsectisées. Les vêtements qu'elles portent, leurs bagages et tous autres objets pouvant transmettre le typhus sont également désinsectisés et, au besoin, désinfectés.

2. Les personnes effectuant un voyage international qui ont quitté, depuis moins de quatorze jours, une circonscription infectée peuvent, si l'autorité sanitaire du lieu d'arrivée le juge nécessaire, être désinsectisées. Elles peuvent être soumises à la surveillance pendant une période de quatorze jours au plus à compter de la date de la désinsectisation. Les vêtements portés par ces personnes, leurs bagages et tous autres

objets pouvant transmettre le typhus sont également désinsectisés et, au besoin, désinfectés.

Article 91.

A l'arrivée, tout navire ou aéronef, même s'il se trouve à bord une personne atteinte, est considéré comme indemne, mais les dispositions de l'article 38 peuvent lui être appliquées et tout suspect peut être désinsectisé. Les locaux occupés par la personne atteinte et par les suspects, ainsi que les vêtements qu'ils portent, leurs bagages et tous autres objets susceptibles de transmettre le typhus, peuvent être désinsectisés et, au besoin, désinfectés. Le navire ou l'aéronef est dès lors admis à la libre pratique.

Article 92.

Si, à l'arrivée d'un train ou d'un véhicule routier, un cas de typhus est constaté, les mesures visées aux articles 38 et 91 peuvent être appliquées par l'autorité sanitaire.

Chapitre VI—Fièvre récurrente

Article 93.

Aux fins du présent Règlement, la période d'incubation de la fièvre récurrente est fixée à huit jours.

Article 94.

Les dispositions des articles 89, 90, 91 et 92 relatifs au typhus s'appliquent à la fièvre récurrente ; cependant, si une personne est soumise à la surveillance, la durée de la période de surveillance ne doit pas dépasser huit jours à compter de la date de la désinsectisation.

TITRE VI—DOCUMENTS SANITAIRES

Article 95.

Il ne peut être exigé d'un navire ou aéronef aucune patente de santé, avec ou sans visa consulaire, ni aucun certificat, quelle qu'en soit la dénomination, relatif à l'état sanitaire d'un port ou d'un aéroport.

Article 96.

1. Avant d'arriver au premier port d'escale dans un territoire, le capitaine d'un navire de mer qui effectue un voyage international se renseigne sur l'état de santé de toutes les personnes se trouvant à bord et, à l'arrivée, sauf lorsque l'administration sanitaire ne l'exige pas, il remplit et remet à l'autorité sanitaire de ce port une Déclaration maritime de santé qui est contresignée par le médecin de bord, si l'équipage en comporte un.

2. Le capitaine et, s'il y en a un, le médecin de bord répondent à toute demande de renseignements faite par l'autorité sanitaire sur les conditions sanitaires du bord pendant le voyage.

3. La Déclaration maritime de santé doit être conforme au modèle donné à l'Annexe 5.

Article 97.

1. A l'atterrissage sur un aéroport, le commandant d'un aéronef ou son représentant autorisé remplit et remet à l'autorité sanitaire de cet aéroport, à moins que l'administration sanitaire ne l'exige pas, la partie relative aux questions sanitaires de la Déclaration générale d'aéronef, qui doit être conforme au modèle donné à l'Annexe 6.

2. Le commandant d'un aéronef, ou son représentant autorisé, doit répondre à toute demande de renseignements faite par l'autorité sanitaire sur les conditions sanitaires du bord pendant le voyage.

Article 98.

1. Les certificats faisant l'objet des Annexes 1, 2, 3 et 4 sont imprimés en français et en anglais ; ils peuvent, en outre, comporter un texte dans une des langues officielles du territoire où le certificat est délivré.

2. Les certificats visés au paragraphe 1 du présent article sont remplis en français ou en anglais.

Article 99.

Les documents relatifs à la vaccination délivrés par les forces armées à leur personnel en activité de service sont acceptés à la place du certificat international, tel qu'il est reproduit aux Annexes 2, 3 ou 4, à condition qu'ils comportent :

a) des renseignements médicaux équivalents à ceux devant figurer sur le modèle, et

b) une déclaration en français ou en anglais spécifiant la nature et la date de la vaccination et attestant qu'ils sont délivrés en vertu du présent article.

Article 100.

Aucun document sanitaire autre que ceux visés au présent Règlement ne peut être exigé dans le trafic international.

TITRE VII — DROITS SANITAIRES

Article 101.

1. L'autorité sanitaire ne perçoit aucun droit pour :

a) toute visite médicale prévue au présent Règlement ainsi que tout examen complémentaire, bactériologique ou autre, qui peut être nécessaire pour connaître l'état de santé de la personne examinée ;

b) toute vaccination à l'arrivée et tout certificat s'y rapportant.

2. Si l'application des mesures prévues au présent Règlement, autres que celles visées au paragraphe 1 du présent article, comporte le paiement de droits, il doit y avoir dans chaque territoire, un seul tarif s'y rapportant. Les droits réclamés doivent :

a) être conformes à ce tarif ;

b) être modérés et, en aucun cas, ne dépasser le coût effectif du service rendu ;

c) être perçus sans distinction de nationalité, de domicile ou de résidence en ce qui concerne les personnes, ou de nationalité, de pavillon, de registre ou de propriété, en ce qui concerne les navires, aéronefs, voitures de chemin de fer, wagons ou véhicules routiers. En particulier, aucune distinction n'est faite entre les nationaux et les étrangers, ni entre les navires, aéronefs, voitures de chemin de fer, wagons ou véhicules routiers nationaux et étrangers.

3. Le tarif et toute modification qui peut y être apportée par la suite sont publiés dix jours au moins avant leur entrée en vigueur et notifiés immédiatement à l'Organisation.

TITRE VIII — DISPOSITIONS DIVERSES

Article 102.

1. Les navires ou aéronefs quittant une circonscription dans laquelle existe la transmission du paludisme ou d'une autre maladie transmise par des moustiques, ou dans laquelle se trouvent des moustiques vecteurs de maladies résistants aux insecticides, sont désinsectisés sous le contrôle de l'autorité sanitaire le plus tard possible avant le départ, sans toutefois retarder celui-ci.

2. A l'arrivée dans une zone où l'importation de vecteurs pourrait causer la transmission du paludisme

ou d'une autre maladie transmise par des moustiques, les navires ou aéronefs mentionnés au paragraphe 1 du présent article peuvent être désinsectisés si l'autorité sanitaire n'est pas satisfaite de la désinsectisation effectuée conformément au paragraphe 1 du présent article ou si elle constate l'existence de moustiques vivants à bord.

3. Les Etats intéressés peuvent accepter la désinsectisation en cours de vol des parties de l'aéronef susceptibles d'être ainsi traitées.

Article 103.

1. Les migrants, les travailleurs saisonniers ou les personnes prenant part à des rassemblements périodiques importants, ainsi que les navires, aéronefs, trains ou véhicules routiers les transportant, peuvent être soumis à des mesures sanitaires additionnelles conformes aux lois et règlements de chacun des Etats intéressés et aux accords intervenus entre eux.

2. Chacun des Etats informe l'Organisation des dispositions légales et réglementaires, ainsi que des accords, applicables aux migrants, aux travailleurs saisonniers et aux personnes prenant part à des rassemblements périodiques importants.

Article 104.

1. Des arrangements spéciaux peuvent être conclus entre deux ou plusieurs Etats ayant des intérêts communs en raison de leurs conditions sanitaires, géographiques, sociales ou économiques, pour faciliter l'application du présent Règlement, notamment en ce qui concerne :

a) l'échange direct et rapide de renseignements épidémiologiques entre territoires voisins ;

b) les mesures sanitaires applicables au cabotage international et au trafic international sur les voies d'eau intérieures, y compris les lacs ;

c) les mesures sanitaires applicables aux frontières de territoires limitrophes ;

d) la réunion de deux ou plusieurs territoires en un seul pour l'application de toute mesure sanitaire prévue au présent Règlement ;

e) l'utilisation de moyens de transport spécialement aménagés pour le déplacement des personnes atteintes.

2. Les arrangements visés au paragraphe 1 du présent article ne doivent pas comporter de dispositions contraires à celles du présent Règlement.

3. Les Etats communiquent à l'Organisation tous arrangements qu'ils peuvent être amenés à conclure aux termes du présent article. L'Organisation informe immédiatement toutes les administrations sanitaires de la conclusion de ces arrangements.

TITRE IX — DISPOSITIONS FINALES

Article 105.

1. Sous réserve des dispositions de l'article 107 et des exceptions ci-après spécifiées, le présent Règlement, dès son entrée, en vigueur, remplace, entre les Etats qui y sont soumis et entre ces Etats et l'Organisation, les dispositions des conventions sanitaires internationales et des arrangements de même nature ci-après mentionnés :

a) Convention sanitaire internationale, signée à Paris le 3 décembre 1903 ;

b) Convention sanitaire panaméricaine, signée à Washington le 14 octobre 1905 ;

c) Convention sanitaire internationale, signée à Paris le 17 janvier 1912 ;

d) Convention sanitaire internationale, signée à Paris le 21 juin 1926;

e) Convention sanitaire internationale pour la navigation aérienne, signée à la Haye le 12 avril 1933;

f) Arrangement international concernant la suppression des patentes de santé. signé à Paris le 22 décembre 1934;

g) Arrangement international concernant la suppression des visas consulaires sur les patentes de santé, signé à Paris le 22 décembre 1934;

h) Convention portant modification de la Convention sanitaire internationale du 21 juin 1926, signée à Paris le 31 octobre 1938;

i) Convention sanitaire internationale de 1944 portant modification de la Convention du 21 juin 1926, ouverte à la signature à Washington le 15 décembre 1944;

j) Convention sanitaire internationale pour la navigation aérienne de 1944, portant modification de la Convention du 12 avril 1933, ouverte à la signature à Washington le 15 décembre 1944;

k) Protocole du 23 avril 1946 prorogeant la Convention sanitaire internationale de 1944, signé à Washington ;

l) Protocole du 23 avril 1946 prorogeant la Convention sanitaire internationale pour la navigation aérienne de 1944, signé à Washington.

2. Le Code sanitaire panaméricain, signé à La Havane le 14 novembre 1924, reste en vigueur, à l'exception des articles 2, 9, 10, 11, 16 à 53, 61 et 62, auxquels s'appliquent les dispositions appropriées du paragraphe 1 du présent article.

Article 106.

1. Le délai prévu conformément à l'article 22 de la Constitution de l'Organisation pour formuler tous refus ou réserves est de neuf mois à compter de la date de notification, par le Directeur général, de l'adoption du présent Règlement par l'Assemblée mondiale de la Santé.

2. Un Etat peut, par notification faite au Directeur général, porter cette période à dix-huit mois en ce concerne les territoires d'outre-mer ou éloignés pour lesquels il a la responsabilité de la conduite des relations internationales.

3. Tout refus ou réserve reçu par le Directeur général après l'expiration de la période visée au paragraphe 1 ou au paragraphe 2 du présent article, selon le cas, est sans effet.

Article 107.

1. Lorsqu'un Etat fait une réserve au présent Règlement, celle-ci n'est valable que si elle est acceptée par l'Assemblée mondiale de la Santé. Le présent Règlement n'entre en vigueur au regard de cet Etat que lorsque cette réserve a été acceptée par l'Assemblée ou, si l'Assemblée s'y est opposée du fait qu'elle contrevient essentiellement au caractère et au but du Règlement, lorsque ladite réserve a été retirée.

2. Un refus partiel du présent Règlement équivaut à une réserve.

3. L'Assemblée mondiale de la Santé peut mettre comme condition à son acceptation d'une réserve l'obligation pour l'Etat qui formule cette réserve de continuer à assumer une ou plusieurs obligations portant sur l'objet de ladite réserve et qui avaient été précédemment acceptées par ledit Etat en vertu des conventions ou arrangements visés à l'article 105.

4. Si un Etat formule une réserve, considérée par l'Assemblée mondiale de la Santé comme ne contrevenant pas essentiellement à une ou plusieurs obliga-

tions qu'avait acceptées ledit Etat en vertu des conventions et arrangements visés à l'article 105, l'Assemblée peut accepter cette réserve sans demander à l'Etat, comme condition d'acceptation, de s'obliger comme il est prévu au paragraphe 3 du présent article.

5. Si l'Assemblée mondiale de la Santé s'oppose à une réserve et si celle-ci n'est pas retirée, le présent Règlement n'entre pas en vigueur au regard de l'Etat qui a fait cette réserve. Les conventions ou arrangements visés à l'article 105 auxquels cet Etat est déjà partie demeurent dès lors en vigueur en ce qui le concerne

Article 108.

Un refus ou tout ou partie d'une réserve quelconque peuvent, à tout moment, être retirés par notification faite au Directeur général.

Article 109.

1. Le présent Règlement entre en vigueur le premier octobre 1952,

2. Tout Etat qui devient Membre de l'Organisation après le premier octobre 1952 et qui n'est pas déjà partie au présent Règlement peut notifier qu'il le refuse ou qu'il fait des réserves à son sujet, et ce dans un délai de trois mois à compter de la date à laquelle cet Etat devient Membre de l'Organisation. Sous réserve des dispositions de l'article 107, et sauf en cas de refus, le présent Règlement entre en vigueur au regard de cet Etat à l'expiration du délai susvisé.

Article 110.

1. Les Etats non membres de l'Organisation, mais qui sont parties à telle convention ou à tel arrangement visés à l'article 105, ou auxquels le Directeur général a notifié l'adoption du présent Règlement par l'Assemblée mondiale de la Santé, peuvent devenir parties à celui-ci en notifiant au Directeur général leur acceptation. Sous réserve des dispositions de l'article 107, cette acceptation prend effet à la date d'entrée en vigueur du présent Règlement ou, si cette acceptation est notifiée après cette date, trois mois après le jour de la réception par le Directeur général de ladite notification.

2. Aux fins de l'application du présent Règlement, les articles 23, 33, 62, 63 et 64 de la Constitution de l'Organisation s'appliquent aux Etats non membres de l'Organisation qui deviennent parties audit Règlement.

3. Les Etats non membres de l'Organisation, mais qui sont devenus parties au présent Règlement, peuvent en tout temps dénoncer leur participation audit Règlement par une notification adressée au Directeur général ; cette dénonciation prend effet six mois après réception de ladite notification. L'Etat qui a dénoncé applique de nouveau, à partir de ce moment, les dispositions de telle convention ou de tel arrangement visés à l'article 105 auxquels ledit Etat était précédemment partie.

Article 111.

Le Directeur général de l'Organisation notifie à tous les Membres et Membres associés, ainsi qu'aux autres parties à toute convention ou à tout arrangement visés à l'article 105, l'adoption du présent Règlement par l'Assemblée mondiale de la Santé. Le Directeur général notifie de même à ces Etats, ainsi qu'à tout autre Etat devenu partie au présent Règlement, tout Règlement additionnel modifiant ou complétant celui-ci ainsi que toute notification qu'il aura reçue en application des articles 106, 108, 109 et 110 respectivement, aussi bien que toute décision prise par l'Assemblée mondiale de la Santé en application de l'article 107.

Article 112.

1. Toute question ou tout différend concernant l'interprétation ou l'application du présent Règlement ou de tout Règlement additionnel peut être soumis, par tout Etat intéressé au Directeur général, qui s'efforce alors de régler la question ou le différend. A défaut de règlement, le Directeur général, de sa propre initiative ou à la requête de tout Etat intéressé, soumet la question ou le différend au comité ou autre organe compétent de l'Organisation pour examen.

2. Tout Etat intéressé a le droit d'être représenté devant ce comité ou cet autre organe.

3. Tout différend qui n'a pas été réglé par cette procédure peut, par voie de requête, être porté par tout Etat intéressé devant la Cour de Justice internationale pour décision.

Article 113.

1. Le texte français et le texte anglais du présent Règlement font également foi.

2. Les textes originaux du présent Règlement sont déposés aux archives de l'Organisation. Des copies certifiées conformes en sont expédiées par le Directeur général à tous les Membres et Membres associés, comme aussi aux autres parties à l'une des conventions ou à l'un des arrangements visés à l'article 105. Au moment de l'entrée en vigueur du présent Règlement, des copies certifiées conformes sont fournies par le Directeur général au Secrétaire général des Nations Unies pour enregistrement, en application de l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

TITRE X—DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Article 114.

1. Nonobstant toutes dispositions contraires des conventions ou arrangements en vigueur, les certifi-

cats de vaccination conformes aux règles énoncées et aux modèles donnés aux Annexes 2, 3 et 4 sont considérés comme ayant une valeur égale à celle des certificats correspondants visés dans les conventions ou arrangements en vigueur.

2. Nonobstant la disposition du paragraphe 1 de l'article 109, les dispositions du présent article entrent en vigueur le premier décembre 1951.

3. L'application du présent article est limitée à l'Etat qui, dans le délai de trois mois à compter de la date de la notification, par le Directeur général, de l'adoption du présent Règlement par l'Assemblée mondiale de la Santé, déclare qu'il est disposé à adopter sans réserves tant le présent article que les règles et modèles des Annexes 2, 3 et 4.

4. Dans le délai prévu au paragraphe 3 ci-dessus, tout Etat peut exclure de l'application du présent article l'une quelconque des Annexes 2, 3 et 4.

Article 115.

1. Tout certificat de vaccination délivré avant l'entrée en vigueur du présent Règlement, en application de la Convention du 21 juin 1926 modifiée par la Convention du 15 décembre 1944, ou de la Convention du 12 avril 1933 modifiée par la Convention du 15 décembre 1944, continue d'être valable pendant la période de validité qui lui avait été précédemment reconnue. En outre, la validité du certificat de vaccination contre la fièvre jaune est prolongée de deux ans à partir de la date à laquelle ce certificat aurait, sinon, cessé d'être valable.

2. Tout certificat de dératisation ou d'exemption de la dératisation délivré avant l'entrée en vigueur du présent Règlement, en application de l'article 28 de la Convention du 21 juin 1926, continue d'être valable pendant la période de validité qui lui avait été précédemment reconnue.

Appendix 1 DERATTING CERTIFICATE - CERTIFICAT DE DERATISATION (a) Annexe 1
 DERATTING EXEMPTION CERTIFICATE (a) - CERTIFICAT D'EXEMPTION DE LA DERATI-
 SATION (a)
 issued in accordance with Article 52 of the - délivré conformément à l'Article 52 du Règlement
 International Sanitary Regulations sanitaire international
 (Not to be taken away by Port Authorities) - (Ce certificat ne doit pas être retiré par les autorités
 portuaires)

PORT OF PORT DE

Date — Date.....

THIS CERTIFICATE records the inspection and (deratting)
 (exemption) (a) at this port and on the above date
 LE PRESENT CERTIFICAT atteste l'inspection et (la dératisation)
 (l'exemption) (a) en ce port et à la date ci-dessus
 of the (ship) (a) of (net tonnage for a sea-going vessel)
 of the (inland navigation vessel) (.....tonnage for an inland navigation vessel) (a) (f)
 du navire de (tonnage net dans le cas d'un navire de haute mer) (a) (f)
 de (tonnage.....dans le cas d'un navire de navigation intérieure)
 At the time of (inspection) (a) the holds were laden with.....tons of.....cargo
 (deratting)
 (L'inspection) (a) les cales étaient chargées de.....tonnes de.....cargaison
 Au moment de (la dératisation)

		Deratting—Deratisation								
Compartments (b)	Rat Indi- cations Traces de Rats (c)	Rat Harbou- rage Refuges a rats Disco- trouvés verés (d)	by fumigation—par fumigation		by catching, trap- ping or poisoning par			Compartments (b)		
			Fumigant—Gaz utilisé		capture ou					
			Hours exposure—Exposition (heures)		poison					
		Space (cubic feet) Espaces (mètres cubes)	Quantity used Quantités (e)	Rats found dead Rats trou- vés morts	Traps set or pois- ons put out Pièges ou pois- ons mis	Rats caught or killed Rats pris ou tués				
Holds	1.							Cales	1.	
»	2.							»	2.	
»	3.							»	3.	
»	4.							»	4.	
»	5.							»	5.	
»	6.							»	6.	
»	7.							»	7.	
Shelter deck space								Entrepont		
Bunker space.....								Soute à charbon		
Engineroom and shaft alley.....								Chaufferies, tun- nel de l'arbre		
Forepeak and store- room.....								Peak avant et magasin		
Afterpeak and store- room.....								Peak arrière et magasin		
Lifeboats.....								Canots de sauve- tage		
Charts and wire— less rooms.....								Chambre des car- tes T.S.F.		
Galley.....								Cuisines		
Pantry.....								Cambuses		
Provision storerooms								Soutes à vivre		
Quarters (crew)...								Postes (équipage)		
Quarters (officers).								Chambres (of- ficiers)		
Quartes (cabin pa- sagers).....								Cabines (passa- gers)		
Quarters (steerage)								Postes (émigra- nts)		
Total								Total		

- (a) Strike out the unnecessary indications. Rayer les mentions inutiles.
- (b) In case any of the compartments enumerated do not exist on the ship or inland navigation vessel, this fact must be mentioned. – Lorsqu'un des compartiments énumérés n'existe pas sur le navire, on devra le mentionner expressément.
- (c) Old or recent evidence of excreta, runs or gnawing. – Traces anciennes ou récentes d'excréments, de passages ou de rongements.
- (d) None, small, moderate, or large. Néant, peu, passablement ou beaucoup.
- (e) State the weight of sulphur or of cyanide salts or quantity of HCN acid used. Indiquer les poids de soufre ou de cyanure ou la proportion d'acide cyanhydrique.
- (f) Specify whether applies to metric displacement or any other method of determining the tonnage. – Spécifier s'il s'agit de déplacement métrique ou, sinon, de quel autre tonnage il s'agit.

RECOMMENDATIONS MADE-OBSERVATIONS. In the case of exemption, state here the measures taken for maintaining the ship or inland navigation vessel in such a condition that the number of rats on board is negligible. – Dans le cas d'exemption, indiquer ici les mesures prises pour que le navire soit maintenu dans les conditions telles que le nombre de rats à bord soit négligeable.

Seal, name, qualification, and signature of the inspector – Cachet, nom, qualité et signature de l'inspecteur.

Appendix 2

Annexe 2

INTERNATIONAL CERTIFICATE OF VACCINATION OR REVACCINATION AGAINST CHOLERA

CERTIFICAT INTERNATIONAL DE VACCINATION OU DE REVACCINATION CONTRE LE CHOLERA

This is to certify that date of birth sex
 Je soussigné(e) certifie que né(e) le sexe
 whose signature follows
 dont la signature suit
 has on the date indicated been vaccinated or revaccinated against cholera. a été vacciné(e) ou revacciné(e) contre le choléra à la date indiquée.

	Signature and professional status of vaccinator	Approved stamp	
Date	Signature et qualité professionnelle du vaccinateur	Cachet d'authentification	
1		1	2
2			
3		3	4
4			

The validity of this certificate shall extend for a period of six months beginning six days after the first injection of the vaccine or, in the event of a revaccination within such period of six months, on the date of that revaccination.

The approved stamp mentioned above must be in a form prescribed by the health administration of the territory in which the vaccination is performed.

Any amendment of this certificate, or erasure, or failure to complete any part of it, may render it invalid.

La validité de ce certificat couvre une période de six mois commençant six jours après la première injection du vaccin ou, dans le cas d'une revaccination au cours de cette période de six mois, le jour de cette revaccination.

Le cachet d'authentification doit être conforme au modèle prescrit par l'administration sanitaire du territoire où la vaccination est effectuée.

Toute correction ou rature sur le certificat ou l'omission d'une quelconque des mentions qu'il comporte peut affecter sa validité.

Appendix 3

Annexe 3

INTERNATIONAL CERTIFICATE OF VACCINATION OR REVACCINATION AGAINST YELLOW FEVER
CERTIFICAT INTERNATIONAL DE VACCINATION OU DE REVACCINATION CONTRE LA FIEVRE JAUNE

This is to certify that date of birth sex
 Je soussigné(e) certifie que né(e) le sexe
 whose signature follows
 dont la signature suit
 has on the date indicated been vaccinated or revaccinated against yellow fever.
 a été vacciné(e) ou revacciné(e) contre la fièvre jaune à la date indiquée.

Date	Signature and professional status of vaccinator	Origin and batch no. of vaccine Origine du vaccin employé et numéro du lot	Official stamps of vaccinating centre Cachet officiel du centre de vaccination
1			1
2			
3			3
4			4

This certificate is valid only if the vaccine used has been approved by the World Health Organization and if the vaccinating centre has been designated by the health administration for the territory in which that centre is situated.

The validity of this certificate shall extend for a period of ten years, beginning ten days after the date of vaccination or, in the event of a revaccination within such period of ten years, from the date of the revaccination.

Any amendment of this certificate; or erasure, or failure to complete any part of it, may render it invalid.

Ce certificat n'est valable que si le vaccin employé a été approuvé par l'Organisation mondiale de la Santé et si le centre de vaccination a été habilité par l'administration sanitaire du territoire dans lequel ce centre est situé.

La validité de ce certificat couvre une période de dix ans commençant dix jours après la date de la vaccination ou, dans le cas d'une revaccination au cours de cette période de dix ans, le jour de cette revaccination.

Toute correction ou rature sur le certificat ou l'omission d'une quelconque des mentions qu'il comporte peut affecter sa validité.

Appendix 4.

Annexe 4

INTERNATIONAL CERTIFICATE OF VACCINATION OR REVACCINATION AGAINST SMALLPOX
CERTIFICAT INTERNATIONAL DE VACCINATION OU DE REVACCINATION CONTRE LA VARIOLE

This is to certify that date of birth sex
Je soussigné(e) certifie que né(e) le sexe
whose signature follows

dont la signature suit
has on the date indicated been vaccinated or revaccinated against smallpox with a freeze-dried or liquid vaccine certified to fulfil the recommended requirements of the World Health Organization.

a été vacciné (e) ou revacciné(e) contre la variole à la date indiquée cidessous, avec un vaccin lyophilisé ou liquide certifié conforme aux normes recommandées par l'Organisation mondiale de la Santé.

Date	Show by «x» whether Indiquer par «x» s'il s'agit de :	Signature and professional status of vaccinator Signature et titre du vaccinateur	Origin and batch no. of vaccine Origine du vaccin et numéro du lot	Approved stamp Cachet d'au- thentication
1a	Primary vaccina- tion performed Primovaccination effectuée			1a 1b
1b	Read as successful Prise Unsuccessful Pas de prise :			
2	Revaccination			2 3
3	Revaccination			

The validity of this certificate shall extend for a period of three years beginning eight days after the date of a successful primary vaccination or, in the event of a revaccination, on the date of that revaccination.

The approved stamp mentioned above must be in a form prescribed by the health administration of the territory in which the vaccination is performed.

Any amendment of this certificate, or erasure, or failure to complete any part of it, may render it invalid.

La validité de ce certificat couvre une période de trois ans commençant huit jours après la date de la primo-vaccination effectuée avec succès (prise) ou, dans le cas d'une revaccination, le jour de cette revaccination.

Le cachet d'authentification doit être conforme au modèle prescrit par l'administration sanitaire du territoire où la vaccination est effectuée.

Toute correction ou rature sur le certificat ou l'omission d'une quelconque des mentions qu'il comporte peut affecter sa validité.

Annexe 5

DECLARATION MARITIME DE SANTE

(A présenter par les capitaines des navires en provenance de ports situés en dehors du territoire)

Port de Date

Nom du navire venant de allant à

Nationalité Nom du capitaine

Tonnage net

Dératisation ou Certificat en date du
 exemption de la dératidation délivré à

Nombre de) Cabine Nombre des membres de l'équipage
 passagers) Pont

Liste des escales depuis le début du voyage avec dates de départ :

.....

.....

Questionnaire de santé

Répondre
par Oui ou Non

1. Y a-t-il eu à bord, en cours de voyage*, un cas (ou une présomption) de peste, de choléra, de fièvre jaune, de variole, de typhus ou de fièvre récurrente? Donner les détails dans le tableau.
2. Y a-t-il eu des cas (ou une présomption) de peste parmi les rats ou les souris, à bord, en cours de voyage*, ou bien la mortalité parmi eux a-t-elle été anormale?
3. Y a-t-il eu un décès à bord, en cours de voyage*, autrement que par accident? Donner les détails dans le tableau.
4. Y a-t-il à bord, ou y a-t-il eu, en cours de voyage*, des cas de maladie que vous soupçonnez être de caractère contagieux? Donner les détails dans le tableau.
5. Y a-t-il présentement des malades à bord? Donner les détails dans le tableau.

Reparque : En absence d'un médecin, le capitaine doit considérer les sumptômes suivants comme devant faire soupçonner l'existence d'une maladie de caractère contagieux : fièvre accompagnée de prostration ou persistant plusieurs jours, ou avec gonflement des glandes; toute irritation de la peau ou éruption aiguës, avec ou sans fièvre; toute diarrhée grave avec symptômes d'affaiblissement caractérisé; jaunisse accompagnée de fièvre.

6. Avez-vous connaissance de toute autre circonstance qui, à bord, pourrait favoriser la contagion ou la propagation d'une maladie?
- Je déclare que les renseignements et réponses données dans la présente déclaration de santé (y compris le tableau) sont, autant que je sache et sois fondé à croire, exacts et conformes à la vérité,

Signé

Capitaine

Contresigné

Date

Médecin du bord

* S'il s'est écoulé de quatre semaines depuis le début du voyage, il suffira de donner des renseignements pour les quatre dernières semaines.

Annexe 5 (suite)

TABLEAU ANNEXE A LA DECLARATION

Détails de chaque cas de maladie ou de décès survenu à bord

Nom	Classe ou fonction à bord	Age	Sexe	Nationalité	Port d'embarquement	Date d'embarquement	Nature de la maladie	Date du début de la maladie	Résultats de la maladie *	Suite Donnée**
-----	---------------------------	-----	------	-------------	---------------------	---------------------	----------------------	-----------------------------	---------------------------	----------------

* Indiquer si le malade est guéri, s'il est encore malade ou s'il est décédé.

** Indiquer si le malade est encore à bord, s'il a été débarqué (donner le nom du port) ou si son corps a été immergé.

Annexe 6

PARTIE RELATIVE AUX QUESTIONS SANITAIRES DE LA DECLARATION GENERALE D'AERONEF
Déclaration de santé

Cas de maladie (à l'exclusion du mal de l'air ou des accidents) constatés à bord ou débarqués au cours du voyage

Toute autre circonstance à bord susceptible de provoquer la propagation d'une maladie.....

Détails se rapportant à chaque désinsectisation ou autre opération sanitaire (lieu, date, heure, méthode) effectuée en cours de vol. S'il n'y pas eu de désinsectisation en cours de vol, donner des précisions sur la désinsectisation la plus récente.....

Signature, si nécessaire,.....

Membre de l'équipage

Annexe I

POSITION DES ETATS ET TERRITOIRES QUANT AU REGLEMENT SANITAIRE INTERNATIONAL
au 1er Janvier 1966

- I. Règlement sanitaire international de 1951 Sauf indication contraire, les Etats et territoires figurant sur cette liste sont liés sans réserves.
- II. Règlement additionnel de 1955 (dispositions relatives à la fièvre jaune) R. Lié avec réserves
- III. Règlement additionnel de 1956 (certificat de vaccination contre la variole) - Non lié
- IV. Règlement additionnel de 1956 (contrôle sanitaire du mouvement des pèlerins) - Non lié dans la mesure où l'article 1 du Règlement additionnel de 1955 modifie les articles 1, 3, 6, 20, 70 et 73 du Règlement sanitaire international.
- V. Règlement additionnel de 1960 (Déclaration générale d'aéronef)
- VI. Règlement additionnel de 1963 (notifications) - Non lié en attendant l'approbation de ce Règlement additionnel par des organes législatifs du pays.
- VII. Règlement additionnel de 1965 (désinsectisation des navires et aéronefs, certificats de vaccination contre la fièvre jaune et la variole) - Position non définie

	I	II	III	IV	V	VI	VII
Aden et Protectorat d'Arabie du Sud							
Afghanistan		R					
Afrique du Sud	R						
Albanie							
Algérie							
Angola							
Antigua							
Antilles néerlandaises							
Arabie Saoudite	R						
Argentine							
Australie							
Autriche							
Bahamas, îles							
Bahrein							
Barbade							
Basutoland							
Bechuanaland							
Belgique							
Bermudes							
Biélorussie, RSS de	...	...	...	...	...	...	...
Birmanie							
Bolivie							
Bésil							
Brunei	R						
Bulgarie							
Burundi							
Cambodge							
Cameroun							
Canada							
Cap-Vert, îles du (sauf São Vicente et Sal)							
Sao Vicente et Sal							
Cayman, îles							
Ceylan	R	R					
Chili							
Chine							
Chypre							
Colombie							
Comores, îles							
Congo (Brazzaville)							
Congo (République démocratique du)							
Cook, îles							
Costa Rica							
Côte d'Ivoire							
Côte française des Somalis							
Cuba							
Dahomey							

	I	II	III	IV	V	VI	VII
Danemark							
Dominique	R						
El Salvador							
Equateur							
Espagne							
Etats-Unis d'Amérique				R			
Ethiopie							
Falkland, îles	R						
Féroé, îles							
Didji et dépendance							
Finlande							
France							
Gabon							
Gambie	R						
Ghana		—					
Gibraltar							
Gilbert-et-Ellice, îles	R						
Grèce	R	—					
Grenade							
Groenland	—	—	—	R	—	—	—
Guam							
Guatemala							
Guinée							
Guinée équatoriale							
Guinée portugaise		—					
Guyane britannique							
Haiti							
Haute-Volta							
Honduras							
Honduras britannique							
Hong Kong							
Hongrie							
Ifni							
Îles Anglo-Normandes							
Îles du Pacifique/(territoire sous tutelle des États-Unis d'Amérique)					R		
Îles Vierges britanniques					R		
Îles Vierges des États-Unis d'Amérique	R	R				R	R
Inde							
Damao, Diu, Goa		—					
Indonésie							
Irak		—					
Iran							
Irlande							
Islande							
Israël							
Italie							
Jamaïque							
Japon							
Jordanie							
Kenya							
Koweït							
Laos							
Liban		—					
Libéria							
Libye		—					
Liechtenstein	—	—	—	—	—	—	—
Luxembourg							
Macao							
Madagascar							
Malaisie :							
Malaya		—					
Sabah							
Sarawak							
Malawi							
Maldives, îles							
Mali							
Malte	—	—	—	—	—	—	—

	I	II	III	IV	V	VI	VII
Man, île de							
Maroc							
Mascate et Oman	—	—	—	—	—	—	—
Maurice, île							
Mauritanie							
Mexique							
Monaco							
Mongolie							
Montserrat							
Mozambique		—					
Nauru, île .....	...	...	...	...	...	...	...
Népal							
Nicaragua							
Niger							
Nigéria		—					
Norvège							
Nouvelle-Calédonie							
Nouvelles-Hébrides							
Nouvelle-Zélande							
Oman sous régime de traité							
Ouganda							
Pakistan	R	—					
Panama							
Panama, Zone du Canal				R			
Papua et Nouvelle-Guinée							
Territoire australien de	—	—	—	—	—	—	—
Paraguay							
Pays-Bas							
Pérou							
Philippines	R						
Pitcairn, îles	R						
Pologne							
Polynésie française							
Porto Rico				R			
Portugal :							
Territoire continental et aéroport de Santa Ma-							
ria (Açores)							
Madère et Açores, sauf l'aéroport de Santa Maria.		—					
Qatar							
République Arabe Unie	R	—					
République Centrafricaine							
République de Corée							
République Dominicaine							
République du Viet-Nam							
République fédérale d'Allemagne			2	2	2	2	2
République-Unie de Tanzanie							
Rhodésie du Sud							
Roumanie							
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande							
du Nord							
Rwanda							
Ryu-Kyu, îles							
Sahara espagnol							
Saint-Christophe-Nevis-Anguilla							
Saint-Pierre et Miquelon							
Sainte-Hélène							
Sainte-Lucie	R						
Saint-Vincent							
Salomon, Protectorat britannique des îles	R						
Samoa américain				R			
Samoa-Occidental							
São Tomé et Príncipe		—					
Sénégal							
Seychelles, îles							
Sierra Leone		1					
Singapour	—	—	—	—	—	—	—
Somalie :							
Région nord	R						

	I	II	III	IV	V	VI	VII
Région sud.....							
Soudan							
Sud-Ouest africain	R	R					
Suède							
Suisse							
Surinam	R						
Swaziland							
Syrie							
Tchad							
Tchécoslovaquie							
Thaïlande							
Timor portugais							
Togo							
Tonga, îles	R						
Trinité et Tobago							
Tunisie							
Turks et Caïcos, îles							
Turquie							
Ukraine, RSS d'							
Union des Républiques socialistes soviétiques ..							
Uruguay							
Vatican, Cité du							
Venezuela							
Yémen							
Yougoslavie							
Zambie							

Annexe II.

RESERVES AU REGLEMENT SANITAIRE
INTERNATIONAL
AFRIQUE DU SUD ET SUD-OUEST AFRICAINE

Article 1.

Le Gouvernement de l'Afrique du Sud se réserve le droit, aux fins des mesures à prendre à l'égard des personnes arrivant sur son territoire, de considérer comme demeurant infectés par la fièvre jaune les territoires qui avaient été précédemment inclus dans la zone d'endémicité amarile telle qu'elle avait été provisoirement délimitée par l'Organisation.

Articles 40, 42, 76 et 77

Un aéronef en provenance d'un aéroport quelconque situé dans une zone infectée par la fièvre jaune et atterrissant sur les territoires de l'Afrique du Sud peut être désinsectisé.

Article 43.

Les dispositions de l'article 74 peuvent être appliquées aux passagers et à l'équipage d'un aéronef qui atterrit sur les territoires de l'Afrique du Sud après être passé en transit par un aéroport quelconque situé dans une zone infectée par la fièvre jaune, et non doté d'une zone de transit direct.

En outre, le Gouvernement de l'Afrique du Sud se réserve le droit d'appliquer les dispositions de l'article 74 aux passagers et à l'équipage d'un aéronef qui atterrit sur ses territoires, même s'ils sont passés en transit par un aéroport situé dans une zone infectée par la fièvre jaune en Afrique, pourvu d'une zone de transit direct, et cela jusqu'à ce qu'il soit établi, conformément à une procédure à mettre au point par l'Organisation, que cette zone de transit direct réport aux dispositions de l'article 20, compte tenu de la définition de la zone de transit direct.

ARABIE SAOUDITE

Article 69, paragraphe 2

Les personnes effectuant un voyage international et arrivant, pendant la période d'incubation de la maladie, d'une circonscription infectée, peuvent être astreintes à un examen de selles, à conditions :

a) que la réserve ne constitue pas une dérogation aux dispositions des articles 34 et 61 ou de tout autre article du Règlement;

b) que la période pendant laquelle une personne peut être astreinte à un examen de selles n'excède pas cinq jours à compter de la date à laquelle ladite personne aura quitté la circonscription infectée;

c) que la mesure soit appliquée avec discernement et seulement en cas de nécessité absolue ;

d) que la réserve ne s'applique qu'à l'article 69, paragraphe 2-examen de selles-et que le prélèvement rectal ne soit effectué dans aucun cas.

BRUNEI

Article 17, paragraphe 2

L'administration sanitaire de Brunéi se réserve le droit de ne pas désigner de port agréé en vertu du paragraphe 1 de l'article 17 pour la délivrance de certi-

ficats d'exemption de la dératisation, comme étant pourvu de l'outillage et du personnel nécessaires à la dératisation des navires et ayant, de ce fait, compétence pour délivrer les certificats de dératisation visés à l'article 52.

L'Assemblée se réserve le droit de réexaminer, à tout moment, son acceptation de cette réserve, selon le développement du trafic international dans ce territoire, sans préjudice du droit de l'Etat auteur de la réserve de retirer celle-ci en tout temps, et sauf amendement approprié introduit par l'Assemblée dans les articles auxquels cette réserve se rapporte.

CEYLAN

Article 1.

Le Gouvernement de Ceylan se réserve de droit de considérer le territoire entier d'un pays comme infecté par la fièvre jaune chaque fois qu'un cas de fièvre jaune sera signalé dans ce pays, dans les conditions prévues aux alinéas a) ou c) de la définition de la «circonscription infectée» figurant dans le Règlement additionnel (a).

Article 6, paragraphe 2b)

Le Gouvernement de Ceylan se réserve le droit de continuer à considérer une zone comme infectée par la fièvre jaune tant qu'il n'aura pas été nettement établi que l'infection amarile a été complètement éliminée de cette zone.

Article 37.

Peuvent être maintenus les accords existant actuellement pour l'application de certaines mesures sanitaires propres à protéger le territoire du Gouvernement de Ceylan contre le choléra et la variole, en ce qui concerne le trafic qui n'est ni d'immigration ni saisonnier, entre ce territoire et le territoire du Gouvernement de l'Inde.

Article 42.

Le Gouvernement de Ceylan se réserve le droit de désinsectiser à l'arrivée un aéronef qui, lors de son passage au-dessus d'un territoire infecté, a atterri dans un aéroport sanitaire n'étant pas lui-même une circonscription infectée, si une personne non protégée provenant de la circonscription infectée environnante a pris cet aéronef et si ce dernier est arrivé sur le territoire de Ceylan au cours de la période durant laquelle cette personne est susceptible de propager la fièvre jaune.

Article 43.

Le Gouvernement de Ceylan se réserve le droit d'appliquer les dispositions de l'article 74 aux passagers et à l'équipage d'un aéronef qui atterrit sur le territoire de Ceylan après être passé en transit par un aéroport situé dans une circonscription infectée par la fièvre jaune et non pourvu d'une zone de transit direct.

Article 68.

Le Gouvernement de Ceylan se réserve le droit d'ajouter le «jagara» et le «muscat» aux produits alimentaires énumérés à l'article 68, à savoir, les poissons, les crustacés, les coquillages, les fruits et les légumes.

Article 74.

Les mots «six jours» doivent être remplacés par les mots «neuf jours».

Article 76.

Dans le paragraphe 1 de cet article, les mots «six jours» doivent être remplacés par les mots «neuf jours».

Article 104.

Peuvent être maintenus les accords existant actuellement pour l'application de certaines mesures sanitaires propres à protéger le territoire du Gouvernement de Ceylan contre le choléra et la variole, en ce qui concerne le trafic qui n'est ni d'immigration ni saisonnier, entre ce territoire et le territoire du Gouvernement de l'Inde.

DONINIQUE

Article 15, 38, et 44, paragraphe 2,

En attendant l'achèvement du nouvel hôpital dont la construction va commencer, l'administration sanitaire de la Dominique se réserve le droit de ne pas prévoir les moyens prescrits aux articles 15, 38 et au paragraphe 2 de l'article 44 pour isoler et traiter rapidement les personnes atteintes.

ETATS-UNIS D'AMERIQUE

et Guam, îles du Pacifique (territoire sous tutelle des Etats-Unis), îles Vierges des Etats-Unis, Panama (Zone du Canal). Porto Rico et Samoa américain.

Article 103.

En l'absence d'accord spécial entre les Etats-Unis et tout autre Etat intéressé, l'article 103 modifié n'autorise pas à appliquer à quelque voyageur, membre d'équipage, bagage ou moyen de transport que ce soit, des mesures ou droits sanitaires qui n'étaient pas autorisés par le Règlement sanitaire international de 1951.

ILES FALKLAND

Article 17, paragraphe 2

L'administration sanitaire des îles Falkland se réserve le droit de ne pas désigner de port agréé en vertu du paragraphe 1 de l'article 17 pour la délivrance de certificats d'exemption de la dératisation, comme étant pourvu de l'outillage et du personnel nécessaires à la dératisation des navires et ayant, de ce fait, compétence pour délivrer les certificats de dératisation visés à l'article 52.

L'Assemblée se réserve le droit de réexaminer, à tout moment, son acceptation de cette réserve, selon le développement du trafic international dans ce territoire, sans préjudice du droit de l'Etat auteur de la réserve de retirer celle-ci en tout temps, et sauf amendement approprié introduit par l'Assemblée dans les articles auxquels cette réserve se rapporte.

GAMBIE

Article 17.

L'administration sanitaire de la Gambie se réserve le droit de ne pas désigner de port pour la délivrance de certificats d'exemption de la dératisation et de ne pas agréer de port comme étant pourvu de l'outillage et du personnel nécessaires à la dératisation des navires et ayant, de ce fait, compétence pour délivrer les certificats de dératisation visés à l'article 52.

L'Assemblée se réserve le droit de réexaminer, à tout moment, son acceptation de cette réserve, selon le développement du trafic international dans ce territoire, sans préjudice du droit de l'Etat auteur de la

réserve de retirer celle-ci en tout temps, et sauf amendement approprié introduit par l'Assemblée dans les articles auxquels cette réserve se rapporte.

ILES GILBERT—ET—ELLICE

Article 100.

L'administration sanitaire de la Colonie des îles Gilbert-et-Ellice a le droit d'exiger, de la part des personnes qui effectuent un voyage international et qui arrivent par air sur le territoire de ces îles ou y débarquent en transit, mais qui tombent sous le coup des dispositions du paragraphe 1 de l'article 75, des renseignements sur leurs mouvements au cours des neuf derniers jours qui auront précédé le débarquement

GRECE.

Article 69, paragraphe 2.

Les personnes effectuant un voyage international et arrivant, pendant la période d'inclubation de la maladie, d'une circonscription infectée, peuvent être astreintes à un examen de selles, à condition :

a) que la réserve ne constitue pas une dérogation aux dispositions des articles 34 et 61 ou de tout autre article du Règlement ;

b) que la période pendant laquelle une personne peut être astreinte à un examen de selles n'excède pas cinq jours à compter de la date à laquelle ladite personne aura quitté la circonscription infectée;

c) que la mesure soit appliquée avec discernement et seulement en cas de nécessité absolue.

GUAM

Voir sous ETATS-UNIS D'AMERIQUE.

ILES DU PACIFIQUE

(territoire sous tutelle des Etats Unis d'Amérique

Voir sous ETATS-UNIS D'AMERIQUE.

ILES VIERGES DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Voir sous ETATS-UNIS D'AMERIQUE.

INDE

Article 1.

Le Gouvernement de l'Inde se réserve le droit de considérer le territoire entier d'un pays comme infecté par la fièvre jaune chaque fois qu'un cas de fièvre jaune sera signalé dans ce pays, dans les conditions prévues aux alinéas a) ou e) de la définition de la «circonscription infectée» figurant dans le Règlement additionnel.

Article 6, paragraphe 2b/a

Le Gouvernement de l'Inde se réserve le droit de continuer à considérer une zone comme infectée par la fièvre jaune tant qu'il n'aura pas été nettement établi que l'infection amarile a été complètement éliminée de cette zone.

Article 42a

Le Gouvernement de l'Inde se réserve le droit de désinsectiser dès son arrivée un aéronef qui, lors de son passage au dessus d'un territoire infecté, a atterri dans un aéroport sanitaire n'étant pas lui-même une circonscription infectée, si une personne non protégée provenant de la circonscription infectée environnante a pris cet aéronef et si ce dernier est arrivé sur le territoire de l'Inde au cours de la période durant laquelle cette personne est susceptible de propager la fièvre jaune.

Article 43a

Le Gouvernement de l'Inde se réserve le droit d'appliquer les dispositions de l'article 74 aux passagers et à l'équipage d'un aéronef qui atterrit sur le territoire de l'Inde après être passé en transit par un aéroport situé dans une circonscription infectée par la fièvre jaune et non pourvu d'une zone de transit direct.

Article 74a

Les mots «six jours» doivent être remplacés par les mots «neuf jours».

Article 100a

Le Gouvernement de l'Inde a le droit d'exiger de toute personne effectuant un voyage international, qui arrive en aéronef sur son territoire ou y atterrit en transit mais tombe sous le coup des dispositions du paragraphe 1 de l'article 75, des renseignements sur ses déplacements au cours des neuf jours précédant son débarquement.

PAKISTAN b

Article 42 (du Règlement sanitaire international de 1951, non amendé)

Le Gouvernement du Pakistan se réserve le droit de désinsectiser, dès son arrivée, un aéronef qui, lors de son passage au-dessus d'un territoire infecté, a atterri dans un aéroport sanitaire n'étant pas lui-même une circonscription infectée.

Article 43 (du règlement sanitaire international de 1951 non amendé)

Les dispositions de l'article 74 peuvent être appliquées aux passagers et à l'équipage d'un aéronef qui atterrit sur le territoire ou les territoires du Gouvernement du Pakistan après être passé en transit par un aéroport quelconque situé en zone d'endémicité amarile et non doté d'une zone de transit direct.

Article 70 (du Règlement sanitaire international de 1951 non amendé).

Paragraphe 1.

Dans des circonstances spéciales, après avoir accordé la plus grande attention possible aux raisons qui ont motivé la délimitation faite par l'Organisation selon le paragraphe 1 de l'article 70, et à titre de mesure purement temporaire, tant qu'une nouvelle délimitation n'aura pas été faite si besoin est, le Gouvernement du Pakistan se réserve le droit de traiter, en ce qui concerne les mesures à prendre par lui-même à l'égard des personnes arrivant sur son territoire, une circonscription ou un groupe de circonscriptions où sont remplies les conditions posées par la définition de la «zone d'endémicité amarile», mais qui se trouvent hors de la zone délimitée, comme s'ils faisaient partie de la zone délimitée.

En déclarant à l'Organisation quels sont la circonscription ou le groupe de circonscriptions auxquels s'applique la réserve, le Gouvernement du Pakistan devra donner les motifs de la déclaration et indiquer les raisons qui l'ont rendue urgente, ceci afin de permettre à l'Organisation de la notifier en conséquence à tous les Etats.

Paragraphe 2.

Vis-à-vis des personnes qui s'embarquent sur un navire ou un aéronef dans un port ou un aéroport qui a été exclu d'une zone d'endémicité amarile conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 70, et qui ne sont pas en mesure de prouver qu'elles ne se sont pas trouvées en zone d'endémicité amarile au cours des neuf jours précédant leur débarquement, le Gouvernement du Pakistan se réserve le droit d'appliquer

les mêmes mesures que si elles venaient d'une zone d'endémicité amarile.

Le Gouvernement du Pakistan devra déclarer sans retard à l'Organisation les ports ou les aéroports auxquels cette réserve s'appliquera.

Article 74.

Les mots «six jours» doivent être remplacés par les mots «neuf jours».

Article 100

Le Gouvernement du Pakistan a le droit d'exiger de toute personne effectuant un voyage international, qui arrive en aéronef sur son territoire ou y atterrit en transit mais tombe sous le coup des dispositions du paragraphe 1 de l'article 75, des renseignements sur ses déplacements au cours des neuf jours précédant son débarquement.

PANAMA (ZONE DU CANAL)

Voir sous ETATS-UNIS D'AMERIQUE.

PHILIPPINES

Article 69, paragraphe 2.

Les personnes effectuant un voyage international et arrivant, pendant la période d'incubation de la maladie, d'une circonscription infectée, peuvent être astreintes à un examen de selles, à condition :

a) que la réserve ne constitue pas une dérogation aux dispositions des articles 34 et 61 ou de tout autre article du Règlement;

b) que la période pendant laquelle une personne peut être astreinte à un examen de selles n'excède pas cinq jours à compter de la date à laquelle ladite personne aura quitté la circonscription infectée;

c) que la mesure soit appliquée avec discernement et seulement en cas de nécessité absolue.

ILES PITCAIRN

Article 100.

L'administration sanitaire des îles Pitcairn a le droit d'exiger, de la part des personnes qui effectuent un voyage international et qui arrivent par air sur le territoire de ces îles ou y débarquent en transit, mais qui tombent sous le coup des dispositions du paragraphe 1 de l'article 75, des renseignements sur leurs mouvements au cours des neuf derniers jours qui auront précédé le débarquement.

PORTO RICO

Voir sous ETATS-UNIS D'AMERIQUE.

REPUBLIQUE ARABIE UNIE a

Article 69, paragraphe 2.

Les personnes effectuant un voyage international et arrivant, pendant la période d'incubation de la maladie, d'une circonscription infectée, peuvent être astreintes à un examen de selles, à condition :

a) que la réserve ne constitue pas une dérogation aux dispositions des articles 34 et 61 ou de tout autre article du Règlement ;

b) que la période pendant laquelle une personne peut être astreinte à un examen de selles n'excède pas cinq jours à compter de la date à laquelle ladite personne aura quitté la circonscription infectée ;

c) que la mesure soit appliquée avec discernement et seulement en cas de nécessité absolue.

Article 70 (du Règlement sanitaire 1951, non amendé)

Paragraphe 1

Dans des circonstances spéciales, après avoir accordé la plus grande attention possible aux raisons qui ont motivé la délimitation faite par l'Organisation selon le paragraphe 1 de l'article 70, et à titre de mesure purement temporaire, tant qu'une nouvelle délimitation n'aura pas été faite si besoin est, le Gouvernement de la République Arabe Unie se réserve le droit de traiter, en ce qui concerne les mesures à prendre par lui-même à l'égard des personnes arrivant sur son territoire, une circonscription ou un groupe de circonscriptions où sont remplies les conditions posées par la définition de la «zone d'endémicité amarile», mais qui se trouvent hors de la zone délimitée, comme s'ils faisaient partie de la zone délimitée.

En déclarant à l'Organisation quels sont la circonscription ou le groupe de circonscriptions auxquels s'applique la réserve, le Gouvernement de la République Arabe Unie devra donner les motifs de la déclaration et indiquer les raisons qui l'ont rendue urgente, ceci afin de permettre à l'Organisation de la notifier en conséquence à tous les Etats.

Paragraphe 2.

Vis-à-vis des personnes qui s'embarquent sur un navire ou un aéronef dans un port ou un aéroport qui a été exclu d'une zone d'endémicité amarile conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 70, et qui ne sont pas en mesure de prouver qu'elles ne se sont pas trouvées en zone d'endémicité amarile au cours des neuf jours précédant leur débarquement, le Gouvernement de la République Arabe Unie se réserve le droit d'appliquer les mêmes mesures que si elles venaient d'une zone d'endémicité amarile.

Le Gouvernement de la République Arabe unie devra déclarer sans retard à l'Organisation les ports ou les aéroports auxquels cette réserve s'appliquera.

SAINTE-LUCIE

Article 19.

L'administration sanitaire de Sainte-Lucie se réserve le droit de ne pas désigner d'aéroport comme aéroport sanitaire.

PROTECTORAT BRITANNIQUE
DES ILES SALOMON

Article 100.

L'administration sanitaire du Protectorat britannique des îles Salomon a le droit d'exiger, de la part des personnes qui effectuent un voyage international et qui arrivent par air sur le territoire de ces îles ou y débarquent en transit, mais qui tombent sous le coup des dispositions du paragraphe 1 de l'article 75, des renseignements sur leurs mouvements au cours des neuf derniers jours qui auront précédé le débarquement.

SAMOA AMERICAIN

Voir sous ETATS-UNIS D'AMERIQUE.

SOMALIE (Région nord)

Article 17.

L'administration sanitaire se réserve le droit de ne pas désigner de port pour la délivrance de certificats d'exemption de la dératisation et de ne pas agréer de port comme étant pourvu de l'outillage et du personnel nécessaire à la dératisation des navires et ayant, de ce fait, compétence pour délivrer les certificats de dératisation visés à l'article 52.

L'Assemblée se réserve le droit de réexaminer, à tout moment, son acceptation de cette réserve, selon le développement du trafic international dans ce territoire, sans préjudice du droit de l'Etat auteur de la réserve de retirer celle-ci en tout temps, et sauf amendement approprié introduit par l'Assemblée dans les articles auxquels cette réserve se rapporte.

SUD-OUEST AFRICAIN

Voir sous AFRIQUE DU SUD.

SURINAM

Article 17, paragraphe 2, et 56

L'administration sanitaire du Surinam a le droit de ne pas désigner de port, agréé en vertu du paragraphe 1 de l'article 17 pour la délivrance de certificats d'exemption de la dératisation, comme étant pourvu de l'outillage et du personnel nécessaires à la dératisation des navires et ayant, de ce fait, compétence pour délivrer les certificats de dératisation visés à l'article 52, et de ne pas dératiser de navires aux termes de l'alinéa b) du paragraphe 2 ou du paragraphe 3 de l'article 56.

L'Assemblée se réserve le droit de réexaminer, à tout moment, son acceptation de cette réserve, selon le développement du trafic international dans ce territoire, sans préjudice du droit de l'Etat auteur de la réserve de retirer celle-ci en tout temps, et sauf amendement approprié introduit par l'Assemblée dans les articles auxquels cette réserve se rapporte.

ILES TONGA

Article 100.

L'administration sanitaire des îles Tonga a le droit d'exiger, de la part des personnes qui effectuent un voyage international et qui arrivent par air sur le territoire de ces îles ou y débarquent en transit, mais qui tombent sous le coup des dispositions du paragraphe 1 de l'article 75, des renseignements sur leurs mouvements au cours des neuf derniers jours qui auront précédé le débarquement.

ANNEXE III

DISPOSITIONS DU REGLEMENT SANITAIRE INTERNATIONAL DE 1951 RESTANT EN VIGUEUR POUR CERTAINS ETATS ET TERRITOIRES

Certaines dispositions du Règlement sanitaire international de 1951 restent en vigueur pour les Etats qui ont refusé le Règlement additionnel de 1955 (en tout ou en partie) ou les Règlements additionnels de 1956, 1960, 1963 ou 1965. On trouvera ci-dessous la liste des articles correspondants ainsi que la liste des pays où ils demeurent en vigueur; la plupart de ces articles sont reproduits à la suite, intégralement ou en partie.

Article 1 (en ce qui concerne les définitions suivantes: circonscription infectée (fièvre jaune); épidémie; foyer; indice d'*Aedes aegyptii*; premier cas; zone d'endémicité amarile; zone de réceptivité amarile); articles 3, 6, 20, 70, 73

Açores sauf l'aéroport de Santa Maria
Angola
Arabie Saoudite
Cap-Vert, îles du (sauf São Vicente et Sal)
Ghana
Grèce
Guinée portugaise
Inde (Damão, Diu, Goa)

Irak
 Liban
 Libye
 Macao
 Madère
 Malaisie (Malaya)
 Mozambique
 Nigeria
 Pakistan (avec réserve à l'article 70)
 République Arabe Unie (avec réserve à l'article 70)
 São Tomé et Príncipe
 Sierra Leone
 Timor portugais
 Articles 14, 42, 43, 75, 96, 104
 Açores (sauf l'aéroport de Santa Maria)
 Angola
 Arabie Saoudite
 Cap-Vert, îles du (sauf São Vicente et Sal)
 Grèce
 Guinée portugaise
 Inde (Damão, Diu, Goa)
 Irak
 Liban
 Libye
 Macao
 Madère
 Mozambique
 Pakistan (avec réserves aux articles 42 et 43)
 République Arabe Unie
 São Tomé et Príncipe
 Timor portugais

Article 1.

«circonscription infectée» désigne :

.....

... une circonscription ou un groupe de circonscriptions où les conditions sont celles qui caractérisent une zone d'endémicité amarile ;

«épidémie» désigne l'extension d'un foyer ou sa multiplication ;

«foyer» signifie l'apparition de deux cas d'une maladie quarantenaire qui résultent d'un cas importé, ou l'apparition d'un cas qui résulte d'un cas non importé. Le premier cas humain de fièvre jaune transmise par *Aedes aegypti* ou tout autre vecteur domestique de la fièvre jaune doit être considéré comme un foyer ;

«indice d'*Aedes aegypti*» désigne le rapport, exprimé en pourcentage, entre, d'une part, le nombre d'habitations dans une zone limitée, bien définie, où ont été trouvés des gîtes larvaires d'*Aedes aegypti* et, d'autre part, le nombre total d'habitations dans cette zone, celles-ci ayant toutes été examinées. Tout local occupé par une seule famille est considéré comme une habitation ;

«Premier cas» signifie le premier cas non importé d'une maladie quarantenaire survenu dans une circonscription jusqu'alors indemne de cette maladie, ou dans laquelle celle-ci a disparu depuis un laps de temps au moins égal à celui qui est mentionné à l'article 6 ;

«Zone d'endémicité amarile» désigne une région dans laquelle l'*Aedes aegypti* ou tout autre vecteur domestique de la fièvre jaune est présent mais n'est pas manifestement responsable de la persistance, pendant de longues périodes, du virus chez les animaux de la forêt tropicale ;

«Zone de réceptivité amarile» désigne une région dans laquelle la fièvre jaune n'existe pas, mais où elle pourrait se développer si elle y était introduite.

Article 3.

.....
 L'existence de la maladie ainsi notifiée est confirmée sans délai par les examens de laboratoire possibles, et les résultats adressés immédiatement par télégramme à l'Organisation.

Article 6.

1. L'Administration sanitaire d'un territoire dans lequel est située une circonscription infectée, autre qu'une circonscription qui fait partie d'une zone d'endémicité amarile, avise l'Organisation dès que cette circonscription redevient indemne.

2. Une circonscription infectée peut être considérée comme redevenue indemne quand toutes les mesures de prophylaxie ont été prises et maintenues pour prévenir la réapparition de la maladie ou son extension possible à d'autres circonscriptions et quant :

....

b) en cas de fièvre jaune hors d'une zone d'endémicité amarile, il s'est écoulé trois mois depuis le dernier cas chez l'homme ou un mois depuis que l'indice d'*Aedes aegypti* s'est trouvé ramené à 1 % ou moins ;

Article 20.

1. Tout port situé dans une zone d'endémicité amarile ou de réceptivité amarile, de même que la superficie comprise dans le périmètre de tout aéroport ainsi situé, sont maintenus exempts d'*Aedes aegypti* à l'état larvaire ou à l'état adulte.

2. Tous les locaux situés dans une zone de transit direct établie dans un aéroport se trouvant dans une zone d'endémicité ou de réceptivité amariles sont mis à l'abri des moustiques.

3. Tout aéroport sanitaire situé dans une zone d'endémicité amarile est :

a) à l'usage des passagers, des équipages et du personnel de l'aéroport, pourvu de locaux de séjour, et dispose de locaux d'hospitalisation mis, les uns et les autres, à l'abri des moustiques ;

b) maintenu exempt de moustiques, par la destruction systématique des larves et des insectes adultes à l'intérieur du périmètre de l'aéroport et dans une zone de protection de quatre cents mètres autour de ce périmètre.

Article 42.

Un aéronef n'est pas considéré comme provenant d'une circonscription infectée du seul fait que, lors de son passage au-dessus d'un territoire infecté, il a atterri dans un ou des aéroports sanitaires n'étant pas eux-mêmes des circonscriptions infectées.

Réserve-Pakistan (voir texte à l'annexe II).

Article 43.

Toute personne qui, à bord d'un aéronef, a survolé une circonscription infectée, mais n'y a pas atterri ou y a atterri dans les conditions définies à l'article 34, n'est pas considérée comme étant en provenance de cette circonscription infectée.

Réserve -Pakistan (voir texte à l'annexe II).

Article 70.

1. Les zones d'endémicité amarile et les zones de réceptivité amarile sont délimitées par l'Organisation en consultation avec chacune des administrations sanitaires intéressées. Par la suite, elles peuvent être modifiées de la même manière. Ces délimitations sont modifiées par l'Organisation à toutes les administrations sanitaires.

2. Lorsqu'une administration sanitaire déclare à l'Organisation que, dans une circonscription qui fait partie d'une zone d'endémicité amarile, l'indice d'Aedes aegypti est resté constamment au-dessous de 1 % pendant un an, l'Organisation, si elle est d'accord avec cette administration, notifie à toutes les administrations sanitaires que cette circonscription a cessé de faire partie de cette zone d'endémicité amarile.

Réserves-Pakistan, République Arabe Unie
(voir texte à l'annexe II)

Article 73.

.....
3. Il en est de même des aéronefs en provenance d'une circonscription où existe l'Aedes aegypti ou tout autre vecteur domestique de la fièvre jaune et qui se rendent dans une zone de réceptivité amarile déjà exempte d'Aedes aegypti.

Article 75.

1. Toute personne provenant d'une circonscription infectée, qui n'est pas munie d'un certificat valable de vaccination contre la fièvre jaune et qui, au cours d'un voyage international, doit passer par un aéroport situé dans une zone de réceptivité amarile ne disposant pas encore des moyens d'assurer la ségrégation, telle qu'elle est prévue à l'article 34, peut être retenue dans un aéroport où existent ces moyens si les administrations sanitaires des territoires où sont situés lesdits aéroports ont conclu un accord à cet effet.

.....
Article 104.

1. Des arrangements spéciaux peuvent être conclus entre deux ou plusieurs États ayant des intérêts communs en raisons de leurs conditions sanitaires, géographiques, sociales ou économiques, pour rendre plus efficace et moins gênante l'application des mesures sanitaires prévues au présent Règlement. notamment en ce qui concerne :

ANNEXE B
NORMES D'HYGIENE CONCERNANT
LES NAVIRES A PELERINS ET LES AERONEFS
TRANSPORTANT DES PELERINS

TITRE I.
NAVIRES A PELERINS

Article B 1

Les navires à propulsion mécanique sont seuls admis à transporter les pèlerins.

Article B 2

1. Tout navire à pèlerins doit pouvoir loger les pèlerins dans les entreponts.

2. Il est défendu de loger des pèlerins sous le premier des entreponts qui se trouve sous la ligne de flottaison.

3. Il doit y avoir à bord de tout navire à pèlerins, à raison de chaque pèlerin, quel que soit l'âge de celui-ci:

a) dans les entreponts, en dehors de l'espace réservé à l'équipage, une surface d'au moins 1,672 mètre carré (18 pieds carrés anglais) et un volume d'au moins 3,058 mètres cubes (108 pieds cubes anglais);

b) sur le pont supérieur, en dehors des surfaces requises par le service du navire, réservées à l'équipage ou occupées par des hôpitaux démontables, des douches ou des latrines, une surface libre d'au moins 0,557 mètre carré (6 pieds carrés anglais).

4. Les ponts des navires à pèlerins situés au-dessus des entreponts supérieures doivent être des ponts de bois ou de fer recouverts de bois ou d'une autre matière suffisamment isolante.

5. Une ventilation satisfaisante doit être assurée sur le navire à pèlerins; elle sera renforcée par des ventilateurs mécaniques au moins sur les ponts situés en dessous du premier entrepont et par des hublots sur les entreponts supérieurs situés au-dessus de la ligne de flottaison.

Article B 3

1. Tout navire à pèlerins doit comporter, sur le pont, des locaux dérobés à la vue et pourvus, en tout temps, même si le navire est à l'ancre, de canalisations d'eau de mer sous pression avec robinets ou douches, dans la proportion d'au moins un robinet ou une douche pour 100 pèlerins ou fraction de 100.

2. Un nombre suffisant de ces locaux est réservé à l'usage des femmes.

Article B 4

1. Tout navire à pèlerins doit comporter, outre les lieux d'aisances à l'usage de l'équipage, des latrines à chasse d'eau ou pourvues d'un robinet, dans la proportion d'au moins trois latrines pour 100 pèlerins ou fraction de 100. Toutefois, pour les navires déjà construits à bord desquels ce pourcentage ne pourrait pas être atteint, l'autorité sanitaire du port de départ peut admettre une proportion inférieure mais ne s'abaissant pas au-dessous de deux latrines pour 100 pèlerins ou fraction de 100.

2. Un nombre suffisant de ces latrines est réservé à l'usage des femmes.

3. Il ne peut être établi de latrines dans la cale d'un navire ou dans un entrepont qui n'a pas d'accès à un pont découvert.

Article B 5.

1. Tout navire à pèlerins doit être pourvu de bons locaux d'infirmier situés sur le pont supérieur, à moins que, d'après l'opinion de l'autorité sanitaire du port

de départ, ils puissent être aménagés ailleurs dans des conditions également satisfaisantes.

2. Ces locaux d'infirmier, y compris les hôpitaux démontables, doivent avoir des dimensions suffisantes et comporter au moins 9,012 mètres carrés (97 pieds carrés anglais) pour 100 pèlerins ou fraction de 100; ils doivent être disposés de manière à assurer l'isolement des malades ainsi que des suspects.

3. Les infirmeries seront munies de latrines et de robinets d'eau potable dont l'usage leur sera réservé.

Article B 6.

1. Tout navire à pèlerins doit avoir à bord les médicaments et le matériel technique nécessaires au traitement des pèlerins malades, ainsi que des désinfectants et des insecticides. L'administration sanitaire du territoire où se trouve le port de départ détermine les quantités de ces substances ou objets que doivent emporter les navires à pèlerins.

2. Tout navire à pèlerins doit être pourvu de vaccin anticholérique, de vaccin antivariolique et de tout autre vaccin que peut prescrire l'administration sanitaire visée au paragraphe précédent, la conservation de ces vaccins et substances devant être assurée dans de bonnes conditions.

3. Les soins médicaux et les remèdes sont fournis gratuitement aux pèlerins voyageant sur un navire à pèlerins.

Article B 7.

1. L'équipage de tout navire à pèlerins doit compter un médecin régulièrement diplômé, au courant des questions de santé maritime, ainsi qu'un infirmier; ils assurent à bord le service médical.

2. Si le nombre de pèlerins à bord dépasse mille, l'équipage doit compter deux médecins régulièrement diplômés et deux infirmiers.

3. Ces médecins doivent être agréés par l'administration sanitaire du territoire où se trouve le port de départ.

Article B 8.

Tout Etat peut soumettre les navires à pèlerins embarquant dans ses ports des pèlerins pour le Hedjaz à des prescriptions s'ajoutant à celles des articles B 2 à B 7, lesquelles constituent des minimums, sous réserve que lesdites prescriptions soient conformes à la législation de cet Etat.

Article B 9.

Les pèlerins ne peuvent garder avec eux, à bord d'un navire à pèlerins, que les petits bagages qui leur sont indispensables pendant le voyage.

Article B 10.

Tout pèlerin doit être muni d'un billet d'aller et retour ou avoir déposé une somme suffisante pour son retour. Les droits sanitaires normalement dus par le pèlerin en raison de son voyage d'aller et retour au Hedjaz sont inclus dans le prix de ce billet ou dans cette somme.

Article B 11.

1. Le capitaine de tout navire à pèlerins, ou l'agent de la compagnie de navigation, notifie, à l'autorité sanitaire du port où les pèlerins doivent s'embarquer, son intention de prendre à bord des pèlerins pour le Hedjaz. Cette notification doit être faite trois jours avant que le navire ne quitte le port de départ et douze heures avant qu'il ne quitte tout port d'escale subséquent.

2. La même notification est adressée à l'autorité sanitaire de Djeddah au moins trois jours avant que le navire ne quitte le port.

3. Ces notifications indiquent la date prévue du départ ainsi que le port ou les ports de débarquement des pèlerins.

Article B 12.

1. A la réception de la notification prescrite par l'article B 11, l'autorité sanitaire d'un port procède à l'inspection du navire. Elle peut procéder au mesurage du navire si le capitaine n'est pas muni d'un certificat de mesurage délivré par une autre autorité compétente ou encore si l'autorité qui l'inspecte a des raisons que ledit certificat ne répond plus à l'état actuel du navire.

2. Les frais de l'inspection et du mesurage sont à la charge du capitaine.

Article B 13.

L'autorité sanitaire d'un port ne permet le départ d'un navire à pèlerins qu'après s'être assurée que:

a) l'équipage comprend un ou des médecins diplômés, ainsi qu'un ou des infirmiers, conformément aux dispositions de l'article B 7, et des médicaments en quantités suffisantes;

b) le navire a été mis en état de propreté parfaite et, au besoin, désinfecté;

c) le navire est convenablement aéré et muni de tentes ayant une épaisseur et un développement suffisants pour abriter les ponts;

d) il n'existe rien à bord qui soit ou puisse devenir nuisible à la santé des pèlerins et de l'équipage;

e) en sus de l'approvisionnement destiné aux autres personnes à bord, il existe à bord, convenablement arrimés dans des endroits appropriés, des vivres de bonne qualité en quantité suffisante pour les besoins de tous les pèlerins pendant toute la durée du voyage;

f) l'eau potable embarquée est salubre et se trouve en quantité suffisante;

g) les réservoirs d'eau potable du bord sont convenablement protégés contre la contamination et fermés de sorte que la distribution de l'eau ne puisse se faire que par les robinets ou les pompes;

h) le navire possède un appareil distillatoire pouvant produire une quantité de cinq litres au moins d'eau potable par jour pour chaque personne à bord;

i) le navire possède une bonne étuve à désinfection d'une capacité suffisante;

j) le pont du navire est dégagé de toutes marchandises et de tous objets encombrants;

k) les dispositions du navire sont telles que les mesures prévues à la présente Annexe peuvent être exécutées;

l) le capitaine est en possession :

i) d'une liste portant le visa de l'autorité sanitaire de chaque port où des pèlerins se sont embarqués, indiquant le nom et le sexe de ceux-ci ainsi que le nombre maximum de pèlerins que le navire est autorisé à transporter;

ii) d'un document indiquant le nom, la nationalité et le tonnage du navire, le nom du capitaine ainsi que du ou des médecins du bord, le nombre exact des personnes embarquées et le port de départ. L'autorité sanitaire du port de départ indique sur ce document si le maximum autorisé de pèlerins est atteint et, sinon, le nombre complémentaire de pèlerins que le navire est autorisé à embarquer dans les escales subséquentes.

Article B 14.

1. Le document visé au chiffre ii) de la tette 1) de l'article B 13 reçoit à chaque port d'escale le visa de l'autorité sanitaire de ce port, laquelle indique sur ce document :

a) le nombre de pèlerins débarqués ou embarqués à ce port;

b) l'état sanitaire du port d'escale.

2. Toute altération apportée au document susvisé en cours de voyage expose le navire à être traité comme s'il était infecté.

Article B 15.

Il est interdit aux pèlerins de faire de la cuisine à bord.

Article B 16.

Le pont destiné aux pèlerins doit, pendant le voyage rester dégagé de toutes marchandises et de tous objets encombrants. Il est gratuitement réservé à leur usage en tout temps, même de nuit.

Article B 17.

Pendant le voyage, les entreponts d'un navire à pèlerins doivent être journellement nettoyés d'une manière convenable, à un moment où ils ne sont pas occupés par les pèlerins.

Article B 18.

Les latrines d'un navire à pèlerins doivent être tenues propres et en bon état de fonctionnement; elles sont désinfectées au moins trois fois par jour et plus souvent si c'est nécessaire.

Article B 19.

1. Tout pèlerin, quel que soit son âge, reçoit quotidiennement au moins cinq litres d'eau potable qui lui sont fournis gratuitement.

2. S'il y a quelque raison de soupçonner que l'eau potable d'un navire à pèlerins est contaminée ou s'il y a doute sur sa qualité, elle doit être bouillie ou stérilisée et remplacée par de l'eau salubre au premier port où il est possible de s'en procurer. Les réservoirs doivent être désinfectés avant d'être remplis à nouveau.

Article B 20.

1. A bord d'un navire à pèlerins, le médecin de bord passe chaque jour la visite des pèlerins pendant le voyage, leur donne les soins médicaux nécessaires et s'assure que les règles de l'hygiène sont observées à bord.

2. Le médecin de bord s'assure notamment :

a) que les vivres distribués aux pèlerins sont de bonne qualité et convenablement préparés et que leur quantité est conforme aux dispositions du contrat de transport;

b) que la distribution d'eau potable s'effectue conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article B 19;

c) que le navire est maintenu en état constant de propreté et que les latrines sont nettoyées et désinfectées conformément aux prescriptions de l'article B 18;

d) que les logements des pèlerins sont tenus en bon état de propreté;

e) s'il se produit un cas de maladie de caractère contagieux, que les mesures prophylactiques appropriées, notamment la désinfection et la désinsectisation, sont prises.

3. S'il y a doute sur la qualité de l'eau potable, le médecin de bord rappelle par écrit au capitaine les

prescriptions des lettres f), g) et h) de l'article B 13 et du paragraphe 2 de l'article B 19.

4. Le médecin de bord doit tenir un journal, contre-signé quotidiennement par le capitaine, indiquant, jour par jour, tous les incidents sanitaires survenus à bord au cours du voyage, y compris les mesures préventives prises. Il est tenu de soumettre, sur demande, ce journal à l'examen de l'autorité des ports d'escale et du port de destination.

Article B 21

Le médecin de bord est responsable envers le capitaine d'un navire à pèlerins de toutes les mesures nécessaires de désinfection et de désinsectisation à prendre à bord, qui sont exécutées sous contrôle, ainsi que des mesures dans le paragraphe 2 de l'article B 20.

Article B 22.

Seules les personnes chargées du traitement des malades ou des soins à leur donner ont accès auprès d'eux quand ils sont atteints d'une maladie de caractère contagieux. A l'exception des médecins, elles ne peuvent entrer en contact avec d'autres personnes à bord, si ce contact est susceptible de propager la maladie.

Article B 23.

1. En cas de décès d'un pèlerin pendant le voyage, le capitaine mentionne le fait en face du nom du pèlerin décédé, sur la liste prescrite au chiffre i) de la lettre 1) de l'article B 13, et, en outre, inscrit sur le livre de bord le nom de la personne décédée, son âge, sa prove-

nance et la cause, ou tout au moins la cause présumée, de sa mort.

2. En cas de décès par maladie de caractère contagieux survenu en mer, le cadavre, préalablement enveloppé d'un suaire imprégné d'une solution désinfectante, est immergé.

Article B 24.

Les dispositions de la présente Annexe ne s'appliquent pas aux navires à pèlerins effectuant un voyage en mer de courte durée, dit «voyage au cabotage». Ces navires doivent répondre à des conditions spéciales sur lesquelles les Etats intéressés se mettent d'accord.

TITRE II — AERONEFS

Article B 25.

Les dispositions de la Convention de l'aviation civile internationale (Chicago, 1944) et de ses annexes, qui régissent le transport des passagers la voie aérienne, et dont l'application peut intéresser l'hygiène de ces passagers, doivent être appliquées avec une rigueur égale, qu'il s'agisse d'aéronefs transportant des pèlerins ou d'aéronefs transportant seulement d'autres passagers.

Article B 26.

Toute administration sanitaire peut exiger d'un aéronef transportant des pèlerins qu'il ne débarque de pèlerins que sur des aéroports de son territoire spécialement désignés à cet effet.

Annexe VIII.

RECOMMANDATIONS POUR LA DESINSECTISATION DES AERONEFS

Fondées sur les septième et onzième rapports du Comité OMS d'experts des Insecticides.

Normes pour les aérosols

a) Les fabricants sont libres d'employer à leur gré des solvants, des dispersifs et des insecticides appropriés, étant toutefois entendu que le produit fini doit satisfaire aux normes formulées ;

b) La production d'un aérosol fait intervenir deux éléments qu'il faut considérer comme un ensemble : la préparation insecticide et le diffuseur.

Normes générales. Les diffuseurs devront être d'un type non rechargeable, à utiliser en une ou plusieurs fois, d'une capacité maximum de 490 cm³ et muni d'une soupape protégée contre tout risque d'ouverture accidentelle. Ils devront satisfaire aux dispositions des règlements nationaux et de l'Association du Transport aérien international concernant les articles dont le transport aérien est soumis à certaines restrictions. Refroidie à - 5° C, ou au minimum de température survenant pendant la charge du diffuseur si ce minimum est inférieur à - 5° C, la préparation insecticide devra rester exempte de dépôt ou de matière solide en suspension. Il est indispensable que l'aérosol émis soit ininflammable, qu'il ne présente aucun risque de toxicité pour l'homme et qu'il ne soit pas nocif pour les matériaux de construction des aéronefs. Aucun craquelage de la matière plastique à base de méthacrylate de méthyle polymérisé (Perspex, Plexiglas) ne devra le produire sous l'effet conjugué des contraintes et de l'aérosol.

Diffuseurs. La publication de l'OMS intitulée Matériel de lutte contre les vecteurs (édition française en préparation) donne des normes et des méthodes d'épreuve détaillées applicables aux diffuseurs d'aérosols à utiliser en une ou plusieurs fois pour la désinsectisation des aéronefs.

Débit. Le diffuseur émettra la préparation insecticide sous forme d'aérosol à raison d'environ 1,0 g±0, 0,2g par seconde. Soumis aux essais prévus par l'OMS, le diffuseur devra produire un aérosol satisfaisant aux normes physiques suivantes : a) 20 % p/p au plus de l'aérosol seront constitués par des gouttelettes d'un diamètre supérieur à 30 μ ; b) 1 % p/p au plus de l'aérosol sera constitué par des gouttelettes d'un diamètre supérieur à 50 μ.

Efficacité biologique. Evalué par la méthode d'essai biologique, l'efficacité insecticide de l'aérosol émis par son diffuseur ne sera pas inférieure à celle de l'aérosol standard de référence (ASR) émis par son diffuseur.

Aérosol standard de référence (ASR)

	Pourcentage
La composition de l'ASR est la suivante :	p/p
Extrait de pyrèthre (à 25 % de pyrèthrines) ..	1,6
DDT technique	3,0
Xylène	7,5
Distillat de pétrole désodorisé	2,9
Dichlorodifluorométhane	42,5
Trichlorofluorométhane	42,5

Le poids net de la préparation devra être indiqué sur chaque diffuseur.

Autres préparations d'aérosols

On peut utiliser d'autres préparations d'aérosols à condition que l'action insecticide du produit émis par son diffuseur ne soit pas inférieure à celle de l'aérosol standard de référence (ASR) émis par son diffuseur et éprouvé par la méthode d'essai biologique et que le produit réponde aux normes générales indiquées ci-dessus.

Il a été constaté que les préparations d'aérosols suivantes étaient biologiquement satisfaisantes :

	G-382	G-651	G-1152	G-1029
	pourcentage p/p			
Extrait de pyrèthre (à 20 % de pyrèthrines).....	5,0	6,0	5,0	6,0
DDT	3,0	2,0	3,0	2,0
Cyclohexanone (anhydre)	5,0	-	5,0	-
Huile de graissage (SAE 30) ..	2,0	-	2,0	-
Solvants aromatiques dérivés du pétrole :				
Velsicol AR60 ou Socony Vacuum 544G	-	8,0	-	6,0
Velsicol AR50 ou Socony Vacuum 544C	-	-	-	2,0
Trichlorofluorométhane (Freon-11 ou Genetron-11)	-	-	25,5	25,2
Dichlorodifluorométhane (Freon-12 ou Genetron-12)	85,0	84,0	59,5	58,8

Manières de procéder à la désinsectisation.

1. Avec des aérosols.

a) Désinsectisation «cales enlevées».

i) La désinsectisation de la cabine des passagers et de tous les autres espaces intérieurs accessibles de l'aéronef, à l'exception du poste de pilotage, doit être effectuée après le verrouillage des portes qui suit l'embarquement et avant le décollage ; elle est désignée par l'expression : désinsectisation «cales enlevées». L'emploi de diffuseurs d'aérosols à manoeuvre manuelle, utilisables en une seule fois, permet d'éviter l'erreur humaine inhérente à l'estimation de la dose d'aérosol émise par un diffuseur de type classique et son choix favorise l'élimination de la multiplicité des modèles de diffuseurs ainsi que des préparations et doses d'insecticides) actuellement en usage. Le diffuseur utilisable en une seule fois et contenant une quantité de produit suffisante pour traiter convenablement un des types d'aéronef les plus petits actuellement en service peut être utilisé en plusieurs exemplaires pour les aéronefs de plus fort tonnage, le nombre de diffuseurs à décharger à bord de chaque type d'aéronef étant spécifié sur l'étiquette. Chaque diffuseur pourrait en outre porter un numéro d'identification. Le fonctionnaire sanitaire de l'aéroport ou son représentant pourrait ainsi inscrire le ou les numéros du ou des diffuseurs sur la Déclaration générale d'aéronef. Des instructions pour la diffusion de l'aérosol par l'équipage seraient incorporées aux manuels appropriés de l'exploitant. Le ou les diffuseurs vides seraient mis de côté dans l'aéronef et, lors de l'arrivée à destination, serviraient, en corrélation avec les inscriptions portées dans la Déclaration, générale d'aéronefs, à prouver que la désinsectisation a été effectuée. De même que dans la désinsectisation actuelle, tous les emplacements susceptibles d'abriter des moustiques à l'intérieur de l'aéronef devraient être traités, y compris les placards, les coffres et les vestiaires, les soutes à bagages et à fret. Les denrées alimentaires et les ustensiles de cuisine situés

à l'intérieur de l'aéronef devraient être protégés de toute contamination.

ii) Le poste de pilotage devrait être traité en temps opportun, avant l'heure d'embarquement prévue de l'équipage; la porte ou les rideaux du poste seraient ensuite fermés et, sauf momentanément pour livrer passage aux membres de l'équipage, maintenus fermés tant que le traitement «cales enlevées» n'aurait pas été effectué et que le décollage ne serait pas terminé.

iii) Toutes les parties de l'aéronef qui ne sont accessibles que de l'extérieur et dans lesquelles les insectes peuvent trouver abri, telles que les soutes et le logement du train, devront être désinsectisées aussi tard que possible avant que l'appareil quitte l'aire de stationnement.

iv) Pour désinsectiser l'aéronef, la préparation d'aérosol devra être diffusée uniformément dans tous les espaces traités, à raison de 35 g par 100 m³ (10 g par 1000 pieds cubes) d'espace clos. Toute préparation d'aérosol pourra être utilisée à condition qu'il ait été prouvé que son efficacité biologique est égale ou supérieure à celle de l'aérosol standard de référence et que ses autres caractéristiques et celles du diffuseur utilisé sont conformes aux normes pour aérosols et diffuseurs d'aérosols; en particulier, l'aérosol ne doit pas être toxique et ne doit entraîner aucune gêne pour les personnes qui à bord.

b) Désinsectisation au sol.

i) La désinsectisation doit être effectuée avant le décollage, après le chargement complet des bagages et de la cargaison selon le cas, mais hors de la présence des passagers. Tous les emplacements pouvant abriter des moustiques à l'intérieur de l'aéronef, y compris les placards, coffres, vestiaires, soutes à bagages et à fret, doivent faire l'objet de pulvérisations. Il y a lieu, de procéder avec un soin particulier sous les sièges et derrière les caisses et les bagages, où la diffusion de l'insecticide risquerait d'être lente. Les denrées alimentaires et les ustensiles de cuisine qui peuvent se trouver à l'intérieur de l'aéronef durant ces opérations doivent être préservés de tout contact avec l'insecticide diffusé.

ii) Les compartiments réservés aux passagers et à l'équipage, les soutes à fret, les ventilateurs et toutes les ouvertures extérieures de l'aéronef doivent être maintenus hermétiquement clos durant les opérations de pulvérisation et pendant une période de cinq minutes au moins après l'achèvement de celles-ci. Les plus grands soins doivent être pris pour empêcher que des moustiques ne pénètrent dans l'aéronef après la désinsectisation et avant le décollage.

iii) Si, pour une raison quelconque, des passagers ou des membres de l'équipage doivent descendre de l'aéronef et y remonter avant le départ et si, de ce fait, il existe un danger de réinfestation d'une partie quelconque de l'aéronef, l'autorité sanitaire peut décider que les opérations de pulvérisation seront à nouveau effectuées en totalité ou en partie.

iv) Le logement du train d'atterrissage, ainsi que toutes les parties de l'aéronef qui ne sont accessibles

que de l'extérieur et qui peuvent abriter des insectes, doivent être désinsectisés, autant qu'il est possible, dans les cinq minutes qui précèdent la mise en marche des moteurs.

v) Pour la désinsectisation de l'intérieur de l'aéronef et de toutes parties extérieures qui peuvent offrir un abri aux insectes, on se servira d'un aérosol à base de pyrèthrine et de DDT, conforme aux normes susmentionnées, et on le projettera uniformément dans les emplacements intiqués à raison de 35 g de la préparation par 100 m³ (10 g par 1000 pieds cubes) d'espace clos à traiter.

vi) Pour les insectes—autres que les moustiques—qui sont vecteurs de maladies, des mesures appropriées doivent être prises dans la zone de l'aéroport et ces mesures doivent être étendues, autant qu'il se peut, aux locaux occupés par les membres de l'équipage et les passagers, lorsque ces personnes sont logées en dehors de la zone l'aéroport.

2. Désinsectisation par vapeurs.

Contrairement aux gouttelettes d'aérosol, les vapeurs obéissent aux lois naturelles de la diffusion des gaz. Elles pénètrent donc dans toutes les parties de l'aéronef à traiter et, si l'on maintient la concentration appropriée pendant un temps suffisant, leur action sera létale pour les insectes.

Le dichlorvos (DDVP) a les propriétés suivantes: il s'évapore rapidement, ne dégage pas d'odeur, n'est irritant, est biologiquement efficace contre les moustiques à la concentration de 0,15 à 0,35 µg par litre pour une exposition de 20 à 30 minutes dans l'aéronef pendant le vol, n'est pas toxique pour les personnes qui sont à bord et n'est pas nocif pour les matériaux de construction des aéronefs. Un système de diffusion efficace installé à bord aéronefs et faisant circuler l'air à travers un filtre imprégné de DDVP permet de l'employer pendant le vol. Des essais de matériel de diffusion de DDVP, mis au point par le Service de la Santé publique des États-Unis d'Amérique (Centre des Maladies transmissibles), sont en cours des lignes régulières.

GLOSSAIRE DES TERMES UTILISÉS

Désinsectisation. Le terme «désinsectisation» a déjà été utilisé pour désigner d'application de mesures destinées à tuer les insectes présents à bord des aéronefs et des navires. Il a été décidé d'adopter cette acception dans le présent rapport et d'utiliser en anglais les termes «disinsecting» ou «disinsectization».

Désinsectisation «cales enlevées». Cette expression s'entend du traitement insecticide effectué après l'enlèvement des cales précédant immédiatement le départ, c'est-à-dire de la désinsectisation de l'aéronef exécutée dans l'intervalle de temps compris entre le verrouillage des portes de l'aéronef et le décollage proprement dit.

Diffuseur d'aérosol. Récipient contenant une préparation insecticide sous pression et, par ouverture de la soupape, dégageant un aérosol insecticide. (N.B.: il convient d'abandonner l'usage de l'ancien terme «bombe d'aérosol».)

ANNEXE IX

VACCINATION ET REVACCINATION CONTRE LA VARIOLE : DEFINITIONS ET TECHNIQUES

1. Définitions

Vaccination : Inoculation de vaccin antivariolique par voie cutanée à un sujet n'ayant pas été antérieurement vacciné avec succès (synonyme : primovaccination).

Revaccination : Inoculation de vaccin antivariolique par voie cutanée à un sujet présentant une cicatrice vaccinale ou porteur d'une attestation écrite prouvant qu'il a été antérieurement vacciné ou revacciné avec succès.

2. Techniques

Le vaccin doit être utilisé avant la date limite d'utilisation qui est spécifiée ; il doit avoir été stocké et manipulé conformément aux instructions du fabricant.

La technique par pressions multiples consiste à placer une gouttelette de vaccin sur la peau et à exercer une série de pressions sur une zone cutanée aussi petite que possible (ne dépassant pas 1/8 de pouce ou 3 mm de diamètre), à l'aide d'une aiguille bien pointue tenue tangentiellement à la peau. Les pressions se font au moyen de la tige, et non de la pointe,

de l'aiguille. Pour une revaccination, on exercera une trentaine de pressions en quelques secondes, par un mouvement d'aller et retour perpendiculaire à la peau. Dix pressions suffisent pour une primovaccination. On veillera à ne jamais faire saigner. Aucun pansement n'est nécessaire.

La technique par scarification unique consiste à tracer à travers une goutte de vaccin une seule égratignure linéaire, ne dépassant pas 1/4 de pouce ou 6 mm de longueur, au moyen d'une aiguille ou de tout autre instrument adéquat. L'égratignure ne doit pas être trop superficielle ; elle ne doit pas provoquer de saignement mais elle doit être suffisamment profonde pour qu'un léger suintement se produise après quelques secondes. On fera pénétrer le vaccin dans l'égratignure à l'aide de la tige de l'aiguille. Aucun pansement n'est nécessaire.

Il ne faut pas utiliser d'agents chimiques pour préparer la peau avant la vaccination. En cas de besoin, la peau peut être nettoyée avec du savon et de l'eau. Il faut veiller à ce qu'elle soit sèche au moment où la vaccination est pratiquée.

L'aiguille ou le vaccinostyle utilisé pour la vaccination doit être stérile. Le vaccinateur doit vérifier que l'instrument est refroidi au moment où il l'utilise.

ΔΙΕΘΝΗΣ ΥΓΕΙΟΝΟΜΙΚΟΣ ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΣ

ΤΙΤΛΟΣ Ι.

Ο Ρ Ι Σ Μ Ο Ι

"Άρθρον 1.

Διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ ὁ ὅρος: «Υγειονομικὴ ὑπηρεσία» δηλοῖ κυβερνητικὴν ἀρχὴν ἔχουσαν ὡς ἀρμοδιότητα, ἐπὶ ἐδάφους ἐφ' οὗ ἔχει ἐφαρμογὴν ὁ παρὼν Κανονισμός, τὴν ἐκτέλεσιν τῶν προβλεπομένων ὑπ' αὐτοῦ ὑγειονομικῶν μέτρων. «Ἀεροπλοῖον» δηλοῖ ἀεροπλοῖον ἐκτελοῦν διεθνῆς ταξίδιον. «Ἀερολιμὴν» δηλοῖ ἀερολιμένα εἰσόδου ἢ ἐξόδου διὰ τὴν διεθνή ἀεροπορικὴν κίνησιν προσδιορισθέντα ὡς τοιοῦτον ὑπὸ τοῦ Κράτους ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποῦοῦ κεῖται.

«Ἀφιξις» πλοίου, ἀεροπλοίου, σιδηροδρομικοῦ ἢ ὁδικοῦ ὀχήματος δηλοῖ:

α) Εἰς περίπτωσιν πλοίου θαλάσσης, τὸν ἐν λιμένι κατάπλου.

β) Εἰς περίπτωσιν ἀεροπλοίου, τὴν εἰς ἀερολιμένα ἀφίξιν.

γ) Εἰς περίπτωσιν πλοίου χρησιμοποιουμένου εἰς τὴν ἐσωτερικὴν ναυσιπλοΐαν, τὴν ἀφίξιν εἴτε εἰς λιμένα εἴτε εἰς συναρτητικὸν ὑγειονομικὸν φυλάκιον, ἀναλόγως πρὸς τὰς γεωγραφικὰς συνθήκας καὶ συμφῶνως πρὸς τὰς συναρθεύσας μεταξὺ τῶν ἐνδιαφερομένων χωρῶν συμφωνίας, ἐπὶ τῇ βάσει τοῦ άρθρου 104 ἢ συμφῶνως πρὸς τοὺς ἐν ἰσχύϊ νόμους καὶ κανονισμοὺς τοῦ τόπου ἀφίξεως.

δ) Εἰς περίπτωσιν σιδηροδρομικοῦ ἢ ἐτέρου ὁδικοῦ ὀχήματος μεταφορᾶς, τὴν ἀφίξιν εἰς συναρτητικὸν ὑγειονομικὸν φυλάκιον.

«Ἀποσκευαί» δηλοῖ τὰ ἀτομικὰ εἶδη ταξιδιώτου ἢ μέλους διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν ἐν τινι περιφερείᾳ ἐπιτροπομένων ἢ καθοριζομένων ὑπὸ τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ καταλλήλων ὑγειονομικῶν μέτρων.

«Ἀποσκευαί» δηλοῖ τὰ ἀτομικὰ εἶδη ταξιδιώτου ἢ μέλους τοῦ πληρώματος.

«Κρούσμα εἰσαχθέν» δηλοῖ ἀφίξιν ἀτόμου προσβληθέντος ὑπὸ νόσου καθ' ὃν χρόνον ἐπραγματοποιεῖ διεθνῆς ταξίδιον.

«Μεταφερθέν κρούσμα» δηλοῖ ἄτομον, προσβληθέν ὑπὸ νόσου εἰς ἑτέραν περιοχὴν ὑπαγομένην εἰς τὴν ἀρμοδιότητα τῆς αὐτῆς ὑγειονομικῆς ὑπηρεσίας.

«Ἐγκυρον πιστοποιητικόν» δηλοῖ πιστοποιητικὸν σύμφωνον πρὸς τὰς καθορισθείσας διατάξεις καὶ τὰ ὑποδείγματα τῶν Παραρτημάτων 2, 3 καὶ 4, ὡσάντις ὁ ὅρος οὗτος ἀναφέρεται εἰς τὸν ἐμβολιασμόν.

«Περιφέρειαν» δηλοῖ:

α) Τὸ μικρότερον τμήμα ἐδάφους, δυνάμενον νὰ εἶναι λιμὴν ἢ ἀερολιμὴν, σαφῶς προσδιορισμένον καὶ διαθέτον ὑγειονομικὴν ὀργάνωσιν κατάλληλον διὰ τὴν λήψιν τῶν ἀναγκαίων μέτρων, ἅτινα ὁ Κανονισμός ἐπιτρέπει ἢ καθορίζει. Συμφῶνως πρὸς τὸν παρόντα Κανονισμόν, τοιοῦτον τμήμα ἀποτελεῖ περιφέρειαν, καὶ ἂν ἀκόμη εἶναι μέρος εὐρυτέρας τινὸς διοικητικῆς μονάδος, ἐχούσης ὡσαύτως ὑγειονομικὴν ὀργάνωσιν.

β) Ἀερολιμένα διαθέτοντα ζώνην ἀπ' εὐθείας διαμετακομίσεως.

«Μεμολυσμένη περιφέρειαν» δηλοῖ:

α) Περιφέρειαν ἐν τῇ ὁποίᾳ ὑφίστανται κρούσματα πανώλους, χολέρας, κίτρινου πυρετοῦ ἢ εὐλογίας μὴ χαρακτηριζομένων τοιούτων ὡς εἰσαχθέντων ἢ μεταφερθέντων.

β) Περιφέρειαν ἐν τῇ ὁποίᾳ διεπιστώθη ἢ ὑπερξῆς πανώλους μεταξὺ τῶν τρωκτικῶν εἰς τὴν ξηρὰν ἢ ἐπὶ πλεόντων τμημάτων ἀποτελούντων μέρος τῶν λιμενικῶν ἐγκαταστάσεων ἢ

γ) Περιφέρειαν ἐντὸς τῆς ὁποίας ἡ παρουσία τοῦ ἴου τοῦ κίτρινου πυρετοῦ ἐκδηλοῦται εἰς ἕτερα σπονδυλωτὰ πλὴν τοῦ ἀνθρώπου, ἢ

δ) Περιφέρειαν ἐν τῇ ὁποίᾳ ὑφίσταται ἐπιδημία ἐξανθηματικοῦ τύπου ἢ ὑποστρόφου πυρετοῦ.

«Γενικὸς Διευθυντής» δηλοῖ τὸν Γενικὸν Διευθυντὴν τῆς Παγκοσμίου Ὄργανώσεως Ὑγείας.

«Ἐπιδημία» δηλοῖ τὴν ἐπέκτασιν νόσου καθάρσεως διὰ πολλαπλασιασμοῦ τῶν περιπτώσεων αὐτῆς εἰς τινὰ περιφέρειαν.

«Πλήρωμα» δηλοῖ τὸ ἐν ὑπηρεσίᾳ προσωπικὸν πλοίου, ἀεροπλοίου, σιδηροδρομικοῦ ἢ ὁδικοῦ ὀχήματος.

«Υπόστροφος πυρετός» δηλοῖ τὸν μεταδιδόμενον διὰ τῶν εὐθειῶν ὑπόστροφον πυρετόν.

«Δείκτης AEDES AEGYPTI» δηλοῖ τὴν ἐκτακτικὴν ἀναλογία, μεταξὺ ἀφ' ἐνός, τοῦ ἀριθμοῦ τῶν κατοικιῶν ἐν τινι περιορισμένῃ ζώνῃ, καλῶς καθωρισμένη εἰς τὰς ὁποίας ἀνευρέθησαν προνομφικὸι διότοποι AEDES AEGYPTI, εἴτε ἐντὸς αὐτῶν τούτων τῶν οἰκιῶν, εἴτε ἐντὸς τῶν πλησίον καὶ ἐξαρτωμένων ἐξ αὐτῶν χώρων καὶ ἀφ' ἐτέρου τοῦ συνολικοῦ ἀριθμοῦ τῶν ὑποβληθειῶν εἰς ὑγειονομικὸν ἔλεγγον κατοικιῶν ἐν τῇ ζώνῃ ταύτῃ.

«Ἀπομόνωσις» ὡσάντις ὁ ὅρος ἀφορᾷ εἰς ἄτομον ἢ εἰς ὁμάδα ἀτόμων, δηλοῖ τὸν διαχωρισμὸν τοῦ ἐν λόγῳ ἀτόμου ἢ τῆς ὁμάδος ἀπὸ παντὸς ἐτέρου, ἐξαιρέσει τοῦ ἐκτελοῦντος τὴν ὑπηρεσίαν ὑγειονομικοῦ προσωπικοῦ, εἰς τρόπον ὥστε νὰ παραμεινῆται ἢ ἐξάπλωσις τῆς μολύνσεως.

«Ἡμέρα» δηλοῖ χρονικὸν διάστημα 24 ὥρων.

«Νόσοι καθάρσεως» δηλοῖ τὴν πανώλην, τὴν χολέραν, τὸν κίτρινον πυρετόν, τὴν εὐλογίαν, τὸν ἐξανθηματικὸν τύφον καὶ τὸν ὑπόστροφον πυρετόν.

«Πλοῖον» δηλοῖ πλοῖον διεθνούς συγκοινωνίας ἢ πλοῖον ἐσωτερικῆς ναυσιπλοΐας ἐκτελοῦν διεθνῆς ταξίδιον.

«Ὄργανώσις» δηλοῖ τὴν Παγκόσμιον Ὄργάνωσιν Ὑγείας.

«Προσβεβλημένον ἄτομον» δηλοῖ ἄτομον, τὸ ὁποῖον νοσεῖ ἐκ τινος νόσου καθάρσεως ἢ θεωρεῖται προσβεβλημένον ὑπὸ τοιαύτης νόσου.

«Λιμὴν» δηλοῖ θαλάσσιον λιμένα ἢ λιμένα ἐσωτερικῆς ναυσιπλοΐας κανονικῶς χρησιμοποιουμένου ὑπὸ πλοίων.

«Υποπτος» δηλοῖ, ἄτομον, τὸ ὁποῖον ἢ ὑγειονομικὴ ἀρχὴ θεωρεῖ ὡς ἐκτεθέν εἰς τὸν κίνδυνον μολύνσεως ἐκ τινος νόσου καθάρσεως καὶ κρίνεται ὅτι δύναται νὰ μεταδώσῃ ταύτην.

«Ἐξανθηματικὸς τύφος» δηλοῖ τὸν μεταδιδόμενον διὰ τῶν φθειρῶν ἐξανθηματικὸν τύφον.

«Ἱατρικὴ ἐπίσκεψις» περιλαμβάνει τὴν ἐπίσκεψιν καὶ ἐπιθεώρησιν τοῦ πλοίου, ἀεροπλοίου, σιδηροδρομικοῦ ἢ ὁδικοῦ ὀχήματος, ὡς καὶ τὴν προκαταρκτικὴν ἐξέτασιν τῶν ἐπὶ τοῦ πλοίου ἀτόμων ἀλλὰ δὲν περιλαμβάνει τὴν περιοδικὴν ἐπιθεώρησιν πλοίου πρὸς λήψιν ἀποφάσεως κατὰ πόσιν κρίνεται σκόπιμος ἢ ὑποβολὴ τούτου εἰς μμοκτονίαν.

«Διεθνῆς ταξίδιον» δηλοῖ:

α) Εἰς περίπτωσιν πλοίου ἢ ἀεροπλοίου, ταξίδιον μεταξὺ λιμένων ἢ ἀερολιμένων κειμένων ἐπὶ ἐδαφῶν περισσοτέρων τοῦ ἐνός Κρατῶν ἢ ταξίδιον μεταξὺ τῶν λιμένων ἢ ἀερολιμένων κειμένων ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἢ τῶν ἐδαφῶν τοῦ αὐτοῦ Κράτους, ἐὰν τὸ ἐν λόγῳ πλοῖον ἢ ἀεροπλοῖον ἔργεται εἰς ἐπικοινωνίαν μετὰ τοῦ ἐδάφους παντὸς ἐτέρου Κράτους κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ ταξιδίου του ἀλλὰ μόνον ὅσον ἀφορᾷ τὴν ἐπικοινωνίαν ταύτην.

β) Εἰς περίπτωσιν ἀτόμου, ταξίδιον μετ' εἰσόδου ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἐνός κράτους, εἰς τὸ ὁποῖον δὲν ἀνήκει τὸ ἔδαφος ἐξ οὗ τὸ ταξίδιον ἤρξατο.

«Ζώνη δεκτικότητος τοῦ κίτρινου πυρετοῦ» δηλοῖ τὴν περιοχὴν ἐν τῇ ὁποίᾳ δὲν ὑφίσταται ἰδὸς κίτρινου πυρετοῦ, ἀλλὰ ἐνθα ἡ παρουσία AEDES AEGYPTI ἢ ἐτέρου ἐνδοοικιακοῦ καὶ περιοικιακοῦ φορέως τοῦ κίτρινου πυρετοῦ ἐπιτρέπει τὴν ἀνάπτυξιν τοῦ ἴου τούτου, ἐὰν ἤθελεν εἰσαχθῆ εἰς τὴν ἐν λόγῳ περιοχὴν.

«Ζώνη ἀπ' εὐθείας διαμετακομίσεως» δηλοῖ, εἰδικὴν ζώνην, συσταθεῖσαν ἐντὸς περιοχῆς ἀερολιμένος ἢ ἐξαρτωμένην ἐξ αὐτοῦ, τῇ ἀδείᾳ τῆς ἐνδιαφερομένης ὑγειονομικῆς ἀρχῆς ἢ ὑπὸ τὸν ἄμεσον ἔλεγγον αὐτῆς. Προοριζομένη αὕτη νὰ διευκολύνῃ τὴν ἀπ' εὐθείας διαμετακομίσειν, ἐπιτρέπει: ἰδίᾳ τὴν

ἐξασφάλισιν τοῦ διαχωρισμοῦ, κατὰ τὰς προσγεωώσεις, τῶν ἐπιβατῶν καὶ τῶν πληρωμάτων, χωρὶς νὰ ἀπαίτηται ἢ ἐκ τοῦ ἀερολιμένος ἔξοδος τούτων.

ΤΙΤΛΟΣ Η

Ἀνακοινώσεις καὶ Ἐπιδημιολογικαὶ Πληροφορίαι.

Ἄρθρον 2.

Διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ, τὰ Κράτη ἀναγνωρίζουν εἰς τὴν Ὁργάνωσιν τὸ δικαίωμα τῆς ἀπ' εὐθείας ἐπικοινωνίας μετὰ τῆς ὑγειονομικῆς ὑπηρεσίας τοῦ ἐδάφους ἢ τῶν ἐδαφῶν αὐτῶν. Πᾶσα ἀνακοίνωσις καὶ πληροφῶρις παρεχομένη ὑπὸ τῆς Ὁργανώσεως πρὸς τὴν ὑγειονομικὴν ὑπηρεσίαν θεωρεῖται ὡς ἀπευθυνομένη εἰς τὸ Κράτος εἰς τὸ ὁποῖον αὐτὴ ὑπάγεται καὶ πᾶσα ἀνακοίνωσις καὶ πληροφῶρις παρασχεθεῖσα εἰς τὴν Ὁργάνωσιν ὑπὸ τῆς Ὑγειονομικῆς ὑπηρεσίας θεωρεῖται ὡς ἀπευθυνοθεῖσα παρὰ τοῦ Κράτους εἰς τὸ ὁποῖον αὐτὴ ἀνήκει.

Ἄρθρον 3.

1. Αἱ ὑγειονομικαὶ ὑπηρεσίαι τὸ ἀργότερον ἐντὸς 24 ὥρῶν, ἀφ' ἧς ἐπληροφῶρήθησαν ὅτι περιφέρειά τις ἀπέδῃ περιφέρειαν μεμολυσμένην γνωρίζουν τοῦτο τηλεγραφικῶς εἰς τὴν Ὁργάνωσιν.

2. Αἱ ὑγειονομικαὶ ὑπηρεσίαι γνωστοποιῶν ἐπίσης εἰς τὴν Ὁργάνωσιν, τηλεγραφικῶς καὶ ἐντὸς 24 ὥρῶν τὸ ἀργότερον, ἀφ' ἧς περιήλθεν αὐταῖς ἢ πληροφῶρις:

α) Τὴν εἰσαγωγὴν ἢ μεταφορὰν ἐντὸς μὴ μεμολυσμένης περιφέρειας ἔστω καὶ ἐνός κρούσματος νόσου καθάρσεως. Εἰς τὴν γνωστοποίησιν ταύτην δεόν νὰ καθορίζεται ἢ προέλευσις τῆς μολύνσεως.

β) Τὴν ἀφίξιν πλοίου ἢ ἀεροπλοίου ἐπὶ τοῦ ὁποίου ἐπέβαιναν εἰς ἢ περισσότεροι προσβληθέντες ὑπὸ νόσου καθάρσεως ἐπιβάται. Εἰς τὴν γνωστοποίησιν θὰ ἀναφέρηται τὸ ὄνομα τοῦ πλοίου ἢ ὁ ἀριθμὸς πτήσεως τοῦ ἀεροπλάνου, οἱ προηγηθέντες καὶ ἐπόμενοι σταθμοὶ καὶ θὰ μνημονεύηται ἐὰν ἐλήφθησαν τὰ ἀναγκαῖα, ὅσον ἀφορᾷ τὸ ἐν λόγῳ πλοῖον ἢ ἀεροπλοῖον, μέτρα.

3. Ἡ ὑπαρξὶς τῆς γνωστοποιουμένης οὕτω καὶ θεωρουμένης ὡς θεβαιῆς, ἐπὶ τῇ θάσει κλινικῆς διαγνώσεως νόσου, ἐπιβεβαιούται τὸ ταχύτερον δυνατόν ὑπὸ τυχόν ἐργαστηριακῶν ἐξετάσεων καὶ τὰ ἀποτελέσματα αὐτῶν κοινοποιῶνται ἀμέσως τηλεγραφικῶς εἰς τὴν Ὁργάνωσιν.

Ἄρθρον 4.

1. Ἐκτὸς ἐὰν πρόκειται περὶ πανώλους τῶν τρωκτικῶν, αἱ γνωστοποιήσεις αἱ προβλεπόμεναι εἰς τὴν παράγραφον 1 τοῦ ἀρθροῦ 3 συμπληροῦνται ἀμέσως, ὑπὸ πληροφῶριῶν ἐπὶ τῆς προσελεύσεως καὶ τῆς μαρφῆς τῆς νόσου, τοῦ ἀριθμοῦ κρουσμάτων καὶ θανάτων, τῶν συνθηκῶν αἱ ὁποῖαι ἀφοροῦν τὴν ἐξάπλωσιν τῆς νόσου, ὡς καὶ τῶν ἐφαρμοσθέντων προφυλακτικῶν μέτρων.

2. Προκειμένου περὶ πανώλους τῶν τρωκτικῶν, πᾶσα γνωστοποίησις προβλεπομένη εἰς τὴν παράγραφον 1 τοῦ ἀρθροῦ 3 συμπληροῦται διὰ μηνιαίων ἐκθέσεων ἐπὶ τοῦ ἀριθμοῦ τῶν ἐξετασθέντων τρωκτικῶν καὶ τῶν εὐρεθέντων ὡς πανωλοβλήτων τοιούτων.

Ἄρθρον 5.

1. Κατὰ τὴν διάρκειαν ἐπιδημίας, αἱ γνωστοποιήσεις καὶ αἱ πληροφῶριαι αἱ προβλεπόμεναι ὑπὸ τοῦ ἀρθροῦ 3 καὶ τῆς παραγράφου 1 τοῦ ἀρθροῦ 4 συμπληροῦνται καὶ δι' ἀνακοινώσεων ἀπευθυνομένων κατὰ ταχτὰ χρονικὰ διαστήματα εἰς τὴν Ὁργάνωσιν.

2. Αἱ ἀνακοινώσεις αὐταὶ εἶναι κατὰ τὸ δυνατόν συγκαὶ καὶ λεπτομερεῖς. Ὁ ἀριθμὸς τῶν κρουσμάτων καὶ θανάτων γνωστοποιεῖται τοῦλάχιστον ἀπαξ τῆς ἐβδομάδος. Δεόν νὰ ἀναφέρονται ἐν αὐταῖς αἱ ληφθεῖσαι προφυλάξεις πρὸς καταπολέμησιν τῆς ἐπεκτάσεως τῆς νόσου, ἰδίᾳ τὰ ληφθέντα μέτρα

πρὸς ἀποφυγὴν μεταδόσεως ταύτης εἰς ἕτερα ἐδάφη διὰ τῶν πλοίων, ἀεροπλοίων, σιδηροδρομικῶν ἢ ὁδικῶν ὀχημάτων προσερχομένων ἐκ τῆς μεμολυσμένης περιοχῆς. Ἐν περιπτώσει πανώλους καθορίζονται ὡσούτως τὰ ληφθέντα κατ' αὐτῶν μέτρα.

Ἄρθρον 6.

1. Ἡ ὑγειονομικὴ ὑπηρεσία ἐδάφους ἐν ᾧ κεῖται περιφέρειαν μεμολυσμένην, εἰδοποιεῖ τὴν Ὁργάνωσιν ἅμα ὡς ἢ περιφέρειαν αὐτὴ παύσῃ νὰ εἶναι μεμολυσμένη.

2. Περιφέρειαν μεμολυσμένην δύναται νὰ θεωρηθῇ ὅτι κατέστη μὴ μεμολυσμένη ἐφ' ὅσον ἐλήφθησαν καὶ ἐξακολουθοῦν νὰ ἐφαρμόζονται πάντα τὰ προφυλακτικὰ μέτρα πρὸς πρόληψιν ἐπανεμφανίσεως τῆς νόσου ἢ δυνατῆς ἐπεκτάσεως αὐτῆς εἰς ἄλλας περιφέρειας:

α) Εἰς περιπτώσιν ἐμφανίσεως πανώλους, χολέρας, εὐλογίας, ἐξανθηματικῆς τύφου καὶ ὑποστράφου πυρετοῦ, μετὰ τὸν θάνατον, τὴν ἴασιν ἢ τὴν ἀπομόνωσιν τοῦ τελευταίου διαπιστωθέντος κρούσματος καὶ μετὰ παρέλευσιν χρονικοῦ διαστήματος ἴσου πρὸς τὸ διπλάσιον τῆς περιόδου ἐπιώσεως, ὡς αὕτη καθορίζεται εἰς τὸν παρόντα Κανονισμὸν καὶ ἐφ' ὅσον οὐδεμία περιφέρειαν κειμένη πλησίον ταύτης προσεβλήθη ὑπὸ τῆς νόσου οὐχ ἤττον εἰς περιπτώσιν πανώλους, ἐὰν ὑφίσταται ὡσούτως πανώλης εἰς τὰ τρωκτικὰ, δεόν ὅπως, ἐπιπροσθετως παρέλθῃ ἡ ὀριζομένη εἰς τὸ ἐδάφιον (γ) τῆς παρούσης παραγράφου προδεσμία.

β) 1) Προκειμένου περὶ κιτρίνου πυρετοῦ μεταδιδομένου ὑπὸ φορέως ἑτέρου τοῦ AEADES AEGYPTI, ὅταν παρήλθον τρεῖς μῆνες ἀνευ σημείου θράσεως τοῦ ἰοῦ τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ.

2) Προκειμένου περὶ κιτρίνου πυρετοῦ μεταδοθέντος ὑπὸ τοῦ AEADES AEGYPTI, ἐφ' ὅσον παρήλθον τρεῖς μῆνες ἀπὸ τοῦ τελευταίου κρούσματος ἐπὶ ἀνθρώπου ἢ διάστημα μηνῶν ἀπὸ τοῦ τελευταίου κρούσματος ἐὰν καὶ ἐφ' ὅσον ὁ δείκτης AEADES AEGYPTI διετηρήθη σταθερὸς κάτω τοῦ ἐνός ἐπὶ τοῖς ἑκατὸν (100) κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ ἐν λόγῳ μηνῶς.

γ) Προκειμένου περὶ πανώλους τῶν τρωκτικῶν, ἐφ' ὅσον παρήλθον χρονικὸν διάστημα μηνῶν μετὰ τὴν ἐξάλειψιν τῆς ἐπιζωοτίας.

Ἄρθρον 7.

Αἱ ὑγειονομικαὶ ὑπηρεσίαι γνωρίζουν ἀμέσως εἰς τὴν Ὁργάνωσιν τὰ γεγονότα τὰ καθορίζοντα τὴν ὑπαρξὴν τοῦ ἰοῦ κιτρίνου πυρετοῦ εἰς τμημά τι τοῦ ἐδάφους τῶν, ἐπὶ τοῦ ὁποίου εἶχεν εἰσέτι διαπιστωθῇ καὶ ἀναφέρουν τὴν ἔκτασιν τῆς προσβληθείσης ζώνης.

Ἄρθρον 8.

1. Αἱ ὑγειονομικαὶ ὑπηρεσίαι κοινοποιῶν εἰς τὴν Ὁργάνωσιν:

α) Πᾶσαν τροποποίησιν τῶν ὑποχρεώσεων αὐτῶν ἐν σχέσει πρὸς τοὺς ἀπαιτούμενους διὰ τὰ διεθνή ταξίδια ἐμβολιασμούς.

β) Τὰ μέτρα τῶν ὁποίων ἀπεφάσισαν τὴν ἐφαρμογὴν ἐπὶ ἀτόμων προσερχομένων ἐκ τινος μεμολυσμένης περιφέρειας, ὡς καὶ τὴν ἄσιν τῶν μέτρων τούτων, ὑποδεικνύουσαι τὴν ἡμερομηνίαν ἐπιβολῆς ἢ ἀρσεως τούτων.

2. Αἱ κοινοποιήσεις γίνονται διὰ τηλεγραφημάτων καὶ ἐφ' ὅσον τοῦτο εἶναι δυνατόν, πρὸ τῆς τροποποιήσεως ἢ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῶν μέτρων ἢ τῆς ἀρσεως αὐτῶν.

3. Αἱ ὑγειονομικαὶ ὑπηρεσίαι ἀποστέλλουν εἰς τὴν Ὁργάνωσιν κατ' ἔτος, εἰς ἡμερομηνίαν καθοριζομένην ὑπὸ ταύτης, πίνακα ἀνακεφαλαιωτικῶν τῶν ὑποχρεώσεων αὐτῶν τῶν σχετικῶν πρὸς τοὺς ἐπιβαλλομένους διὰ τὰ διεθνή ταξίδια ἐμβολιασμούς.

Ἄρθρον 9.

Ἐπὶ πλέον τῶν ἀνακοινώσεων καὶ πληροφῶριῶν, περὶ ὧν τὰ ἀρθρα 3 ἕως 8, αἱ ὑγειονομικαὶ ὑπηρεσίαι γνωρίζουν ἐκάστην ἐβδομάδα εἰς τὴν Ὁργάνωσιν:

α) Διὰ τηλεγραφικῆς ἐκθέσεως, τὸν ἀριθμὸν τῶν κρουσμάτων τῶν νόσων καθάρσεως καὶ τῶν ὀφειλομένων εἰς τὰς νόσους ταύτας, θανάτων, τῶν ἐπισυμβάντων κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς προηγουμένης ἐβδομάδος ἐν ἐκάστη πόλει γειτνιαζούσῃ πρὸς λιμένα ἢ ἀερολιμένα.

β) Δι' εκθέσεως αποστελλομένης δια του αεροπορικού ταχυδρομείου την μη ύπαρξιν κρουσμάτων των νόσων τούτων κατά τα χρονικά διαστήματα των εδαφ. α), β) και γ) της παρ. 2 του άρθρου 6.

Άρθρον 10.

Αί προβλεπόμεναι εις τὰ άρθρα 3 έως 9 γνωστοποιήσεις και πληροφορίαι ανακοινούνται ωςάυτως, κατ' αίτησιν, υπό τῆς Ὑγειονομικῆς Ὑπηρεσίας εἰς τὰς διπλωματικὰς ἀποστολάς και προξενεία τὰ ἐγκατεστημένα ἐπὶ τοῦ ἐδάφους, ἐφ' οὗ ἐκτείνεται ἡ ἀρμοδιότης αὐτῆς.

Άρθρον 11.

Ἡ Ὁργάνωσις ἀποστέλλει εἰς ἕλας τὰς ὑγειονομικὰς ὑπηρεσίας, τὸ ταχύτερον δυνατόν και διὰ τῆς καταλλήλου εἰς ἐκάστην περίπτωσιν ὁδοῦ, πάσας τὰς ἐπιδημιολογικὰς ἢ ἄλλας πληροφορίας, τὰς ὁποίας ἔλαβε κατ' ἐφαρμογὴν τῶν άρθρων 3 ἕως 8 τῆς παραγράφου α) τοῦ άρθρου 9. Σημειοῖ ὡσαύτως τὴν μη ὑπαρξιν πληροφοριῶν περὶ ὧν τὸ ἄρθρον 9. Αἱ ἐπειγούσης φύσεως ἀνακοινώσεις διαεμβάζονται τηλεγραφικῶς ἢ τηλεφωνικῶς.

Άρθρον 12.

Τὰ τηλεγραφήματα ἢ τηλεφωνικὰ κλήσεις αἱ γινόμεναι κατ' ἐφαρμογὴν τῶν άρθρων 3 ἕως 8 και τοῦ άρθρου 11 ἀπολαύουν τῆς ἐπιβαλλομένης ἐκ τῶν περιστάσεων προτεραιότητος. Αἱ γινόμεναι εἰς ἐξαιρετικῶς ἐπειγούσης φύσεως περιπτώσεις ἀνακοινώσεις, ὅταν ὑφίσταται κίνδυνος ἐξαπλώσεως νόσου καθάρσεως, τυγχάνουν τῆς μεγαλύτερας προτεραιότητος, ἣτις παρέχεται εἰς τοιαύτας ἀνακοινώσεις ὑπὸ τῶν διεθνῶν συμφωνιῶν τηλεπικοινωνίας.

Άρθρον 13.

1. Πάντα τὰ Κράτη παρέχουν ἅπαξ τοῦ ἔτους εἰς τὴν Ὁργάνωσιν, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 62 τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτου τῆς Ὁργανώσεως, πληροφορίας ἀφορώσας τὴν ἐνδεχομένην ἐμφάνισιν παντὸς κρούσματος νόσου καθάρσεως ὀρειλομένου εἰς διακίνησιν ἐνεκα διεθνούς ἐπικοινωνίας ἢ παρατηρηθέντος κατ' αὐτήν, ὡς και τὰς ληφθείσας ἀποφάσεις, δυνάμει τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ, ὡς ἐπίσης τὰς σχετιζομένας μετὰ τὴν ἐφαρμογὴν τούτου.

2. Ἡ Ὁργάνωσις, ἐπὶ τῇ βάσει τῶν πληροφοριῶν τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τῆς παραγρ. 1 τοῦ παρόντος άρθρου, τῶν καινοποιήσεων και ἐκθέσεων τῶν ἐπιβαλλομένων ὑπὸ τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ και πάσης ἐτέρας ἐπισήμου πληροφορίας, ἐκπονεῖ ἐτήσιαν ἐκθεσιν ἐπὶ τῆς ἐφαρμογῆς τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ και τῶν ἀποτελεσμάτων αὐτοῦ εἰς τὴν διεθνή ἐπικοινωνίαν.

ΤΙΤΛΟΣ III.

Ὑγειονομικὴ Ὁργάνωσις.

Άρθρον 14.

1. Ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, αἱ ὑγειονομικαὶ ὑπηρεσίαι, μερμινοῦν, ὅπως οἱ λιμένες και ἀερολιμένες τοῦ ἐδάφους τῶν διαθέτουν ὀργάνωσιν και ἐπαρκῆ ἐξοπλισμόν, εἰς τρόπον ὅστε νὰ καθίσταται δυνατὴ ἡ ἐφαρμογὴ τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ μέτρων.

2. Πᾶς λιμὴν ἢ ἀερολιμὴν δέον νὰ εἶναι ἐφοδιασμένος διὰ ποσίου ὕδατος.

3. Πᾶς ἀερολιμὴν δέον νὰ διαθέτῃ ἀποτελεσματικὸν σύστημα ἀποχετεύσεως τῶν ἀπεκκριμάτων και ἀκαθάρτων ὑδάτων. ἄτινα νὰ δύνανται νὰ καθίστῃ ἀκίνδυνα, ὡς και μέσα ἀπομακρύνσεως ἐν ἀσφαλείᾳ ἠλλοιωμένων τροφίμων ἢ ἄλλων ἐπικινδύνων διὰ τὴν δημοσίαν ὑγείαν οὐσιῶν.

Άρθρον 15.

Ὁ μεγαλύτερος, κατὰ τὸ δυνατόν, ἀριθμὸς λιμένων ἐδάφους τινὸς δέον νὰ διαθέτῃ ἰατρικὴν ὑπηρεσίαν περιλαμβάνουσαν τὸ προσωπικόν, τὸ ὑλικόν και τοὺς ἀπαιτούμενους χώρους και, ἰδιαίτερος, τὰ μέσα διὰ τὴν ἀπομόνωσιν και ἄμεσον περίθαλψιν τῶν προσβεβλημένων ἀτόμων, τὴν ἀπολύμανσιν, τὴν

ἐκκτηριολογικὴν ἔρευναν, τὴν σύλληψιν και ἐξέτασιν τῶν τρωκτικῶν διὰ τὴν ἐξακρίβωσιν τῆς ἐκ πανώλους μόλυνσεως και τέλος διὰ τὴν ἐφαρμογὴν πάντων τῶν καταλληλῶν μέτρων τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ.

Άρθρον 16.

Ἡ ὑγειονομικὴ ἀρχὴ ἐκάστου λιμένος:

α) Λαμβάνει πᾶν χρήσιμον μέτρον ἵνα ἐντὸς τῶν λιμενικῶν ἐγκαταστάσεων, ὁ ἀριθμὸς τῶν τρωκτικῶν περιορίζεται εἰς ἀναξίου λόγου ἐπίπεδα.

β) Καταβάλλει πᾶσαν προσπάθειαν, ἵνα προφυλάττῃ ἐκ τῶν τρωκτικῶν τὰς λιμενικὰς ἐγκαταστάσεις.

Άρθρον 17.

1. Αἱ ὑγειονομικαὶ ὑπηρεσίαι λαμβάνουν τὰ κατάλληλα μέτρα, ἵνα ἐπαρκῆς ἀριθμὸς λιμένων τῆς χώρας τῶν δύναται νὰ διαθέτῃ τὸ ἀπαιτούμενον ἀρμόδιον προσωπικόν διὰ τὴν ἐπιθεώρησιν τῶν πλοίων πρὸς ἐκδοσιν πιστοποιητικοῦ ἀπαλλαγῆς ἐκ τῆς μωκτονίας, περὶ οὗ τὸ ἄρθρον 52, και δέον ὅπως ἀναγκωρίζουν τοὺς πληροῦντας τοὺς ὅρους τούτους λιμένας.

2. Λαμβανομένης ὑπ' ὄψιν τῆς σπουδαιότητος τῆς ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῶν διεθνούς ἐπικοινωνίας, ὡς και τῆς κατανομῆς τοῦ δικτύου ταύτης, αἱ ὑγειονομικαὶ ὑπηρεσίαι ὀρίζουν, ἐκ τῶν ἀνεγνωρισμένων λιμένων συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον 1 τοῦ παρόντος άρθρου, ἐκείνους οἵτινες, διαθέτοντες κατάλληλον ἐξοπλισμόν και προσωπικόν διὰ τὴν μωκτονίαν τῶν πλοίων ἔχουν ἀρμοδιότητα διὰ τὴν ἐκδοσιν τῶν πιστοποιητικῶν μωκτονίας τοῦ άρθρου 52.

Άρθρον 18.

Ὅταν ἡ ἐν διαμετακομίσει ἐπικοινωνία τὸ ἀπαιτῆ οἱ ἀερολιμένες δέον νὰ ἐφοδιάζονται, τὸ ταχύτερον δυνατόν, διὰ ζώνης ἄμεσου διαμετακομίσεως.

Άρθρον 19.

1. Αἱ ὑγειονομικαὶ ὑπηρεσίαι ὀρίζουν ὡς ὑγειονομικοὺς ἀερολιμένας ἀριθμὸν τινα ἀερολιμένων τοῦ ἐδάφους τῶν, ἀνάλογον πρὸς τὴν σημασίαν τῆς διεθνούς ἐπικοινωνίας τοῦ ἐν λόγῳ ἐδάφους.

2. Πᾶς ὑγειονομικὸς ἀερολιμὴν δέον ὅπως διαθέτῃ:

α) Ἰατρικὴν ὀργάνωσιν περιλαμβάνουσαν τὸ ἀπαιτούμενον προσωπικόν, τὸ ὑλικόν και τοὺς ἀναγκαζομένους χώρους.

β) Μέσα διὰ τὴν μεταφοράν, ἀπομόνωσιν και περίθαλψιν τῶν προσβεβλημένων ἢ τῶν ὑπὸ παρατήρησιν ὑπόπτων ἀτόμων.

γ) Τὰς ἀπαιτούμενας ἐγκαταστάσεις δι' ἀποτελεσματικὴν ἀπολύμανσιν και ἐντομοκτονίαν, τὴν καταστροφὴν τῶν τρωκτικῶν, ὡς και ἐφαρμογὴν παντὸς ἐτέρου καταλλήλου μέτρου, προβλεπομένου ὑπὸ τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ.

δ) Μικροβιολογικὸν ἐργαστήριον ἢ τὰ ἀπαιτούμενα μέσα διὰ τὴν ἀποστολὴν τοῦ ὑπόπτου ὑλικοῦ εἰς τοιοῦτον ἐργαστήριον.

ε) Ὑπηρεσίαν ἐμβολιασμοῦ κατὰ τῆς χολέρας, τοῦ κίτρινου πυρετοῦ και τῆς εὐλογίας.

Άρθρον 20.

1. Πᾶς λιμὴν ὡς και ἡ περιοχὴ ἢ περιλαμβανομένη εἰς τὴν περίμετρον παντὸς ἀερολιμένος διατηροῦνται ἀπηλλαγμένοι στεγασιῶν AEDES AEGYPTI εἰς τὸ στάδιον τῆς προύμφης ἢ εἰς τὸ ὄριμον στάδιον.

2. Πᾶντες οἱ χώροι οἱ κείμενοι ἐντὸς ζώνης ἀπ' εὐθείας διαμετακομίσεως ἐγκατεστημένης εἰς ἀερολιμένα εὐρισκόμενον ἢ εἰς περιφέρειαν προσβεβλημένην ὑπὸ κίτρινου πυρετοῦ ἢ εἰς ἄμεσον γεινίασιν πρὸς τοιαύτην περιφέρειαν ἢ εἰς περιοχὴν ἐκτικότητος τοῦ κίτρινου πυρετοῦ, προφυλάσσονται ἀπὸ τῶν κωνώπων.

3. Συμφώνως πρὸς τὸ παρὸν ἄρθρον ἡ περίμετρος ἀερολιμένος δηλοῖ τὴν γραμμὴν ἣτις περικλείει τὴν ἐδαφικὴν περιοχὴν ἐντὸς τῆς ὁποίας κείνται τὰ κτίρια τοῦ ἀερολιμένος και τὸ γῆπεδον ἢ ἡ ὑδατινὴ ἔκτασις ἢ χρησιμεύουσα ἢ προοριζομένη διὰ τὴν στάθμευσιν τῶν ἀεροπλοίων.

*Άρθρον 21.

1. Πάσα υγειονομική υπηρεσία δέον όπως αποστέλλη εις τήν Ὀργάνωσιν:

α) Πίνακα τῶν λημένων τοῦ ἐδάφους τῆς, οἵτινες εἶναι ἀνεγνωρισμένοι συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 17 διὰ τὴν ἐκδοσιν:

ι) Πιστοποιητικῶν ἀπαλλαγῆς ἐκ τῆς μωκτονίας μόνον, καὶ
 ιι) Πιστοποιητικῶν μωκτονίας καὶ πιστοποιητικῶν ἀπαλλαγῆς ἐκ τῆς μωκτονίας.

β) Πίνακα τῶν υγειονομικῶν ἀερολιμένων τοῦ ἐδάφους αὐτῆς.

γ) Πίνακα τῶν ἀερολιμένων τοῦ ἐδάφους αὐτῆς, οἱ ὅποιοι διαθέτουν ζώνην ἀπ' εὐθείας διαμετακομίσεως.

2. Αἱ υγειονομικαὶ υπηρεσίαι γνωστοποιοῦν εἰς τὴν Ὀργάνωσιν πᾶσαν μεταγενεστέραν τροποποίησιν τῶν πινάκων, περὶ ὧν ἡ παράγραφος 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

3. Ἡ ὀργάνωσις ἀνακοινοῖ ἄνευ καθυστέρησεως πρὸς ὅλας τὰς υγειονομικὰς υπηρεσίας τὰς πληροφορίας, ἃς λαμβάνει συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ παρόντος ἄρθρου.

*Άρθρον 22.

Ὅσακις δικαιολογεῖται ἐκ τῆς σπουδαιότητος τῆς διεθνοῦς ἐπικαιωνίας καὶ ἐπιβάλλεται ἐκ τῆς ἐπιδημιολογικῆς καταστάσεως, τὰ συνοριακὰ φυλάκια, ἐπὶ σιδηροδρομικῶν γραμμῶν καὶ ὁδῶν, ὅπουδήποτε ἀσκειῖται υγειονομικὸς ἐλεγχος παρὰ τὰ σύνορα ἢ ἐπὶ ἐσωτερικῶν ὑδατίνων ὁδῶν, ἐφοδίζονται δι' υγειονομικῶν ἐγκαταστάσεων διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ μέτρων. Τὸ αὐτὸ ἐπιβάλλεται εἰς τὰ συνοριακὰ φυλάκια τὰ ἐξυπηρετοῦντα ποταμίας, ὁδοῦς, ἐφ' ἧσιν ὁ ἐλεγχος ἐπὶ τῶν πλοίων ἐσωτερικῆς ναυσιπλοίας ἐκτελεῖται εἰς τὰ σύνορα.

ΤΙΤΛΟΣ IV.

Υγειονομικὰ Μέτρα καὶ Διατυπώσεις.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ I.

Γενικαὶ Διατάξεις.

*Άρθρον 23.

Τὰ ἐπιτρεπόμενα ὑπὸ τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ υγειονομικὰ μέτρα ἀποτελοῦν τὸ ἀνώτατον ὄριον τῶν μέτρων τὰ ὅποια Κράτος δύναται νὰ ἀπαιτήσῃ ἐναντι τῆς διεθνοῦς ἐπικαιωνίας διὰ τὴν προφύλαξιν τοῦ ἐδάφους αὐτοῦ ἐκ τῶν νόσων καθάρσεως.

*Άρθρον 24.

Τὰ υγειονομικὰ μέτρα καὶ αἱ υγειονομικαὶ διατυπώσεις δέον νὰ λαμβάνωνται ἀμέσως, νὰ περατοῦνται ἄνευ ἀδικαιολογήτου καθυστέρησεως καὶ νὰ ἐφαρμόζωνται ἄνευ οὐδεμιᾶς διακρίσεως.

*Άρθρον 25.

1. Ἡ ἀπολύμανσις, ἐντομοκτονία, μωκτονία καὶ πᾶσα ἐπέδρα υγειονομικὴ ἐνέργεια πρέπει νὰ ἐκτελῶνται εἰς τρόπον ὥστε:

α) Νὰ ἀποφεύγηται πᾶσα περιττὴ ἐνόχλησις τῶν ἀτόμων καὶ νὰ μὴ προκαλῆται ζημία εἰς τὴν υγείαν αὐτῶν.

β) Οὐδεμίαν βλάβην νὰ προκαλῆται εἰς τὸ πλοῖον, ἀερόπλοῖον ἢ ἕτερον μεταφορικὸν μέσον ἢ εἰς τὰ ἐπ' αὐτῶν μηχανήματα.

γ) Ν' ἀποφεύγηται πᾶς κίνδυνος πυρκαϊᾶς.

2. Κατὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν ἐν λόγῳ μέτρων ἐπὶ τῶν ἐμπορευμάτων, ἀποσκευῶν καὶ ἄλλων ἀντικειμένων λαμβάνονται αἱ ἀπαιτούμεναι προφυλάξεις πρὸς ἀποφυγὴν πάσης ζημίας.

*Άρθρον 26.

1. Ἡ υγειονομικὴ ἀρχὴ χορηγεῖ δωρεὰν εἰς τὸν μεταφορέα, κατ' αἴτησιν, πιστοποιητικὸν ἐμφαίνον τὰ ἐφαρμοσθέντα μέτρα ἐπὶ πλοίου, ἀεροπλοίου, σιδηροδρομικοῦ ἢ ὁδικοῦ οχήματος τὰ μέρη τούτου τὰ ὑποβληθέντα εἰς τὰ ἐν λόγῳ μέτρα, τὰς

χρησιμοποιοῦσας μεθόδους, ὡς καὶ τὰ αἴτια, τὰ ὅποια προεκάλεσαν τὴν ἐφαρμογὴν τούτων. Εἰς περίπτωσιν ἀεροπλοίου τὸ πιστοποιητικὸν ἀντικαθίσταται, κατ' αἴτησιν, δι' ἐγγραφῆς ἐν τῇ γενικῇ δηλώσει ἀεροπλοίου.

2. Ὅσαύτως ἡ υγειονομικὴ ἀρχὴ ἐκδίδει, κατ' αἴτησιν, ἀτελῶς:

α) Εἰς πάντα ταξιδιώτην πιστοποιητικὸν ἐμφαίνον τὴν ἡμερομηνίαν ἀφίξεως ἢ ἀναχωρήσεώς του ὡς καὶ τὰ ἐπ' αὐτοῦ καὶ ἐπὶ τῶν ἀποσκευῶν του ἐφαρμοσθέντα μέτρα.

β) Εἰς τὸν φορτωτὴν ἢ ἀποστολέα, εἰς τὸν λήπτην καὶ εἰς τὸν μεταφορέα ἢ εἰς τοὺς ἀντιστοίχους πράκτορας αὐτῶν, πιστοποιητικὸν ἐμφαίνον τὰ ἐφαρμοσθέντα ἐπὶ τῶν ἐμπορευμάτων μέτρα.

*Άρθρον 27.

1. Τὰ ὑποβληθέντα εἰς ἐπίβλεψιν ἄτομα δὲν ἀπομονοῦνται καὶ παραμένουν ἐλεύθερα, κατὰ τὴν ἐπιτήρησιν των. Κατὰ τὴν διάρκεια τῆς ἐπίβλεψεως, ἡ υγειονομικὴ ἀρχὴ δύναται νὰ καλῆ τὰ ἄτομα ταῦτα, ὅπως ἐμφανίζονται ἐνώπιον αὐτῆς, ἐάν τοῦτο εἶναι ἀναγκαῖον, εἰς καθωρισμένα χρονικὰ διαστήματα. Λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν περιορισμῶν, περὶ ὧν τὸ ἄρθρον 69, ἡ υγειονομικὴ ἀρχὴ δύναται νὰ ὑποβάλλῃ τὰ ἄτομα ταῦτα εἰς ἰατρικὴν ἐξέτασιν καὶ νὰ προβῇ εἰς συγκέντρωσιν τῶν ἀπαιτούμενων στοιχείων πρὸς διαπίστωσιν τῆς καταστάσεως τῆς υγείας των.

2. Ὅταν τὰ εἰς ἐπίβλεψιν ὑποβληθέντα ἄτομα μεταδίδουν εἰς ἕτερον τόπον, κείμενον εἰς τὸ ἐσωτερικὸν ἢ ἐκτὸς τοῦ αὐτοῦ ἐδάφους, ὑποχρεοῦνται νὰ εἰδοποιῶν σχετικῶς τὴν υγειονομικὴν ἀρχήν, ἣτις γνωστοποιεῖ ἀμέσως τὴν μετακίνησιν εἰς τὴν υγειονομικὴν ἀρχὴν τοῦ τόπου μεταβάσεως τῶν ἀτόμων τούτων, τὰ ὅποια, ἅμα τῇ ἀφίξει των, δέον ὅπως παρουσιασθῶν εἰς τὴν ἀρχὴν ταύτην. Ἡ τελευταία αὕτη δύναται ὡσαύτως νὰ ὑποβάλλῃ τὰ ἐν λόγῳ ἄτομα εἰς τὰ προβλεπόμενα εἰς τὴν ἀνωτέρω παράγραφον 1 μέτρα.

*Άρθρον 28.

Ἐξαίρεσει ἐπείγουσας περιπτώσεως συνεπαγομένης σοβαροῦ κίνδυνου διὰ τὴν δημοσίαν υγείαν, ἡ υγειονομικὴ ἀρχὴ λιμένος ἢ ἀερολιμένος, δέον νὰ μὴ παρεμποδίσῃ ἕνεκα ἐπιδημικῆς νόσου, πλοῖον ἢ ἀερόπλοιο, τὸ ὅποιο δὲν εἶναι μεμολυσμένον ἢ ὑποπτον μολύνσεως ἐκ νόσου καθάρσεως, νὰ ἐκφορτώσῃ ἢ φορτώσῃ ἐμπορεύματα ἢ ἐφόδια ἢ νὰ παραλάβῃ καύσιμα καὶ πύσιμον ὕδωρ.

*Άρθρον 29.

Ἡ υγειονομικὴ ἀρχὴ δύναται νὰ λαμβάνῃ πᾶν πρακτικὸν μέτρον, ἵνα παρεμποδίσῃ πλοῖον ὅπως ἐκχέῃ εἰς τὰ ὕδατα λιμένος, ποταμοῦ ἢ διώρυγος, ἀκάθαρτα ὕδατα ἢ ἀκαθάρτους οὐσίας δυναμῆνας νὰ μολύνουν ταῦτα.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ II.

Υγειονομικὰ μέτρα κατὰ τὴν ἀναχώρησιν.

*Άρθρον 30.

1. Πρὸ τῆς ἀναχωρήσεως ἀτόμου διὰ διεθνῆς ταξίδιον, ἡ υγειονομικὴ ἀρχὴ τοῦ λιμένος, τοῦ ἀερολιμένος ἢ τῆς περιφέρειας ἐν τῇ ὁποίᾳ κείται ὁ συνοριακὸς σταθμὸς δύναται, ὅτανκις κρίνει τοῦτο ἀναγκαῖον, νὰ προβῇ εἰς ἰατρικὴν ἐξέτασιν τοῦ ἀτόμου τούτου. Ὁ χρόνος καὶ ὁ τόπος τῆς ἐπισκέψεως ταύτης καθορίζονται λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν τελωγειακῶν ἢ ἄλλων διατυπώσεων, εἰς τρόπον ὥστε νὰ μὴ παρεμποδίσῃται ἡ καθυστέρη ἢ ἀναχώρησις.

2. Ἡ προβλεπομένη εἰς τὴν ὡς ἄνω παράγραφον τοῦ παρόντος ἄρθρου υγειονομικὴ ἀρχὴ λαμβάνει πᾶν δυνατὸν μέτρον, ἵνα:

α) Παρεμποδίσῃ τὴν ἐπιβίβασιν προσβεβλημένων ἢ ὑπόπτων ἀτόμων.

β) Παρεμποδίσῃ τὴν εἴσοδον ἐπὶ πλοίου, ἀεροπλοίου, σιδηροδρομοῦ ἢ ὁδικοῦ οχήματος, πιθανῶν φορέων μολύνσεως, ὡς καὶ φορέων νόσου καθάρσεως.

3. 'Ανεξαρτήτως τῶν διατάξεων τοῦ ἐδ. α' τῆς παραγράφου 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου, εἰς ἄτομον, ὅπερ πραγματοποιεῖ διεθνῆς ταξίδιον καὶ ἔχει τεθῆ ὑπὸ ἐπιτήρησιν κατὰ τὴν ἄφιξίν του, δύναται νὰ ἐπιτραπῇ ἡ συνέχισις τοῦ ταξιδίου. Ἐὰν χρησιμοποιῇ τὴν ἐναέριον ὁδόν, ἡ ὑγειονομικὴ ἀρχὴ τοῦ ἀερολιμένος ἀναγράφει ἐν τῇ γενικῇ δηλώσει τοῦ ἀεροπλοίου, ὅτι τὸ ἐν λόγῳ ἄτομον ἐτέθη εἰς ἐπίβλεψιν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙΙ.

Ἵγειονομικὰ μέτρα ἐφαρμοστέα κατὰ τὸν διάπλουν μεταξὺ τῶν λιμένων ἢ ἀερολιμένων ἀναχωρήσεως καὶ ἀφίξεως.

Ἄρθρον 31.

Ἀπαγορεύεται εἰς τὰ ἐν πτήσει ἀεροπλοία νὰ ρίπτουν ἢ ἀφήνουν νὰ πίπτουν οὐσίαι ἀνεξαρτήτως ἐὰν αὗται θὰ ἠδύναντο νὰ προκαλέσουν ἐπιδημικὴν νόσον.

Ἄρθρον 32.

1. Οὐδὲν ὑγειονομικὸν μέτρον ἐπιβάλλεται ὑπὸ Κράτους ἐπὶ τῶν διασχιζόντων τὴν αἰγιαλίτιδα ζώνην πλοίων, ἐφ' ὅσον ταῦτα δὲν προσορμίζονται εἰς λιμένα ἢ εἰς τὴν ἀκτὴν.

2. Εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν, δι' οἰονδήποτε λόγον, τὸ πλοῖον προσορμισθῆ, ἐφαρμόζονται ἐπ' αὐτοῦ οἱ ἰσχύοντες ἐν τῷ ἐδάφει ὑγειονομικοὶ νόμοι καὶ κανονισμοί, ἄνευ υπερβάσεως τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ.

Ἄρθρον 33.

1. Οὐδὲν ὑγειονομικὸν μέτρον, πλὴν τῆς ἰατρικῆς ἐπισκέψεως, ἐπιβάλλεται ἐπὶ ὑγιῶς πλοίου, ὡς τοῦτο ὀρίζεται εἰς τὸν τίτλον V, χρησιμοποιούντος διάρρυγα ἢ ἐτέραν θαλασσίαν ὁδὸν κειμένων ἐν τῷ ἐδάφει Κράτους τινός, ἵνα μεταβῇ εἰς λιμένα κειμένων ἐν τῷ ἐδάφει ἐτέρου Κράτους. Ἡ διάταξις αὕτη δὲν ἀρᾶ τὰ πλοία τὰ προσερχόμενα ἐκ προσβεβλημένης περιφέρειας ἢ τὰ πλοία ἐπὶ τῶν ὁποίων ἐπιβαίνει ἄτομον προσερχόμενον ἐκ τοιαύτης περιφέρειας, ἐφ' ὅσον δὲν παρῆλθεν ἡ περίοδος ἐπώσεως τῆς νόσου, ἐξ ἧς εἶναι μεμολυσμένη ἡ περιφέρεια.

2. Τὸ μόνον δυνάμενον νὰ ἐφαρμοσθῆ μέτρον εἰς ὑγιῶς πλοῖον ἀνήκον εἰς μίαν ἐκ τῶν δύο τούτων περιπτώσεων, εἶναι, ἐν ἀνάγκῃ, ἡ τοποθέτησις ὑγειονομικῆς φρουρᾶς ἐπὶ τοῦ πλοίου ἵνα παρεμποδίσῃ πᾶσαν μὴ ἐπιτρεπομένην ἐπαφὴν μεταξὺ τοῦ πλοίου καὶ τῆς ἀκτῆς καὶ μεριμνᾷ διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 29.

3. Ἡ ὑγειονομικὴ ἀρχὴ ἐπιτρέπει εἰς πλοῖον εὐρισκόμενον εἰς μίαν τῶν προβλεπομένων ἀνωτέρω περιπτώσεων ὅπως παραλαμβάνη ὑπὸ τὴν ἐπίβλεψίν της, καύσιμα, πόσιμον ὕδωρ, τρῶφιμα καταναλώσεως καὶ ἐφόδια.

4. Κατὰ τὴν διέλευσιν των ἐκ διάρρυγος ἢ ἐτέρας θαλασσίας ὁδοῦ, τὰ μεμολυσμένα ἢ ὑποπτα πλοία δύναται νὰ ὑπόβληθῶν εἰς μέτρα, ὡς ἐὰν εἶχον προσορμισθῆ εἰς λιμένα τοῦ ἐδάφους ἐν ᾧ κεῖται ἡ διάρρυξ ἢ ἡ θαλασσία ὁδός.

Ἄρθρον 34.

Κατὰ παρέκκλισιν τῶν ἀντιθέτων διατάξεων τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ, ἐξαιρέσει τοῦ ἄρθρου 75, οὐδὲν ὑγειονομικὸν μέτρον, πλὴν τῆς ἰατρικῆς ἐπισκέψεως, ἐπιβάλλεται εἰς τοὺς ταξιδιώτας καὶ τὰ μέλη τοῦ πληρώματος:

α) Τοὺς εὐρισκόμενους ἐπὶ ὑγιῶς πλοίου, οἵτινες καὶ δὲν ἀποθιβάχονται.

β) Τοὺς ἐν διαμετακομίσει, εὐρισκόμενους ἐπὶ ὑγιῶς ἀεροπλοίου, ἐφ' ὅσον δὲν διαθῶν τὰ ὅρια τῆς ζώνης ἀπ' εὐθείας διαμετακομίσεως ἀερολιμένος τινός τοῦ ἐδάφους διὰ μέσου τοῦ ὁποίου ἐκτελεῖται ἡ διαμετακόμισις ἢ ἐάν, ἐπικειμένης τῆς ἐγκαταστάσεως τοιαύτης ζώνης ἐν τῷ ἀερολιμένῳ, ὑποβάλλονται εἰς τὰ καθοριζόμενα ὑπὸ τῆς ὑγειονομικῆς ἀρχῆς μέτρα διαχωρισμοῦ πρὸς παρεμπόδισιν τῆς ἐξαπλώσεως τῶν νόσων. Εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν ἄτομον εὐρισκόμενον ὑπὸ τὰς ἀνωτέρω προβλεπομένας συνθήκας, εἶναι ἠναγκασμένον νὰ ἐγκαταλείψῃ τὸν ἀερολιμένα, εἰς τὸν ὁποῖον ἀπεβιβάσθῃ καὶ τοῦτο πρὸς μόνον τὸν σκοπὸν ὅπως συνεχίσῃ τὸ ταξίδιον του ἐξ ἐτέρου

παρακειμένου ἀερολιμένος, ἐξακολουθεῖ νὰ ἀπολαύῃ τῆς προβλεπομένης ἀνωτέρω ἐξαιρέσεως, ἐφ' ὅσον ἡ μεταφορὰ του ἐκτελεῖται ὑπὸ τὸν ἑλεγχον τῆς ἢ τῶν ὑγειονομικῶν ἀρχῶν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙV.

Ἵγειονομικὰ μέτρα κατὰ τὴν ἄφιξιν.

Ἄρθρον 35.

Τὰ Κράτη ὀφείλου, κατὰ τὸ δυνατόν, νὰ χορηγοῦν τὴν ἐλευθεροκοινωνίαν διὰ τοῦ ἀσυρμάτου εἰς πλοῖον ἢ ἀεροπλοῖον ὅταν, βασικαμένη ἐπὶ τῶν πληροφοριῶν τὰς ὁποίας παρέχει πρὸ τῆς ἀφίξεώς του, ἡ ὑγειονομικὴ ἀρχὴ τοῦ λιμένος ἢ τοῦ ἀερολιμένος πρὸς ὃν κατευθύνεται, κρίνῃ ὅτι δὲν θὰ κομίσῃ νόσον καθάρσεως ἢ δὲν θὰ εὐνόησῃ τὴν μετάδοσιν αὐτῆς.

Ἄρθρον 36.

1. Ἡ ὑγειονομικὴ ἀρχὴ λιμένος, ἀερολιμένος ἢ συνδριακοῦ φυλακίου δύναται νὰ ὑποβάλλῃ εἰς ἰατρικὴν ἐπίσκεψιν κατὰ τὴν ἄφιξιν πᾶν πλοῖον, ἀεροπλοῖον, σιδηρόδρομον ἢ ὀδικὸν ὄχημα, ὡς καὶ πᾶν ἄτομον ἐκτελοῦν διεθνῆς ταξίδιον.

2. Ἐπὶ πλοίου, ἀεροπλοίου, σιδηρόδρομου ἢ ὀδικῶν ὀχημάτων τὰ ἐφαρμοζόμενα συμπληρωματικὰ ὑγειονομικὰ μέτρα καθορίζονται ὑπὸ τῶν συνθηκῶν αἱ ὁποῖαι ἐπεκράτουν ἐπὶ τοῦ μεταφορικοῦ μέσου κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ ταξιδίου ἢ ἐπικρατοῦν κατὰ τὸν χρόνον τῆς ἰατρικῆς ἐπισκέψεως, ἄνευ ἐν τούτοις περιορισμῶν τῶν μέτρων τὰ ὅποια ὁ παρὼν Κανονισμὸς ἐπιτρέπει ὅπως ἐφαρμόζονται ἐπὶ πλοίου, ἀεροπλοίου, σιδηρόδρομικοῦ ἢ ὀδικῶν ὀχημάτων προσερχομένου ἐκ μεμολυσμένης περιφέρειας.

3. Εἰς χώραν ἐνθα ἡ ὑγειονομικὴ ὑπηρεσία ἔχει νὰ ἀντιμεταπίσῃ εἰδικὰς δυσκολίας αἱ ὁποῖαι ἀποτελοῦν σοβαρὸν κίνδυνον διὰ τὴν δημοσίαν ὑγίαν, δύναται νὰ ἀπαιτήσῃ αὐτὴ παρὰ παντὸς πραγματοποιούντος διεθνῆς ταξίδιον, ὅπως δηλώσῃ ἐγγράφως, κατὰ τὴν ἄφιξιν, τὴν διεύθυνσιν τοῦ προσορισμοῦ του.

Ἄρθρον 37.

Ἡ ἐφαρμογὴ τῶν προβλεπομένων εἰς τὸν τίτλον V μέτρων, τὰ ὁποῖα ἐξαρτῶνται ἐκ τοῦ γεγονότος ὅτι πλοῖον, ἀεροπλοῖον, σιδηρόδρομος ἢ ὀδικὸν ὄχημα, ἄτομον ἢ ἀντικείμενα προσέρχονται ἐκ μεμολυσμένης περιφέρειας θὰ περιορίζεται εἰς τὰς πραγματικὰς προελεύσεις τῆς περιφέρειας ταύτης. Ὁ περιορισμὸς οὗτος ὑπόκειται εἰς τὸν ὅρον, ὅτι ἡ ὑγειονομικὴ ἀρχὴ τῆς μεμολυσμένης περιφέρειας λαμβάνει πάντα τὰ ἀναγκαῖα μέτρα πρὸς παρεμπόδισιν τῆς ἐξαπλώσεως τῆς νόσου καὶ ἐφαρμόζει τὰ προβλεπόμενα εἰς τὴν παράγραφον 2 τοῦ ἄρθρου 30 μέτρα.

Ἄρθρον 38.

Κατὰ τὴν ἄφιξιν πλοίου ἢ ἀεροπλοίου, σιδηρόδρομικοῦ ἢ ὀδικῶν ὀχημάτων, πᾶν προσβεβλημένον ἄτομον δύναται νὰ ἀποβιβάσθῃ καὶ ἀπομονωθῆ. Ἡ ἀποβίβασις καθίσταται ὑποχρεωτικὴ ἐὰν ζητηθῆ ὑπὸ τοῦ ὑπευθύνου τοῦ μεταφορικοῦ μέσου ἀτόμου.

Ἄρθρον 39.

1. Πλὴν τῆς ἐφαρμογῆς τῶν διατάξεων τοῦ Τίτλου V, ἡ ὑγειονομικὴ ἀρχὴ δύναται νὰ ὑποβάλλῃ εἰς ἐπίβλεψιν πάντα ὑποπτον, ὅστις, κατὰ τὴν διάρκειαν διεθνούς ταξιδίου, ἀφικνεῖται, δι' οἰονδήποτε μέσου, προσερχόμενος ἐκ μεμολυσμένης περιφέρειας. Ἡ ἐπίβλεψις αὕτη δύναται νὰ διατηρηθῆ μέχρι τέλους τῆς περιόδου ἐπώσεως, ὡς αὕτη καθορίζεται εἰς τὸν τίτλον V.

2. Πλὴν τῶν ρητῶς προβλεπομένων εἰς τὸν παρὼντα Κανονισμὸν περιπτώσεων, ἡ ἀπομόνωσις δὲν ἀντικαθίσταται τὴν ἐπίβλεψιν, εἰ μὴ μόνον ἐὰν ἡ ὑγειονομικὴ ἀρχὴ θεωρῇ, ὡς ἐξαιρετικῶς σοβαρὸν τὸν κίνδυνον μεταδόσεως τῆς μολύνσεως ὑπὸ τοῦ ὑπόπτου.

Ἄρθρον 40.

Τὰ ὑγειονομικὰ μέτρα, πλὴν τῆς ἰατρικῆς ἐπισκέψεως, τὰ λαμβανόμενα εἰς λιμένα ἢ ἀερολιμένα, δὲν ἐπαναλαμβάνονται

εις οὐδέναν τῶν λιμένων ἢ αερολιμένων εἰς οὓς μεταγενεστέρως ῥως λαμβάνει χώραν προσέγγισης, ἐκτὸς ἐάν:

Τὰ υγειονομικὰ μέτρα, πλὴν τῆς ἱατρικῆς ἐπισκέψεως, τὰ λαμβανόμενα εἰς λιμένα ἢ αερολιμένα, δὲν ἐπαναλαμβάνονται εἰς οὐδέναν τῶν λιμένων ἢ αερολιμένων εἰς οὓς μεταγενεστέρως λαμβάνει χώραν προσέγγισης, ἐκτὸς ἐάν:

α) Μετὰ τὴν ἀναχώρησιν ἐκ τοῦ λιμένος ἢ αερολιμένος ἐντὸς τοῦ ὁποίου ἐφημερίσθησαν τὰ μέτρα, ἔλαβε χώραν, ἐν τῷ λιμένι ἢ αερολιμένι τούτῳ ἢ ἐπὶ τοῦ πλοίου ἢ τοῦ αεροπλοίου, γεγονὸς ἐπιδημιολογικοῦ χαρακτῆρος δυνάμενον νὰ ἐπισύρῃ νέαν ἐφαρμογὴν τῶν μέτρων τούτων.

β) Ἡ υγειονομικὴ ἀρχὴ μεταγενεστεροῦ τινὸς λιμένος ἢ αερολιμένος δὲν ἠδυνήθη δεδικαιολογημένως νὰ ἐξακριβώσῃ ὅτι τὰ ληφθέντα μέτρα ἐφημερίσθησαν κατὰ τρόπον πράγματι ἀποτελεσματικόν.

Ἄρθρον 41.

ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 79, εἰς τὰ πλοία τῆς αεροπλοίας δὲν δύναται, διὰ λόγους υγειονομικούς, ν' ἀπαγορευθῇ, ἢ προσέγγις εἰς λιμένα ἢ αερολιμένα. Οὐχ ἦττον ἐάν ὁ λιμὴν ἢ αερολιμὴν δὲν διαδέτῃ τὰ ἀπαιτούμενα μέσα ἵνα ἐφαρμόζῃ τὰ ἐπιτρεπόμενα ὑπὸ τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ μέτρα, ἅτινα ἡ υγειονομικὴ αὐτοῦ ἀρχὴ κρίνει ἀναγκαῖα, τὰ πλοία ταῦτα ἢ αεροπλοία δύναται νὰ ὑποχρεωθῶν νὰ μεταθεῶν ἰδίᾳ αὐτῶν εὐθύνη, εἰς τὸν πλησιέστερον κατάλληλον λιμένα ἢ αερολιμένα.

Ἄρθρον 42.

Ἀερόπλοιον δὲν θεωρεῖται ὡς προσερχόμενον ἐκ μεμολυσμένης περιφέρειας ἐκ μόνου τοῦ γεγονότος, ὅτι προσεγγισθῆν ἐντὸς ταιούτης περιφέρειας εἰς ἕνα ἢ πλείονας αερολιμένας, διαδέτοντας υγειονομικὴν ὑπηρεσίαν, καὶ μὴ ἀποτελοῦντας αὐτοὺς καθ' ἑαυτοὺς μεμολυσμένους περιφέρειας.

Ἄρθρον 43.

Τὰ ἄτομα τὰ ἐπιβαίνοντα ὑγιῶς αεροπλοίου προσεγγισθέντος εἰς μεμολυσμένην περιφέρειαν καὶ τοῦ ὁποίου οἱ ἐπιβάται καὶ τὸ πλήρωμα συνεμορφώθησαν εἰς τὰς ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 34 προβλεπόμενας προϋποθέσεις, δὲν θεωροῦνται ὅτι προέρχονται ἐκ τινος ταιούτης περιφέρειας.

Ἄρθρον 44.

1. Ἐξαιρέσει τῶν προβλεπόμενων εἰς τὴν κατωτέρω παράγραφον 2, περιπτώσεων, πᾶν πλοῖον ἢ αεροπλοῖον, ὅπερ κατὰ τὴν ἀφίξιν, ἀρνεῖται νὰ ὑποβληθῇ εἰς τὰ ἐπιβεβλημένα μέτρα, κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ, ὑπὸ τῆς υγειονομικῆς ἀρχῆς τοῦ λιμένος ἢ αερολιμένος, εἶναι ἐλεύθερον νὰ συνεχίσῃ ἀμέσως τὸ ταξιδίον του. Δὲν δύναται, ἐν τῇ περιπτώσει ταύτῃ, κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ ταξιδίου τούτου, νὰ προσεγγίσῃ εἰς ἕτερον λιμένα ἢ αερολιμένα τῆς αὐτῆς χώρας. ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι παραμένει ἐν καθάρσει, ἐπιτρέπεται εἰς τὸ πλοῖον ἢ αεροπλοῖον τοῦτο ὅπως παραλάβῃ καύσιμα, ἢ πόσιμον ὕδωρ, τροφίμα καταναλώσεως καὶ ἐφόδια. Ἐάν, κατόπιν ἱατρικῆς ἐξετάσεως, τὸ πλοῖον τοῦτο ἀναγνωρισθῇ ὑγιές, διατηρεῖ τὰ πλεονεκτήματα τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 33.

2. Οὐχ ἦττον, ὑποβάλλονται ὑπὸ τῆς υγειονομικῆς ἀρχῆς τοῦ λιμένος ἢ τοῦ αερολιμένος, εἰς τὰ καθοριζόμενα ὑπὸ τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ μέτρα καὶ δὲν εἶναι ἐλεύθερα νὰ συνεχίσουν ἀμέσως τὸ ταξιδίον των, εἰς περιπτώσιν καθ' ἣν ἀφικνοῦνται εἰς λιμένα ἢ αερολιμένα ζώνης δεκτικότητος τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ.

α) Τὰ μεμολυσμένα ὑπὸ κιτρίνου πυρετοῦ αεροπλοία.

β) Τὰ μεμολυσμένα ὑπὸ κιτρίνου πυρετοῦ πλοία, ἐάν εὑρέθησαν ἐπ' αὐτῶν στεγόμεναι ΑΕΔΕΣ ΑΕΓΥΠΤΙ καὶ ἐάν ἡ ἱατρικὴ ἐπίσκεψις ἀπέδειξεν, ὅτι προσβεβλημένον ἄτομον δὲν ἀπεμονώθη εἰς τὸν κατάλληλον χρόνον.

Ἄρθρον 45.

1. Ἐάν, διὰ λόγους ἀνεξαρτήτους τῆς θελήσεως τοῦ κυβερνήτου, αεροπλοῖον προσεγγισθῇ, ἢ εἰς αερολιμένα ἕτερον ἐκείνου εἰς ὃν ἔδει κανονικῶς νὰ προσεγγισθῇ, ὁ κυβερνήτης τοῦ αεροπλοίου ἢ ὁ ἀντιπρόσωπος αὐτοῦ, καταβάλλει πᾶσαν

προσπάθειαν ὅπως γνωστοποιήσῃ τὴν προσγγείωσιν εἰς τὴν πλησιέστεραν υγειονομικὴν ἀρχὴν ἢ ἕτερον δημοσίαν ἀρχὴν.

2. Εὐθὺς ὡς ἡ υγειονομικὴ ἀρχὴ εἰδαπονηθῇ περὶ τῆς προσγγείσεως ταύτης, δύναται νὰ λάβῃ τὰ ἐνδεικνυόμενα μέτρα, χωρὶς νὰ υπερβῇ, ἐν οὐδεμίᾳ περιπτώσει, τὰ ὑπὸ τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ ἐπιτρεπόμενα τοιαῦτα.

3. ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῆς κατωτέρω παραγρ. 5, τὰ εὑρισκόμενα ἐπὶ τοῦ αεροπλοίου ἄτομα δὲν δύναται, ἐκτὸς τῆς περιπτώσεως ἐπικοινωνίας μετὰ τῆς υγειονομικῆς ἀρχῆς ἢ ἄλλης δημοσίας ἀρχῆς ἢ κατόπιν ἀδείας αὐτῆς, νὰ ἐγκαταλείψουν τὸν χώρον προσγγείσεως καὶ τὰ ἐμπορεύματα δὲν δύναται νὰ ἀπομακρυνθῶν ἐκεῖθεν.

4. Μετὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν ἐπιβληθέντων ἐνδεχομένως ὑπὸ τῆς υγειονομικῆς ἀρχῆς μέτρων ἐπιτρέπεται εἰς τὸ αεροπλοῖον, ἀπὸ υγειονομικῆς ἀπόψεως, ὅπως κατευθυνθῇ πρὸς τὸν αερολιμένα, εἰς ὃν ἔδει κανονικῶς νὰ προσεγγισθῇ, ἢ, ἐάν τοῦτο προσκρούῃ εἰς τεχνικούς λόγους, πρὸς τὸν θεωρούμενον ὑπ' αὐτοῦ ὡς καταλληλότερον τοιοῦτον.

5. Ἐν ἐπιπτώσει περιπτώσει, ὁ Κυβερνήτης τοῦ αεροπλοίου ἢ ὁ ἀντιπρόσωπος αὐτοῦ, λαμβάνει πάντα τὰ ἐπιβαλλόμενα διὰ τὴν ὑγίαν καὶ ἀσφάλειαν τῶν ἐπιβατῶν καὶ τοῦ πληρώματος μέτρα.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ V.

Μέτρα ἀφορῶντα τὴν διεθνή μεταφορὰν ἐμπορευμάτων, ἀποσκευῶν καὶ ἀλληλογραφίας.

Ἄρθρον 46.

1. Τὰ ἐμπορεύματα δὲν ὑπόκεινται εἰς τὰ προβλεπόμενα ὑπὸ τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ υγειονομικὰ μέτρα εἰμὴ μόνον, ἐάν ἡ υγειονομικὴ ἀρχὴ ἔχῃ λόγους νὰ θεωρῇ, ὅτι ταῦτα δυνατόν νὰ ἔχουν μολυνθῇ ὑπὸ μικροβίων νόσου καθάρσεως ἢ νὰ περιέχουν φορεῖς τινὸς ἐκ τῶν νόσων τούτων.

2. ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν προβλεπόμενων εἰς τὸ ἄρθρον 68 μέτρων, τὰ ἐμπορεύματα, ἐξαιρέσει τῶν ζώντων ζώων, τὰ ὁποῖα διέρχονται ἐν διαμετακομίσει χωρὶς μεταφόρτωσιν, εἰς οὐδὲν ὑπόκεινται υγειονομικὸν μέτρον, οὔτε κατακρατοῦνται εἰς τοὺς λιμένας, αερολιμένας ἢ συνοριακὰ υγειονομικὰ φυλάκια.

Ἄρθρον 47.

Ἐξαιρέσει τῆς περιπτώσεως προσβεβλημένου ἢ ὑπόπτου ἀτόμου, αἱ ἀποσκευαὶ δὲν δύναται νὰ ὑποβληθῶν εἰς ἀπολύμανσιν ἢ ἐντομοκτονίαν εἰμὴ μόνον ἐάν ἀνήκουν εἰς ἄτομον ὅπερ μεταφέρει ἀντικείμενα μεμολυσμένα ἢ ἐπὶ τοῦ ὁποίου ἀνευρέθησαν ἔντομα φορεῖς νόσου καθάρσεως.

Ἄρθρον 48.

1. Οὐδὲν υγειονομικὸν μέτρον λαμβάνεται ὡς πρὸς τὴν ἀλληλογραφίαν, τὰς ἐφημερίδας, βιβλία ἢ ἄλλα ἔντυπα.

2. Τὰ ταχυδρομικὰ δέματα δὲν ὑπόκεινται εἰς υγειονομικὰ μέτρα, εἰμὴ μόνον ἐάν περιέχουν:

α) Τροφίμα προβλεπόμενα εἰς τὴν παράγραφον 1 τοῦ ἄρθρου 68, τὰ ὁποῖα ἡ υγειονομικὴ ἀρχὴ ἔχει λόγους νὰ θεωρῇ μεμολυσμένα ὡς ἐκ τῆς προσγγείσεως των ἐκ τινος μεμολυσμένης ὑπὸ χολέρας περιφέρειας.

β) Ἐσώρουχα, ἐνδύματα ἢ εἶδη κλινωστρωμνῆς χρησιμοποιηθέντα ἢ ρυπαρὰ καὶ ἐπὶ τῶν ὁποίων ἐφαρμόζονται αἱ διατάξεις τοῦ Τίτλου V.

Εἰδικαὶ Διατάξεις δι' ἐκάστην Νόσον Καθάρσεως.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ I.

Πανώλης.

Ἄρθρον 49.

Συμφώνως πρὸς τοὺς σκοποὺς τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ, ἡ περίοδος ἐπώσεως τῆς πανώλους καθορίζεται εἰς 6 ἡμέρας.

*Άρθρον 50.

Ο αντιπανωλικός έμβολιασμός δέν αποτελεί προϋπόθεσιν διὰ τήν είσοδόν τούτου είς έδαφός τι.

*Άρθρον 51.

1. Τά Κράτη χρησιμοποιοῦν πάντα τά εἰς τήν διάθεσίν των μέσα διὰ τόν περιορισμόν τοῦ κινδύνου έξαπλώσεως τῆς πανώλους ὑπό τῶν τρωκτικῶν καί τῶν έξτοπαρασίτων αὐτῶν. Αἱ ὑγειονομικαί αὐτῶν ὑπηρεσίαι τηροῦνται συνεχῶς ἐνήμεροι, διὰ τῆς συστηματικῆς περισυλλογῆς καί τῆς κανονικῆς έξετάσεως τῶν τρωκτικῶν καί τῶν έξτοπαρασίτων αὐτῶν, ἐπὶ τῆς καταστάσεως ἣτις επικρατεῖ εἰς τὰς περιφερείας, ἰδιζυλίμενας καί ἀερολιμένες, αἵτινες εἶναι μεμολυσμένοι ἐκ πανώλους τῶν τρωκτικῶν ἢ εἶναι ὑποπτοι μολύνσεως.

2. Κατὰ τήν διάρκειαν παραμονῆς τοῦ πλοίου ἢ ἀεροπλοίου εἰς λιμένα ἢ ἀερολιμένα μεμολυσμένον ὑπό πανώλους, λαμβάνονται εἰδικά μέτρα πρὸς ἀποφυγὴν διαπεραιώσεως τῶν τρωκτικῶν ἐπὶ τοῦ μεταφορικοῦ μέσου.

*Άρθρον 52.

1. Τά πλοία:

α) Ὑποβάλλονται εἰς περιοδικὴν μωκτονίαν, ἢ
β) Διατηροῦνται μονίμως ὑπό συνθήκας τοιαύτας, ὥστε ὁ ἀριθμὸς τῶν ἐπ' αὐτῶν τρωκτικῶν νὰ εἶναι ἀμελητέος.

2. Τὰ πιστοποιητικά μωκτονίας καί τὰ πιστοποιητικά ἀπαλλαγῆς ἐκ τῆς μωκτονίας ἐκδίδονται ἀποκλειστικῶς ὑπό τῶν ὑγειονομικῶν ἀρχῶν τῶν ἀνεγνωρισμένων πρὸς τοῦτο λιμένων συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθρου 17. Ἡ διάρκεια τῆς ισχύος τῶν πιστοποιητικῶν τούτων εἶναι ἐξάμηνος. Οὐχ ἦττον ἢ διάρκεια αὕτη δύναται νὰ παρατείνηται ἐπὶ ἓνα μῆνα διὰ τὰ πλοία τὰ κατευθυνόμενα πρὸς ἀνεγνωρισμένον λιμένα, ἐάν προβλέπεται ὅτι ἡ μωκτονία ἢ ἐπιθεώρησις, ἀναλόγως τῆς περιπτώσεως, δύναται νὰ ἐκτελεσθῇ ὑπό καλύτερας συνθήκας.

3. Τὰ πιστοποιητικά μωκτονίας καί τὰ πιστοποιητικά ἀπαλλαγῆς ἐκ τῆς μωκτονίας εἶναι σύμφωνα πρὸς τὸ ὑπόδειγμα τοῦ Παραρτήματος 1.

4. Εἰς περίπτωσιν μὴ προσκομίσεως ἐγκύρου πιστοποιητικοῦ, ἢ ὑγειονομικῆς ἀρχῆς λιμένος ἀνεγνωρισμένου κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθρου 17, κατόπιν έξετάσεως καί ἐπιθεωρήσεως:

α) Εἰς τήν περίπτωσιν λιμένος τῆς προβλεπομένης εἰς τήν παράγραφον 2 τοῦ ἀρθρου 17 κατηγορίας, δύναται νὰ προβῇ ἢ ἰδία εἰς μωκτονίαν ἐπὶ τοῦ πλοίου ἢ μεριμνήσῃ, ἵνα ἐκτελεσθῇ ἡ μωκτονία ὑπό τήν διεύθυνσιν καί ἔλεγχον αὐτῆς. Ἀποφασίζει αὕτη, εἰς ἐκάστην περίπτωσιν, περὶ τῆς χρησιμοποιοῦμενης τεχνικῆς ἐπὶ τῷ σκοπῷ ὅπως έξασφαλίσῃ τήν έξόντωσιν τῶν ἐπὶ τῶν πλοίων τρωκτικῶν. Ἡ μωκτονία ἐκτελεῖται εἰς τρόπον ὥστε νὰ ἀποφεύγηται κατὰ τὸ δυνατόν, πῶσα θλάθη τοῦ πλοίου καί ζημία τοῦ φορτίου. Δέν δύναται αὕτη νὰ διαρκῇ περισσότερο τοῦ αὐστηρῶς ἀπαιτουμένου διὰ τήν καλὴν ἐκτέλεσιν αὐτῆς χρόνον. Ἡ μωκτονία ἐκτελεῖται, κατὰ τὸ δυνατόν, μὲ τὰ κῦτη κενά. Διὰ τὰ ναυλωθέντα πλοία, αὕτη ἐκτελεῖται πρὸ τῆς φορτώσεως. Ὅταν ἡ μωκτονία ἐκτελεσθῇ ἱκανοποιητικῶς, ἢ ὑγειονομικῆς ἀρχῆς, ἐκδίδει πιστοποιητικὸν μωκτονίας.

β) Εἰς πάντα ἀνεγνωρισμένον, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθρου 17, λιμένα δύναται νὰ χορηγήσῃ πιστοποιητικὸν ἀπαλλαγῆς ἀπὸ τῆς μωκτονίας, ἐάν ἡ ὑγειονομικῆ ἀρχὴ διεπίστωσεν, ὅτι ὁ ἀριθμὸς τῶν ἐπὶ τοῦ πλοίου τρωκτικῶν εἶναι ἀμελητέος. Τὸ πιστοποιητικὸν τοῦτο δέν χορηγεῖται, εἰμὴ ἐάν ἡ ἐπιθεώρησις τοῦ πλοίου ἐγένετο μὲ τὰ κῦτη κενά, ἢ ἐάν ταῦτα δέν περιέχουν εἰμὴ μόνον ἕρμα ἢ ἀντικείμενα μὴ ἐπιδεκτικὰ νὰ ἐπισύρουν τρωκτικὰ καί τοῦ ὁποῖου ἢ φύσις καί ὁ τρόπος ἀγκυροβολήσεως ἐπιτρέπουν τήν πλήρη ἐπιθεώρησιν τῶν κυτῶν. Τὰ πετρελαιοφόρα τῶν ὁποίων αἱ δεξιμεναί εἶναι πλήρεις, δύναται νὰ λάβουν τὸ πιστοποιητικὸν ἀπαλλαγῆς ἐκ τῆς μωκτονίας.

γ) Ἐάν ἡ ὑγειονομικῆ ἀρχὴ τοῦ λιμένος, ἐνθα ἐγένετο ἡ μωκτονία, κρίνῃ ὅτι αἱ συνθήκαι ὑπὸ τὰς ὁποίας ἐγένετο

αὕτη δέν ἐπέφερον ἱκανοποιητικὸν ἀποτέλεσμα, μνημονεύει τὸ γεγονός τοῦτο ἐπὶ τοῦ ὑπάρχοντος πιστοποιητικοῦ μωκτονίας.

*Άρθρον 53.

Ὑπὸ ἐξαιρετικῆς ἐπιδημιολογικῆς συνθήκας, ὅταν ὑπάρχουν ὑπόνοιαι ὑπάρξεως ἐπὶ τοῦ ἀεροπλοίου τρωκτικῶν, τοῦτο δύναται νὰ ὑποβληθῇ εἰς μωκτονίαν.

*Άρθρον 54.

Πρὸ τῆς ἀναχωρήσεως των ἐκ περιφερείας ἐνθα ὑφίσταται ἐπιδημία πνευμονικῆς πανώλους, τὰ ἐκτελούντα διεθνῆς ταξίδιον ὑποπτα ἄτομα, δεόν ὅπως ὑποβάλλονται εἰς ἀπομόνωσιν ἐπὶ διάστημα 6 ἡμερῶν ἀρχόμενον ἀπὸ τῆς τελευταίας ἐκθέσεως των εἰς τήν μόλυνσιν.

*Άρθρον 55.

1. Πλοῖον ἢ ἀεροπλοῖον θεωρεῖται κατὰ τήν ἄφιξιν ὡς μεμολυσμένον:

α) Ἐάν διαπιστωθῇ ἐπ' αὐτοῦ κρούσμα πανώλους εἰς ἕταμον, ἢ
β) Ἐάν εὔρεθῇ ἐπ' αὐτοῦ μεμολυσμένον ἐκ πανώλους τρωκτικόν.

Πλοῖον θεωρεῖται ὡσαύτως μεμολυσμένον ἐάν δηλώσῃ κρούσμα πανώλους ἐπὶ ἀνθρώπου μετὰ παρέλευσιν 6 ἡμερῶν ἀπὸ τῆς ἐπιβιβάσεως.

2. Πλοῖον θεωρεῖται κατὰ τήν ἄφιξιν ὡς ὑποπτον:

α) Ἐάν καίτοι δέν ὑφίσταται ἐπὶ τοῦ πλοίου πανώλης ἐπὶ ἀνθρώπου, ἐδηλώθῃ κρούσμα 6 ἡμέρας μετὰ τήν ἐπιβίβασιν, ἢ
β) Ἐάν ἐξεδηλώθῃ μετὰ τῶν ἐπὶ τοῦ πλοίου τρωκτικῶν ἀσυνήθης θνησιμότης ἐξ αἰτίας μὴ εἰσέτι καθορισθείσης.

3. Καίτοι προερχόμενον ἐκ μεμολυσμένης περιφερείας ἢ ἔχον ἐπ' αὐτοῦ ἄτομον προερχόμενον ἐκ μεμολυσμένης περιφερείας, πλοῖον ἢ ἀεροπλοῖον θεωρεῖται κατὰ τήν ἄφιξιν ὡς ὑγιές, ἐάν κατὰ τήν ἰατρικὴν ἐξέτασιν, ἢ ὑγειονομικῆ ἀρχῆς ἠδυνήθῃ νὰ βεβαιωθῇ ὅτι δέν ὑφίστανται οἱ προβλεπόμενοι εἰς τὰς παραγράφους 1 καί 2 τοῦ πρὸντος ἀρθρου ὄροι.

*Άρθρον 56.

1. Κατὰ τήν ἄφιξιν μεμολυσμένου ἢ ὑπόπτου πλοίου ἢ μεμολυσμένου ἀεροπλοίου, ἢ ὑγειονομικῆ ἀρχῆς δύναται νὰ ἐφαρμόσῃ τὰ ἐξῆς μέτρα:

α) Ἐντομωκτονίαν καί ἐπιβίβασιν τῶν ὑπόπτων, τῆς ἐπιβίβασιν μὴ δυναμένης νὰ διαρκῆσῃ πλὴν τῶν 6 ἡμερῶν ὑπολογιζόμενων ἀπὸ τῆς ἀφίξεως.

β) Ἐντομωκτονίαν καί ἐν ἀνάγκῃ ἀπολύμανσιν:

ι) Τῶν ἀποσκευῶν τῶν προσβεβλημένων ἢ ὑπόπτων ἀτόμων
ιι) Παντὸς ἐτέρου ἀντικειμένου, ὡς εἰδῶν κλινωστρωμῆς καί μεταχειρισμένων ἐσωρούχων, καί παντὸς διαμερίσματος τοῦ πλοίου ἢ τοῦ ἀεροπλοίου θεωρουμένων ὡς μεμολυσμένων.

2. Ἐν περιπτώσει πανώλους ἐξ ἐπιμύων ἐπὶ τοῦ πλοίου, τοῦτο ὑποβάλλεται εἰς μωκτονίαν, ἐάν δὲ τοῦτο εἶναι ἀναγκαῖον, ἐν καθάρσει, συμφώνως πρὸς τὰ ὀριζόμενα ὑπὸ τοῦ ἀρθρου 52 ὑπὸ τήν ἐπιφύλαξιν τῶν κάτωθι διατάξεων:

α) Αἱ ἐνέργειαι μωκτονίας ἐκτελοῦνται εὐθύς ὡς ἐκκενωθῶν τὰ κῦτη.

β) Πρὸς παρεμπόδισιν διαπεραιώσεως μεμολυσμένων τρωκτικῶν εἰς τήν ξηράν, δύναται νὰ ἐνεργηθῇ μία ἢ περισσότεραι προκαταρκτικαί μωκτονίαι ἐπὶ τοῦ πλοίου πρὸ ἢ κατὰ τήν ἐκφόρτωσιν τοῦ φορτίου.

γ) Ἐάν ἡ πλήρης καταστροφή τῶν τρωκτικῶν δέν καθίσταται ἐφικτή, ἐκ τοῦ γεγονότος ὅτι ἐπιβάλλεται ἡ ἐκφόρτωσις μέρους τοῦ φορτίου τοῦ πλοίου, ἐπιτρέπεται εἰς τὸ ἐν λόγῳ πλοῖον, ὅπως ἐκφορτώσῃ τὸ μέρος τοῦτο τοῦ φορτίου, ὑπὸ τήν ἐπιφύλαξιν ὅτι ἡ ὑγειονομικῆ ἀρχὴ θὰ ἐφαρμόσῃ τὰ ὑπ' αὐτῆς θεωρούμενα ὡς ἀναγκαῖα μέτρα καί τὰ ὁποία δύναται νὰ περιλαμβάνουν τήν εἰς καθάρσιν θέσιν τοῦ πλοίου, πρὸς παρεμπόδισιν διαπεραιώσεως τῶν μεμολυσμένων τρωκτικῶν εἰς τήν ξηράν.

3. Εάν εύρεθῆ ἐπὶ τοῦ ἀεροπλοίου νεκρὸν ἐκ πανώλους τραυτικόν, τὸ ἀερόπλοιο ὑποβάλλεται εἰς μωκτονίαν καὶ ἐν ἀνάγκῃ εἰς κάθαρσιν.

Ἄρθρον 57.

Τὸ πλοῖον δὲν θεωρεῖται πλέον μεμολυσμένον ἢ ὑποπτον καὶ τὸ ἀερόπλοιο μεμολυσμένον ὅταν τὰ μέτρα τὰ ἐπιβληθέντα ὑπὸ τῆς ὑγειονομικῆς ἀρχῆς, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν ἀρθρῶν 38 καὶ 56, ἐξετελέσθησαν προσηκόντως ἢ ὅταν ἡ ὑγειονομικὴ ἀρχὴ ἠδυνήθη νὰ βεβαιωθῆ ὅτι ἡ ἀσυνήθης θνησιμότης μεταξὺ τῶν τραυτικῶν δὲν ὀφείλεται εἰς τὴν πανώλην. Τὸ πλοῖον ἢ ἀερόπλοιο ἀπὸ τῆς στιγμῆς ταύτης δύναται νὰ ἐλευθεροκωινωήσῃ.

Ἄρθρον 58.

Κατὰ τὴν ἀφιξιν, ὑγιὲς πλοῖον ἢ ἀερόπλοιο, εἶναι δεκτὸν εἰς ἐλευθεροκωινίαν, οὐχ ἤττον, ἐὰν προέρχεται ἐκ προσβεβλημένης περιφερείας ἢ ὑγειονομικῆς ἀρχῆς δύναται:

α) Νὰ ὑποβάλλῃ πάντα ἀποδιβαζόμενον ὑποπτον εἰς ἐπιτήρησιν ἐπὶ χρονικὸν διάστημα 6 ἡμερῶν, κατ' ἀνώτατον ὄριον ὑπολογιζόμενον ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας, ἀφ' ἧς τὸ πλοῖον ἢ τὸ ἀερόπλοιο ἐγκατέλειψε τὴν μεμολυσμένην περιφέρειαν.

β) Νὰ διατάξῃ τὴν καταστροφὴν τῶν ἐπὶ τοῦ πλοίου τραυτικῶν εἰς ἐξαιρετικὰς περιπτώσεις καὶ διὰ λόγους βασίμους, οἵτινες ἀνακοινοῦνται γραπτῶς εἰς τὸν πλοίαρχον.

Ἄρθρον 59.

Ἐὰν διαπιστωθῆ κατὰ τὴν ἀφιξιν σιδηροδρομικῆς ἢ ὀδικῆς ἀρχῆς κρούσμα πανώλους ἐπὶ ἀνθρώπου, ἢ ὑγειονομικῆς ἀρχῆς δύναται νὰ ἐφαρμόσῃ τὰ προβλεπόμενα εἰς τὸ ἄρθρον 38 καὶ τὴν παράγραφον 1 τοῦ ἀρθροῦ 56 μέτρα, ἐξυπακουμένου ὅτι τὰ μέτρα ἐντομοκτονίας καὶ ἐν ἀνάγκῃ, ἀπολυμάνσεως διὰ ἐφαρμοσθῶν ἐπὶ τῶν θεωρουμένων ὡς μεμολυσμένων διαφρεσιμάτων τοῦ σιδηροδρομικοῦ ἢ ὀδικῆς ὀχήματος.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙ.

Χολέρα.

Ἄρθρον 60.

Συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ ἡ περίοδος ἐπιώσεως τῆς χολέρας καθορίζεται πενθήμερος.

Ἄρθρον 61.

1. Κατὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν προβλεπομένων εἰς τὸν παρόντα Κανονισμὸν μέτρων, αἱ ὑγειονομικαὶ ἀρχαὶ λαμβάνουν ὑπ' ὄψιν τὴν προσκόμισιν ἐγκύρου πιστοποιητικοῦ ἐμβολιασμοῦ κατὰ τῆς χολέρας.

2. Τὰ πρότυπα ἀντιχοληρικοῦ ἐμβολίου τὰ ἰσχύοντα εἰς τὰ ἐδάφη ἐνθα ἐκτελοῦνται οἱ ἐμβολιασμοὶ ἀναγνωρίζονται ὡς ἔγκυρα ὑπὸ πασῶν τῶν ὑγειονομικῶν ὑπηρεσιῶν.

3. Ὅταν ἄτομον ἐκτελοῦν διεθνὲς ταξίδιον ἀφικνῆται, κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς περιόδου ἐπιώσεως, ἐκ τινος μεμολυσμένης περιφερείας, ἢ ὑγειονομικῆς ἀρχῆς δύναται νὰ ἐφαρμόσῃ τὰ ἐξῆς μέτρα:

α) Ἐὰν τὸ ἄτομον τοῦτο εἶναι ἐφωδιασμένον δι' ἐγκύρου πιστοποιητικοῦ ἀντιχοληρικοῦ ἐμβολιασμοῦ, δύναται νὰ ὑποβληθῆ εἰς ἐπίβλεψιν ἐπὶ περίοδον μὴ δυναμένην νὰ ὑπεβῆ τὰς πέντε ἡμέρας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἀναχωρήσεως ἐκ τῆς μεμολυσμένης περιφερείας.

β) Ἐὰν τὸ ἄτομον τοῦτο δὲν εἶναι ἐφωδιασμένον διὰ τοῦ ἐνημέρου πιστοποιητικοῦ, δύναται νὰ ἀπομονωθῆ ἐπὶ περίοδον τῆς αὐτῆς ὡς ἄνω διάρκειας.

Ἄρθρον 62.

1. Πλοῖον θεωρεῖται μεμολυσμένον ἐὰν, κατὰ τὴν ἀφιξιν, διαπιστωθῆ ἐπ' αὐτοῦ κρούσμα χολέρας, ἢ ἐὰν τοιοῦτον κρούσμα ἐδηλώθῃ ἐπ' αὐτοῦ κατὰ τὰς πέντε ἡμέρας πρὸ τῆς ἀφίξεως.

2. Πλοῖον θεωρεῖται ὑποπτον, ἐὰν ἐσημειώθῃ ἐπ' αὐτοῦ κρούσμα χολέρας κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ ταξιδίου, ἐφ' ὅσον

οὐδὲν ἕτερον νέον κρούσμα ἐδηλώθῃ κατὰ τὰς πέντε προηγουμένας τῆς ἀφίξεως ἡμέρας.

3. Ἀερόπλοιο θεωρεῖται ὡς μεμολυσμένον ἐὰν, κατὰ τὴν ἀφιξιν, διαπιστωθῆ ἐπ' αὐτοῦ κρούσμα χολέρας. Θεωρεῖται τοῦτο ὑποπτον, ἐὰν ἐδηλώθῃ κρούσμα χολέρας ἐπ' αὐτοῦ κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ ταξιδίου καὶ τὸ προσβεβλημένον ἄτομον ἀπεδιβάσθῃ εἰς προηγουμένην προσγειώσιν.

4. Καίτοι προσερχόμενον ἐκ μεμολυσμένης περιφερείας ἢ ἔχον ἐπ' αὐτοῦ ἄτομον προσερχόμενον ἐκ μεμολυσμένης περιφερείας, πλοῖον ἢ ἀερόπλοιο θεωρεῖται κατὰ τὴν ἀφιξιν ὡς ὑγιὲς, ἐὰν, διὰ τῆς ἰατρικῆς ἐξετάσεως, ἢ ὑγειονομικῆς ἀρχῆς ἠδυνήθη νὰ βεβαιωθῆ ὅτι δὲν ὑπῆρξεν ἐπ' αὐτοῦ χολέρα κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ ταξιδίου.

Ἄρθρον 63.

1. Κατὰ τὴν ἀφιξιν μεμολυσμένου πλοίου ἢ ἀεροπλοίου, ἢ ὑγειονομικῆς ἀρχῆς δύναται νὰ ἐφαρμόσῃ τὰ κάτωθι μέτρα:

α) Ἐπὶ πέντε ἡμέρας, κατ' ἀνώτατον ὄριον, ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἀποδιβάσεως, ἐπίβλεψιν τῶν ταξιδιωτῶν ἢ μελῶν τοῦ πληρώματος, τῶν ἐφωδιασμένων δι' ἐγκύρου πιστοποιητικοῦ ἀντιχοληρικοῦ ἐμβολιασμοῦ καὶ ἀπομόνωσιν παντὸς ἀποδιβαζομένου ἀτόμου στερουμένου ἐγκύρου πιστοποιητικοῦ.

β) Ἀπολύμανσιν.

ι) Τῶν ἀποσκευῶν τῶν προσβεβλημένων ἢ ὑπόπτων ἀτόμων.

ii) Παντὸς ἐτέρου ἀντικειμένου, ὡς εἰδῶν κλινοστρωμνῆς καὶ μεταχειρισμένων ἐσωρούχων καὶ παντὸς διαμερίσματος τοῦ πλοίου ἢ ἀεροπλοίου, θεωρουμένων ὡς μεμολυσμένων.

γ) Ἀπολύμανσιν καὶ ἐκκένωσιν τῶν ἐπ' αὐτῶν εὐρισκόμενων καὶ θεωρουμένων ὡς μεμολυσμένων ἀποθεμάτων ὕδατος καὶ ἀπολύμανσιν τῶν δεξαμενῶν.

2. Ἀπαγορεύεται ἡ ἀπόρριψις ἢ ἐκφόρτωσις, ἄνευ προηγουμένης ἀπολυμάνσεως, ἀνθρωπίνων ἀπεκριμμάτων, ἀποβλήτων ὕδατων, περιλαμβανομένου καὶ τοῦ ὕδατος τῆς Τρόπιδος, καὶ οἰσθητῶς οὐσίας θεωρουμένης ὡς μεμολυσμένης. Αἱ Ὑγειονομικαὶ Ἀρχαὶ εἶναι ὑπεύθυναι διὰ τὴν ἀσφαλῆ διάθεσιν αὐτῶν.

Ἄρθρον 64.

1. Κατὰ τὴν ἀφιξιν ὑπόπτου πλοίου ἢ ἀεροπλοίου, δύναται νὰ ἐφαρμοσθῶν ὑπὸ τῆς ὑγειονομικῆς ἀρχῆς τὰ καθοριζόμενα μέτρα εἰς τὰ ἐδάφη β' καὶ γ' τῆς παραγράφου 1 ὡς καὶ εἰς τὴν παράγραφον 2 τοῦ ἀρθροῦ 63.

2. Ἐπίσης καὶ ἄνευ παραβάσεως τῶν μέτρων τοῦ ἐδαφίου β' τῆς παραγράφου 3 τοῦ ἀρθροῦ 61, οἱ ἀποδιβαζόμενοι ἐπιβάται ἢ μέλη τοῦ πληρώματος δύναται νὰ ὑποβληθῶν εἰς ἐπίβλεψιν ἐπὶ πέντε ἡμέρας κατ' ἀνώτατον ὄριον ἀπὸ τῆς ἡμέρας ἀφίξεως.

Ἄρθρον 65.

Τὸ πλοῖον ἢ ἀερόπλοιο δὲν θεωρεῖται πλέον μεμολυσμένον ἢ ὑποπτον ὅταν τὰ ἐπιβληθέντα ὑπὸ τῆς ὑγειονομικῆς ἀρχῆς μέτρα, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 38 καὶ πρὸς τὰ ἄρθρα 63 καὶ 64 κατὰ τὴν περίπτωσιν, ἐξετελέσθησαν δεόντως. Τὸ πλοῖον ἢ ἀερόπλοιο δύναται ἀπὸ τῆς στιγμῆς ταύτης νὰ ἐλευθεροκωινωήσῃ.

Ἄρθρον 66.

Κατὰ τὴν ἀφιξιν, πλοῖον ἢ ἀερόπλοιο ὑγιὲς δύναται νὰ ἐλευθεροκωινωήσῃ. Οὐχ ἤττον, ἐὰν προέρχεται ἐκ μεμολυσμένης περιφερείας ἢ ὑγειονομικῆς ἀρχῆς δύναται νὰ ἐφαρμόσῃ ἐπὶ τῶν ἀποδιβαζομένων ἐπιβατῶν καὶ μελῶν τοῦ πληρώματος τὰ προβλεπόμενα ὑπὸ τοῦ ἀρθροῦ 61 μέτρα.

Ἄρθρον 67.

Ἐὰν, κατὰ τὴν ἀφιξιν σιδηροδρομικοῦ ἢ ὀδικῆς ὀχήματος, διαπιστωθῆ κρούσμα χολέρας, ἢ ὑγειονομικῆς ἀρχῆς δύναται νὰ ἐφαρμόσῃ τὰ κάτωθι μέτρα:

α) Μὴ διγόμενων τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ ἐδάφ. β' τῆς παραγράφου 3 τοῦ ἀρθροῦ 61 μέτρων, ἐπίβλεψιν τῶν ὑπόπτων ἐπὶ πέντε ἡμέρας κατ' ἀνώτατον ὄριον, ἀρχῆς γενομένης ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἀφίξεως.

β) Ἀπολύμωσιν :

ι) Τῶν ἀποσκευῶν τοῦ προσβεβλημένου ἀτόμου καὶ ἐν ἀνάγκῃ τῶν ἀποσκευῶν παντὸς ὑπόπτου.

ιι) Παντὸς ἐτέρου ἀντικειμένου, ὡς εἰδῶν κλινοστρωμνῆς ἢ μεταχειρισμένων ἐσωρούχων ἢ παντὸς διαμερίσματος τοῦ σιδηροδρομικοῦ ἢ ὁδικοῦ ὀχήματος, θεωρουμένων ὡς μεμολυσμένων.

Ἄρθρον 68.

1. Κατὰ τὴν ἀφιξίν πλοίου ἢ ἀεροπλοίου μεμολυσμένου ἢ ὑπόπτου ἢ σιδηροδρομικοῦ ἢ ὁδικοῦ ὀχήματος ἐπὶ τῶν ὁποίων διεπιστώθη κρούσμα χολέρας ἢ εἰσέτι καὶ πλοίου, ἀεροπλοίου, σιδηροδρομικοῦ ἢ ὁδικοῦ ὀχήματος προερχομένων ἐκ μεμολυσμένης τινὸς περιφέρειας, ἢ ὑγειονομικῆ ἀρχῆ δύναται νὰ ἀπαγορεύσῃ τὴν ἐκφόρτωσιν ἢ νὰ προβῇ εἰς ἀπομόκρυσιν τῶν ἰχθύων, ὀστρακοειδῶν, κογγυλίων, ὀπωρῶν ἢ λαχανικῶν προοριζομένων, ὅπως καταναλωθῶν ἐν ὦμῃ καταστάσει, ἢ ποτῶν, ἐκτὸς ἐὰν τὰ τρόφιμα ταῦτα ἢ ποτὰ εἶναι ἀρροστεγῶς συσκευασμένα καὶ ἢ ὑγειονομικῆ ἀρχῆ δὲν ἔχει λόγους νὰ θεωρῇ ὡς μεμολυσμένα. Ἐὰν τὰ τρόφιμα ταῦτα ἢ ποτὰ ἀφαιρεθῶν, λαμβάνονται μέτρα πρὸς ἀποφυγὴν παντὸς κινδύνου μόλυνσεως.

2. Εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν τὰ τρόφιμα ταῦτα ἢ ποτὰ ἀποτελοῦν μέρος φορτίου μεταφερομένου ἐντὸς τοῦ κύτους πλοίου ἢ ἐντὸς τοῦ διαμερίσματος ἀεροπλοίου προοριζομένου διὰ φορτίου, μόνον ἢ ὑγειονομικῆ ἀρχῆ τοῦ λιμένος ἢ ἀερολιμένος, ἐνθα θὰ λάβῃ χώραν ἢ ἐκφόρτωσις, δύναται νὰ προβῇ εἰς τὴν ἀφαίρεσιν αὐτῶν.

3. Ὁ Κυβερνήτης ἀεροπλοίου δικαιοῦται πάντοτε νὰ ζητήσῃ τὴν ἀφαίρεσιν τῶν τροφίμων τούτων ἢ ποτῶν.

Ἄρθρον 69.

1. Οὐδεὶς δύναται νὰ ὑποχρεωθῇ εἰς τὴν λήψιν κοπράνων ἐκ τοῦ ἀπευθυσμένου.

2. Ἡ ἐξέτασις κοπράνων δύναται νὰ καταστῇ ὑποχρεωτικὴ μόνον εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν ἄτομον ἐκτελοῦν διεθνῆς ταξίδιον καὶ ἀφικνούμενον, κατὰ τὴν περίοδον ἐπιώσεως τῆς χολέρας, ἐκ τινὸς μεμολυσμένης περιφέρειας, παρουσιάζει συμπτώματα τὰ ὁποῖα δικαιολογοῦν τὴν ὑπόψιν ὑπάρξεως τῆς νόσου ταύτης.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙΙ.

Κίτρινος Πυρετός.

Ἄρθρον 70.

1. Αἱ ὑγειονομικαὶ ὑπηρεσίαι γνωστοποιοῦν εἰς τὴν Ὁργάνωσιν τὴν ζώνην, ἢ τὰς ζώνας τοῦ ἐδάφους τῶν ἐνθα διεμορφώθησαν συνθῆκαι ζώνης δεκτικότητος κιτρίνου πυρετοῦ καὶ ἀναφέρουν ἄνευ καθυστέρησεως πᾶσαν μεταβολὴν τῶν συνθηκῶν αὐτῶν. Ἡ Ὁργάνωσις διαβιβάζει τὰς ληφθείσας πληροφορίας πρὸς ἀπάσας τὰς ὑγειονομικὰς ὑπηρεσίας.

Ἄρθρον 71.

Πρὸς ἐπίτευξιν τῶν σκοπῶν τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ, ἢ περιόδου ἐπιώσεως τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ καθορίζεται εἰς ἕξ ἡμέρας.

Ἄρθρον 72.

1. Ὁ ἐμβολιασμός κατὰ τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ εἶναι ὑποχρεωτικὸς διὰ πᾶν ἄτομον ἐκτελοῦν διεθνῆς ταξίδιον καὶ ἀναχωρῶν ἐκ μεμολυσμένης περιφέρειας διὰ ζώνην δεκτικότητος τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ.

2. Ὅταν τοιοῦτον ἄτομον εἶναι ἐφωδιασμένον διὰ πιστοποιητικοῦ ἐμβολιασμοῦ κατὰ τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ, τὸ ὁποῖον δὲν κατέστη εἰσέτι ἐγκυρον, δύναται νὰ ἐπιτραπῇ αὐτῷ ἢ ἀναχωρησῆς, ἀλλὰ αἱ διατάξεις τοῦ ἀρθρου 74 δύναται νὰ ἐφαρμοθῶν ἐπ' αὐτοῦ κατὰ τὴν ἀφιξίν.

3. Ἄτομον κατέχον ἐγκυρον πιστοποιητικὸν ἐμβολιασμοῦ κατὰ τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ δὲν τυγχάνει μεταχειρίσεως ὡς ὑπόπτον ἔστω καὶ ἂν προέρχεται ἐκ μεμολυσμένης περιοχῆς.

Ἄρθρον 73.

1. Ἡ κατοχὴ ἐγκύρου πιστοποιητικοῦ ἐμβολιασμοῦ κατὰ τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ εἶναι ὑποχρεωτικὴ διὰ τὸ προσωπικὸν παντὸς ἀερολιμένος κειμένου ἐντὸς μεμολυσμένης περιφέρειας ὡς καὶ διὰ πᾶν μέλος τοῦ πληρώματος ἀεροπλοίου ὅπερ ποιεῖται χρεῖσιν τοῦ ἀερολιμένος τούτου.

2. Τὰ ἀερόπλοια τὰ ἀναχωροῦντα ἐξ ἀερολιμένος κειμένου ἐντὸς μεμολυσμένης περιφέρειας καὶ μεταβαίνοντα εἰς ζώνην δεκτικότητος τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ ὑποβάλλονται εἰς ἐντομοκτονίαν ὑπὸ τὸν ἔλεγχον τῆς ὑγειονομικῆς ἀρχῆς εἰς χρόνον ὅσον τὸ δυνατόν πλησιέστερον πρὸς τὴν ἀναχώρησιν ἄνευ πάντως καθυστέρησεως ταύτης. Τὰ ἐνδιαφερόμενα Κράτη δύναται νὰ δεχθῶν τὴν ἐν πτῆσει ἐντομοκτονίαν τῶν διαμερισμάτων τοῦ ἀεροπλοίου τὰ ὁποῖα εἶναι δυνατόν νὰ ὑποβληθῶν εἰς τὸ ἐν λόγῳ μέτρον.

3. Τὸ αὐτὸ ἰσχύει προκειμένου περὶ πλοίων ἢ ἀεροπλοίων προερχομένων ἐκ λιμένος ἢ ἀερολιμένος ἐνθα ἐξἄκολουθεῖ νὰ ὑφίσταται ἢ στεγόμενα AEADES AEGYPTI, καὶ τὰ ὁποῖα μεταβαίνουν εἰς λιμένα ἢ ἀερολιμένα ἐνθα ἔχει ἐξἄκλεισθῆ ἢ στεγόμενα AEADES AEGYPTI.

Ἄρθρον 74.

Εἰς ζώνην δεκτικότητος τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ, ἢ ὑγειονομικῆ ἀρχῆ δύναται νὰ ἀπαιτήσῃ τὴν ἀπομόνωσιν ἐκτελοῦντος διεθνῆς ταξίδιον ἀτόμου, προερχομένου ἐκ μεμολυσμένης περιφέρειας καὶ μὴ ἐφωδιασμένου δι' ἐγκύρου πιστοποιητικοῦ ἐμβολιασμοῦ κατὰ τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ, μέχρις ὅτου τὸ πιστοποιητικὸν καταστῇ ἐγκυρον ἢ παρέλθουν κατ' ἀνώτατον ὄρον ἕ ἡμέραι ἀπὸ τῆς τελευταίας ἡμερομηνίας καθ' ἣν τὸ ἄτομον ἐξετέθη εἰς τὴν μόλυσιν, τηρουμένης τῆς βραχυτέρας περιόδου.

Ἄρθρον 75.

1. Πᾶν ἄτομον προερχόμενον ἐκ μεμολυσμένης περιφέρειας, μὴ ἐφωδιασμένον δι' ἐγκύρου πιστοποιητικοῦ ἐμβολιασμοῦ κατὰ τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ καὶ τὸ ὁποῖον πρόκειται κατὰ τὴν διάρκειαν διεθνῆς ταξιδίου, νὰ διέλθῃ ἐξ ἀερολιμένος κειμένου ἐντὸς ζώνης δεκτικότητος τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ μὴ διεθέτοντος εἰσέτι τὰ μέσα τῆς ἐξασφαλίσεως τοῦ διαχωρισμοῦ, ὡς οὗτος προβλέπεται εἰς τὸ ἀρθρον 34, δύναται ἐπὶ περίοδον προβλεπομένην ὑπὸ τοῦ ἀρθρου 74, νὰ κρατηθῇ εἰς ἀερολιμένα ἐνθα ὑφίστανται τὰ ἐν λόγῳ μέσα ἐὰν συνῆψαν πρὸς τοῦτο συμφωνίαν αἱ ὑγειονομικαὶ ὑπηρεσίαι τῶν ἐδαφῶν, ἐνθα κείνται οἱ ὡς εἴρηται ἀερολιμένες.

2. Αἱ ἐνδιαφερόμεναι ὑγειονομικαὶ ὑπηρεσίαι πληροφοροῦν τὴν Ὁργάνωσιν ὡς αἰσὶς τοιαύτη συμφωνία ἄρχεται ἢ παύθῃ ἰσχύουσα. Ἡ Ὁργάνωσις ἀνακοινῶν ἀμέσως τὴν πληροφορίαν ταύτην εἰς ἀπάσας τὰς λοιπὰς ὑγειονομικὰς ὑπηρεσίας.

Ἄρθρον 76.

1. Πλοῖον θεωρεῖται κατὰ τὴν ἀφιξίν ὡς μεμολυσμένον, ἐὰν ὑπάρχῃ ἐπ' αὐτοῦ κρούσμα κιτρίνου πυρετοῦ ἢ ἐὰν τοιοῦτον κρούσμα ἐδηλώθῃ κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ ταξιδίου. Θεωρεῖται τοῦτο ὡς ὑπόπτον ἐάν, κατὰ τὴν διάρκειαν ἕξ ἡμερῶν πρὸ τῆς ἀφίξεως, ἐγκατέλειψε μεμολυσμένην περιφέρειαν ἢ ἐὰν ἀφικνηθῇ ἐντὸς τῶν 30 ἡμερῶν ἀπὸ τῆς ἀναχωρήσεως του ἐκ τοιαύτης περιφέρειας καὶ ἢ ὑγειονομικῆ ἀρχῆ διαπιστώσῃ ἐπ' αὐτοῦ τὴν παρουσίαν AEADES AEGYPTI. Πᾶν ἕτερον πλοῖον θεωρεῖται ὡς ὑγιές.

2. Ἀερόπλοιο θεωρεῖται κατὰ τὴν ἀφιξίν, ὡς μεμολυσμένον, ἐὰν ὑπάρχῃ ἐπ' αὐτοῦ κρούσμα κιτρίνου πυρετοῦ. Θεωρεῖται ὡς ὑπόπτον, ἐὰν ἢ ὑγειονομικῆ ἀρχῆ δὲν εἶναι ἰκανοποιημένη ἐκ τῆς ἐντομοκτονίας, ἣτις διεξήχθη συμφωνῶς πρὸς τὴν παράγραφον 2 τοῦ ἀρθρου 73 καὶ ἂν διαπιστώσῃ ἐπὶ τοῦ ἀεροπλοίου τὴν ὑπαρξίν ζώντων κωνώπων. Πᾶν ἕτερον ἀερόπλοιο θεωρεῖται ὡς ὑγιές.

Ἄρθρον 77.

1. Κατὰ τὴν ἀφιξίν μεμολυσμένου ἢ ὑπόπτου πλοίου ἢ ἀεροπλοίου ἢ ὑγειονομικῆ ἀρχῆ δύναται :

α) Εἰς τὴν ζώνην δεκτικότητας τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ, νὰ ἐφαρμοσθῇ τὰ προβλεπόμενα εἰς τὸ ἄρθρον 74 μέτρα ἐπὶ παντὸς ταξιδιώτου ἢ μέλους τοῦ πληρώματος ἐγκαταλείποντος τὸ πλοῖον ἢ ἀερόπλοιον μὴ ἐφωδισμένου δι' ἐγκύρου πιστοποιητικοῦ ἐμβολιασμοῦ κατὰ τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ.

β) Νὰ προβῇ εἰς ἐπιθεώρησιν τοῦ πλοίου ἢ ἀερόπλοιου καὶ εἰς ὁλοσχερῆ καταστροφὴν τῶν AEDES AEGYPTI. Εἰς τὴν ζώνην δεκτικότητας τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ, δύναται ἐπίσης νὰ ἀπαιτηθῇ ὅπως τὸ πλοῖον, μέχρις ἐκτελέσεως τῶν ὡς ἄνω μέτρων, παραμένῃ εἰς ἀπόστασιν 400 μέτρων τοῦλάχιστον ἀπὸ τῆς ξηρᾶς.

2. Τὸ πλοῖον ἢ ἀερόπλοιον δὲν θεωρεῖται πλέον ὡς μεμολυσμένον ἢ ὑποκτον ὅταν τὰ ἐπιβληθέντα ὑπὸ τῆς ὑγειονομικῆς ἀρχῆς μέτρα, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 38 καὶ τὴν παράγραφον 1 τοῦ παρόντος ἁρθρου, ἐξετελέσθησαν δεόντως. Τὸ πλοῖον ἢ ἀερόπλοιον ἀπὸ τῆς στιγμῆς ταύτης δύναται νὰ ἐλευθεροκοινωνήσῃ.

Ἄρθρον 78.

Κατὰ τὴν ἀφίξιν ὑγιῶς πλοίου ἢ ἀερόπλοιου προσερχομένου ἐκ μεμολυσμένης περιοχῆς, δύναται νὰ ἐφαρμοσθῶν ἐπ' αὐτοῦ τὰ μέτρα τὰ προβλεπόμενα εἰς τὸ ἐδάφιον β' τῆς παραγράφου 1 τοῦ ἁρθρου 77. Ἀπὸ τῆς στιγμῆς ταύτης τὸ πλοῖον ἢ ἀερόπλοιον δύναται νὰ ἐλευθεροκοινωνήσῃ.

Ἄρθρον 79.

Τὰ Κράτη δὲν δύναται νὰ ἀπαγορεύουν εἰς τὰ ἀερόπλοια τὴν προσγειώσιν ἐπὶ τῶν ὑγειονομικῶν ἀερολιμένων τῶν ἐάν τὰ μέτρα τὰ προβλεπόμενα εἰς τὴν παράγραφον 2 τοῦ ἁρθρου 73 ἔχουν ἐφαρμοσθῇ. Εἰς ζώνην δεκτικότητας τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ τὸ Κράτος δύναται νὰ ὑποδείξῃ ἓνα ἢ περισσοτέρους ἀερολιμένας ὡς τοὺς μόνους εἰς οὓς δύναται νὰ προσγειοῦνται τὰ ἐκ μεμολυσμένης περιφερείας προσερχόμενα ἀερόπλοια.

Ἄρθρον 80.

Κατὰ τὴν ἀφίξιν εἰς ζώνην δεκτικότητας τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ σιδηροδρομικοῦ ἢ ὁδικῷ ὁχήματος ἢ ὑγειονομικῆ ἀρχῆς δύναται νὰ ἐφαρμοσθῇ τὰ κάτωθι μέτρα:

α) Ἀπομονώσιν, κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἁρθρου 74, παντὸς ἀτόμου προσερχομένου ἐκ μεμολυσμένης περιφερείας καὶ μὴ ἐφωδισμένου δι' ἐγκύρου πιστοποιητικοῦ ἐμβολιασμοῦ κατὰ τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ.

β) Ἐντομοκτονίαν ἐπὶ τοῦ σιδηροδρομικοῦ ἢ ὁδικῷ ὁχήματος ἐάν τοῦτο προέρχεται ἐκ μεμολυσμένης περιφερείας.

Ἄρθρον 81.

Εἰς ζώνην δεκτικότητας τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ, ἢ προβλεπόμενη εἰς τὸ ἄρθρον 38 καὶ εἰς τὸ παρὸν κεφάλαιον ἀπομόνωσις συντελεῖται ἐντὸς προστατευομένων ἐκ τῶν κωνώπων χώρων.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ IV.

Εὐλογία.

Ἄρθρον 82.

Κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ, ἡ περίοδος ἐπιώσεως τῆς εὐλογίας καθορίζεται εἰς 14 ἡμέρας.

Ἄρθρον 83.

1. Ἡ ὑγειονομικὴ ὑπηρεσία δύναται ν' ἀπαιτήσῃ παρὰ παντὸς ἐκτελούντος διεθνῆς ταξίδιον ἀτόμου, ὅπως εἶναι ἐφωδισμένον κατὰ τὴν ἀφίξιν δι' ἐγκύρου πιστοποιητικοῦ ἐμβολιασμοῦ κατὰ τῆς εὐλογίας, ἐκτὸς ἐάν παρουσιάσῃ σημεῖα προηγούμενης προσβολῆς ἐξ εὐλογίας ἀποδεικνύοντα ἱκανοποιητικῶς τὴν ἀνοσίαν αὐτοῦ. Ἐάν τὸ ἄτομον δὲν εἶναι ἐφωδισμένον διὰ τοῦ πιστοποιητικοῦ τούτου, δύναται νὰ ὑποβληθῇ εἰς δαμαλισμόν. Ἐάν ἀρνήται νὰ ὑποβληθῇ εἰς δαμαλισμόν, δύναται νὰ τεθῇ ὑπὸ ἐπίβλεψιν διὰ χρονικὸν διάστημα 14 ἡμερῶν κατ' ἀνώτατον ὄριον ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἀναχωρήσεώς του ἐκ τοῦ τελευταίου ἐδάφους ἐξ οὗ διήλθε πρὸ τῆς ἀφίξεώς του.

2. Πᾶν ἄτομον, ὅπερ, ἐκτελοῦν διεθνῆς ταξίδιον, εὐρέθῃ κατὰ τὰς 14 προηγούμενας τῆς ἀφίξεώς του ἡμέρας, ἐντὸς μεμολυσμένης περιφερείας καὶ ὅπερ, κατὰ τὴν γνώμην τῆς ὑγειονομικῆς ἀρχῆς, δὲν εἶναι ἐπαρκῶς προστατευόμενον ἐκ τοῦ ἐμβολιασμοῦ ἢ λόγῳ προηγούμενης προσβολῆς ἐξ εὐλογίας, δύναται νὰ ὑποστῇ δαμαλισμόν ἢ νὰ τεθῇ ὑπὸ ἐπίβλεψιν ἢ νὰ ὑποστῇ δαμαλισμόν καὶ νὰ τεθῇ ἐν συνεχείᾳ ὑπὸ ἐπίβλεψιν. Ἐάν ἀρνηθῇ νὰ ὑποβληθῇ εἰς δαμαλισμόν, δύναται νὰ τεθῇ εἰς ἀπομόνωσιν. Ἡ διάρκεια τῆς περιόδου ἐπιβλέψεως ἢ ἀπομονώσεως δὲν δύναται νὰ ὑπερβῇ τὰς 14 ἡμέρας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ὅθ' ἦς τὸ ἄτομον ἐγκατέλειψεν μεμολυσμένην περιφερείαν. Ἐγκυρον πιστοποιητικὸν δαμαλισμοῦ ἀποτελεῖ τὴν ἀπόδειξιν ἐπαρκούς προστασίας.

Ἄρθρον 84.

1. Πλοῖον ἢ ἀερόπλοιον θεωρεῖται μεμολυσμένον ἐάν, κατὰ τὴν ἀφίξιν, ὑπάρχῃ ἐπ' αὐτοῦ κρούσμα εὐλογίας ἢ ἐάν ἐδηλωθῇ τοιοῦτον κρούσμα κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ ταξιδίου.

2. Πᾶν ἕτερον πλοῖον ἢ ἀερόπλοιον θεωρεῖται ὑγιῆς ἔστω καὶ ἐάν ἐπιβαίνουν τούτου ὑποκτα ἄτομα, ἀλλὰ ἐν τοιαύτῃ περιπτώσει δύναται ταῦτα, ἐάν ἀποδείξασθουν, νὰ ὑποβληθῶν εἰς τὰ προβλεπόμενα ὑπὸ τοῦ ἁρθρου 85 μέτρα.

Ἄρθρον 85.

1. Κατὰ τὴν ἀφίξιν, μεμολυσμένου πλοίου ἢ ἀερόπλοιου ἢ ὑγειονομικῆ ἀρχῆς:

α) Προβαίνει εἰς ἐμβολιασμόν παντὸς ἐπιβαίνοντος τούτου ἀτόμου, τὸ ὁποῖον ἢ ἀρχῆ αὕτη θεωρεῖ ὡς μὴ ἐπαρκῶς προστατευόμενον κατὰ τῆς εὐλογίας.

β) Δύναται, ἐπὶ 14 ἡμέρας, κατ' ἀνώτατον ὄριον, ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς τελευταίας ἐκθέσεως αὐτοῦ εἰς τὴν μόλυνσιν, νὰ ἀπομονώσῃ ἢ ὑποβάλλῃ εἰς ἐπίβλεψιν πᾶν ἄτομον ἐγκαταλείπον τὸ πλοῖον ἢ ἀερόπλοιο, ἀλλὰ ἡ ὑγειονομικὴ ἀρχῆ λαμβάνει ὑπ' ὄψιν, κατὰ τὸν καθορισμόν τῆς περιόδου ἀπομονώσεως ἢ ἐπιβλέψεως, τοὺς προηγούμενους ἐμβολιασμοὺς τοῦ ἀτόμου τούτου καὶ τὰς δυνατότητας μόλυνσεως εἰς ἃς ἐξετέθη.

γ) Προβαίνει εἰς τὴν ἀπολύμανσιν:

ι) Ὅλων τῶν ἀποσκευῶν τῶν προσβεβλημένων ἀτόμων.

ιι) Παντὸς ἐτέρου εἶδους ἀποσκευῶν ἢ ἀντικειμένων, ὡς εἰδῶν κλινιστρωμνῆς ἢ μεταχειρισμένων ἐσωρούχων καὶ παντὸς διαμερίσματος τοῦ πλοίου ἢ ἀερόπλοιου, θεωρουμένων ὡς μεμολυσμένων.

2. Πλοῖον ἢ ἀερόπλοιο ἐξακολουθεῖ νὰ θεωρεῖται ὡς μεμολυσμένον, μέχρις ὅτου ἀποβιβάσθουν τὰ προσβεβλημένα ἄτομα καὶ ἐφαρμοσθῶν δεόντως τὰ προκαθοριζόμενα ὑπὸ τῆς ὑγειονομικῆς ἀρχῆς μέτρα, συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον 1 τοῦ παρόντος ἁρθρου. Τὸ πλοῖον ἢ ἀερόπλοιο γίνεται ἀπὸ τῆς στιγμῆς δεκτὸν εἰς ἐλευθεροκοινωνίαν.

Ἄρθρον 86.

Κατὰ τὴν ἀφίξιν, πᾶν πλοῖον ἢ ἀερόπλοιο ὑγιῆς, ἔστω καὶ ἐάν προέρχεται ἐκ μεμολυσμένης περιφερείας, γίνεται δεκτὸν εἰς ἐλευθεροκοινωνίαν.

Ἄρθρον 87.

Ἐάν, κατὰ τὴν ἀφίξιν σιδηροδρομικοῦ ἢ ἐτέρου ὁχήματος, διαπιστωθῇ κρούσμα εὐλογίας, τὸ προσβεβλημένον ἄτομον ἀποβιβάζεται καὶ ἐφαρμόζονται αἱ διατάξεις τῆς παραγράφου 1 τοῦ ἁρθρου 85, τῆς διάρκειας τῆς ἐνδεχομένης περιόδου ἐπιβλέψεως ἢ ἀπομονώσεως ὑπολογιζομένης ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἀφίξεως τοῦ σιδηροδρομικοῦ ὁχήματος καὶ τῆς ἀπολυμάνσεως ἐκτελουμένης εἰς πᾶν διαμέρισμα τοῦ μέσου τούτου μεταφορᾶς, θεωρουμένου ὡς μεμολυσμένου.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ V.

Ἐξανθηματικὸς τύφος.

Ἄρθρον 88.

Κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ, ἡ περίοδος ἐπιώσεως τοῦ ἐξανθηματικοῦ τύφου καθορίζεται εἰς 14 ἡμέρας.

Ἄρθρον 89.

Ὁ κατά τοῦ ἐξανθηματικοῦ τύπου ἐμβολιασμός δὲν ἀποτελεῖ προϋπόθεσιν διὰ τὴν εἰς ἔδαφος τι εἰσοδὸν ἀτόμου τινός.

Ἄρθρον 90.

1. Κατὰ τὴν ἀναχώρησιν ἐκ μεμολυσμένης περιφερείας, τὰ ἐκτελοῦντα διεθνῆς ταξίδιον ἄτομα, ἅτινα ἢ ὑγειονομικὴ ἀρχὴ τῆς περιφερείας ταύτης κρίνει ὡς ἐπιδεκτικὰ νὰ μεταδώσῃ τὸν ἐξανθηματικὸν τύπον, ὑποβάλλονται εἰς ἐντομοκτονίαν. Τὰ ἐνδύματα τὰ ὁποῖα φέρουν, αἱ ἀποσκευαὶ τῶν καὶ πᾶν ἕτερον ἀντικείμενον δυνάμενον νὰ μεταδώσῃ τὸν ἐξανθηματικὸν τύπον ὑποβάλλονται ὡσαύτως εἰς ἐντομοκτονίαν καὶ ἐν ἀνάγκῃ ἀπολυμαίνονται.

2. Τὰ ἐκτελοῦντα διεθνῆς ταξίδιον ἄτομα ἅτινα ἐγκατέλειψαν περιφέρειαν μεμολυσμένην, εἰς διάστημα βραχυτέρον τῶν 14 ἡμερῶν δύναται νὰ υποβληθῶν εἰς ἐντομοκτονίαν, ἐὰν κρίνῃ τοῦτο ἀναγκαῖον ἢ ὑγειονομικὴ ἀρχὴ τοῦ τόπου ἀφίξεως. Δύνανται ταῦτα νὰ υποβληθῶν εἰς ἐπίβλεψιν ἐπὶ χρονικὸν διάστημα 14 ἡμερῶν κατ' ἀνώτατον ὕριον ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἐντομοκτονίας. Τὰ φερόμενα ὑπὸ τῶν ἐν λόγῳ ἀτόμων ἐνδύματα, αἱ ἀποσκευαὶ αὐτῶν καὶ πᾶν ἕτερον ἀντικείμενον δυνάμενον νὰ μεταδώσῃ τὸν ἐξανθηματικὸν τύπον ὑποβάλλονται ὡσαύτως εἰς ἐντομοκτονίαν καὶ, ἐν ἀνάγκῃ, ἀπολυμαίνονται.

Ἄρθρον 91.

Κατὰ τὴν ἀφίξιν, πᾶν πλοῖον ἢ ἀερόπλοιον, ἔστω καὶ ἂν ἐπιβαίνει τοῦτο προσβεβλημένον ἄτομον, θεωρεῖται ὑγιές, ἀλλὰ δύναται νὰ ἐφαρμοσθῶν ἐν προκειμένῳ αἱ διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 38 καὶ πᾶς ὑποπτος νὰ υποβληθῆ εἰς ἐντομοκτονίαν. Οἱ χρησιμοποιηθέντες ὑπὸ τοῦ προσβεβλημένου ἀτόμου καὶ τῶν ὑπόπτων χώροι, ὡς καὶ τὰ φερόμενα ὑπ' αὐτῶν ἐνδύματα, αἱ ἀποσκευαὶ τῶν καὶ πᾶν ἕτερον ἀντικείμενον δυνάμενον νὰ μεταδώσῃ τὸν ἐξανθηματικὸν τύπον, δύναται νὰ υποβληθῶν εἰς ἐντομοκτονίαν καὶ, ἐν ἀνάγκῃ, νὰ ἀπολυμανθῶν. Τὸ πλοῖον ἢ ἀερόπλοιον ἀπὸ τῆς στιγμῆς ταύτης γίνεται δεκτὸν εἰς ἐλευθεροκωνινίαν.

Ἄρθρον 92.

Ἐάν, κατὰ τὴν ἀφίξιν σιδηροδρομικοῦ ἢ ὀδικοῦ ὀχήματος διαπιστωθῆ κρούσμα ἐξανθηματικοῦ τύπου δύναται νὰ ἐφαρμοσθῶν ὑπὸ τῆς ὑγειονομικῆς ἀρχῆς τὰ προβλεπόμενα εἰς τὰ ἄρθρα 38 καὶ 91 μέτρα.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VI.

Ἐπίστροφος πυρετός.

Ἄρθρον 93.

Κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ, ἡ περίοδος ἐπιπέσεως τοῦ ὑποστρόφου πυρετοῦ καθορίζεται εἰς 8 ἡμέρας.

Ἄρθρον 94.

Αἱ διατάξεις τῶν ἀρθρῶν 89, 90, 91 καὶ 92 σχετικῶς μὲ τὸν ἐξανθηματικὸν τύπον ἐφαρμόζονται εἰς τὸν ὑπόστροφον πυρετόν. Οὐχ' ἔττον, ἐὰν ἄτομον ἔχη τεθῆ ὑπὸ ἐπίβλεψιν, ἢ διάρκειαν τῆς περιόδου ἐπιβλέψεως δὲν δύναται νὰ ὑπερβῆ τὰς ὀκτώ ἡμέρας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἐντομοκτονίας.

ΤΙΤΛΟΣ VI.

Ἑγειονομικὰ Ἐγγραφα.

Ἄρθρον 95.

Δὲν ἀπαιτεῖται παρὰ πλοῖου ἢ ἀεροπλοίου ἢ προσκόμισις ὑγειονομικῆς πιστοποιήσεως, μετὰ ἢ ἄνευ προξενικῆς θεωρήσεως, οὐδὲ ἐτέρου πιστοποιητικοῦ, οἰαδήποτε καὶ ἂν εἶναι ἢ ὀνομαστικῶς αὐτοῦ, σχετικῶς μὲ τὴν ὑγειονομικὴν κατάστασιν λιμένος ἢ ἀερολιμένος.

Ἄρθρον 96.

1. Πρὸ τῆς ἀφίξεως εἰς τὸν πρῶτον λιμένα προσεγγίσεως εἰς ἔδαφος τι, ὁ πλοίαρχος τοῦ ἐκτελοῦντος διεθνῆς ταξίδιον πλοίου θαλάσσης λαμβάνει πληροφορίας ἐπὶ τῆς καταστάσεως τῆς ὑγείας πάντων τῶν ἐπιβαινόντων ἀτόμων καὶ, κατὰ τὴν ἀφίξιν, ἐκτὸς ἐὰν δὲν ἀπαιτῆ τοῦτο ἢ ὑγειονομικὴ ὑπηρεσία, συμπληροῖ καὶ παραδίδει εἰς τὴν ὑγειονομικὴν ἀρχὴν τοῦ λιμένος Ναυτιλιακὴν Δήλωσιν Ἑγείας, ἥτις εἶναι προσυπογεγραμμένη ὑπὸ τοῦ ἱατροῦ τοῦ πλοίου, ἐὰν τοιοῦτος περιλαμβάνεται εἰς τὸ πλήρωμα.

2. Ὁ πλοίαρχος καὶ ὁ ἱατρός τοῦ πλοίου, ἐὰν ὑφίσταται τοιοῦτος, παρέχουν ἀπαντήσεις ἐπὶ πάσης αἰτήσεως πληροφοριῶν γενομένης ὑπὸ τῆς ὑγειονομικῆς ἀρχῆς περὶ τῶν ὑγειονομικῶν καὶ ἐπὶ τοῦ πλοίου συνθηκῶν κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ ταξιδίου.

3. Ἡ Ναυτιλιακὴ Δήλωσις Ἑγείας δέον νὰ εἶναι σύμφωνος πρὸς τὸ ὑπόδειγμα τοῦ παραρτήματος 5 τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ.

Ἄρθρον 97.

1. Κατὰ τὴν προσγείωσιν εἰς ἀερολιμένα, ὁ κυβερνήτης ἀεροπλοίου ἢ ὁ νομίμως ἀντιπροσωπεύων αὐτόν, συμπληροῖ καὶ παραδίδει εἰς τὴν ὑγειονομικὴν ἀρχὴν τοῦ ἀερολιμένος, ἐκτὸς ἐὰν δὲν ἀπαιτῆ τοῦτο ἢ ὑγειονομικὴ ὑπηρεσία, ἐν ἀντίγραφον τοῦ μέρους τοῦ ἐντύπου τῆς Γενικῆς Δηλώσεως ἀεροπλοίου, τοῦ περιλαμβανόντος τὰ ὑγειονομικὰ στοιχεῖα ὅπερ δέον νὰ εἶναι σύμφωνον πρὸς τὸ ὑπόδειγμα τοῦ παραρτήματος 6 τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ.

2. Ὁ κυβερνήτης ἀεροπλοίου, ἢ ὁ νομίμως ἀντιπροσωπεύων αὐτόν, ὀφείλει νὰ ἀπαντήσῃ, εἰς πᾶσαν αἴτησιν στοιχείων γενομένην ὑπὸ τῆς ὑγειονομικῆς ἀρχῆς ἐπὶ τῶν ὑγειονομικῶν συνθηκῶν τοῦ ἀεροπλοίου κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ ταξιδίου.

Ἄρθρον 98.

1. Τὰ πιστοποιητικὰ περὶ ὧν τὰ παραρτήματα 1, 2, 3 καὶ 4 εἶναι συντεταγμένα εἰς τὴν γαλλικὴν καὶ ἀγγλικὴν. Ταῦτα δύναται ἐξ ἄλλου νὰ περιλαμβάνουν κείμενον εἰς μίαν τῶν ἐπισημῶν γλωσσῶν τοῦ ἐδάφους, ἐνθα χορηγεῖται τὸ πιστοποιητικόν.

2. Τὰ πιστοποιητικὰ περὶ ὧν ἡ παράγραφος 1 τοῦ παρόντος ἀρθροῦ συμπληροῦνται εἰς τὴν γαλλικὴν ἢ ἀγγλικὴν.

Ἄρθρον 99.

Τὰ σχετικὰ μὲ τὸν ἐμβολιασμόν ἔγγραφα, ἅτινα χορηγοῦνται ὑπὸ τῶν ἐνόπλων δυνάμεων εἰς τὸ ἐν ἐνεργείᾳ προσωπικόν των γίνονται δεκτὰ ὡς διεθνή πιστοποιητικὰ, ὡς ταῦτα προβλέπονται εἰς τὰ παραρτήματα 2, 3 ἢ 4 ὑπὸ τὸν ὄρον ὅτι περιλαμβάνουν:

α) Ἱατρικὰ στοιχεῖα ἀντίστοιχα πρὸς ἐκεῖνα, ἅτινα δέον νὰ περιέχωνται εἰς τὸ ὑπόδειγμα, καὶ

β) Δήλωσιν εἰς τὴν γαλλικὴν ἢ ἀγγλικὴν προσδιορίζουσιν τὴν φύσιν καὶ τὴν ἡμερομηνίαν τοῦ ἐμβολιασμοῦ καὶ δεβαιούσαν ὅτι χορηγοῦνται ταῦτα δυνάμει τοῦ παρόντος ἀρθροῦ.

Ἄρθρον 100.

Οὐδὲν ἕτερον ὑγειονομικὸν ἔγγραφο, πλὴν τῶν προβλεπόμενων ὑπὸ τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ, δύναται νὰ ἀπαιτηθῆ ἐν τῇ διεθνεί ἐπικοινωνίᾳ.

ΤΙΤΛΟΣ VII.

Ἑγειονομικὰ Τέλη.

Ἄρθρον 101.

1. Ἡ ὑγειονομικὴ ἀρχὴ οὐδὲν τέλος εἰσπράττει διὰ:

α) Πᾶσαν ἱατρικὴν ἐπίσκεψιν προβλεπομένην εἰς τὸν παρόντα Κανονισμόν ὡς καὶ πᾶσαν συμπληρωματικὴν ἐξέτασιν, μικροβιολογικὴν ἢ ἐτέραν, ἢ ὁποῖα δύναται νὰ εἶναι ἀναγκαῖα διὰ τὴν ἐξακρίβωσιν τῆς καταστάσεως τῆς ὑγείας τοῦ ἐξετασθέντος ἀτόμου.

β) Πάντα έμβολιασμών κατά την άφιξιν και πών εκδιδόμενων σχετικών πιστοποιητικών.

2. Έάν ή εφαρμογή τών προβλεπομένων εις τόν παρόντα Κανονισμόν μέτρων, πλην τών τής παραγράφου 1 τού παρόντος άρθρου, συνεπάγεται τήν καταβολήν τελών, πρέπει να ύπάρχη, εις έκαστον έδαφος, έν μόνον σχετικών τιμολόγιον.

Τά άπαιτούμενα ταύτα τέλη δέον:

α) Νά είναι σύμφωνα πρòς τò ώς άνω τιμολόγιον.

β) Νά είναι περιωρισμένου ύψους και, έν ουδεμιᾷ περιπτώσει, να ύπερβαίνουν τò πραγματικόν κόστος τής παρεχομένης ύπηρεσίας.

γ) Νά εισπράττωνται άνευ διακρίσεως έθνικότητος, κατοικίας ή διαμονής, όσον άφορᾷ τὰ άτομα, έθνικότητος σημαίας, νηολογίου, ή κυριότητος όσον άφορᾷ τὰ πλοία, αεροπλοία, σιδηροδρομικά ή οδικὰ όχήματα. Ίδιαιτέρως, ούδεμίᾳ διακρίσις γίνεται μεταξύ ατόμων ήμεδαπών ή άλλοδαπών, ούτε μεταξύ πλοίων, αεροπλοίων, σιδηροδρομικών ή οδικών έθνικών ή ξένων όχημάτων.

3. Τò τιμολόγιον και πάσα μεταγενεστέρα μεταβολή δημοσιεύονται δέκα ήμέρας τουλάχιστον πρò τής θέσεώς των έν ισχύϊ και κοινοποιούνται άμέσως εις τήν Όργάνωσιν.

ΤΙΤΛΟΣ VIII.

Διάφοροι Διατάξεις.

*Άρθρον 102.

1. Τά πλοία ή αεροπλοία τὰ έγκαταλείποντα περιφέρουν εις ήν έχει μεταδοθή έλονοσία ή έτέρα νόσος μεταδιδόμενη υπό κωνόπων ή εις ήν ύφίστανται κώνωπες φορείς νόσων άνθεκτικοί εις τὰ έντομοκτόνα, ύφίστανται έντομοκτονίαν υπό τόν έλεγχον τής ύγειονομικής άρχής εις χρόνον όσον τò δυνατόν πλησιέστερον πρòς τόν χρόνον αναχωρήσεως χωρίς πάντως καθυστέρησιν ταύτης.

2. Κατά τήν άφιξιν εις ζώνην ένθα ή εισαγωγή φορέων θᾷ ήδύνατο να προκαλέση μετάδοσιν τής έλονοσίας ή έτέρας μεταδιδόμενης διά κωνόπων νόσου, τὰ αναφερόμενα εις τήν παράγραφον 1 τού παρόντος άρθρου πλοία ή αεροπλοία δύνανται να ύποβληθούν εις έντομοκτονίαν, εάν ή ύγειονομική ύπηρεσία δέν είναι ίκανοποιημένη εκ τής έντομοκτονίας ήτις έπραχματοποιήθη συμφώνως πρòς τήν παράγραφον 1 τού παρόντος άρθρου ή εάν αύτη διαπιστώση επ' αυτών ύπαρξιν ζώντων κωνόπων.

3. Τά ενδιαφερόμενα Κράτη δύνανται να άποδεχθούν τήν έν πτήσει έντομοκτονίαν εκείνων τών διαμερισμάτων τού αεροπλοίου, τὰ όποία δύνανται να ύποστούν έντομοκτονίαν διά τού τρόπου τούτου.

*Άρθρον 103.

1. Οί μετανάσται, οί έποχιακοί έργάται ή τὰ μετέχοντα σημαντικών περιοδικών συγκεντρώσεων άτομα ώς και τὰ πλοία, αεροπλοία, σιδηροδρομικά ή οδικὰ όχήματα μεταφέροντα τὰ έν λόγω άτομα, δύνανται να ύποβληθούν εις πρόσθετα ύγειονομικά μέτρα σύμφωνα πρòς τούς νόμους και κανονισμούς έκάστου τών ενδιαφερομένων Κρατών και πρòς τās μεταξύ αυτών συναφθείσας συμφωνίας.

2. Έκαστον κράτος πληροφορεί τήν Όργάνωσιν επί τών διατάξεων τών νόμων και κανονισμών, ώς και τών συμφωνιών, τών εφαρμοζομένων εις τούς μετανάστas, τούς έποχιακούς έργάτας και τὰ συμμετέχοντα εις σημαντικές περιοδικās συγκεντρώσεις άτομα.

*Άρθρον 104.

1. Ειδικάι συμφωνία δύνανται να συναφθούν μεταξύ δύο ή περισσοτέρων Κρατών έχόντων κοινὰ συμφέροντα ώς εκ τών ύγειονομικών, γεωγραφικών, κοινωνικών ή οικονομικών συνθηκών, ίνα καταστή εύκολωτέρα ή εφαρμογή τού παρόντος Κανονισμού, ιδίᾳ όσον άφορᾷ:

α) Τήν επ' ευθείας και ταχείαν άνταλλαγήν τών επίδημιολογικών στοιχείων μεταξύ γειτονικών εδαφών.

β) Τὰ εφαρμοζόμενα ύγειονομικά μέτρα εις τήν διεθνή άκτοπλοίαν και εις τήν διεθνή έπικοινωνίαν επί τών ύδατινων οδών εις τò έσωτερικόν τού εδάφους, συμπεριλαμβανομένων τών λιμνών.

γ) Τὰ ύγειονομικά μέτρα τὰ εφαρμοζόμενα εις τὰ σύνορα τών όμόρων εδαφών.

δ) Τήν ένωσιν δύο ή περισσοτέρων εδαφών εις έν διά τήν εφαρμογήν παντός ύγειονομικού μέτρου προβλεπομένου εις τόν παρόντα Κανονισμόν.

ε) Τήν χρησιμοποίησιν μεταφορικών μέσων ειδικώς διασκευασμένων διά τήν μετακίνησιν τών προσβεβλημένων ατόμων.

2. Αί εις τήν παράγραφον 1 τού παρόντος άρθρου προβλεπόμενα: συμφωνία δέον να μή περιέχουν διατάξεις άντιθέτους πρòς τās τοιαύτας τού παρόντος Κανονισμού.

3. Τὰ Κράτη γνωστοποιούν εις τήν Όργάνωσιν πάσαν συμφωνίαν, τήν όποιαν ήθελον συνάψει συμφώνως πρòς τò παρόν άρθρον. Η Όργάνωσις ειδοποιεί άμέσως άπάσας τās ύγειονομικές ύπηρεσίας περί τής συνάψεως τών συμφωνιών τούτων.

ΤΙΤΛΟΣ IX.

Τελικαί Διατάξεις.

*Άρθρον 105.

1. Υπό τήν έπιφύλαξιν τών διατάξεων τού άρθρου 107 και τών κατωτέρω εξαίρέσεων, ο παρών Κανονισμός, άμα τή θέσει του έν ισχύϊ, αντικαθιστᾷ, μεταξύ τών Κρατών έφ' ών έχει ούτος εφαρμογήν και μεταξύ τών Κρατών τούτων και τής Όργάνωσεως, τās διατάξεις τών διεθνών ύγειονομικών συμβάσεων και τών κατωτέρω συμφωνιών τής αύτης φύσεως:

α) Διεθνούς Ύγειονομικής Συμβάσεως, ύπογραφείσης έν Παρισίοις τήν 3 Δεκεμβρίου 1903.

β) Παναμερικανικής Ύγειονομικής Συμβάσεως, ύπογραφείσης εις Ουάσιγκτων τήν 14 Οκτωβρίου 1905.

γ) Διεθνούς Ύγειονομικής Συμβάσεως, ύπογραφείσης έν Παρισίοις τήν 17 Ιανουαρίου 1912.

δ) Διεθνούς Ύγειονομικής Συμβάσεως ύπογραφείσης έν Παρισίοις τήν 21 Ιουνίου 1926.

ε) Διεθνούς Ύγειονομικής Συμβάσεως Αεροναυτιλίας ύπογραφείσης έν Χάγη τήν 12 Απριλίου 1933.

στ) Διεθνούς Συμφωνίας άφορώσης τήν κατάργησιν τών ύγειονομικών πιστοποιήσεων ύπογραφείσης έν Παρισίοις τήν 22 Δεκεμβρίου 1934.

ζ) Διεθνούς Συμφωνίας άφορώσης τήν κατάργησιν τών προξενικών θεωρήσεων επί τών ύγειονομικών πιστοποιήσεων, ύπογραφείσης έν Παρισίοις τήν 22 Δεκεμβρίου 1934.

η) Συμβάσεως τροποποιούσης τήν Διεθνή Ύγειονομικήν Σύμβασιν τής 21 Ιουνίου 1926, ύπογραφείσης έν Παρισίοις τήν 31 Οκτωβρίου 1938.

θ) Διεθνούς Ύγειονομικής Συμβάσεως τού 1944 τροποποιούσης τήν Σύμβασιν τής 21 Ιουνίου 1926, ήτις κατετέθη πρòς ύπογραφήν εις Ουάσιγκτων τήν 15 Δεκεμβρίου 1944.

ι) Διεθνούς Ύγειονομικής Συμβάσεως Αεροναυτιλίας τού 1944, τροποποιούσης τήν Σύμβασιν τής 12 Απριλίου 1933, ήτις ύπεγράφη εις Ουάσιγκτων τήν 15 Δεκεμβρίου 1944.

ια) Τού Πρωτοκόλλου τής 23 Απριλίου 1946 παρατείνοντος τήν Διεθνή Ύγειονομικήν Σύμβασιν τού 1944, ύπογραφέντος εις Ουάσιγκτων.

ιβ) Τού Πρωτοκόλλου τής 23 Απριλίου 1946 παρατείνοντος τήν Διεθνή Ύγειονομικήν Σύμβασιν Αεροναυτιλίας τού 1944, ύπογραφέντος εις Ουάσιγκτων.

2. Ο Ύγειονομικός Παναμερικανικός Κώδιξ, ο ύπογραφείς εις Χάγην τήν 14 Νοεμβρίου 1924, παραμένει έν ισχύϊ, εξαίρεσει τών άρθρων 2, 9, 10, 11, 16 έως 53, 61 και 62 έφ' ών εφαρμοζόνται αναλόγως αί διατάξεις τής παραγράφου 1 τού παρόντος άρθρου.

*Άρθρον 106.

1. Ἡ προβλεπομένη συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 22 τοῦ καταστατικοῦ τῆς Ὁργανώσεως προθεσμία διὰ τὴν διατύπωσιν οἰασθήποτε ἀρνήσεως ἢ ἐπιφυλάξεως εἶναι ἐνεαήμερος, ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς γνωστοποιήσεως, ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ, τῆς υἱοθετήσεως τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ ὑπὸ τῆς Παγκοσμίου Συνελεύσεως Ὑγείας.

2. Κράτος τι δύναται, διὰ γνωστοποιήσεως γενομένης εἰς τὸν Γενικὸν Διευθυντὴν, νὰ παρατείνῃ τὴν περίοδον ταύτην εἰς δέκα ἡμέρας, ὅσον ἀφορᾷ τὰ ὑπερπόντια ἢ ἀπομακρυσμένα ἐδάφη, διὰ τὰς διεθνεῖς σχέσεις τῶν ὁποίων εἶναι τοῦτο ὑπεύθυνον.

3. Πᾶσα ἀρνήσις ἢ ἐπιφύλαξις λαμβανομένη ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ μετὰ τὴν ἐκπνοὴν τῆς προβλεπομένης εἰς τὴν παράγραφον 1 ἢ εἰς τὴν παράγραφον 2 τοῦ παρόντος ἁρθρου περιόδου κατὰ περίπτωσιν, εἶναι ἄνευ ἀποτελέσματος.

*Άρθρον 107.

1. Εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν κράτος διατυπώσῃ ἐπιφύλαξιν ἐπὶ τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ, αὕτη δὲν εἶναι ἔγκυρος, εἰμὴ ἂν ἐγένετο ἀποδεκτὴ ὑπὸ τῆς Παγκοσμίου Συνελεύσεως Ὑγείας. Ὁ παρὼν Κανονισμὸς τίθεται ἐν ἰσχύϊ ἐναντὶ τοῦ Κράτους τούτου, ὅτε μόνον ἡ ἐπιφύλαξις αὕτη γίνῃ ἀποδεκτὴ ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως ἢ ἐάν ἡ Συνέλευσις ἀντιτίθεται εἰς τὴν ἐν λόγῳ ἐπιφύλαξιν ἐκ τοῦ γεγονότος ὅτι αὕτη εἶναι οὐσιωδῶς ἀντίθετος πρὸς τὸν χαρακτήρα καὶ τὸν σκοπὸν τοῦ Κανονισμοῦ, μέχρις ὅτου ἀποσυρθῇ.

2. Ἡ μερικὴ ἀρνήσις τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ ἰσοδυναμεῖ πρὸς ἐπιφύλαξιν.

3. Ἡ Παγκόσμιος Συνέλευσις Ὑγείας δύναται νὰ θέσῃ ὡς ὅρον διὰ τὴν παρ' αὐτῆς παραδοχὴν ἐπιφυλάξεώς τινος τὴν ὑποχρέωσιν διὰ τὸ Κράτος, ὅπερ διατυπώνει τὴν ἐπιφύλαξιν, ὅπως ἐξακολουθήσῃ νὰ ἀναλαμβάνῃ μίαν ἢ περισσοτέρας ὑποχρεώσεις ἀναγκασιῶς πρὸς τὸ ἀντικείμενον τῆς εἰρημένης ἐπιφυλάξεως καὶ αἱ ὁποῖαι προηγουμένως εἶχον γίνεαι ἀποδεκταὶ ὑπὸ τοῦ ὡς ἄνω Κράτους δυνάμει τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ ἄρθρον 105 συμβάσεων ἢ συμφωνιῶν.

4. Ἐάν Κράτος τι διατυπώσῃ ἐπιφύλαξιν, θεωρουμένην ὑπὸ τῆς Παγκοσμίου Συνελεύσεως Ὑγείας ὡς μὴ ἀντικειμένη οὐσιωδῶς εἰς μίαν ἢ περισσοτέρας ὑποχρεώσεις, ἃς ἀνέλαβε τὸ Κράτος τοῦτο δυνάμει τῶν συμβάσεων καὶ συμφωνιῶν τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ ἄρθρον 105, ἡ Συνέλευσις δύναται νὰ ἀποδεχθῇ τὴν ἐπιφύλαξιν ταύτην χωρὶς νὰ ἀπαιτήσῃ παρὰ τοῦ Κράτους τούτου, ὡς ὅρον τῆς παραδοχῆς τῆς, τὴν ἀνάληψιν ὑποχρεώσεώς τινος παρ' αὐτοῦ ὡς προβλέπεται εἰς τὴν παράγραφον 3 τοῦ παρόντος ἁρθρου.

5. Ἐάν ἡ Παγκόσμιος Συνέλευσις Ὑγείας ἀντιτίθεται εἰς ἐπιφύλαξιν τινὰ καὶ ἐάν αὕτη δὲν ἀπετύρθη, ὁ παρὼν Κανονισμὸς δὲν τίθεται ἐν ἰσχύϊ ὅσον ἀφορᾷ τὸ Κράτος, τὸ ὁποῖον προσέβη εἰς τὴν ἐν λόγῳ ἐπιφύλαξιν. Αἱ συμβάσεις ἢ αἱ συμφωνίαι αἱ προβλεπόμεναι εἰς τὸ ἄρθρον 105, εἰς ἃς μετέχει ἤδη τὸ Κράτος τοῦτο παραμένον ἀπὸ τῆς στιγμῆς ταύτης ἐν ἰσχύϊ ὅσον ἀφορᾷ τὸ ἐν λόγῳ Κράτος.

*Άρθρον 108.

Ἀρνήσις ἐν ὅλῳ ἢ ἐν μέρει οἰασθήποτε ἐπιφυλάξεως, δύναται ὁποτεδήποτε νὰ ἀποσυρθῇ διὰ γνωστοποιήσεως γενομένης εἰς τὸν Γενικὸν Διευθυντὴν.

*Άρθρον 109.

1. Ὁ παρὼν Κανονισμὸς τίθεται ἐν ἰσχύϊ τὴν 1 Ὀκτωβρίου 1952.

2. Πᾶν Κράτος, τὸ ὁποῖον κατέστη μέλος τῆς Ὁργανώσεως μετὰ τὴν 1 Ὀκτωβρίου 1952 καὶ τὸ ὁποῖον δὲν μετέχει ἤδη τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ, δύναται νὰ γνωστοποιήσῃ, ὅτι ἀρναίται νὰ ἀποδεχθῇ αὐτὸν ἢ ἐπιφυλάσσεται ὡς πρὸς διατάξεις τινάς, ἐντὸς προθεσμίας 3 μηνῶν, ἀπὸ τῆς ἡμέρας καθ' ἣν κατέστη τοῦτο μέλος τῆς Ὁργανώσεως. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἁρθρου 107 καὶ ἐξαιρέσει τῆς περι-

πτώσεως ἀρνήσεως, ὁ παρὼν Κανονισμὸς θὰ ἰσχύσῃ ὡς πρὸς τὸ Κράτος τοῦτο μετὰ τὴν ἐκπνοὴν τῆς ὡς ἄνω προθεσμίας.

*Άρθρον 110.

1. Τὰ μὴ μέλη τῆς Ὁργανώσεως Κράτη, ἀλλὰ τὰ ὁποῖα μετέχουν συμβάσεως ἢ συμφωνίας προβλεπομένης ὑπὸ τοῦ ἁρθρου 105, ἢ εἰς ἃ ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς ἐγνωστοποίησε τὴν υἱοθέτησιν τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ ὑπὸ τῆς Παγκοσμίου Συνελεύσεως Ὑγείας, δύναται νὰ καταστοῦν μέλη τούτου, διὰ γνωστοποιήσεώς των πρὸς τὸν Γενικὸν Διευθυντὴν. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν διατάξεων τοῦ ἁρθρου 107, ἢ ἀποδοχῇ αὕτη λαμβάνει ἰσχύον κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν θέσεως ἐν ἰσχύϊ τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ, ἢ, ἐάν ἡ ἀποδοχῇ αὕτη ἔχῃ γνωστοποιηθῇ μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν ταύτην, τρεῖς μῆνας ἀπὸ τῆς λήψεως ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ τῆς γνωστοποιήσεως ταύτης.

2. Πρὸς τὸν σκοπὸν ἐφαρμογῆς τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ, τὰ ἄρθρα 23, 33, 62, 63 καὶ 64 τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτου τῆς Ὁργανώσεως ἐφαρμόζονται εἰς τὰ Κράτη μὴ μέλη τῆς Ὁργανώσεως, τὰ ὁποῖα ἀποδέχονται τὸν Κανονισμὸν τούτου.

3. Τὰ μὴ μέλη τῆς Ὁργανώσεως Κράτη, ἅτινα ἀπεδέχθησαν τὸν παρόντα Κανονισμὸν, δύναται ὁποτεδήποτε νὰ καταγγείλουν τὴν εἰς τούτον συμμετοχὴν των διὰ γνωστοποιήσεως ἀπευδυνωμένης εἰς τὸν Γενικὸν Διευθυντὴν. Ἡ καταγγελία αὕτη λαμβάνει ἰσχύον ἐξ ἡμερῶν μετὰ τὴν λήψιν τῆς εἰρημένης γνωστοποιήσεως. Τὸ Κράτος, ὅπερ προέβη εἰς τὴν καταγγελίαν, ἐφαρμόζει ἐκ νέου, ἀπὸ τῆς στιγμῆς ταύτης, τὰς διατάξεις τῆς προβλεπομένης εἰς τὸ ἄρθρον 105 συμβάσεως ἢ συμφωνίας, εἰς ἣν μετέειχε προηγουμένως.

*Άρθρον 111.

Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς τῆς Ὁργανώσεως γνωστοποιεῖ εἰς πάντα τὰ Μέλη, ὡς καὶ εἰς τὰ μετέχοντα οἰασθήποτε συμβάσεως καὶ συμφωνίας τοῦ ἁρθρου 105 Κράτη, τὴν υἱοθέτησιν τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ ὑπὸ τῆς Παγκοσμίου Συνελεύσεως Ὑγείας. Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς γνωστοποιεῖ ἐπίσης εἰς τὰ Κράτη ταῦτα, ὡς καὶ εἰς πᾶν ἕτερον Κράτος μετέχον τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ, πάντα συμπληρωματικὸν Κανονισμὸν τροποποιῶντα ἢ συμπληροῦντα τούτον, ὡς καὶ τὴν λήψιν πάσης γνωστοποιήσεως, τὴν ὁποῖαν ἤθελε λάβει κατ' ἐφαρμογὴν τῶν ἁρθρων 106, 108, 109 καὶ 110 ἀντιστοιχῶς, ὡς καὶ πᾶσαν ἀπόφασιν ληφθεῖσαν ὑπὸ τῆς Παγκοσμίου Συνελεύσεως Ὑγείας κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ ἁρθρου 107.

*Άρθρον 112.

1. Πᾶν ἀναφερόμενον ζήτημα ἢ πᾶσα διαφορὰ ἐπὶ τῆς ἐρμηνείας ἢ ἐφαρμογῆς τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ ἢ παντὸς συμπληρωματικοῦ Κανονισμοῦ δύναται νὰ υποβληθῇ, ὑπὸ παντὸς ἐνδιαφερομένου Κράτους, εἰς τὸν Γενικὸν Διευθυντὴν ὅστις καταβάλλει προσπάθειαν διευθετήσεως τοῦ ζητήματος ἢ τῆς διαφορᾶς. Μὴ ἐπιτευχθέντος διακανονισμοῦ, ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς, ἰδίᾳ αὐτοῦ πρωτοβουλία ἢ τῇ αἰτήσει παντὸς ἐνδιαφερομένου Κράτους, υποβάλλει τὸ ζήτημα ἢ τὴν διαφορὰν εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν ἢ ἕτερον ἀρμόδιον ὄργανον τῆς Ὁργανώσεως πρὸς ἐξέτασιν.

2. Πᾶν ἐνδιαφερόμενον Κράτος δικαιοῦται νὰ ἀντιπροσωπεύηται ἐνώπιον τῆς Ἐπιτροπῆς ταύτης ἢ τοῦ ἑτέρου τούτου ὄργανου.

3. Πᾶσα διαφορὰ, ἣτις δὲν διεκλονίσθη διὰ τῆς διαδικασίας ταύτης δύναται, διὰ προσφυγῆς, νὰ ἀχθῇ ὑπὸ παντὸς ἐνδιαφερομένου Κράτους, ἐνώπιον τοῦ Διεθνoῦς Δικαστηρίου πρὸς λήψιν ἀποφάσεως.

*Άρθρον 113.

1. Τὸ γαλλικὸν καὶ ἀγγλικὸν κείμενον τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ εἶναι ἐξ ἴσου αὐθεντικά.

2. Τὰ πρωτότυπα κείμενα τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ εἶναι κατατεθειμένα εἰς τὰ ἀρχεῖα τῆς Ὁργανώσεως. Κακυρωμένα ἀντίγραφα αὐτοῦ ἀποστέλλονται ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ εἰς ὅλα τὰ Μέλη καὶ συνεργαζόμενα Μέλη, ὡς καὶ εἰς τὰ μετέχοντα Κράτη μιᾶς τῶν συμβάσεων ἢ τῶν συμφωνιῶν τοῦ

άρθρου 105. Κατά την έναρξιν ισχύος του παρόντος Κανονισμού, κεκυρωμένα αντίγραφα χορηγούνται υπό του Γενικού Διευθυντού εις τόν Γενικόν Γραμματέα τών Ἠνωμένων Ἐθνῶν πρὸς καταχώρησιν, κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ άρθρου 102 τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτου τών Ἠνωμένων Ἐθνῶν.

ΤΙΤΛΟΣ X.

Μεταβατικαὶ διατάξεις.

* Ἄρθρον 114.

1. Παρὰ τὰς ἀντιθέτους διατάξεις τῶν ἐν ἰσχύϊ συμβάσεων ἢ συμφωνιῶν, τὰ πιστοποιητικὰ ἐμβολιασμοῦ, τὰ ὁποῖα εἶναι σύμφωνα πρὸς τοὺς κανόνας καὶ τὰ ὑποδείγματα τῶν παραρτημάτων 2, 3 καὶ 4, θεωροῦνται ὡς ἔχοντα τὴν αὐτὴν ἰσχύϊ πρὸς τὰ προβλεπόμενα εἰς τὰς ἐν ἰσχύϊ συμβάσεις ἢ συμφωνίας λόγῳ πιστοποιητικόν, ἄλλως, θὰ ἔπαυεν ἰσχύϊ.

2. Παρὰ τὴν διάταξιν τῆς παραγράφου 1 τοῦ άρθρου 109, αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος άρθρου τίθενται ἐν ἰσχύϊ τὴν 1 Δεκεμβρίου 1951.

3. Ἡ ἐφαρμογὴ τοῦ παρόντος άρθρου περιορίζεται εἰς τὸ Κράτος, ὅπερ, ἐντὸς προθεσμίας 3 μηνῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς γνωστοποιήσεως, ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ, περὶ υἱοθετήσεως τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ ὑπὸ τῆς Παγκοσμίου Συνελεύσεως Ὑγείας, δηλοῖ ὅτι εἶναι διατεθειμένον νὰ υἱο-

θετήσῃ ἄνευ ἐπιφυλάξεων, τὸσον τὸ παρὸν ἄρθρον ὅσον καὶ τοὺς κανόνας καὶ ὑποδείγματα τῶν παραρτημάτων 2, 3 καὶ 4.

4. Ἐντὸς τῆς προβλεπομένης εἰς τὴν ἀνωτέρω παράγραφον 3 προθεσμίας, πᾶν Κράτος, δύναται νὰ ἐξαιρέσῃ ἐκ τῆς ἐφαρμογῆς τοῦ παρόντος άρθρου, οἰονδήποτε ἐκ τῶν Παραρτημάτων 2, 3 καὶ 4.

* Ἄρθρον 115.

1. Πᾶν πιστοποιητικόν ἐμβολιασμοῦ ἐκδοθὲν πρὸ τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ, κατ' ἐφαρμογὴν τῆς Συμβάσεως τῆς 21 Ἰουνίου 1926, ὡς αὕτη ἐτροποποιήθη ὑπὸ τῆς Συμβάσεως τῆς 15 Δεκεμβρίου 1944, τῆς Συμβάσεως τῆς 12 Ἀπριλίου 1933, ὡς ἐτροποποιήθη αὕτη ὑπὸ τῆς Συμβάσεως τῆς 15 Δεκεμβρίου 1944, ἐξακολουθεῖ νὰ εἶναι ἐγκυρον διὰ τὴν περίοδον ἰσχύος τούτου, ἥτις ἀνεγνωρίσθη αὐτῷ πρότερον. Πρὸς τούτοις, ἡ ἰσχύς τοῦ πιστοποιητικοῦ ἐμβολιασμοῦ κατὰ τοῦ κριτίου πυρετοῦ παρατείνεται κατὰ δύο ἔτη ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἀπὸ τῆς ὁποίας τὸ ἐν λόγῳ πιστοποιητικόν, ἄλλως, θὰ ἔπαυεν ἰσχύϊ.

2. Πᾶν πιστοποιητικόν μωκτονίας ἢ ἀπαλλαγῆς ἐκ τῆς μωκτονίας ἐκδοθὲν πρὸ τῆς ἰσχύος τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ, κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ άρθρου 28 τῆς Συμβάσεως τῆς 21 Ἰουνίου 1926, ἐξακολουθεῖ νὰ εἶναι ἐγκυρον διὰ τὴν περίοδον ἰσχύος, ἥτις ἀνεγνωρίσθη αὐτῷ πρότερον.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 1ον

ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΟΝ ΜΥΟΚΤΟΝΙΑΣ (α)

ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΟΝ ΑΠΑΛΛΑΓΗΣ ΕΚ ΤΗΣ ΜΥΟΚΤΟΝΙΑΣ (α)

Έκδοθὲν συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 52 τοῦ Διεθνοῦς Ὑγειονομικοῦ Κανονισμοῦ
(Τὸ παρὸν δὲν πρέπει νὰ κρατῆται ὑπὸ τῶν Λιμενικῶν Ἀρχῶν)

Ἡμερομηνία Λιμὴν

ΔΙΑ ΤΟΥ ΠΑΡΟΝΤΟΣ βεβαιούται ὅτι ἐξετελέσθη ἐπιθεώρησις καὶ (μυοκτονία)
(ἀπαλλαγὴ ἐκ τῆς μυοκτονίας) (α) εἰς τὸν Λιμένα
καὶ ἡμερομηνίαν ὡς ἀνωτέρω

τοῦ πλοίου προερχομένου ἐκ
(καθαρᾶς χωρητικότητος εἰς περίπτωσιν πλοίου ἀνοικτῆς θαλάσσης)

(χωρητικότητος εἰς περίπτωσιν πλοίου ἐσωτερικῆς ναυσιπλοίας)

Κατὰ τὸν χρόνον τῆς (ἐπιθεωρήσεως)
(μυοκτονίας) (α) αἱ ἀποθήκαι εὑρέθησαν πλήρεις ἐκ τόννων φορτίου

Καταφύγια Μυῶν

ΜΥΟΚΤΟΝΙΑ

Διαμερίσματα (β)	Ἴχνη μυῶν (γ) Εὑρεθέντα	Κατα- στραφέντα (δ)	Χῶρος εἰς (κυβ. μέτρα)	Διὰ καπνισμοῦ Χρησιμοποιηθέντα ἀέρια : Διάρκεια : (εἰς ὥρας)		Διὰ μυοπαγ. ἢ δηλητηριάσεως	
				Χρησιμο- ποιηθεῖ- σαι ποσό- τητες (ε)	Ἄνευρε- θέντα πτώματα μυῶν	Παγίδες ἢ χρησιμο- ποιηθέντα φυράματα	Ἀριθμὸς συλλη- φθέντων ἢ φονευ- θέντων μυῶν
Κύπη	1						
.....	2						
.....	3						
.....	4						
.....	5						
.....	6						
.....	7						
Μεσοκατάστρωμα							
Γαιανθρακαποθήκη							
Μηχανοστάσιον καὶ σῦραξ ἀτράκτου							
Πρωραία δεξαμενὴ ζυγοστάθ. καὶ ἀποθ. ὑλικοῦ							
Πρυμναία δεξαμ. ζυγοστα- θμίσεως καὶ ἀποθ. ὑλικοῦ ...							
Σωστικοὶ λέμβοι							
Δωμάτιον χαρτῶν							
καὶ δωμάτιον ἀσυρμάτου							
Μαγειρεῖα							
Διανομεῖον τροφίμων							
Ἀποθήκη τροφίμων							
Διαμ/τα πληρώματος							
Διαμ/τα ἀξιωματικῶν							
Κοιτῶνες ἐπιβατῶν							
Χῶροι μεταναστῶν							

ΣΥΝΟΛΟΝ

- (α) Διαγράψατε περιττὰς ἐνδείξεις.
(β) Ἐὰν δὲν ὑφίστανται τινὰ ἐκ τῶν ἀριθμουμένων διαμερισμάτων, δεόν τοῦτο νὰ ἀναφέρηται ρητῶς.
(γ) Ἴχνη παλαιὰ ἢ πρόσφατα ἐκκριμάτων, διαβάσεως ἢ διαβρώσεως.
(δ) Οὐδέν, ὀλίγα, ἀρκετὰ ἢ πολλά.
(ε) Δέον ν' ἀναγραφῆ ἢ ποσότης τοῦ χρησιμοποιηθέντος θείου ἢ κυανιοῦχου ἢ ἀναλογία κυανυδρικοῦ ὀξέος.
(στ) Διευκρινίσατε ἐὰν πρόκειται περὶ μετρικῶν ἢ ἄλλων τόννων.

ΠΑΡΑΤΗΡΗΣΕΙΣ : Ἐν περιπτώσει ἀπαλλαγῆς δεόν ν' ἀναγραφοῦν ἐνταῦθα τὰ ληφθέντα μέτρα πρὸς διατήρησιν τοῦ πλοίου ἐν τοιαύτῃ καταστάσει. ὥστε οἱ μῦς νὰ περιορισθοῦν εἰς τὸ ἐλάχιστον.
Σφραγίς, ὄνομα, ἰδ. ὅτης καὶ ὑπογραφή τοῦ ἐκτελέσαντος τὴν Ἐπιθεώρησιν.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 2ον (α)

ΔΙΕΘΝΕΣ ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΟΝ ΕΜΒΟΛΙΑΣΜΟΥ ἢ ΕΠΑΝΕΜΒΟΛΙΑΣΜΟΥ ΚΑΤΑ ΤΗΣ ΧΟΛΕΡΑΣ

Διὰ τοῦ παρόντος πιστοποιεῖται ὅτι ὁ
γεννηθεὶς τὴν γένους τοῦ ὁποίου ἡ ὑπογραφή ἔχει οὕτω.
..... ἐνεβολιάσθη ἢ ἐπανεμβολιάσθη κατὰ τῆς χολέρας κατὰ τὴν ἀναφερομένην εἰς τὸ
παρὸν πιστοποιητικὸν ἡμερομηνίαν.

Ἡμερομηνία	Ὑπογραφή καὶ ἐπαγγελματικὴ ιδιότης τοῦ ἐμβολιάσαντος	Σφραγὶς ἐγκυρότητος
1	1	2
2	3	4
3		
4		

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος πιστοποιητικοῦ καλύπτει περίοδον ἕξι μηνῶν ἀρχομένην ἑξ ἡμέρας ἀπὸ τῆς πρώτης ἐνέσεως τοῦ ἐμβολίου ἢ εἰς περίπτωσιν ἐπανεμβολιασμοῦ γενομένου ἐντὸς τῶν ἑξ ἡμερῶν τῆς ἡμέρας τοῦ ἐπανεμβολιασμοῦ.

Ἡ σφραγὶς ἐγκυρότητος δεόν νὰ εἶναι σύμφωνος πρὸς τὸ ὑπόδειγμα τὸ καθορισθὲν ὑπὸ τῆς ὑγειονομικῆς ὑπηρεσίας τῆς Χώρας ἐνθα ὁ ἐμβολιασμὸς ἐγένετο.

Πᾶσα διόρθωσις ἢ διαγραφή ἐπὶ τοῦ πιστοποιητικοῦ ἢ παράλειψις οἰασδήποτε τῶν πληροφορικῶν ἀς περιέχει, δύναται νὰ καταστήσῃ τοῦτο ἄκυρον.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 3ον (α)

ΔΙΕΘΝΕΣ ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΟΝ ΕΜΒΟΛΙΑΣΜΟΥ ἢ ΕΠΑΝΕΜΒΟΛΙΑΣΜΟΥ ΚΑΤΑ ΤΟΥ ΚΙΤΡΙΝΟΥ ΠΥΡΕΤΟΥ

Διὰ τοῦ παρόντος πιστοποιεῖται ὅτι ὁ
 γεννηθεὶς τὴν γένους τοῦ ὁποῖου ἡ ὑπογραφή ἔχει οὕτω
 ἐνεβολιάσθη ἢ ἐπανεμβολιάσθη κατὰ τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ κατὰ τὴν ἀναφερομένην
 εἰς τὸ παρὸν πιστοποιητικὸν ἡμερομηνίαν.

Ἡμερομηνία	Ὑπογραφή καὶ ἐπαγγελματικὴ ἰδιότης τοῦ ἐμβολιασθέντος	Προέλευσις τοῦ χρησιμοποιοῦμένου ἐμβολίου καὶ ἀριθμὸς παρτίδος	Σφραγὶς ἐγκυρότητος τοῦ Κέντρου ἐμβολιασμοῦ
1		1	2
2			
3		3	4
4			

Τὸ πιστοποιητικὸν τοῦτο ἰσχύει μόνον ἐὰν τὸ χρησιμοποιηθὲν ἐμβόλιον ἐνεκρίθη ὑπὸ τῆς Παγκοσμίου Ὁργανώσεως Ὑγείας καὶ ἐὰν τὸ Κέντρον ἐμβολιασμοῦ ἐξουσιοδοτήθῃ ὑπὸ τῆς Ὑγειονομικῆς Ὑπηρεσίας τῆς Χώρας ἐνθα εὐρίσκεται τὸ Κέντρον τοῦτο.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ πιστοποιητικοῦ τούτου καλύπτει περίοδον δέκα ἐτῶν ἀρχομένην δέκα ἡμέρας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν τοῦ ἐμβολιασμοῦ ἢ εἰς περίπτωσιν ἐπανεμβολιασμοῦ γενομένου κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν δέκα τούτων ἐτῶν, τὴν ἡμέραν τοῦ ἐπανεμβολιασμοῦ.

Πᾶσα διόρθωσις ἢ διαγραφή ἐπὶ τοῦ πιστοποιητικοῦ ἢ παράλειψις οἰασδῆποτε τῶν πληροφοριῶν ἃς περιέχει, δύναται νὰ καταστήσῃ τοῦτο ἄκυρον.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 4ον (α)

ΔΙΕΘΝΕΣ ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΟΝ ΔΑΜΑΛΙΣΜΟΥ ἢ ΑΝΑΔΑΜΑΛΙΣΜΟΥ

Διὰ τοῦ παρόντος πιστοποιεῖται ὅτι ὁ
γεννηθεὶς τῆ γένους τοῦ ὁποίου ἡ ὑπογραφή ἔχει
οὕτω ἐδαμάλισθη ἢ ἀνεδαμάλισθη κατὰ τὴν ἀναφερομένην εἰς τὸ παρὸν πιστοποιητικὸν
ἡμερομηνίαν δι' ἐμβολίου ξηροῦ (Lyophilisé) ἢ ὑγροῦ τυποποιηθέντος συμφώνως πρὸς τὰ σταθερότυπα ὑπὸ τῆς Παγκο-
σμίου Ὁργανώσεως Ὑγείας.

Ἡμερομηνία	Σημειώσατε διὰ «X» ἐὰν πρόκειται περὶ :	Ὑπογραφή καὶ ἐπι- γευματικὴ ιδιότης τοῦ ἐμβολιάσαντος	Προέλευσις ἐμβο- λίου καὶ ἀριθμὸς παρτίδος	Σφραγὶς ἐγκυρότητος
1α	Πρώτου δαμάλισμοῦ			1α 1β
1β	Ἐπιτυχοῦς Ἀνεπιτυχοῦς			
2	Ἀναδαμάλισμοῦ			2 3
3	Ἀναδαμάλισμοῦ			

Ἡ ἰσχὺς τοῦ πιστοποιητικοῦ τούτου καλύπτει περίοδον τριῶν ἐτῶν, ἀρχομένην ὀκτὼ ἡμέρας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν τοῦ
πρώτου ἐπιτυχοῦς δαμάλισμοῦ ἢ εἰς περίπτωσιν ἀναδαμάλισμοῦ, τὴν ἡμέραν τοῦ ἀναδαμάλισμοῦ τούτου.

Ἡ σφραγὶς ἐγκυρότητος δεόν νὰ εἶναι συμφώνως πρὸς τὸ ὑπόδειγμα ὅπερ καθωρίσθη ὑπὸ τῆς ὑγειονομικῆς ὑπηρεσίας
τοῦ ἐδάφους ἐνθα ὁ δαμάλισμός ἐξετελέσθη.

Πᾶσα διόρθωσις ἢ διαγραφή ἐπὶ τοῦ πιστοποιητικοῦ ἢ παράλειψις οἰσδὴποτε τῶν πληροφοριῶν ἃς περιέχει, δύνανται
νὰ καταστήσῃ τοῦτο ἄκυρον.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 5ον (α)

ΝΑΥΤΙΛΙΑΚΗ ΔΗΛΩΣΙΣ ΥΓΕΙΑΣ

(Υποβάλλεται παρά τῶν πλοιάρχων τῶν προσερχομένων ἐκ λιμένων κειμένων ἐκτὸς τῆς Ἐπικρατείας πλοίων)

Λιμὴν Ἡμερομηνία

Ὄνομα πλοίου προσερχομένου ἐκ κατευθυνομένου εἰς

..... Ἐθνικότης Ὄνομα πλοιάρχου

..... Καθαρὰ χωρητικότης

Μυοκτονία ἢ ἀπχλαγὴ (πιστοποιητικὸν ἡμερομηνία

ἐκ τῆς μυοκτονίας (ἐκδοθὲν εἰς

Ἄριθμὸς { (Κοιτῶνος Ἄριθμὸς μελῶν πληρώματος

ἐπιβατῶν { (Καταστρώματος

Πίναξ προσεγγίσεων ἀπὸ τῆς ἀρχῆς τοῦ ταξιδίου μετὰ τῶν ἡμερομηνιῶν ἀναχωρήσεως.

ΕΡΩΤΗΜΑΤΟΛΟΓΙΟΝ ΥΓΕΙΑΣ

Ἀπαντήσατε διὰ ΝΑΙ ἢ ΟΝΙ

1. Παρατηρήθη ἐπὶ τοῦ πλοίου κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ ταξιδίου κροῦσμα ἢ ὑποπτον τοιοῦτον πανώλους, χολέρας, κίτρινον πυρετοῦ, εὐλογίας, ἐξανθηματικοῦ τύφου ἢ ὑποστρόφου πυρετοῦ;
- Δώσατε πληροφορίας ἐν τῷ συνημμένῳ πίνακι.
2. Παρουσιάσθη πανώλης (ἢ ὑποπτον κροῦσμα πανώλους) μετὰ τῶν μυῶν ἐπὶ τοῦ πλοίου, κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ ταξιδίου ἢ ἐσημειώθη ἀσυνήθης θνησιμότης μετὰ τῶν αὐτῶν;
3. Ἀπέθανεν ἄτομόν τι ἐπὶ τοῦ πλοίου κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ ταξιδίου ἐξ ἄλλης αἰτίας πλὴν δυστυχήματος; Δώσατε πληροφορίας ἐν τῷ συνημμένῳ πίνακι.
4. Ὑπάρχει ἐπὶ τοῦ πλοίου ἢ ἐσημειώθη, κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ ταξιδίου κροῦσμα νόσου τὴν ὁποίαν ὑποπτεύεσθε ὅτι εἶναι φύσεως μολυσματικῆς; Δώσατε πληροφορίας ἐν τῷ συνημμένῳ πίνακι.
5. Ὑπάρχουν νῦν ἀσθενεῖς ἐπὶ τοῦ πλοίου; Δώσατε πληροφορίας ἐν τῷ συνημμένῳ πίνακι.

Σ η μ ε ί ω σ ι ς : Ἐν ἀπουσίᾳ ἱατροῦ ὁ πλοίαρχος δέον νὰ θεωρῇ τὰ κάτωθι συμπτώματα ὡς λόγον υποψίας ὑπάρξεως μολυσματικῆς νόσου :

Πυρετὸς συνοδευόμενος ὑπὸ κοπώσεως ἢ ἐπιμένων ἐπὶ πολλὰς ἡμέρας ἢ συνοδευόμενος ὑπὸ ἀδενικοῦ διογκώματος. Ὁξεῖκι δερματικαὶ κηλίδες ἢ ἐξανθημάτιον μετὰ ἢ ἄνευ πυρετοῦ· ὀξεῖα διάρροια με συμπτώματα χαρακτηριστικῆς ἀδυναμίας ἢ κτερος συνοδευόμενος ὑπὸ πυρετοῦ.

6. Γνωρίζετε οἰανδήποτε ἄλλην περίπτωσιν ἐπὶ τοῦ πλοίου, δυναμένην νὰ εὐνοήσῃ ἀνάπτυξιν μολύνσεως ἢ τὴν ἐξάπλωσιν μολυσματικῆς νόσου;

Διὰ τῆς παρουσίας μου, δ ἡ λ ῶ ὅτι αἱ πληροφορίαι καὶ ἀπαντήσεις εἰς τὰ ἐρωτήματα τὰ διδόμενα εἰς τὴν παρούσαν ναυτιλιακὴν δῆλωσιν ὑγείας (συμπεριλαμβανομένου τοῦ πίνακος) εἶναι ἀληθεῖς καὶ ὄρθαι καθ' ὅσον γνωρίζω καὶ πιστεύω.

Ἰπογραφή Προσυπογραφή

Ἡμερομηνία Πλοίαρχος

Ἰατρὸς πλοίου

ΣΥΝΗΜΜΕΝΟΣ ΕΙΣ ΤΗΝ ΝΑΥΤΙΛΙΑΚΗΝ ΔΗΛΩΣΙΝ ΠΙΝΑΞ

ΛΕΠΤΟΜΕΡΕΙΑΙ ΕΠΙ ΕΚΑΣΤΟΥ ΚΡΟΥΣΜΑΤΟΣ ΝΟΣΟΥ Ή ΘΑΝΑΤΟΥ ΣΥΜΒΑΝΤΟΣ ΕΠΙ ΤΟΥ ΠΛΟΙΟΥ

Όνομα	Θέσις ή ύπη- ρεσία επί του πλοίου	Ηλικία	Γένος	Εθνικότης	Λιμὴν ἐπιβιβά- σεως	Φύσις νόσου	Ἡμερομηνία ἐκδηλώσεως νόσου	Αποτελέσματα νόσου *	Δοθεῖσα χρεῖα **	συνέ-
-------	---	--------	-------	-----------	---------------------------	----------------	-----------------------------------	-------------------------	---------------------	-------

* Ἐάν παρῆλθον περισσότεραι τῶν 6 ἐβδομάδων ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως τοῦ ταξιδίου, ἀρκεῖ νὰ δοθοῦν διὰ τὰς τελευταίας τέσσαρας ἐβδομάδας.

* Ἀναφέρατε ἐάν ὁ ἀσθενὴς ἀνέρρωσε, ἐάν εἶναι ἀκόμη ἀσθενὴς ἢ ἐάν ἀπέθανε.

** Ἀναφέρατε ἐάν ὁ ἀσθενὴς εὑρίσκεται ἀκόμη ἐπὶ τοῦ πλοίου, ἐάν ἀπεβιβάσθη (ἀναφέρατε ὄνομα λιμένος) ἢ ἐάν τὸ σῶμα ἐρρίφθη εἰς τὴν θάλασσαν.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 6ον (α)

ΜΕΡΟΣ ΣΧΕΤΙΚΟΝ ΜΕ ΤΑ ΥΓΕΙΟΝΟΜΙΚΑ ΣΤΟΙΧΕΙΑ ΤΗΣ ΓΕΝΙΚΗΣ ΔΗΛΩΣΕΩΣ ΑΕΡΟΠΛΟΙΟΥ

Δήλωσις υγείας :

Κρούσματα νόσου (έξαιρέσει τῶν ἐκ τῆς πτώσεως ἢ ἀτυχημάτων ἀσθενειῶν) διαπιστωθέντα, ἐπὶ τοῦ ἀεροπλοίου ἢ ἀποβιβασθέντα κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ ταξιδίου.

Οἰαισδήποτε συνθῆκαι ὑφιστάμεναι ἐπὶ τοῦ ἀεροπλοίου καὶ δυνάμεναι νὰ προκαλέσουν τὴν μετάδοσιν τῆς νόσου
.....

Συνθῆκαι λεπτομερεῖς ἐπὶ ἐκάστης ἐντομοκτονίας ἢ ἐτέρας ὑγειονομικῆς ἐνεργείας (τόπος, ἡμερομηνία, ὥρα, μέθοδος) γενομένης κατὰ τὴν πτήσιν. Ἐὰν δὲν ἐγένετο ἐντομοκτονία κατὰ τὴν πτήσιν, δώσατε λεπτομερείας ἐπὶ τῆς τελευταίας ἐντομοκτονίας.

Ὑπογραφή, ἐὰν ἀπαιτῆται
.....

Μέλος τοῦ πληρώματος.

	I	II	III	IV	V	VI	VII	
Λιχτενστάιν	—	—	—	—	—	—	—	Liechtenstein
Λουξεμβούργον								Luxembourg
Μακάο								Macao
Μαδαγασκάρη								Madagascar
Μαλαισία :								Malaisie :
Μαλαία		I						Malaya
Σαμπά								Sabah
Σαράουακ								Sarawak
Μαλάουι								Malawi
Μαλδίβαι Νήσοι								Maldives, Iles
Μάλι								Mali
Μάλτα	—	—	—	—	—	—	—	Malte
Νήσοι Μάν								Man, Ile de
Μαρόκον								Maroc
Μασκάτ και Όμάν	—	—	—	—	—	—	—	Mascate et Oman
Νήσοι Μαυρικίου								Maurice, Ile
Μαυριτανία								Mauritanie
Μεξικό								Mexique
Μοναχόν								Monaco
Μογγολία								Mongolie
Μονσερρά								Montserrat
Μοζαμβίκη		—						Mozambique
Νήσοι Ναουρού								Nauru, Ile
Νεπάλ								Népal
Νικαράγουα								Nicaragua
Νίγηρ								Niger
Νιγηρία		I						Nigéria
Νορβηγία								Norvège
Νέα Καληδονία								Nouvelle-Calédonie
Νέαι Έβρίδαι								Nouvelles-Hébrides
Νέα Ζηλανδία								Nouvelle Zélande
Όμάν (υπό καθεστώς συν- θήκης)								Oman sous régime de traité
Ουγκάντα								Ouganda
Πακιστάν	E	—						Pakistan
Παναμάς				E				Panama
Παναμάς, Ζώνη Διωγος								Panama-Zone du Canal
Παπούα και Νέας Γουίνεας								Papua et Nouvelle-Guinée
Αυστραλιανόν έδαφος	—	—	—	—	—	—	—	Territoire Australien de
Παραγουάη								Paraguay
Κάτω Χώραι								Pays-Bas
Περού								Perou
Φιλιππίναι	E							Philippines
Νήσοι Πίτκαιρν	E							Pitcairn, Iles
Πολωνία								Pologne
Γαλλική Πολυνησία				E				Polunesie française
Πόρτο Ρίκο								Porto Rico
Πορτογαλία :								Portugal :
ήπειρωτικόν έδαφος και αερολιμήν Σάντα Μαρίας (Αζόραι)								Territoire Continental et Aéroport de Santa Maria (Açores)
Μαδέρα και Αζόραι εκτός αερολιμένος τής Σάντα Μαρίας		—						Madère et Açores sauf L'Aéroport de Santa Maria
Κατάρ								Qatar
Ένωμ. Αραβ. Δημ/τία								Rep/que Arabe Unie
Κεντροαφρικανική Δημοκρατία								Republique Centrafricaine
Δημοκρατία Κορέας								Rep/que de Corée
Δομινικανή Δημοκρατία								République Dominicaine ..
Δημοκρατία Βιέτ-Νάμ								République du Viet - Nam ..
Όμοσπονδ. Δημοκρατία Γερμανίας			2	2	2	2	2	République Fédérale d'Alemagne
Ένωμ. Δημοκρατία Τανζανίας								République — Unie de Tanzanie
Νότιος Ροδεσία								Rhodésie du Sud
Ρουμανία								Roumanie
Ένωμ. Βασίλειον								Royaume — Uni de

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΙΙ.

ΕΠΙΦΥΛΑΞΕΙΣ ΕΙΣ ΤΟΝ ΔΙΕΘΝΗ ΥΓΕΙΟΝΟΜΙΚΟΝ
ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΝΝΟΤΙΟΣ ΚΑΙ ΝΟΤΙΟΔΥΤΙΚΗ ΑΦΡΙΚΗ
AFRIQUE DU SUD ET SUD-OUEST AFRICAINE

*Άρθρον 1.

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Νοτίου Ἀφρικῆς ἐπιφυλάσσει αὐτῇ τὸ δικαίωμα, συμφώνως πρὸς τὰ μετὰ τὰ ληφθέντα ὅσον ἀφορᾷ τὰ ἀφικνούμενα ἐπὶ τοῦ ἐδάφους αὐτῆς ἄτομα, ὅπως θεωρῆ ὡς παραμεινόντα μεμολυσμένα ἐκ κιτρίνου πυρετοῦ τὰ ἐδάφη τὰ ὁποῖα περιλαμβάνονται παλαιότερον εἰς τὴν ζώνην ἐνδημικότητος τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ ὡς αὕτη καθωρίσθη προσωρινῶς ὑπὸ τῆς Ὁργανώσεως.

*Άρθρα 40, 42, 76 καὶ 77.

Ἀερόπλοιοι προσερχόμενοι ἐξ οἰουδήποτε ἀερολιμένος κειμένου ἐντὸς τῆς μεμολυσμένης ὑπὸ κιτρίνου πυρετοῦ ζώνης καὶ προσγειούμενοι ἐπὶ τῶν ἐδαφῶν τῆς Νοτίου Ἀφρικῆς δύναται νὰ ἀπολυμαίνηται.

*Άρθρον 43.

Αἱ διατάξεις τοῦ άρθρου 74 δύναται νὰ ἐφαρμόζονται ἐπὶ τῶν ἐπιβατῶν καὶ τοῦ πληρώματος ἀεροπλοίου προσγειούμενου ἐπὶ τῶν ἐδαφῶν τῆς Νοτίου Ἀφρικῆς μετὰ τὴν ἐν διαμετακομίσει διέλευσιν αὐτοῦ ἐξ οἰουδήποτε ἀερολιμένος κειμένου εἰς μεμολυσμένην ὑπὸ κιτρίνου πυρετοῦ ζώνην, καὶ μὴ διαδέτοντος ἄμεσον ζώνην διαμετακομίσεως.

Ἐπὶ πλεόν, ἡ Κυβέρνησις τῆς Νοτίου Ἀφρικῆς ἐπιφυλάσσει αὐτῇ τὸ δικαίωμα ὅπως ἐφαρμόζῃ τὰς διατάξεις τοῦ άρθρου 74 ἐπὶ τῶν ἐπιβατῶν καὶ τοῦ πληρώματος ἀεροπλοίου τὸ ὁποῖον προσγειοῦται ἐπὶ τῶν ἐδαφῶν αὐτῆς, καὶ ἐὰν ἀκόμη οὔτοι διήλθον ἐν διαμετακομίσει ἐξ ἀερολιμένος κειμένου ἐντὸς μεμολυσμένης ὑπὸ κιτρίνου πυρετοῦ ζώνης τῆς Ἀφρικῆς, καὶ διαδέτοντος ζώνην ἀπ' εὐθείας διαμετακομίσεως καὶ τοῦτο ἕως ὅτου διαπιστωθῇ, συμφώνως πρὸς ἐφαρμοσθεῖσάν τὴν ὑπὸ τῆς Ὁργανώσεως δικαιοσύνην, ὅτι ἡ ἐν λόγῳ ζώνη ἀπ' εὐθείας διαμετακομίσεως ἀνταποκρίνεται εἰς τὰς διατάξεις τοῦ άρθρου 20, λαμβανόμενου ὑπ' ὄψιν τοῦ ὅρισμου τῆς ζώνης ἀπ' εὐθείας διαμετακομίσεως.

ΣΑΟΥΔΙΚΗ ΑΡΑΒΙΑ (α)

ARABIE SAOUDITE

*Άρθρον 69, παράγραφος 2.

Τὰ ἐκτελοῦντα διεθνῆς ταξίδιον ἄτομα καὶ ἀφικνούμενα, κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἐπιβάσεως τῆς νόσου, ἐκ μεμολυσμένης περιοχῆς, δύναται νὰ ὑποχρεοῦνται εἰς ἐξέτασιν κοπράνων, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι:

α) Ἡ ἐπιφύλαξις δὲν θὰ ἀποτελῇ παράβασιν τῶν διατάξεων τῶν άρθρων 34 καὶ 61 ἢ παντὸς ἐτέρου άρθρου τοῦ Κανονισμοῦ.

β) Ἡ περίοδος κατὰ τὴν ὁποῖαν ἄτομον δύναται νὰ ὑποχρεωθῇ εἰς ἐξέτασιν κοπράνων δὲν ὑπερβαίνει τὰς πέντε ἡμέρας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας κατὰ τὴν ὁποῖαν τὸ ἄτομον τοῦτο θὰ ἔχη ἐγκαταλείψει τὴν μεμολυσμένην περιφέρειαν.

γ) Τὸ μέτρον ἐφαρμόζεται μετὰ συνέσεως καὶ μόνον εἰς περιπτώσεις ἀπολύτου ἀνάγκης.

δ) Ὅτι ἡ ἐπιφύλαξις θὰ ἐφαρμόζηται μόνον ἐπὶ τοῦ άρθρου 69, παράγραφος 2 - ἐξέτασις κοπράνων - καὶ ὅτι ἡ ἐκ τῶν ἀπευθυμένου λήψις δὲν θὰ πραγματοποιηθῇ ἐν οὐδεμίᾳ περιπτώσει.

(α) Εἰς τὸ παράρτημα ΙΙ ἀναγράφονται τὰ ἄρθρα τοῦ Διεθνούς Ὑγειονομικοῦ Κανονισμοῦ τοῦ 1951 διὰ τῶν ὁποίων ἡ Σαουδικὴ Ἀραβία δεσμεύεται ἐκ τοῦ γεγονότος ὅτι αὕτη ἀπέρριψε τὸν Συμπληρωματικὸν Κανονισμὸν τοῦ 1955.

ΜΠΡΟΥΝΕΙ

BRUNEI

*Άρθρον 17, παράγραφος 2.

Ἡ ὑγειονομικὴ διοίκησις τοῦ Μπρούναι ἐπιφυλάσσει αὐτῇ τὸ δικαίωμα ὅπως μὴ ὀρίξη λιμένα ἀνεγνωρισμένον βάσει τῆς παραγράφου 1 τοῦ άρθρου 17 διὰ τὴν χορήγησιν πιστοποιητικῶν ἀπαλλαγῆς ἐκ τῆς μυκτονίας, ὡς διαθέτοντα τὸν ἀπαιτούμενον ἐξοπλισμὸν καὶ τὸ ἀναγκαῖον διὰ τὴν μυκτονίαν τῶν πλοίων προσωπικὸν καὶ ἔχοντα, ὡς ἐκ τούτου, ἀρμοδιότητα νὰ χορηγῇ τὰ προβλεπόμενα εἰς τὸ ἄρθρον 52 πιστοποιητικὰ μυκτονίας.

Ἡ Συνέλευσις ἐπιφυλάσσει αὐτῇ τὸ δικαίωμα ὅπως ἐκνεξετάξῃ ὅποτεδήποτε, τὴν ὑπ' αὐτῆς ἀποδοχὴν τῆς ἐν λόγῳ ἐπιφυλάξεως, ἀναλόγως τῆς ἀναπτύξεως τῶν διεθνῶν ἐν τῷ ἐδάφει τούτῳ ἐπικοινωνιῶν, χωρὶς νὰ θίγεται τὸ δικαίωμα τοῦ Κράτους, τὸ ὁποῖον προέβη εἰς ἐπιφύλαξιν, ὅπως ἀποσύρη ταύτην ὅποτεδήποτε, ἐξαίρεσει τῆς περιπτώσεως καταλλήλου τροποποιήσεως ἐπινευθείσης ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως ἐπὶ τῶν άρθρων εἰς τὰ ὁποῖα ἀναφέρεται ἡ ἐπιφύλαξις αὕτη.

ΚΕΥΛΑΝΗ
CEYLAN

*Άρθρον 1.

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Κεϋλάνης ἐπιφυλάσσει αὐτῇ τὸ δικαίωμα ὅπως θεωρῆ ὡς μεμολυσμένον ὑπὸ κιτρίνου πυρετοῦ ὁλόκληρον τὸ ἐδάφος χώρας τινὸς ὁσάκις ἐκδηλοῦται ἐν τῇ χώρᾳ ταύτῃ κρούσμα κιτρίνου πυρετοῦ, ὑπὸ τὰς συνθήκας τὰς προβλεπόμενας εἰς τὰ ἐδάφια α) ἢ γ) τοῦ ἀναγραφόμενου εἰς τὸν Συμπληρωματικὸν Κανονισμὸν (α) ὁρισμοῦ τῆς «μεμολυσμένης περιφέρειας».

*Άρθρον 60 (παράγραφος 2δ).

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Κεϋλάνης ἐπιφυλάσσει αὐτῇ τὸ δικαίωμα ὅπως ἐξακολουθῇ νὰ θεωρῆ ζώνην τινα ὡς μεμολυσμένην ὑπὸ κιτρίνου πυρετοῦ ἐφ' ὅσον δὲν θὰ ἔχη σαφῶς διαπιστωθῇ ὅτι ἡ ἐκ τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ μόλυνσις ἐξηλείφθη πλήρως ἐκ τῆς ζώνης ταύτης.

*Άρθρον 37.

Δύναται νὰ διατηρηθοῦν αἱ συμφωνίαι, αἱ ὁποῖαι ὑφίστανται σήμερον διὰ τὴν ἐφαρμογὴν ὀρισμένων ὑγειονομικῶν μέτρων καταλλήλων διὰ τὴν προστασίαν τοῦ ἐδάφους τῆς Κυβερνήσεως τῆς Κεϋλάνης ἐκ τῆς χολέρας καὶ τῆς εὐλογίας, εἰς ὅτι ἀφορᾷ τὰς μετακινήσεις, αἱ ὁποῖαι δὲν εἶναι οὔτε μεταναστευτικαὶ οὔτε ἐποχικαί, μετὰ τὸ ἐδάφος τούτου καὶ τοῦ ἐδάφους τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἰνδίας.

*Άρθρον 42.

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Κεϋλάνης ἐπιφυλάσσει αὐτῇ τὸ δικαίωμα ὅπως προβαίη εἰς ἐντομοκτονίαν κατὰ τὴν ἀφίξιν ἀεροπλοίου τὸ ὁποῖον, κατὰ τὴν ὑπερᾶνω μεμολυσμένου ἐδάφους διέλευσίν του, προσεγειώθη εἰς ἀερολιμένα διαθέτοντα μὲν ὑγειονομικὴν ὑπηρεσίαν ἀλλὰ μὴ ἀποτελοῦντα ἐφ' αὐτοῦ μεμολυσμένην περιφέρειαν, ἐὰν εἰς τὸ ἐν λόγῳ ἀερόπλοιο ἐπεβιβάσθῃ ἄτομον μὴ προστατευόμενον καὶ προσερχόμενον ἐκ γειτονιάσεως μεμολυσμένης περιφέρειας καὶ ἐὰν τὸ ἀερόπλοιο τοῦτο ἀφίχθῃ ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς Κεϋλάνης εἰς χρονικὴν περίοδον κατὰ τὴν ὁποῖαν τὸ ἄτομον τοῦτο ἠδύνατο νὰ μεταδώσῃ τὸν κιτρίνον πυρετόν.

*Άρθρον 43.

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Κεϋλάνης ἐπιφυλάσσει αὐτῇ τὸ δικαίωμα ὅπως συμπεριλάβῃ τὸ «ZAGARA» καὶ τὸ «MUS-ἐπιβατῶν καὶ τοῦ πληρώματος ἀεροπλοίου τὸ ὁποῖον προσγειοῦται ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς Κεϋλάνης μετὰ τὴν ἐν διαμετακομίσει διέλευσιν αὐτοῦ ἐκ τινος ἀερολιμένος, κειμένου ἐντὸς

(α) Συμπληρωματικὸς Κανονισμὸς τῆς 26ης Μαΐου 1955.

μεμολυσμένης υπό κιτρίνου πυρετού περιφέρειας και μη δια-
θέτοντος ζώνη» απ' εύθείας διαμετακομίσεως.

*Άρθρον 68.

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Κεϋλάνης ἐπιφυλάσσει αὐτῇ τὸ δι-
καιώμα ὅπως συμπεριλάβῃ τὸ «JAGARA» καὶ τὸ «MUS-
CAT» εἰς τὰ ἀπαριθμούμενα εἰς τὸ ἄρθρον 68 τρόφιμα, ἤτοι:
τοὺς ἰχθεῖς, τὰ ὀστρακόδερμα, τὰ κογγύλια, τὰ φρούτα καὶ
τὰ λαχανικά.

*Άρθρον 74.

Αἱ λέξεις «ἕξ ἡμέραι» δέον νὰ ἀντικατασταθοῦν ὑπὸ τῶν
λέξεων «έννέα ἡμέραι».

*Άρθρον 76.

Εἰς τὴν παράγραφον I τοῦ ἄρθρου τούτου, αἱ λέξεις «ἕξ
ἡμέραι» δέον νὰ ἀντικατασταθοῦν ὑπὸ τῶν λέξεων «έννέα
ἡμέραι».

*Άρθρον 104.

Δύναται νὰ διατηροῦνται αἱ ὑφιστάμεναι σήμερον συμφω-
νίαι διὰ τὴν ἐφαρμογὴν ὠρισμένων ὑγειονομικῶν μέτρων κα-
ταλλήλων διὰ τὴν προστασίαν τοῦ ἐδάφους τῆς Κυβερνήσεως
τῆς Κεϋλάνης ἐκ τῆς χολέρας καὶ εὐλογίας, εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ
τὴν μεταξὺ τοῦ ἐδάφους τούτου καὶ τοῦ ἐδάφους τῆς Κυβερνή-
σεως τῶν Ἰνδιῶν ἐπικοινωνίαν, ἣτις δὲν παρουσιάζει μετανα-
στευτικὸν ἢ ἐποχικὸν χαρακτῆρα.

ΔΟΜΙΝΙΚΗ DOMINIQUE

*Άρθρα 15, 38 καὶ 44, παράγραφος 2.

Ἐν ἀναμονῇ περατώσεως τοῦ νέου νοσοκομείου τοῦ ὁποίου
ἡ κατασκευὴ πρόκειται νὰ ἀρχίσῃ, ἡ ὑγειονομικὴ ἀρχὴ τῆς
Δομινίκης ἐπιφυλάσσει αὐτῇ τὸ δικαίωμα ὅπως μὴ προβλέψῃ
τὰ μέσα τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὰ ἄρθρα 15, 38 ὡς καὶ εἰς
τὴν παράγραφον 2 τοῦ ἄρθρου 44 διὰ τὴν ἀπομόνωσιν καὶ ἄ-
μεσον θεραπείαν τῶν προσβεβλημένων ἀτόμων.

ΗΝΩΜΕΝΑΙ ΠΟΛΙΤΕΙΑΙ ΑΜΕΡΙΚΗΣ ETATS—UNIS D' AMERIQUE

καὶ Γκουάμ, νῆσοι τοῦ Εἰρηνικοῦ (ἔδαφος τελούν ὑπὸ τὴν
προστασίαν τῶν Ἠνωμένων Πολιτειῶν), Παρθένοι Νῆσοι
τῶν Ἠνωμένων Πολιτειῶν, Παναμάς (ζώνη τῆς διώρυγος),
Πόρτο Ρίκο καὶ Ἀμερικανικὴ Σαμόα.

*Άρθρον 103.

Μὴ ὑπαρχούσης εἰδικῆς συμφωνίας μεταξὺ τῶν Ἠνωμέ-
νων Πολιτειῶν καὶ οἰουδήποτε ἐτέρου ἐνδιαφερομένου Κρά-
τους, τὸ τροποποιηθὲν ἄρθρον 103 δὲν ἐπιτρέπει τὴν ἐφαρμο-
γὴν ἐπὶ οἰουδήποτε ἐπιβάτου, μέλους τοῦ πληρώματος, ἀπο-
σκευῆς ἢ μεταφορικοῦ μέσου, τῶν ὑγειονομικῶν μέτρων ἢ δι-
καιωμάτων τὸ ὅποια δὲν εἶχον ἐγκριθῆ ὑπὸ τοῦ Διεθνoῦς Ὑ-
γειονομικοῦ Κανονισμοῦ τοῦ 1951.

ΝΗΣΟΙ ΦΑΛΚΛΑΝΤ ILES FALKLAND

*Άρθρον 17, παράγραφος 2.

Ἡ ὑγειονομικὴ ἀρχὴ τῶν νήσων Φάλκλαντ, ἐπιφυλάσσει
αὐτῇ τὸ δικαίωμα ὅπως μὴ ὀρίσῃ ἀνεγνωρισμένον λιμένα
βάσει τῆς παραγράφου 1 τοῦ ἄρθρου 17 διὰ τὴν χορήγησιν
πιστοποιητικῶν ἀπαλλαγῆς ἐκ τῆς μυσκτονίας, ὡς διαθέ-
τοντα τὸν ἀπαραίτητον ἐξοπλισμὸν καὶ τὸ ἀναγκαῖον προσω-
πικὸν διὰ τὴν μυσκτονίαν τῶν πλοίων καὶ ὄντα ἐκ τοῦ γεγο-
νότος τούτου ἀρμεδίου διὰ τὴν χορήγησιν τῶν προβλεπομένων
εἰς τὸ ἄρθρον 52 πιστοποιητικῶν μυσκτονίας.

Ἡ Συνέλευσις ἐπιφυλάσσει αὐτῇ τὸ δικαίωμα ὅπως ἐπανε-
ξετάξῃ ἀνά πάσαν στιγμὴν, τὴν ὑπ' αὐτῆς ἀποδοχὴν τῆς ἐπι-

φυλάξεως, ταύτης, ἀναλόγως τῆς ἐν τῷ ἐδάφει τούτῳ ἀνα-
πτύξεως τῶν διεθνῶν ἐπικοινωνιῶν, χωρὶς νὰ θίγεται τὸ
δικαίωμα τοῦ ἐκφράσαντος τὴν ἐπιφύλαξιν Κράτους, ὅπως
ἀποσύρῃ ταύτην ὅποτεδήποτε, ἐξαιρέσει τῆς περιπτώσεως
καταλλήλου τροποποιήσεως, ἐπενεχθείσης ὑπὸ τῆς Συνελεύ-
σεως, τῶν ἄρθρων εἰς τὰ ὅποια ἀναφέρεται αὐτῇ.

ΓΑΜΒΙΑ GAMBIE

Ἡ ὑγειονομικὴ ὑπηρεσία τῆς Γαμβίας ἐπιφυλάσσει αὐτῇ τὸ
δικαίωμα ὅπως μὴ ὀρίσῃ λιμένα διὰ τὴν χορήγησιν πιστο-
ποιητικῶν ἀπαλλαγῆς ἐκ τῆς μυσκτονίας καὶ ὅπως μὴ ἀνα-
γνωρίσῃ λιμένα ὡς διαθέοντα τὸν κατάλληλον ἐξοπλισμὸν
καὶ τὸ ἀναγκαῖον διὰ τὴν μυσκτονίαν τῶν πλοίων προσωπικόν,
καὶ ἔχοντα, ὡς ἐκ τούτου ἀρμοδιότητα, διὰ τὴν χορήγησιν
τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ ἄρθρον 52 πιστοποιητικῶν μυσκτο-
νίας.

Ἡ Συνέλευσις ἐπιφυλάσσει αὐτῇ τὸ δικαίωμα ὅπως ἐπανε-
ξετάξῃ, ὅποτεδήποτε, τὴν ὑπ' αὐτῆς ἀποδοχὴν τῆς ἐπιφυλά-
ξεως ταύτης, ἀναλόγως τῆς ἀναπτύξεως τῶν διεθνῶν ἐν
τῷ ἐδάφει τούτῳ ἐπικοινωνιῶν, χωρὶς νὰ θίγεται τὸ δικαίωμα
τοῦ ἐκφράσαντος τὴν ἐπιφύλαξιν Κράτους ὅπως ἀποσύρῃ
ταύτην ὅποτεδήποτε, ἐξαιρέσει τῆς περιπτώσεως καταλλήλου
τροποποιήσεως, γενομένης ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως, τῶν ἄρθρων
εἰς τὰ ὅποια ἀναφέρεται ἡ ἐπιφύλαξις αὐτῇ.

ΝΗΣΟΙ ΤΖΙΑΜΠΕΡΤ ΚΑΙ ΕΛΛΙΣ ILES CILBERT —ET— ELLICE

*Άρθρον 100.

Ἡ ὑγειονομικὴ ὑπηρεσία τῆς Ἀποικίας τῶν νήσων Τζιλ-
μπερτ καὶ Ἑλλίς ἔχει δικαίωμα ὅπως ἀπαιτήσῃ, ἐκ τῶν
πραγματοποιούντων διεθνῆς ταξίδιον ἀτόμων τὰ ὅποια ἀφι-
κνοῦνται ἀεροπορικῶς ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῶν νήσων τούτων ἢ
τὰ ὅποια ἀποδιβάζονται ἐν διαμετακομίσει, ἀλλὰ τῶν ὁποίων
αἱ περιπτώσεις ἐμπίπτουν εἰς τὰς διατάξεις τῆς παραγρά-
φου 1 τοῦ ἄρθρου 75, πληροφορίας ἐπὶ τῶν μετακινήσεων
αὐτῶν κατὰ τὰς έννέα τελευταίας πρὸ τῆς ἐπιβάσεώς τῶν
ἡμέρας.

ΕΛΛΑΣ (α) GRECE

*Άρθρον 69, παράγραφος 2.

Τὰ πραγματοποιούντα διεθνῆς ταξίδιον άτομα τὰ ὁποῖα
ἀφικνοῦνται, κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἐπιβάσεως τῆς νόσου,
ἐκ μολυσμένης περιφέρειας, δύναται νὰ ὑποχρεωθοῦν εἰς
ἐξέτασιν κοπράνων, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι:

α) Ἡ ἐπιφύλαξις δὲν συνιστᾷ παράθεσιν τῶν διατάξεων
τῶν ἄρθρων 34 καὶ 61 ἢ παντὸς ἐτέρου ἄρθρου τοῦ κανονι-
σμοῦ.

β) Ἡ περίοδος κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ὁποίας δύναται ἐν
ἄτομον νὰ ὑποβληθῇ εἰς ἐξέτασιν κοπράνων, δὲν θὰ ὑπερ-
βαίνη τὰς πέντε ἡμέρας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καθ' ἣν τὸ
ἄτομον τοῦτο θὰ ἔχῃ ἐγκαταλείψει τὴν μεμολυσμένην περιφέ-
ρειαν.

γ) Ὅτι τὸ μέτρον θὰ ἐφαρμόζηται μετὰ συνέσεως καὶ
μόνον εἰς περιπτώσεις ἀπολύτου ἀνάγκης.

ΓΚΟΥΑΜ GUAM

Βλέπε τὰ τῶν Ἠνωμένων Πολιτειῶν Ἀμερικῆς.

(α) Εἰς τὸ παράρτημα III ἀναγράφονται τὰ ἄρθρα τοῦ
Διεθνoῦς Ὑγειονομικοῦ Κανονισμοῦ τοῦ 1951 διὰ τῶν ὁποίων
ἡ Ἑλλάς παραμένει δεσμευμένη ἐκ τοῦ γεγονότος ὅτι αὕτη
δὲν ἀπεδέχθη τὸν Συμπληρωματικὸν Κανονισμὸν τοῦ 1955.

ΝΗΣΟΙ ΤΟΥ ΕΙΡΗΝΙΚΟΥ

(Έδαφος τελούν υπό την προστασίαν των Ήνωμένων Πολιτειών 'Αμερικῆς).

ILES DU PACIFIQUE

(TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ETATS — UNIS D' AMERIQUE).

Βλέπε τὰ τῶν Ήνωμένων Πολιτειῶν 'Αμερικῆς.

ΠΑΡΘΕΝΟΙ ΝΗΣΟΙ

ΗΝΩΜΕΝΩΝ ΠΟΛΙΤΕΙΩΝ ΑΜΕΡΙΚΗΣ

ILES VIERGES DES ETATS—UNIS D' AMERIQUE
Βλέπε τὰ τῶν ΗΝΩΜΕΝΩΝ ΠΟΛΙΤΕΙΩΝ ΑΜΕΡΙΚΗΣ.

ΙΝΔΙΑ

INDE

Άρθρον 1.

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἰνδίας ἐπιφυλάσσει αὐτῇ τὸ δικαίωμα ὅπως θεωρῇ μεμολυσμένον ὁλόκληρον τὸ ἔδαφος τῆς χώρας μεμολυσμένης ὑπὸ τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ ὡς αἰεὶ σημειοῦται ἐν τῇ χώρᾳ ταύτῃ κρούσμα κιτρίνου πυρετοῦ, ὑπὸ τὰς συνθήκας αἱ ὁποῖαι προβλέπονται εἰς τὰ ἐδάφια α) ἢ γ) τοῦ ὁρισμοῦ τῆς «μεμολυσμένης περιφέρειας» ὅστις περιλαμβάνεται εἰς τὸν συμπληρωματικὸν Κανονισμὸν (β).

Άρθρον 6 παράγραφος 26 (α).

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἰνδίας ἐπιφυλάσσει αὐτῇ τὸ δικαίωμα ὅπως ἐξακολουθῇ νὰ θεωρῇ ζώνην τινα ὡς μεμολυσμένη ὑπὸ τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ ἐφ' ὅσον δὲν θὰ ἔχη σαφῶς διαπιστωθῇ ὅτι ἐξηλείφθη πλήρως ἐκ τῆς ἐν λόγω ζώνης ἡ μόλυνσις ταύτης ὑπὸ κιτρίνου πυρετοῦ.

Άρθρον 42 (α).

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἰνδίας ἐπιφυλάσσει αὐτῇ τὸ δικαίωμα ὅπως ἐκτελῇ ἐντομοκτονίαν ἐπὶ ἀεροπλοίου ἅμα τῇ ἀφίξει αὐτοῦ, ἐφ' ὅσον, κατὰ τὴν ὑπεράνω μεμολυσμένου ἐδάφους διέλευσίν του προσεγείωθη εἰς ἀερολιμένα διαθέτοντα Ὑγειονομικὴν ὑπηρεσίαν καὶ μὴ ἀποτελοῦντα μεμολυσμένην περιφέρειαν, ἐὰν ἐν μὴ προστατευόμενον καὶ προσερχόμενον ἐκ γειτνιαζούσης μεμολυσμένης περιφέρειας ἄτομον ἐπεπιθιάσθῃ τοῦ ἐν λόγω ἀεροπλοίου καὶ ἐὰν τοῦτο ἀφίχθῃ ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς Ἰνδίας εἰς χρονικὴν περίοδον κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ὁποίας τὸ ἄτομον τοῦτο δύναται νὰ μεταδώσῃ τὸν κιτρίνον πυρετόν.

Άρθρον 43 (α).

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἰνδίας ἐπιφυλάσσει αὐτῇ τὸ δικαίωμα ὅπως ἐφαρμόζῃ τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 74 ἐπὶ τῶν ἐπιβατῶν καὶ τοῦ πληρώματος ἀεροπλοίου προσγειουμένου ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς Ἰνδίας μετὰ τὴν ἐν διαμετακομίσει διέλευσίν του ἐξ' ἀερολιμένος κειμένου ἐντὸς μεμολυσμένης ὑπὸ κιτρίνου πυρετοῦ περιφέρειας καὶ μὴ διαθέτοντος ζώνην ἀπ' εὐθείας διαμετακομίσεως.

Άρθρον 74 (α).

Αἱ λέξεις «ἐξ ἡμέραι» δέον νὰ ἀντικατασταθοῦν ὑπὸ τῶν λέξεων «ἐννέα ἡμέραι».

Άρθρον 100 (α).

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἰνδίας ἐπιφυλάσσει αὐτῇ τὸ δικαίωμα ὅπως ἀπαιτῇ παρὰ παντός πραγματοποιούντος διεθνῆς ταξιδίου ἀτόμου, τὸ ὁποῖον ἀφικνεῖται ἐπὶ τοῦ ἐδάφους αὐτῆς

(β) Συμπληρωματικὸς Κανονισμὸς τῆς 26 Μαΐου 1955 καὶ τῆς 23 Μαΐου 1963.

(α) Ἡ ἐπιφύλαξις αὕτη δὲν εἶναι ἐφαρμοστέα εἰς DAMAO, DIU καὶ GOA.

δι' ἀεροπλοίου ἢ προσγειοῦται ἐν διαμετακομίσει, ἀλλὰ ἐμπιπτει εἰς τὰς διατάξεις τῆς παραγράφου I τοῦ ἀρθροῦ 75, πληροφορίας ἐπὶ τῶν μετακινήσεων αὐτοῦ κατὰ τὰς ἐννέα τελευταίας πρὸ τῆς ἀποβιβάσεώς του ἡμέρας.

ΠΑΚΙΣΤΑΝ (6)

PAKISTAN

Άρθρον 42 (τοῦ Διεθνoῦς Ὑγειονομικοῦ Κανονισμοῦ τοῦ 1951 μὴ τροποποιηθέν).

Ἡ Κυβέρνησις τοῦ Πακιστάν ἐπιφυλάσσει αὐτῇ τὸ δικαίωμα, ὅπως ἐκτελῇ μυσκτονίαν ἐπὶ ἀεροπλοίου ἅμα τῇ ἀφίξει αὐτοῦ, ἐφ' ὅσον κατὰ τὴν ὑπεράνω μεμολυσμένου ἐδάφους διέλευσίν του, προσεγείωθη εἰς ἀερολιμένα διαθέτοντα Ὑγειονομικὴν ὑπηρεσίαν, ἀλλὰ μὴ ἀποτελοῦντα μεμολυσμένην περιφέρειαν.

Άρθρον 43 (τοῦ Διεθνoῦς Ὑγειονομικοῦ Κανονισμοῦ τοῦ 1951, μὴ τροποποιηθέν).

Αἱ διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 74 δύναται νὰ ἐφαρμόζονται ἐπὶ τῶν ἐπιβατῶν καὶ τοῦ πληρώματος ἀεροπλοίου, τὸ ὁποῖον προσγειοῦται ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἢ τῶν ἐδαφῶν τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Πακιστάν, μετὰ τὴν ἐν διαμετακομίσει διέλευσίν αὐτοῦ ἐξ' οἰουδήποτε ἀερολιμένος κειμένου εἰς ζώνην ἐνδημικότητος τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ καὶ μὴ διαθέτοντος ζώνην ἁμέσου διαμετακομίσεως.

Άρθρον 70 (τοῦ Διεθνoῦς Ὑγειονομικοῦ Κανονισμοῦ τοῦ 1951, μὴ τροποποιηθέν).

Παράγραφος I.

Ὑπὸ εἰδικῆς συνθήκας καὶ ἀφοῦ δοθῇ ἡ μεγαλυτέρα δυνατὴ προσοχὴ εἰς τοὺς λόγους οἵτινες προεκάλεσαν τὸν γενόμενον ὑπὸ τῆς Ὁργανώσεως καθορισμὸν βάσει τῆς παραγράφου I τοῦ ἀρθροῦ 70 καὶ ὡς μέτρον καθαρῶς προσωρινόν, ἐφ' ὅσον ἐξ ἀνάγκης δὲν ἐγένετο, νεώτερος καθορισμός, ἡ Κυβέρνησις τοῦ Πακιστάν ἐπιφυλάσσει αὐτῇ τὸ δικαίωμα ὅπως, ὅσον ἀφορᾷ τὰ πρὸς λήψιν ὑπ' αὐτῆς μέτρα σχετικῶς μὲ τὰ ἀφικνούμενα ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς ἄτομα, μεταχειρισθῇ μίαν περιφέρειαν ἢ ὁμάδα περιφερειῶν, διὰ τὰς ὁποίας πληροῦνται αἱ προϋποθέσεις αἱ προβλεπόμεναι ὑπὸ τοῦ ὁρισμοῦ τῆς «ζώνης ἐνδημικότητος τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ», ἀλλὰ αἱ ὁποῖαι εὐρίσκονται ἐντὸς τῆς καθορισθείσης ζώνης, ὡς ἐὰν ἀπετέλουσαν αὐτὰ μέρος τῆς καθορισθείσης ζώνης.

Ἡ Κυβέρνησις τοῦ Πακιστάν δηλοῦσα εἰς τὴν Ὁργάνωσιν ποῖα εἶναι ἡ περιφέρεια ἢ ἡ ὁμάς περιφερειῶν εἰς τὰς ὁποίας ἐφαρμόζεται ἡ ἐπιφύλαξις, ὀφείλει νὰ ἀναφέρῃ τὰ αἷτια τῆς δηλώσεως καὶ νὰ γνωρίσῃ τοὺς λόγους, οἵτινες κατέστησαν ταύτην ἐπείγουσαν καὶ τοῦτο ἵνα ἐπιτραπῇ εἰς τὴν ὀργάνωσιν νὰ γνωστοποιήσῃ ταύτην κατ' ἀκολουθίαν εἰς ἅπαντα τὰ Κράτη.

Παράγραφος 2.

Ἐναντι τῶν ἐπιβιβαζομένων πλοίου ἢ ἀεροπλοίου ἀτόμων εἰς λιμένα ἢ ἀερολιμένα ὁ ὁποῖος δὲν περιλαμβάνεται εἰς ζώνην ἐνδημικότητος τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ κατὰ τὰς διατάξεις τῆς παραγράφου 2 τοῦ ἀρθροῦ 70, καὶ μὴ δυναμένων νὰ ἀποδείξουν ὅτι δὲν εὐρίσκοντο ἐντὸς ζώνης ἐνδημικότητος τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ κατὰ τὰς ἐννέα πρὸ τῆς ἀποβιβάσεώς των ἡμέρας, ἡ Κυβέρνησις τοῦ Πακιστάν ἐπιφυλάσσει αὐτῇ τὸ δικαίωμα ὅπως ἐφαρμόσῃ τὰ αὐτὰ μέτρα ὡς ἐὰν τὰ ἐν λόγω ἄτομα προήρχοντο ἐκ ζώνης ἐνδημικότητος τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ.

Ἡ Κυβέρνησις τοῦ Πακιστάν ὀφείλει νὰ δηλώσῃ ἄνευ καθυστέρησεως εἰς τὴν Ὁργάνωσιν, τοὺς λιμένας ἢ ἀερολιμένας εἰς τοὺς ὁποίους θὰ ἐφαρμοσθῇ ἡ ἐπιφύλαξις αὕτη.

(6) Εἰς τὸ παράρτημα III ἀναγράφονται τὰ ἄρθρα τοῦ Διεθνoῦς Ὑγειονομικοῦ Κανονισμοῦ τοῦ 1951 διὰ τῶν ὁποίων τὸ Πακιστάν παραμένει δεσμευμένον ἐκ τοῦ γεγονότος ὅτι δὲν ἀπεδέχθη τὸν Συμπληρωματικὸν Κανονισμὸν τοῦ 1955.

*Άρθρον 74.

Αί λέξεις «εξ ημέραι» δέον να αντικατασταθούν υπό τών λέξεων «έννέα ημέραι».

*Άρθρον 100.

Ἡ Κυβέρνησις τοῦ Πακιστάν ἔχει τὸ δικαίωμα ὅπως ἀπαιτήσῃ παρὰ παντός ἐκτελοῦντος διεθνῆς ταξίδιον ἀτόμου, τὸ ὁποῖον ἀφικνεῖται δι' ἀεροπλοίου ἐπὶ τοῦ ἐδάφους αὐτῆς ἢ σταθμεύει ἐπ' αὐτοῦ ἐν διαμετακομίσει, ἀλλὰ ἐμπίπτει εἰς τὰς διατάξεις τῆς παραγράφου 1 τοῦ ἀρθρου 75, πληροφορίας ἐπὶ τῶν μετακινήσεων αὐτοῦ κατὰ τὰς έννέα προηγουμένας τῆς ἀποδιβάσεώς του ἡμέρας.

ΠΑΝΑΜΑΣ (ΖΩΝΗ ΤΗΣ ΔΙΩΡΥΤΟΣ)

PANAMA (ZONE DU CANAL)

Βλέπε Ἡνωμένας Πολιτείας Ἀμερικῆς.

ΦΙΛΙΠ ΠΙΝΑΙ

PHILIPPINES

*Άρθρον 69, παράγραφος 2.

Τὰ ἐκτελοῦντα διεθνῆς ταξίδιον ἄτομα καὶ ἀφικνούμενα, κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἐπώσεως νόσου ἐκ μεμολυσμένης περιφέρειας, δύνανται νὰ ὑποχρεωθούν εἰς τὴν ἐξέτασιν κοπράνων ὑπὸ τὸν ὄρον:

α) Ὅτι ἡ ἐπιφύλαξις δὲν θὰ ἀποτελῇ παράβασιν τῶν διατάξεων τῶν ἀρθρων 34 καὶ 61 ἢ παντός ἐτέρου ἀρθρου τοῦ Κανονισμοῦ.

β) Ὅτι ἡ περίοδος κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ὁποίας ἄτομον δύναται νὰ ὑποχρεωθῇ εἰς ἐξέτασιν κοπράνων δὲν θὰ ὑπερβαίη τὰς πέντε ἡμέρας ἀρχῆς γενομένης ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας κατὰ τὴν ὁποίαν τὸ ἐν λόγῳ ἄτομον θὰ ἔχη ἐγκαταλείψει τὴν μεμολυσμένην περιφέρειαν.

γ) Ὅτι τὸ μέτρον θὰ ἐφαρμόζηται μετὰ συνέσεως καὶ μόνον εἰς περιπτώσεις ἀπολύτου ἀνάγκης.

ΝΗΣΟΙ ΠΙΤΚΑΙΡΝ

ILES PITCAIRN

*Άρθρον 100.

Ἡ Ὑγειονομικὴ Ὑπηρεσία τῶν νήσων PITCAIRN ἔχει τὸ δικαίωμα ὅπως ἀπαιτήσῃ, παρὰ τῶν ἀτόμων τὰ ὁποῖα πραγματοποιοῦν διεθνῆς ταξίδιον καὶ ἀφικνοῦνται ἀεροπορικῶς ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῶν ἐν λόγῳ νήσων ἢ προσγειοῦνται ἐπ' αὐτοῦ ἐν διαμετακομίσει, ἀλλὰ ἐμπίπτουν εἰς τὰς διατάξεις τῆς παραγράφου 1 τοῦ ἀρθρου 75, πληροφορίας ἐπὶ τῶν μετακινήσεων τῶν κατὰ τὰς τελευταίας έννέα πρὸ τῆς ἀποδιβάσεώς των ἡμέρας.

ΠΟΡΤΟ ΡΙΚΟ

PORTO RICO

Βλέπε Ἡνωμένας Πολιτείας Ἀμερικῆς.

ΗΝΩΜΕΝΗ ΑΡΑΒΙΚΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ (α)

REPUBLIQUE ARABE UNIE

*Άρθρον 69, παράγραφος 2.

Τὰ πραγματοποιοῦντα διεθνῆς ταξίδιον ἄτομα ἀφικνούμενα, κατὰ τὴν περίοδον τῆς ἐπώσεως τῆς νόσου, ἐκ μεμολυσμένης περιφέρειας, δύνανται νὰ ὑποχρεωθούν εἰς ἐξέτασιν κοπράνων ὑπὸ τὸν ὄρον ὅτι:

(α) Εἰς τὸ παράρτημα III ἀναγράφονται τὰ ἀρθρα τοῦ Διεθνoῦς Ὑγειονομικοῦ Κανονισμοῦ τοῦ 1951 διὰ τῶν ὁποίων ἡ Ἡνωμένη Ἀραβικὴ Δημοκρατία παραμένει δεσμευμένη ἐκ τοῦ γεγονότος ὅτι αὕτη δὲν ἀπεδέχθη τὸν Συμπληρωματικὸν Κανονισμὸν τοῦ 1955.

α) Ἡ ἐπιφύλαξις δὲν θὰ ἀποτελῇ παράβασιν τῶν διατάξεων τῶν ἀρθρων 34 καὶ 61 ἢ παντός ἐτέρου ἀρθρου τοῦ Κανονισμοῦ.

β) Ἡ περίοδος κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ὁποίας ἐν ἄτομον δύναται νὰ ὑποχρεωθῇ εἰς ἐξέτασιν κοπράνων δὲν θὰ ὑπερβαίη τὰς πέντε ἡμέρας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας κατὰ τὴν ὁποίαν τὸ ἐν λόγῳ ἄτομον θὰ ἔχη ἐγκαταλείψει τὴν μεμολυσμένην περιφέρειαν.

γ) Τὸ μέτρον θὰ ἐφαρμόζηται μετὰ συνέσεως καὶ μόνον εἰς περιπτώσεις ἀπολύτου ἀνάγκης.

*Άρθρον 70 (τοῦ Διεθνoῦς Ὑγειονομικοῦ Κανονισμοῦ τοῦ 1951, μὴ τροποποιηθέν).

Παράγραφος 1.

Ὑπὸ εἰδικᾶς συνθήκας, καὶ ἀφοῦ δοθῇ ἡ μεγαλύτερα δυνατὴ προσοχὴ εἰς τοὺς λόγους, οἵτινες προεκάλεσαν τὸν γενομένον ὑπὸ τῆς Παγκοσμίου Ὀργανώσεως Ὑγείας καθορισμὸν, βάσει τῆς παραγράφου 1 τοῦ ἀρθρου 70 καὶ ὡς μέτρον καθαρῶς προσωρινόν, ἐφ' ὅσον ἐξ ἀνάγκης δὲν ἐγένετο νεώτερος καθορισμός, ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἡνωμένης Ἀραβικῆς Δημοκρατίας ἐπιφυλάσσει αὐτῇ τὸ δικαίωμα ὅπως, ὅσον ἀφορᾷ τὰ πρὸς λήψιν ὑπ' αὐτῆς μέτρα σχετικῶς μετὰ τὰ ἀφικνούμενα ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς ἄτομα, μεταχειρισθῇ μίαν περιφέρειαν ἢ ἁμάδα περιφερειῶν εἰς τὰς ὁποίας πληροῦνται αἱ προϋποθέσεις αἱ προβλεπόμεναι ὑπὸ τοῦ ὁρισμοῦ τῆς ἀζώνης ἐνδημικότητος τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ, ἀλλὰ αἱ ὁποῖαι εὔρισκονται ἐντὸς τῆς καθορισθείσης ζώνης, ὡς ἐὰν αὐταὶ ἀπετέλουν μέρος τῆς καθορισθείσης ζώνης.

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἡνωμένης Ἀραβικῆς Δημοκρατίας δηλοῦσα εἰς τὴν Ὀργάνωσιν ποῖα εἶναι ἡ περιφέρεια ἢ ἁμάς περιφερειῶν εἰς τὰς ὁποίας ἐφαρμόζεται ἡ ἐπιφύλαξις, ὀφείλει νὰ ἀναφέρῃ τὰ αἷτια τῆς δηλώσεως καὶ νὰ γνωρίσῃ τοὺς λόγους οἵτινες κατέστησαν ταύτην ἐπείγουσαν, καὶ τοῦτο ἵνα ἐπιτραπῇ εἰς τὴν Ὀργάνωσιν νὰ γνωστοποιήσῃ ταύτην κατ' ἀκολουθίαν εἰς ἅπαντα τὰ Κράτη.

Παράγραφος 2.

Ἐναντι τῶν ἐπιβιβαζομένων ἀτόμων πλοίου ἢ ἀεροπλοίου εἰς λιμένα ἢ ἀερολιμένα ὁ ὁποῖος δὲν περιλαμβάνεται εἰς ζώνην ἐνδημικότητος τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ κατὰ τὰς διατάξεις τῆς παραγράφου 2 τοῦ ἀρθρου 70 καὶ μὴ δυναμένων νὰ ἀποδείξουν ὅτι δὲν εὔρισκοντο εἰς ζώνην ἐνδημικότητος τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν έννέα πρὸ τῆς ἀποδιβάσεώς των ἡμερῶν, ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἡνωμένης Ἀραβικῆς Δημοκρατίας ἐπιφυλάσσει αὐτῇ τὸ δικαίωμα ὅπως ἐφαρμόσῃ τὰ αὐτὰ μέτρα ὡς ἐὰν τὰ ἐν λόγῳ ἄτομα προήρχοντο ἐκ ζώνης ἐνδημικότητος τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ.

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἡνωμένης Ἀραβικῆς Δημοκρατίας, ὀφείλει νὰ δηλώσῃ, ἄνευ καθυστερήσεως εἰς τὴν Ὀργάνωσιν τοὺς λιμένας ἢ ἀερολιμένας εἰς τοὺς ὁποίους θὰ ἐφαρμοσθῇ ἡ ἐπιφύλαξις αὕτη.

ΑΓΙΑ ΛΟΥΚΙΑ

SAINTE LUCIE

*Άρθρον 19.

Ἡ ὕγειονομικὴ ὑπηρεσία τῆς Ἀγίας Λουκίας, ἐπιφυλάσσει αὐτῇ τὸ δικαίωμα ὅπως μὴ ὀρίσῃ ἀερολιμένα διαθέτοντα ὕγειονομικὴν ὑπηρεσίαν.

ΒΡΕΤΤΑΝΙΚΟΝ ΠΡΟΤΕΚΤΟΡΑΤΟΝ

ΤΩΝ ΝΗΣΩΝ ΣΟΛΟΜΩΝΤΟΣ

PROTECTORAT BRITANNIQUE
DES ILES SALOMON

*Άρθρον 100.

Ἡ ὕγειονομικὴ ὑπηρεσία τοῦ Βρεττανικοῦ Προτεκτοράτου τῶν Νήσων Σολομώντος ἔχει τὸ δικαίωμα ὅπως ἀπαιτήσῃ, παρὰ τῶν πραγματοποιοῦντων διεθνῆς ταξίδιον ἀτόμων τὰ ὁποῖα ἀφικνοῦνται ἀεροπορικῶς ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῶν ἐν λόγῳ νήσων ἢ ἀποβιβάζονται ἐν διαμετακομίσει: ἀλλὰ τὰ ὁποῖα ἐμπίπτουν εἰς τὰς διατάξεις τῆς παραγράφου 1 τοῦ

ἄρθρου 75, πληροφορίας ἐπὶ τῶν μετακινήσεων αὐτῶν κατὰ τὰς τελευταίας ἑννέα ἀπὸ τῆς ἀποβιβάσεώς των ἡμέρας.

ΑΜΕΡΙΚΑΝΙΚΗ ΣΑΜΟΑ
SAMOA AMERICAIN

Βλέπε Ἑνωμένως Πολιτείας Ἀμερικῆς.

ΣΟΜΑΛΙΑ (Βόρειος Περιοχή)
SOMALIE (REGION NORD)

*Ἄρθρον 17.

Ἡ ὑγειονομικὴ ὑπηρεσία ἐπιφυλάσσει αὐτῇ τὸ δικαίωμα ὅπως μὴ ὀρίση λιμένα διὰ τὴν χορήγησιν πιστοποιητικῶν ἀπαλλαγῆς ἐκ τῆς μυσκτονίας καὶ μὴ ἀναγνωρίσῃ λιμένα διαθέτοντα τὸν ἀπαραίτητον ἐξοπλισμὸν καὶ τὸ ἀναγκαιοῦν διὰ τὴν μυσκτονίαν τῶν πλοίων προσωπικὸν καὶ ὄντα, ὡς ἐκ τούτου, ἀρμόδιον διὰ τὴν χορήγησιν τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ ἄρθρον 52 πιστοποιητικῶν μυσκτονίας.

Ἡ συνέλευσις ἐπιφυλάσσει αὐτῇ τὸ δικαίωμα ὅπως ἐπανεξετάσῃ ὅποτεδῆποτε, τὴν ὑπ' αὐτῆς ἀποδοχὴν τῆς ἐπιφυλάξεως ταύτης, ἀναλόγως τῆς ἀναπτύξεως τῶν διεθνῶν ἐπικοινωνιῶν ἐν τῷ ἐδάφει τούτῳ, μὴ θιγομένου τοῦ δικαίωματος τοῦ ἐκφράσαντος τὴν ἐπιφύλαξιν Κράτους ὅπως ἀποσύρῃ ταύτην ὅποτεδῆποτε ἐξαιρέσει τῆς περιπτώσεως καταλλήλου τροποποιήσεως, ἐπενεχθείσης ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως, τῶν ἄρθρων εἰς τὰ ὁποῖα ἀναφέρεται ἡ ἐπιφύλαξις αὕτη.

ΝΟΤΙΟΔΥΤΙΚΗ ΑΦΡΙΚΗ
SUD—OUEST AFRICAIN

Βλέπε NOTION ΑΦΡΙΚΗΝ.

ΣΟΥΡΙΝΑΝ
SURINAN

*Ἄρθρα 17 παράγραφος 2, καὶ 56.

Ἡ ὑγειονομικὴ ὑπηρεσία τοῦ SURINAN ἔχει τὸ δικαίωμα ὅπως μὴ ὀρίση λιμένα, ἀνεγνωρισμένον, βάσει τῆς παραγράφου 1 τοῦ ἄρθρου 17, διὰ τὴν χορήγησιν πιστοποιητικῶν ἀπαλλαγῆς ἐκ τῆς μυσκτονίας, ὡς διαθέτοντα τὸν ἀπαραίτητον ἐξοπλισμὸν καὶ τὸ ἀναγκαιοῦν διὰ τὴν μυσκτονίαν τῶν πλοίων προσωπικὸν καὶ ἔχοντα ὡς ἐκ τούτου ἀρμοδιότητα διὰ τὴν χορήγησιν τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ ἄρθρον 52 πιστοποιητικῶν μυσκτονίας, καὶ μὴ προβῇ εἰς μυσκτονίαν τῶν πλοίων συμφώνως πρὸς τὸ ἐδάφισιν α' ἢ ἐδάφισιν β' τῆς παραγράφου 2, ἢ τῆς παραγράφου 3 τοῦ ἄρθρου 56.

Ἡ Συνέλευσις ἐπιφυλάσσει αὐτῇ τὸ δικαίωμα ὅπως ἐπανεξετάσῃ ὅποτεδῆποτε, τὴν ὑπ' αὐτῆς ἀποδοχὴν τῆς ἐπιφυλάξεως ταύτης ἀναλόγως τῆς ἀναπτύξεως τῶν διεθνῶν ἐν τῷ ἐδάφει τούτῳ ἐπικοινωνιῶν, χωρὶς νὰ θίγεται τὸ δικαίωμα τοῦ ἐκφράσαντος τὴν ἐπιφύλαξιν Κράτους, ὅπως ἀποσύρῃ ταύτην ὅποτεδῆποτε, ἐξαιρέσει τῆς περιπτώσεως καταλλήλου τροποποιήσεως, ἐπενεχθείσης ὑπὸ τῆς συνελεύσεως, τῶν ἄρθρων εἰς τὰ ἀναφέρεται ἡ ἐπιφύλαξις αὕτη.

ΝΗΣΟΙ ΤΟΝΓΚΑ
ILES TONGA

*Ἄρθρον 100.

Ἡ ὑγειονομικὴ ὑπηρεσία τῶν νήσων Τόνγκκα ἔχει τὸ δικαίωμα, ὅπως ἀπαιτήσῃ, παρὰ τῶν ἀτόμων τὰ ὁποῖα πραγματοποιοῦν διεθνῆς ταξίδιον καὶ τὰ ὁποῖα ἀφικνοῦνται ἀεροπορικῶς ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῶν ἐν λόγῳ νήσων ἢ ἀποβιβάζονται ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῶν ἐν διαμετακομίσει, ἀλλ' ἐμπίπτουν εἰς τὰς διατάξεις τῆς παραγράφου 1 τοῦ ἄρθρου 75, πληροφορίας ἐπὶ τῶν μετακινήσεών των κατὰ τὰς ἑννέα πρὸ τῆς ἀποβιβάσεώς των ἡμέρας.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΙΙΙ

ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ ΤΟΥ ΔΙΕΘΝΟΥΣ ΥΓΕΙΟΝΟΜΙΚΟΥ ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΥ 1951 ΠΑΡΑΜΕΝΟΥΣΑΙ ΕΝ ΙΣΧΥΙ· Ι· ΔΙ· ΩΡΙΣΜΕΝΑ ΚΡΑΤΗ ΚΑΙ ΕΛΑΦΗ

Διατάξεις τινές του Διεθνούς Υγειονομικού Κανονισμού του 1951 παραμένουν εν ισχύι δια τὰ Κράτη, τὰ ὅποια δὲν (ἐν ὅλῳ ἢ ἐν μέρει) ἢ τοὺς Συμπληρωματικούς Κανονισμούς 1956, 1960, 1963, ἢ 1965. Παρατίθεται κατωτέρω κατάλογος τῶν ἀντιστοίχων ἄρθρων ὡς καὶ κατάλογος τῶν χωρῶν διὰ τὰς ὁποίας παραμένουν ταῦτα ἐν ισχύϊ. Πλείονα τῶν ἐν λόγω ἄρθρων διευκρίνησαν ἐκ νέου ἐν συνεχείᾳ, ἐν ὅλῳ ἢ ἐν μέρει.

ἀπεδέχθησαν τὸν Συμπληρωματικὸν Κανονισμὸν τοῦ 1955

* Ἄρθρον 1 (ὅσον ἀφορᾷ τοὺς ἐξῆς ὁρισμούς: Μεμολυσμένη περιφέρεια—κίτρινος πυρετός—, ἐπιδημία, ἐστία, δείκτης AEDS AEGYPTI, πρῶτον κρούσμα, ζώνη ἐνδημικότητος κίτρινου πυρετοῦ, ζώνη δεκτικότητος κίτρινου πυρετοῦ) ἄρθρα 3, 6, 20, 70, 73.

Ἄζόροι (πλὴν ἀερολιμένος Ἀγ. Μαρίας)
AÇORES (Sauf l'aéroport de Santa Maria)

Ἀγκόλα
ANGOLA

Σαουδική Ἀραβία
ARABIE SAOUDITE

Νῆσοι τοῦ Πρασίνου Ἀκρωτηρίου (πλὴν Ἀγ. Βικεντίου καὶ Σάλ)

CAP—VERT, ILES DU (Sauf São Vicent et Sal)

Γκάνα
GHANA

Ἑλλάς
GRECE

Πορτογαλική Γουϊνέα
GUINEE PORTUGAISE

Ἰνδία (Νταμάο—Ντίου—Γκόα)
INDE (DAMAO, DIU, GOA)

Ἰράκ
IRAK

Λίβανος
LIBAN

Λιβύη
LIBYE

Μακάο
MACAO

Μαδέρα
MADERE

Μαλαισία (Μαλαία)
MALAISIE (MALAYA)

Μοζαμβίκη
MOZAMBIOUE

Νιγηρία
NIGERIA

Πακιστάν (μετ' ἐπιφυλάξεως εἰς τὸ ἄρθρον 70)
PAKISTAN

Ἡνωμένη Ἀραβικὴ Δημοκρατία (μετὰ ἐπιφυλάξεως εἰς τὸ ἄρθρον 70)
REPUBLIQUE ARABE UNIE

Νῆσοι Ἀγ. Θωμᾶ καὶ Πρίγκηπος
SAO TOME ET PRINCIPE

Σιέρρα Λεόνε
SIERRA LEONE

Πορτογαλική Τιμόρ
TIMOR PORTUGAIS

* Ἄρθρα 14, 42, 43, 75, 96, 104:

Ἄζόροι (πλὴν ἀερολιμένος Ἀγ. Μαρίας)
AÇORES

Ἀγκόλα
ANGOLA

Σαουδική Ἀραβία
ARABIE SAOUDITE

Νῆσοι τοῦ Πρασίνου Ἀκρωτηρίου (πλὴν Ἀγ. Βικεντίου καὶ Σάλ)

CAP—VERT, ILES DU (Sauf São Vicent et Sal)

Ἑλλάς
GRECE

Πορτογαλική Γουϊνέα
GUINEE PORTUGAISE

Ἰνδία (Νταμάο—Ντίου—Γκόα)
INDE (DAMAO, DIU, GOA)

Ἰράκ
IRAK

Λίβανος
LIBAN

Λιβύη
LIBYE

Μακάο
MACAO

Μαδέρα
MADERE

Μαλαισία (Μαλαία)
MALAISIE (MALAYA)

Μοζαμβίκη
MOZAMBIOUE

Νιγηρία
NIGERIA

Πακιστάν (μετ' ἐπιφυλάξεως εἰς τὰ ἄρθρα 42 καὶ 43)
PAKISTAN

Ἡνωμένη Ἀραβικὴ Δημοκρατία
REPUBLIQUE ARABE UNIE

Νῆσοι Ἀγ. Θωμᾶ καὶ Πρίγκηπος
SAO TOME ET PRINCIPE

Πορτογαλική Τιμόρ
TIMOR PORTUGAIS

* Ἄρθρον 1.

«Μεμολυσμένη περιφέρεια» δηλοῖ
.....
περιφέρειαν ἢ ὁμάδα περιφερειῶν εἰς τὰς ὁποίας αἱ συνδηχαι εἶναι αἱ χαρακτηρίζουσαι τὴν ζώνην ἐνδημικότητος τοῦ κίτρινου πυρετοῦ.

«Ἐπιδημία» δηλοῖ τὴν ἐπέκτασιν ἐστίας ἢ τὸν πολλαπλασιασμὸν αὐτῆς.

«Ἐστία» δηλοῖ τὴν ἐμφάνισιν δύο κρουσμάτων νόσου καθάρσεως, προσερχομένων ἐξ ἐνὸς εἰσαχθέντος κρούσματος ἢ τὴν ἐμφάνισιν ἐνὸς κρούσματος προσερχομένου ἐκ κρούσματος μὴ εἰσαχθέντος. Τὸ πρῶτον ἀνθρώπινον κρούσμα κίτρινου πυρετοῦ μεταδοθέντος διὰ AEDS AEGYPTI ἢ διὰ παντὸς ἑτέρου οἰκοσπίτου φορέως τοῦ κίτρινου πυρετοῦ δεόν νὰ θεωρηθῇ ὡς ἐστία.

«Δείκτης AEDS AEGYPTI» δηλοῖ τὴν ἑκατοστιαίαν ἀναλογίαν μεταξὺ ἀφ' ἐνός, τοῦ ἀριθμοῦ τῶν κατοικιῶν ἐν τινι περιορισμένη ζώνη, καλῶς καθωρισμένη, ὅπου ἀνευρέθησαν προνομφικοί βιότοποι AEDS AEGYPTI καὶ ἀφ' ἑτέρου, τοῦ συνολικοῦ ἀριθμοῦ κατοικιῶν ἐν τῇ ζώνη ταύτῃ, πασῶν τούτων ὑποβληθεισῶν εἰς ἐξέτασιν. Πᾶς χώρος κατελιγμένος ὑπὸ μιᾶς οἰκογενείας θεωρεῖται ὡς κατοικία.

«Πρώτον κρούσμα» δηλοῖ τὸ πρῶτον μὴ εἰσαχθὲν κρούσμα νόσου καθάρσεως ἐπισυμβάν ἐντὸς περιοχῆς ἀπηλλαγμένης μέχρι τότε ἐκ τῆς νόσου ταύτης ἢ ἐντὸς τῆς ὁποίας ἡ νόσος αὕτη ἐξέλιπεν ἀπὸ χρονικοῦ διαστήματος τοῦλάχιστον ἴσου πρὸς τὸ ἀναφερόμενον εἰς τὸ ἄρθρον 6.

«Ζώνη ἐνδημικότητος τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ» δηλοῖ περιοχὴν ἐν τῇ ὁποία ἡ στεγόμυια Aedes Aegypti ἢ πᾶς ἕτερος οἰκόσιτος φορεὺς τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ ἀνευρίσκεται, ἀλλὰ δὲν εἶναι προδήλως ὑπεύθυνος διὰ τὴν ἐπὶ μακρὰς περιόδους ἐμμονὴν τοῦ ἴου εἰς τὰ ζῶα τῆς θασάδους τροπικῆς περιοχῆς.

«Ζώνη δεκτικότητος κιτρίνου πυρετοῦ», δηλοῖ περιοχὴν ἐντὸς τῆς ὁποίας δὲν ὑφίσταται κιτρίνος πυρετός, ἀλλὰ θὰ ἠδύνατο νὰ ἀναπτυχθῇ οὗτος ἐὰν εἰσῆγετο.

*Ἄρθρον 3.

Ἡ οὕτω γνωστοποιουμένη ὑπάρξις τῆς νόσου ἐπιβεβαιούται ἄνευ ἀναβολῆς διὰ τῶν δυνατῶν ἐργαστηριακῶν ἐξετάσεων καὶ τὰ ἀποτελέσματα διαβιβάζονται ἀμέσως τηλεγραφικῶς εἰς τὴν Ὁργάνωσιν.

*Ἄρθρον 6.

1. Ἡ ὑγειονομικὴ ὑπηρεσία ἐδάφους ἐν ᾧ κεῖται περιφέρεια μεμολυσμένη, ἐξαιρέσει περιφερείας περιλαμβανομένης εἰς ζώνην ἐνδημικότητος τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ, εἰδοποιεῖ τὴν Ὁργάνωσιν, εὐθὺς ὡς ἡ περιφέρεια αὕτη παύσῃ ἐκ νέου νὰ εἶναι μεμολυσμένη.

2. Περιφέρεια μεμολυσμένη δύναται νὰ θεωρηθῇ ὅτι ἔπαυσε νὰ εἶναι μεμολυσμένη, ὅταν ἐλήφθησαν καὶ ἐξακολουθοῦν νὰ λαμβάνονται πάντα τὰ προφυλακτικὰ μέτρα πρὸς πρόληψιν ἐπανεμφάνσεως τῆς νόσου ἢ τῆς δυνατῆς ἐξαπλώσεως αὐτῆς εἰς ἄλλας περιφερείας ὅταν

β) Προκειμένου περὶ κιτρίνου πυρετοῦ ἐκτὸς τῆς ζώνης ἐνδημικότητος τούτου, παρῆλθον τρεῖς μῆνες ἀπὸ τοῦ τελευταίου κρούσματος ἐπὶ ἀνθρώπου ἢ εἰς μὴν ἄρ' ἢς ὁ δείκτης Aedes Aegypti περιωρίσθη εἰς 1 τοῖς ἑκατὸν (100) τοῦλάχιστον.

*Ἄρθρον 20.

1. Πᾶς λιμὴν κείμενος εἰς ζώνην ἐνδημικότητος ἢ δεκτικότητος τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ, ὡς καὶ ἡ ἕκτασις ἢ περιλαμβανομένη εἰς τὴν περίμετρον παντὸς κειμένου οὕτως ἀερολιμένος, διατηροῦνται ἀπηλλαγμένοι ἀπὸ στεγόμυιας Aedes Aegypti εἰς τὸ στάδιον τῆς προνύμφης ἢ εἰς τὸ ὄριμον στάδιον.

2. Πάντες οἱ χώροι οἱ κείμενοι ἐντὸς ζώνης ἀπ' εὐθείας διαμετακομίσεως ἐγκατεστημένης εἰς ἀερολιμένα εὐρισκόμενον εἰς ζώνην ἐνδημικότητος ἢ δεκτικότητος τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ προφυλάσσονται ἀπὸ τῶν κωνώπων.

3. Πᾶς διαθέτων ὑγειονομικὴν ὑπηρεσίαν ἀερολιμὴν κείμενος ἐντὸς ζώνης ἐνδημικότητος τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ:

α) Χρησιμοποιεῖται ὑπὸ τῶν ταξιδιωτῶν, τῶν πληρωμάτων καὶ τοῦ προσωπικοῦ τοῦ ἀερολιμένος καὶ διαθέτει διαμερίσματα διαμονῆς ὡς καὶ χώρους νοσηλείας, ἀμφοτέρων, προστατευομένων ἐκ τῶν κωνώπων.

β) Διατηρεῖται ἀπηλλαγμένος κωνώπων, διὰ συστηματικῆς καταστροφῆς τῶν προνυμφῶν καὶ τῶν ὀρίμων ἐντόμων εἰς τὸ ἐσωτερικὸν τῆς περιμέτρου τοῦ ἀερολιμένος καὶ ἐντὸς προστατευτικῆς ζώνης 400 μέτρων περίξ τῆς περιμέτρου ταύτης.

*Ἄρθρον 42.

Ἀερόπλοιοι δὲν θεωρεῖται ὡς προσερχόμενον ἐκ μεμολυσμένης περιφερείας ἐκ μόνου τοῦ γεγονότος ὅτι κατὰ τὴν ὑπεράνω μεμολυσμένου τινὸς ἐδάφους διέλευσίν του, προσεγειώθη εἰς ἓνα ἢ περισσοτέρους ἀερολιμένας, οἱ ὅποιοι διαθέτουν ὑγειονομικὴν ὑπηρεσίαν καὶ δὲν ἀποτελοῦν αὐτοὶ οὗτοι μεμολυσμένην περιφέρειαν.

*Ἐπιφύλαξις - Πακιστάν (Βλ. Παράρτημα II).

*Ἄρθρον 43.

Πᾶν ἄτομον ὅπερ, ὑπερέπτη ἐν ἀερόπλοιῳ μεμολυσμένης περιοχῆς, ἀλλὰ δὲν προσεγειώθη ἢ προσεγειώθη ὑπὸ τὰς ἐν ἄρθρῳ 34 προσδιοριζόμενας συνθήκας, δὲν θεωρεῖται ὡς προσερχόμενον ἐκ τῆς μεμολυσμένης ταύτης περιφερείας.

*Ἐπιφύλαξις - Πακιστάν (Βλ. Παράρτημα II).

*Ἄρθρον 70.

1. Αἱ ζῶναι ἐνδημικότητος καὶ αἱ ζῶναι δεκτικότητος τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ καθορίζονται ὑπὸ τῆς Ὁργανώσεως, κατόπιν συνεννοήσεως μεθ' ἐκάστης τῶν ἐνδιαφερομένων ὑγειονομικῶν ὑπηρεσιῶν. Ἐν συνεχείᾳ δύναται αὐταὶ νὰ τροποποιηθῶν κατὰ τὸν αὐτὸν τρόπον. Ὁ ὡς ἄνω καθορισμὸς κοινοποιεῖται ὑπὸ τῆς Ὁργανώσεως εἰς ἅλας τὰς ὑγειονομικὰς ὑπηρεσίας.

2. Ὅταν ὑγειονομικὴ τις ὑπηρεσία δηλώσῃ εἰς τὴν Ὁργάνωσιν, ὅτι ἐν τινὶ περιφερείᾳ, ἣτις ἀποτελεῖ μέρος ζώνης ἐνδημικότητος τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ, ὁ δείκτης Aedes Aegypti, παρέμεινε σταθερῶς κάτω τοῦ ἐνὸς ἐπὶ τοῖς ἑκατὸν (100) ἐπὶ ἓν ἔτος, ἢ Ὁργάνωσις, ἐὰν εἶναι σύμφωνος μετὰ τῆς ὑγειονομικῆς ταύτης ὑπηρεσίας, γνωστοποιεῖ πρὸς ἀπάσας τὰς ὑγειονομικὰς ὑπηρεσίας, ὅτι ἡ περιφέρεια αὕτη ἔπαυσε νὰ ἀποτελῇ μέρος τῆς ζώνης ἐνδημικότητος τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ.

*Ἐπιφύλαξις - Πακιστάν, Ἡνωμένη Ἀραβικὴ Δημοκρατία (Βλ. Παράρτημα II).

*Ἄρθρον 73.

3. Τὸ αὐτὸ ἰσχύει προκειμένου περὶ ἀερόπλοιων προσερχομένων ἐκ περιφερείας, ἐνθα ὑφίσταται ἡ στεγόμυια Aedes Aegypti ἢ πᾶς ἕτερος οἰκόσιτος φορεὺς τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ καὶ χατευθυνομένων εἰς ζώνην δεκτικότητος τοῦ κιτρίνων ἐκ περιφερείας, ἐνθα ὑφίσταται ἡ στεγόμυια Aedes Aegypti.

*Ἄρθρον 75.

1. Πᾶν ἄτομον προσερχόμενον ἐκ μεμολυσμένης περιφερείας, τὸ ὁποῖον δὲν εἶναι ἐφωδιασμένον δι' ἐγκύρου πιστοποιητικοῦ ἐμβολιασμοῦ κατὰ τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ καὶ πρόκειται, κατὰ τὴν διάρκειαν διεθνoῦς ταξιδίου, νὰ διέλθῃ ἐξ ἀερολιμένος κειμένου ἐντὸς ζώνης δεκτικότητος τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ μὴ διαθέτοντος εἰσέτι τὰ μέσα διὰ τὴν ἐξασφάλισιν τοῦ διαχωρισμοῦ, ὡς οὗτος προβλέπεται εἰς τὸ ἄρθρον 34, δύναται νὰ κρατηθῇ εἰς ἀερολιμένα ἐνθα ὑφίστανται τὰ μέσα ταῦτα, ἐὰν αἱ ὑγειονομικαὶ ὑπηρεσίαι τῶν ἐδαφῶν, ἐνθα κεῖνται οἱ ὡς εἴρηται ἀερολιμένες συνωμολόγησαν πρὸς τοῦτο συμφωνίαν.

*Ἄρθρον 104.

1. Εἰδικαὶ συμφωνίαι δύναται νὰ συναφθοῦν μεταξὺ δύο ἢ περισσοτέρων Κρατῶν ἐχόντων κοινὰ συμφέροντα ὡς ἐκ τῶν ὑγειονομικῶν, γεωγραφικῶν, κοινωνικῶν ἢ οἰκονομικῶν συνθηκῶν αὐτῶν, ἵνα καταστή ἀποτελεσματικωτέρᾳ καὶ ἥττον ὀχληρὰ ἢ ἐφαρμογὴ τῶν ὑγειονομικῶν μέτρων τῶν προβλεπομένων εἰς τὸν παρόντα Κανονισμόν, ἰδίᾳ ὅσον ἀφορᾷ:

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Β'.

ΚΑΝΟΝΕΣ ΥΓΙΕΙΝΗΣ ΑΦΟΡΩΝΤΕΣ ΤΑ ΜΕΤΑΦΕΡΟΝΤΑ ΠΡΟΣΚΥΝΗΤΑΣ ΠΛΟΙΑ & ΑΕΡΟΠΛΟΙΑ

ΤΙΤΛΟΣ Ι.

Πλοία Μεταφέροντα Προσκυνητάς.

*Άρθρον Β1.

Μόνον τὰ μηχανικῆς κινήσεως πλοία δύναται νὰ μεταφέρουν προσκυνητάς.

*Άρθρον Β2.

1. Πᾶν πλοῖον, μεταφέρον προσκυνητάς δέον νὰ δύναται νὰ ἐγκαταστήσῃ τοὺς προσκυνητάς ἐντὸς τοῦ μεσοκαταστρώματος.

2. Ἀπαγορεύεται ἡ ἐγκατάστασις τῶν προσκυνητῶν εἰς τὸ πρῶτον μεσοκατάστρωμα, ὅπερ εὐρίσκεται ὑπὸ τὴν γραμμὴν πλεύσεως.

3. Ἐπὶ ἐκάστου πλοίου μεταφέροντος προσκυνητάς δέον νὰ ὑπάρχῃ δι' ἕκαστον προσκυνητὴν, οἰαδήποτε καὶ ἂν εἶναι ἡ ἡλικία αὐτοῦ.

α) Ἐντὸς τῶν μεσοκαταστρωμάτων, ἐκτὸς τοῦ χώρου τοῦ προοριζομένου διὰ τὸ πλήρωμα, ἐπιφάνεια τοῦλάχιστον 1.672 τετραγωνικῶν μέτρων (18 ἀγγλικῶν τετραγωνικῶν ποδῶν) καὶ ὄγκος τοῦλάχιστον 3,058 κυβικῶν μέτρων (108 ἀγγλικῶν κυβικῶν ποδῶν).

β) Ἐπὶ τοῦ ἄνω καταστρώματος, πλὴν τῶν ἀπαιτούμενων ὑπὸ τῆς ὑπηρεσίας τοῦ πλοίου ἐπιφανειῶν, τῶν προοριζομένων διὰ τὸ πλήρωμα ἢ κατελιημένων ὑπὸ κινήτων νοσοκομείων, κατακλινοστέρων ἢ ἀποχωρητηρίων, ἐλεύθερος χῶρος τοῦλάχιστον 0,557 τετραγωνικῶν μέτρων (ἕξ τετραγωνικῶν ἀγγλικῶν ποδῶν).

4. Τὸ κατάστρωμα τῶν μεταφερόντων προσκυνητάς πλοίων τὸ κείμενον ὑπεράνω τοῦ ἄνω μεσοκαταστρώματος δέον νὰ εἶναι ἐκ ξύλου ἢ σιδήρου περιβεβλημένου διὰ ξύλου ἢ ἄλλης ἀρκούντως ἀπομονωτικῆς οὐσίας.

5. Ἐπὶ τοῦ μεταφέροντος προσκυνητάς πλοίου δέον νὰ ἐξασφαλίζεται ἰκανοποιητικὸς ἀερισμὸς. Οὗτος δέον νὰ ἐνισχύεται διὰ μηχανικῶν ἀνεμιστήρων τοῦλάχιστον ἐπὶ τῶν καταστρωμάτων τῶν κειμένων κάτω τοῦ πρώτου μεσοκαταστρώματος καὶ διὰ φεγγιτῶν ἐπὶ τῶν ἄνω μεσοκαταστρωμάτων τῶν κειμένων ὑπεράνω τῆς γραμμῆς πλεύσεως.

*Άρθρον Β3.

1. Πᾶν μεταφέρον προσκυνητάς πλοῖον δέον νὰ περιλαμβάνῃ ἐπὶ τοῦ καταστρώματος καὶ εἰς ἐμφανῆ σημεῖα, χώρους ἐφωδιασμένους πάντοτε καὶ ὅταν τὸ πλοῖον εὐρίσκεται ἠγκυροβολημένον, μὲ σωληνώσεις θαλασσίου ὕδατος ὑπὸ πίεσιν μὲ κρουνοὺς ἢ κατακλινοστῆρας εἰς ἀναλογίαν τοῦλάχιστον 1 κρουνοῦ ἢ κατακλινοστῆρος, διὰ 100 προσκυνητάς ἢ κλάσμα τούτων.

2. Ἐπαρκῆς ἀριθμὸς χώρων προορίζεται διὰ τὴν χρῆσιν τῶν γυναικῶν.

*Άρθρον Β4.

1. Πᾶν μεταφέρον προσκυνητάς πλοῖον δέον νὰ εἶναι ἐφωδιασμένον ἐκτὸς τῶν ἀποχωρητηρίων διὰ τὸ πλήρωμα, καὶ μὲ τοιαῦτα ὕδατος συνεχοῦς ροῆς ἢ μὲ κρουνοὺς εἰς ἀναλογίαν τριῶν τοῦλάχιστον ἀποχωρητηρίων διὰ 100 προσκυνητάς ἢ κλάσμα τούτων. Οὐχ' ἦττον, διὰ τὰ πλοία τὰ ὁποῖα εἶναι ἤδη ναυπηγημένα καὶ ἐπὶ τῶν ὁποίων τὸ ποσοστὸν τοῦτο δὲν εἶναι δυνατόν νὰ ἐξασφαλισθῇ, ἡ ὑγειονομικὴ ἀρχὴ τοῦ λιμένος ἀναχωρήσεως δύναται νὰ δεχθῇ ἀναλογίαν μικροτέραν ἀλλ' οὐχὶ κατωτέραν τῶν δύο ἀποχωρητηρίων διὰ 100 προσκυνητάς ἢ κλάσμα τούτων.

2. Ἐπαρκῆς ἀριθμὸς ἀποχωρητηρίων προορίζεται διὰ τὴν χρῆσιν τῶν γυναικῶν.

3. Δὲν ἐπιτρέπεται ἡ τοποθέτησις ἀποχωρητηρίων εἰς τὸ

κύτος τοῦ πλοίου ἢ εἰς μεσοκατάστρωμα μὴ ἔχον ἔξοδον εἰς ἀνοικτὸν κατάστρωμα..

*Άρθρον Β5.

1. Πᾶν μεταφέρον προσκυνητάς πλοῖον δέον νὰ εἶναι ἐφωδιασμένον μὲ ἐπαρκεῖς χώρους διὰ νοσηλευτήριον κειμένους ἐπὶ τοῦ ἄνω καταστρώματος, ἐκτὸς ἐάν, κατὰ τὴν κρίσιν τῆς ὑγειονομικῆς ἀρχῆς τοῦ λιμένος ἀναχωρήσεως, δύναται οὔτοι νὰ ἐγκατασταθῶν ἀλλαγῶν ὑπὸ συνθήκας ἕξ ἴσου ἰκανοποιητικῆς.

2. Οἱ χώροι νοσηλευτηρίου, περιλαμβανομένων τῶν κινήτων νοσοκομείων, δέον νὰ ἔχουν ἐπαρκεῖς διαστάσεις καὶ νὰ περιλαμβάνουν τοῦλάχιστον 9,012 τετραγωνικὰ μέτρα (97 τετραγ. ἀγγλικῶν πόδας) διὰ 100 προσκυνητάς ἢ κλάσμα τούτων. Δέον νὰ εἶναι διαμορφωμένοι κατὰ τρόπον ὥστε νὰ ἐξασφαλίζουν τὴν ἀπομόνωσιν τῶν ἀσθενῶν ὡς καὶ τῶν ὑπόπτων.

3. Τὰ νοσηλευτήρια δὲ εἶναι ἐφωδιασμένα μὲ ἀποχωρητήρια καὶ κρουνοὺς ποσίμου ὕδατος, προοριζομένους ἀποκλειστικῶς διὰ ταῦτα.

*Άρθρον Β6.

1. Πᾶν μεταφέρον προσκυνητάς πλοῖον δέον νὰ εἶναι ἐφωδιασμένον μὲ τὰ ἀπαραίτητα φάρμακα καὶ ὑλικὸν διὰ τὴν θεραπείαν τῶν ἀσθενῶν προσκυνητῶν, ὡς καὶ μὲ ἀπολυμαντικὰ καὶ ἐντομοκτόνα. Ἡ ὑγειονομικὴ ἀρχὴ τοῦ ἐδάφους ἐνθα εὐρίσκεται ὁ λιμὴν ἀναχωρήσεως καθορίζει τὰς ποσότητας τῶν οὐσιῶν τούτων ἢ ἀντικειμένων, τὰ ὁποῖα δέον νὰ ὑπάρχουν ἐπὶ τοῦ μεταφέροντος προσκυνητάς πλοίου.

2. Πᾶν μεταφέρον προσκυνητάς πλοῖον δέον νὰ εἶναι ἐφωδιασμένον δι' ἀντιγολερικῶν ἐμβολίου, διὰ δαμαλίδος καὶ παντὸς ἐτέρου ἐμβολίου, τὸ ὁποῖον ἤθελεν ἐπιβάλλει ἡ ὑγειονομικὴ ἀρχὴ ἢ ἀναφερομένη εἰς τὴν προηγουμένην παράγραφον, τῆς συντηρήσεως τῶν ἐμβολίων καὶ οὐσιῶν τούτων ἐξασφαλιζομένης καταλλήλως.

3. Ἡ ἰατρικὴ περίθαλψις καὶ τὰ φάρμακα παρέχονται δωρεάν εἰς τοὺς προσκυνητάς τοὺς ταξιδεύοντας δι' εἰδικῶν διὰ προσκυνητάς πλοίου.

*Άρθρον Β7.

1. Τὸ πλήρωμα παντὸς πλοίου μεταφέροντος προσκυνητάς δέον νὰ περιλαμβάνῃ ἓνα διπλωματοῦχον ἰατρόν, γνώστην τῶν ζητημάτων τῆς ἐπὶ τῶν πλοίων ὑγιεινῆς, ὡς καὶ ἓνα νοσοκόμον. Οὔτοι ἐξασφαλίζουν τὴν ἐπὶ τοῦ πλοίου ἰατρικὴν ὑπηρεσίαν.

2. Ἐὰν ὁ ἀριθμὸς τῶν ἐπὶ τοῦ πλοίου προσκυνητῶν ὑπερβαίῃ τοὺς χιλίους, τὸ πλήρωμα δέον νὰ περιλαμβάνῃ δύο διπλωματούχους ἰατροὺς καὶ δύο νοσοκόμους.

3. Οἱ ἰατροὶ δέον νὰ εἶναι ἀνεγνωρισμένοι ὑπὸ τῆς ὑγειονομικῆς ἀρχῆς τῆς χώρας ἐνθα κεῖται ὁ λιμὴν ἀναχωρήσεως.

*Άρθρον Β8.

Πᾶν Κράτος δύναται νὰ ὑποβάλλῃ τὰ μεταφέροντα προσκυνητάς πλοία, ἅτινα ἐπιτιβάθουν εἰς τοὺς λιμένας αὐτοῦ προσκυνητάς διὰ τὴν Χετζάζην, εἰς διατάξεις προσθέτους πρὸς ἐκεῖνας τῶν ἀρθρῶν Β2 καὶ Β7, αἵτινες ἀποτελοῦν ἐλάχιστον ὄριον, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν, ὅτι αἱ διατάξεις αὗται εἶναι σύμφωνοι πρὸς τὴν νομοθεσίαν τοῦ Κράτους τούτου.

*Άρθρον Β9.

Οἱ προσκυνηταὶ δὲν δύναται νὰ φέρουν μεθ' ἑαυτῶν, ἐπὶ μεταφέροντος προσκυνητάς πλοίου, εἰμὴ μόνον ἐλαφρὰς ἀποσκευὰς, αἱ ὁποῖαι τοῖς εἶναι ἀπαραίτητοι κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ ταξιδίου.

*Άρθρον Β10.

Πᾶς προσκυνητὴς δέον νὰ εἶναι ἐφωδιασμένος δι' εἰσιτηρίου μεταβάσεως καὶ ἐπιστροφῆς ἢ νὰ ἔχῃ καταθέσει ἐπαρκῆς χρηματικὸν ποσὸν διὰ τὴν ἐπιστροφήν του. Τὰ ὑγειονομικὰ τέλη τὰ κανονικῶς ὀφειλόμενα ὑπὸ τῶν προσκυνητῶν ὡς ἐκ

της μεταβάσεως και επιστροφής των εκ Χερζάλης τυμπερι-
λαμβάνονται εις τὸ αντίτιμον τοῦ ἐν λόγῳ εἰσιτηρίου ἢ εἰς τὸ
κατατεθέν ὡς ἄνω χρηματικὸν ποσόν.

Ἄρθρον Β11.

1. Ὁ πλοίαρχος παντὸς πλοίου μεταφέροντος προσκυνητὰς ἢ ὁ πράκτωρ τῆς Ἐταιρείας ναυσιπλοίας ἀνακοινῶσι εἰς τὴν Ἑγειονομικὴν Ἀρχὴν τοῦ λιμένος ἐνθα θέλουν ἐπιβιβασθῆ ἢ προσκυνηταί, τὴν πρόθεσιν τοῦ ὅπως ἐπιβιβάσθαι προσκυνη-
τὰς διὰ Χερζάλην. Ἡ ἀνακοίνωσις οὕτη δεόν νὰ λάβῃ χώραν
τρεις ἡμέρας πρὸ τῆς ἀναχωρήσεως τοῦ πλοίου καὶ δώδεκα
ὥρας πρὸ τῆς ἀναχωρήσεως ἐκ λιμένος τινὸς προσεγγίσεως.

2. Ἡ ἴδια ἀνακοίνωσις ἀπευθύνεται εἰς τὴν ὑγειονομικὴν
ἀρχὴν τῆς Τζέντα τοῦλάχιστον τρεῖς ἡμέρας πρὶν ἢ τὸ πλοῖον
ἐγκαταλείψῃ τὸν λιμένα.

3. Αἱ ἀνακοινώσεις αὗται περιλαμβάνουν τὴν προβλεπομέ-
νην ἡμερομηνίαν ἀναχωρήσεως ὡς καὶ τὸν λιμένα ἢ τοὺς λι-
μένας ἀποβιβάσεως τῶν προσκυνητῶν.

Ἄρθρον Β12.

1. Κατὰ τὴν λήψιν τῆς προβλεπομένης ὑπὸ τοῦ ἄρθρου Β11
ἀνακοίνωσεως, ἡ ὑγειονομικὴ ἀρχὴ τοῦ λιμένος προβαίνει εἰς
τὴν ἐπιθεώρησιν τοῦ πλοίου. Δύναται αὕτη νὰ προβῇ εἰς τὴν
καταμέτρησιν τοῦ πλοίου, ἐὰν ὁ πλοίαρχος δὲν εἶναι ἐφωδια-
σμένος διὰ πιστοποιητικὸν καταμετρήσεως ἐκδοθέντος ὑπὸ
ἐτέρας ἀρμοδίας ἀρχῆς ἢ ἐὰν ἡ ἐπιθεωροῦσα ἀρχὴ ἔχη λό-
γους νὰ θεωρῇ, ὅτι τὸ ἐν λόγῳ πιστοποιητικὸν δὲν ἀνταποκρί-
νεται πλέον εἰς τὴν παρούσαν κατάστασιν τοῦ πλοίου.

2. Τὰ ἔξοδα ἐπιθεωρήσεως καὶ καταμετρήσεως βαρύνουν
τὸν πλοίαρχον.

Ἄρθρον Β13.

Ἡ ὑγειονομικὴ ἀρχὴ λιμένος δὲν ἐπιτρέπει τὴν ἀναχώ-
ρησιν πλοίου μεταφέροντος προσκυνητὰς εἰμὴ μόνον ἀφ' ἑ-
ξικωθῆ ὅτι:

α) Τὸ πλήρωμα περιλαμβάνει ἓνα ἢ περισσότερους διπλω-
ματούχους ἰατρούς, ὡς καὶ ἓνα ἢ περισσότερους νοσοκόμους,
συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου Β7 καὶ φάρμακα
εἰς ἐπὶ ποσότητος.

β) Τὸ πλοῖον ὑποβάλλεται εἰς πλήρη καθαρισμόν καὶ ἐν
ἀνάγκῃ εἰς ἀπολύμανσιν.

γ) Τὸ πλοῖον ἀερίζεται καταλλήλως καὶ εἶναι ἐφωδιασμέ-
νον διὰ παραπετασμάτων πάχους καὶ ἀναπτύξεως ἐπαρκῶς
διὰ τὴν προστασίαν τοῦ καταστρώματος.

δ) Δὲν ὑφίσταται τίποτε ἐπὶ τοῦ καταστρώματος, τὸ ὅποιον
εἶναι δυνατόν νὰ καταστῇ ἐπιβλαβὲς εἰς τὴν ὑγίαν τῶν προσ-
κυνητῶν καὶ τοῦ πληρώματος.

ε) Ἐπὶ πλέον τῶν ἐφοδίων τῶν προοριζομένων διὰ τὰ ἔτερα
ἐπὶ τοῦ πλοίου ἄτομα, ὑφίστανται ἐπὶ τοῦ πλοίου, καλῶς τοπο-
θετημένα εἰς καταλλήλους χώρους, τρῶφιμα καλῆς ποιότη-
τος καὶ εἰς ἐπαρκεῖς ποσότητος διὰ τὰς ἀνάγκας ὄλων τῶν
προσκυνητῶν καθ' ὅλην τὴν διάρκειαν τοῦ ταξιδίου.

στ) Τὸ ἐπὶ τοῦ πλοίου πόσιμον ὕδωρ εἶναι ὑγιεινὸν καὶ δια-
τίθεται εἰς ἐπαρκεῖς ποσότητος.

ζ) Αἱ δεξαμεναὶ ποσίμου ὕδατος προφυλάσσονται ἐπαρκῶς
κατὰ τῆς μόλυνσεως καὶ εἶναι κλεισμέναι, εἰς τρόπον ὥστε
ἢ διανομή τοῦ ὕδατος νὰ μὴ δύναται νὰ γίνῃ εἰμὴ διὰ κρου-
τῶν ἢ ἀντλιῶν.

η) Τὸ πλοῖον εἶναι ἐφωδιασμένον διὰ διυλιστηρίου δυναμέ-
νον νὰ παραγάγῃ τοῦλάχιστον πέντε λίτρα ποσίμου ὕδατος
καθ' ἡμέραν δι' ἕκαστον ἐπὶ τοῦ πλοίου ἄτομον.

θ) Τὸ πλοῖον εἶναι ἐφωδιασμένον διὰ καταλλήλου ἀπολυ-
μαντικοῦ κλιβάνου ἐπαρκῶς χωρητικότητος.

ι) Τὸ κατάστρωμα τοῦ πλοίου, εἶναι ἀπηλλαγμένον ἐμπο-
ρευμάτων καὶ ἄλλων παρεμποδίζοντων ἀντικειμένων.

ια) Ἡ διαρροὴ τοῦ πλοίου εἶναι τοιαύτη, ὥστε δύναται
νὰ ἐφαρμόζονται τὰ προβλεπόμενα εἰς τὸ παρὸν Παράρ-
τημα μέτρα.

ιβ) Ὁ πλοίαρχος κατέχει:

1) Πίνακα φέροντα τὴν θεώρησιν τῆς ὑγειονομικῆς ἀρχῆς
ἐκάστου λιμένος, ἐνθα ἐπιβιβάσθησαν προσκυνηταί, περιλαμ-
βάνοντα τὸ ὄνομα καὶ τὸ γένος τούτων, ὡς καὶ τὸν ἀνώτατον
ἀριθμὸν προσκυνητῶν, τοὺς ὁποίους δύναται νὰ μεταφέρῃ τὸ
πλοῖον.

ii) Ἐγγράφον ἐμφαίνον τὸ ὄνομα, τὴν ἐθνικότητα, τὴν
χωρητικότητα τοῦ πλοίου, τὸ ὄνομα τοῦ πλοίαρχου, ὡς καὶ τοῦ
ἱατροῦ ἢ τῶν ἱατρῶν τοῦ πλοίου, τὸν ἀκριβῆ ἀριθμὸν τῶν
ἐπιβιβασθέντων ἀτόμων καὶ τὸν λιμένα ἀναχωρήσεως. Ἡ Ἑ-
γειονομικὴ Ἀρχὴ τοῦ λιμένος ἀναχωρήσεως ἀναγράφει ἐπὶ
τοῦ ἐγγράφου τούτου, ἐὰν συνεπληρώθῃ τὸ ἀνώτατον ὄριον
τῶν δυναμένων, νὰ ἐπιβιβασθῶν προσκυνητῶν καὶ, ἐν ἀρνη-
τικῇ περιπτώσει, τὸν συμπληρωματικὸν ἀριθμὸν προσκυνητῶν
τοὺς ὁποίους δύναται νὰ ἐπιβιβάσῃ τὸ πλοῖον εἰς τὰς ἐπομέ-
νας προσεγγίσεις.

Ἄρθρον Β14.

1. Ἐπὶ τοῦ προβλεπομένου εἰς τὸ ἐδάφιον ε) τῆς παραγρά-
φου β) τοῦ ἄρθρου Β13 ἐγγράφου προστίθεται εἰς ἕκαστον
λιμένα προσεγγίσεως θεώρησις τῆς ὑγειονομικῆς ἀρχῆς τοῦ
λιμένος τούτου, ἢ ὅποια περιλαμβάνει:

α) Τὸν ἀριθμὸν τῶν ἀποβιβασθέντων ἢ ἐπιβιβασθέντων
προσκυνητῶν εἰς τὸν λιμένα τούτον.

β) Τὴν ὑγειονομικὴν κατάστασιν τοῦ λιμένος προσεγγί-
σεως.

2. Πᾶσα ἀλλοίωσις τοῦ ἀνωτέρω ἐγγράφου γενομένη κατὰ
τὴν διάρκειαν τοῦ ταξιδίου θέτει τὸ πλοῖον εἰς κίνδυνον νὰ
θεωρηθῇ μεμολυσμένον.

Ἄρθρον Β15.

Ἀπαγορεύεται εἰς τοὺς προσκυνητὰς νὰ παρασκευάζουν
φαγητὰ ἐπὶ τοῦ πλοίου.

Ἄρθρον Β16.

Τὸ προοριζόμενον διὰ τοὺς προσκυνητὰς κατάστρωμα δεόν,
κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ ταξιδίου, νὰ παραμένῃ ἀπηλλαγμέ-
νον παντὸς ἐμπορεύματος καὶ παντὸς παρεμποδίζοντος ἀντι-
κειμένου. Τὸ κατάστρωμα τοῦτο παραχωρεῖται εἰς αὐτοὺς
δωρεάν ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν, ὡς ἐπίσης καὶ κατὰ τὴν διάρκειαν
τῆς νυκτός.

Ἄρθρον Β17.

Κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ ταξιδίου, τὰ μεσοκαταστρώματα
πλοίου μεταφέροντος προσκυνητὰς, δεόν νὰ καθαρίζονται κα-
θημερινῶς κατὰ τρόπον ἱκανοποιητικόν, καθ' ὅν χρόνον δὲν
εἶναι κατεληγμένα ὑπὸ τῶν προσκυνητῶν.

Ἄρθρον Β18.

Τὰ ἀποχωρητήρια τοῦ μεταφέροντος προσκυνητὰς πλοίου
δεόν νὰ τηροῦνται καθαρὰ καὶ εἰς καλὴν κατάστασιν λειτουρ-
γίας. Ἀπολυμαίνονται τοῦλάχιστον τρεῖς τῆς ἡμέρας καὶ συ-
χνότερον ἂν τοῦτο εἶναι ἀναγκαῖον.

Ἄρθρον Β19.

1. Πᾶς προσκυνητῆς, οἰασδήποτε ἡλικίας, λαμβάνει ἡμε-
ρησίως τοῦλάχιστον 5 λίτρα ποσίμου ὕδατος, τὰ ὅποια παρέ-
χονται δωρεάν.

2. Ἐὰν ὑπάρχῃ ὑπόνοιά τις, ὅτι τὸ πόσιμον ὕδωρ πλοίου
μεταφέροντος προσκυνητὰς εἶναι μεμολυσμένον ἢ ἐὰν ὑπάρ-
χῃ ἀμφιβολία ὅσον ἀφορᾷ τὴν ποιότητα αὐτοῦ, δεόν τοῦτο νὰ
υποβάλληται εἰς βρασμὸν ἢ νὰ ἀποστειρώνηται καὶ νὰ ἀντικαθί-
σταται δι' ὑγιεινὸν ὕδατος εἰς τὸν πρῶτον λιμένα, εἰς τὸν ὁ-
ποῖον δύναται τοῦτο νὰ πραγματοποιηθῆ. Αἱ ἀποθῆκαι ὕδα-
τος δεόν νὰ ἀπολυμαίνωνται πρὶν ἢ πληρωθῶν ἐκ νέου.

Ἄρθρον Β20.

1. Ἐπὶ τοῦ μεταφέροντος προσκυνητὰς πλοίου, ὁ ἱατρὸς
αὐτοῦ προβαίνει καθημερινῶς εἰς ἱατρικὴν ἐπίσκεψιν τῶν
προσκυνητῶν κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ ταξιδίου, παρέχει εἰς
αὐτοὺς ἱατρικὴν περίθαλψιν καὶ βεβαιοῦται περὶ τῆς τηρή-
σεως καὶ ἐξασφαλίσεως τῶν κανόνων ὑγιεινῆς ἐπὶ τοῦ πλοίου.

2. Ὁ ἰατρός τοῦ πλοίου βεβαιοῦται κυρίως ἐπὶ τῶν ἀκολούθων:

α) Ὅτι αἱ διανεμόμεναι τροφαὶ εἰς τοὺς προσκυνητὰς εἶναι καλῆς ποιότητος καὶ καταλλήλως παρεσκευασμέναι καὶ ὅτι ἡ ποσότης των εἶναι σύμφωνος πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ συμβολαίου μεταφορᾶς.

β) Ὅτι ἡ διανομὴ ποσίμου ὕδατος ἐκτελεῖται συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παραγράφου 1 τοῦ ἄρθρου Β19.

γ) Ὅτι τὸ πλοῖον τηρεῖται εἰς κατάστασιν διαρκoῦς καθαριότητος καὶ τὰ ἀποχωρητήρια καθαρίζονται συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου Β18.

δ) Ὅτι τὰ ἐνδαιτήματα τῶν προσκυνητῶν τηροῦνται εἰς καλὴν κατάστασιν καθαριότητος.

ε) Ὅτι ἐὰν σημειωθῇ κρούσμα μολυσματικῆς νόσου, ἐφαρμόζονται τὰ κατάλληλα προφυλακτικὰ μέτρα, ἰδίᾳ ἡ ἀπολύμανσις καὶ ἡ ἐντομοκτονία.

3. Ἐὰν ὑπάρχῃ ἀμφιβολία ἐπὶ τῆς ποιότητος τοῦ ποσίμου ὕδατος, ὁ ἰατρός τοῦ πλοίου ὑπενθυμίζει γραπτῶς εἰς τὸν πλοίαρχον τὰς διατάξεις τῶν ἐδαφίων στ', ζ' καὶ η' τοῦ ἄρθρου Β13 καὶ τῆς παραγράφου β' τοῦ ἄρθρου Β19.

4. Ὁ ἰατρός τοῦ πλοίου δέον νὰ τηρῇ ἡμερολόγιον, προσυπογραφόμενον καθημερινῶς καὶ ὑπὸ τοῦ πλοίαρχου, δεικνύον ἡμέραν καθ' ἡμέραν, πάντα τὰ ὑγειονομικὰ συμβεβηκότα τὰ σημειωθέντα ἐπὶ τοῦ πλοίου κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ ταξιδίου συμπεριλαμβανομένων τῶν ληφθέντων προληπτικῶν μέτρων. Ὑποχρεοῦται νὰ ὑποβάλλῃ τὸ ἡμερολόγιον τοῦτο, κατόπιν αἰτήσεως, πρὸς ἐξέτασιν εἰς ὑγειονομικὴν ἀρχὴν τῶν λιμένων προσεγγίσεως καὶ πορορισμοῦ.

Ἄρθρον Β21.

Ὁ ἰατρός τοῦ πλοίου εἶναι ὑπεύθυνος ἐναντι τοῦ πλοίαρχου διὰ πάντα τὰ ἀναγκαῖα μέτρα ἀπολυμάνσεως καὶ ἐντομοκτονίας, τὰ ὅποια δέον νὰ λαμβάνωνται ἐπὶ τοῦ πλοίου, ἵνα ἐκτελοῦνται ὑπὸ τὸν ἔλεγχον αὐτοῦ, ὡς καὶ διὰ τὰ ὀριζόμενα εἰς τὴν παράγραφον 2 τοῦ ἄρθρου Β20 μέτρα.

Ἄρθρον Β22.

Μόνον τὰ ἄτομα τὰ ἐπιφορτισμένα μὲ τὴν θεραπείαν τῶν ἀσθενῶν ἢ τὴν νοσηλείαν αὐτῶν δύνανται νὰ πλησιάζουν τοὺς ἀσθενεῖς ὅταν οὗτοι ἔχουν προσβληθῇ ὑπὸ νόσου μολυσματικοῦ τινος χαρακτῆρος. Πλὴν τῶν ἰατρῶν δὲν δύνανται ταῦτα

νὰ ἔλθουν εἰς ἐπαφὴν μὲ ἄλλα ἐπὶ τοῦ πλοίου ἄτομα, ἐὰν ἐκ τῆς ἐπαφῆς ταύτης εἶναι ἐνδεχόμενον νὰ μεταδοθῇ ἡ νόσος.

Ἄρθρον Β23.

1. Ἐν περιπτώσει θανάτου προσκυνητοῦ κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ ταξιδίου, ὁ πλοίαρχος μνημονεύει τὸ γεγονός ἐναντι τοῦ ὀνόματος τοῦ ἀποθανόντος προσκυνητοῦ, ἐπὶ τοῦ πίνακος τοῦ ἀναφερομένου εἰς τὸ ἐδάφιον ι' τοῦ στοιχείου λ' τοῦ ἄρθρου Β13 καὶ ἐπὶ πλεόν, ἀναγράφει ἐπὶ τοῦ βιβλίου τοῦ πλοίου τὸ ὄνομα τοῦ ἀποβιώσαντος ἀτόμου, τὴν ἡλικίαν αὐτοῦ, τὴν προέλευσίν του καὶ τὴν αἰτίαν ἢ τοῦλάχιστον τὴν ὑποτιθεμένην αἰτίαν τοῦ θανάτου αὐτοῦ.

2. Ἐν περιπτώσει θανάτου ἐκ μεταδοτικῆς νόσου ἐπιγενομένου κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ ταξιδίου, τὸ πτώμα ρίπτεται εἰς τὴν θάλασσον ἀφοῦ προηγουμένως περιβληθῇ διὰ σινδῶνος ἐμβαπτισθείσης εἰς ἀπολυμαντικὸν διάλυμα.

Ἄρθρον Β24.

Αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος Παραρτήματος δὲν ἐφαρμόζονται εἰς τὰ πλοῖα τὰ μεταφέροντα προσκυνητὰς, τὰ ὅποια ἐκτελοῦν ταξίδιον μικρᾶς διάρκειας, ὀνομαζόμενον «ταξίδιον ἀκτοπλοίας». Τὰ πλοῖα ταῦτα δέον νὰ ἀνταποκρίνωνται εἰς τοὺς εἰδικoὺς ὅρους, ἐπὶ τῶν ὁποίων συμφέρονται τὰ ἐνδιαφερόμενα Κράτη.

ΤΙΤΛΟΣ II.

Ἀερόπλοια.

Ἄρθρον Β25.

Αἱ διατάξεις τῆς Συμβάσεως τῆς Διεθνoῦς Πολιτικῆς Ἀεροναυτιλίας (Σικάγον 1944) καὶ τῶν παραρτημάτων αὐτῆς, αἱ ὅποια διέπουν τὴν μεταφορὰν τῶν ταξιδιωτῶν διὰ τοῦ ἀέρος καὶ ἡ ἐφαρμογὴ τῶν ὁποίων δύναται νὰ ἐνδιαφέρῃ τὴν ὑγεινήν τῶν ταξιδιωτῶν τούτων, δέον νὰ ἐφαρμόζωνται μετὰ τῆς αὐτῆς αὐστηρότητος, εἴτε πρόκειται περὶ μεταφερόντων προσκυνητῶν ἀεροπλοίων, εἴτε περὶ μεταφερόντων ἀπλῶς ἐτέρους ταξιδιωτῶν ἀεροπλοίων.

Ἄρθρον Β26.

Πᾶσα ὑγειονομικὴ ἀρχὴ δύναται νὰ ἀπαιτήσῃ, ὅπως ἀερόπλοιοι μεταφέρουν προσκυνητὰς ἀποβιβάζῃ τούτους, μόνον ἐπὶ ἀερολιμένων τοῦ ἐδάφους τῆς εἰδικῶς ὀρισθέντων πρὸς τοῦτο.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ VIII.

ΟΔΗΓΙΑΙ ΔΙΑ ΤΗΝ ΕΚΤΕΛΟΥΜΕΝΗΝ
ΕΠΙ ΤΩΝ ΑΕΡΟΠΛΟΙΩΝ ΕΝΤΟΜΟΚΤΟΝΙΑΝ

Βασίζομεναι επί τής έβδομης και ένδεκάτης εκθέσεως τής Έπιτροπής Έμπειρογνομόνων δια τās Έντομοκτονίας τής Παγκοσμίου Όργανώσεως Υγείας.

Πρότυπα δια τὰ αεροζόλ:

α) Οί παρασκευασταί είναι ελεύθεροι να χρησιμοποιούν κατά βούλησιν διαλυτάς, μέσα διαμονής και κατάλληλα έντομοκτόνα, έξυπακουμένου θεαίως ότι τὸ τελικόν προϊόν θά είναι σύμφωνον πρὸς τὰ ὑπάρχοντα πρότυπα.

β) Εἰς τὴν παραγωγὴν ενός αεροζόλ ὑπείσέρχονται δύο στοιχεῖα τὰ ὁποῖα δέον νὰ θεωροῦνται ὡς ἐνιαῖον σύνολον: τὸ έντομοκτόνον παρασκευάσμα και ὁ διανομέυς.

Γενικαὶ ὁδηγίαι: Οἱ διανομεῖς δέον νὰ εἶναι τύπου μὴ δυναμένου νὰ ἐπαναπληρωθῇ δι' έντομοκτόνου, δια χρῆσιν ἐφ' ἅπαξ ἢ κατ' ἐπανάληψιν, μεγίστης χωρητικότητος 490 cm³ και νὰ εἶναι ἐφωθιασμένοι δι' ἐπιστομίου προστατευομένου κατά παντὸς ἀπρόοπτου κινδύνου ἀνοίγματος. Οὗτοι δέον νὰ ἀνταποκρίνωνται εἰς τὰς διατάξεις τῶν ἐθνικῶν κανονισμῶν και τοῦ Συλλόγου Διεθνῶν Έναερίων Μεταφορῶν, ὅσον ἀφορᾷ τὰ εἶδη τῶν ὁποίων ἢ δι' αέρος μεταφορὰ ὑπόκειται εἰς ὠρισμένους περιορισμούς. Έπαναψυχόμενον εἰς -5°C, ἢ εἰς τὴν ἐλαχίστην θερμοκρασίαν ἣτις ἐπέρχεται κατά τὴν πλήρωσιν τοῦ διανομέως ἐὰν ἡ ἐλαχίστη αὐτῆ θερμοκρασία εἶναι κατωτέρα τῶν -5°C, τὸ έντομοκτόνον παρασκευάσμα θά πρέπει νὰ παραμένῃ ἀπῆλλαγμένον κατακαθιμάτων ἢ στερεᾶς ἐν αἰωρήσει οὐσίας. Ἀπαραίτητον εἶναι τὸ ἐκτεμπόμενον αεροζόλ νὰ εἶναι ἀφλεκτον, νὰ μὴ παρουσιάζῃ οἰονδήποτε κίνδυνον τοξικότητος δια τὸν ἄνθρωπον και νὰ μὴ προκαλῇ ζημίας εἰς τὰ χρησιμοποιούμενα δια τὴν κατασκευὴν τῶν αεροπλοίων ὑλικά. Οὐδεμία ρωγμὴ τῆς πλαστικῆς οὐσίας τῆς ἐχούσης ὡς δάσιν τὸ πολυμερισμένον μεθακρυλικόν μεθύλιον (PERSPEX PLEXIGLAS) ἐπιτρέπεται νὰ προκαλῆται ὑπὸ τὴν διπλὴν ἐπίδρασιν τῶν πιέσεων και τοῦ αεροζόλ.

Διανομεῖς: Εἰς τὴν δημοσίευσιν τῆς Παγκοσμίου Όργανώσεως Υγείας ὑπὸ τὸν τίτλον Ὑλικὸν καταπολεμήσεως τῶν φορέων (ὑπὸ ἔκδοσιν εἰς τὴν Γαλλικὴν) δίδονται λεπτομερῶς τὰ πρότυπα και αἱ μέθοδοι δοκιμῶν, αἱ ὁποῖαι ἐφαρμόζονται:

ἐπὶ τῶν διανομῶν τῶν αεροζόλ ἀπλῆς ἢ πολλαπλῆς χρήσεως δια τὴν έντομοκτονίαν τῶν αεροπλοίων.

Έκένωσις: Ὁ διανομέυς θά ἐκπέμπῃ τὸ έντομοκτόνον παρασκευάσμα ὑπὸ μορφήν αεροζόλ τῆς τάξεως περίπου 1,0g ± 0,2g ἀνά δευτερόλεπτον. Ὑποβαλλόμενος εἰς τὰς προβλεπομένας ὑπὸ τῆς Π.Ο.Υ. δοκιμᾶς ὁ διανομέυς δέον νὰ παράγῃ αεροζόλ ἀνταποκρινόμενον εἰς τὰ κάτωθι φυσικά πρότυπα: α) Τὸ 20 ο), τὸ ἀνώτερον, τοῦ βάρους τοῦ αεροζόλ θά συνίσταται ἐκ σταγονιδίων διαμέτρου ἀνωτέρας τῶν 30μ. β) τὸ 1 ο), τὸ ἀνώτερον, τοῦ βάρους τοῦ αεροζόλ θά συνίσταται ἐκ σταγονιδίων διαμέτρου ἀνωτέρας τῶν 50μ.

Βιολογικὴ δραστικότητα: Ὑπολογιζομένη δια τῆς μεθόδου βιολογικοῦ ἐλέγχου ἢ έντομοκτόνος ἀποτελεσματικότητος τοῦ ἐκτοξευομένου ὑπὸ τοῦ διανομέως έντομοκτόνου δὲν θά εἶναι κατωτέρα τῆς συνήθους ἀποτελεσματικότητος τοῦ ἐκτοξευομένου ὑπὸ διανομέως τυποποιημένου αεροζόλ ὑπὸ στοιχεῖα (ASR).

Τυποποιημένον αεροζόλ ὑπὸ στοιχεῖα (ASR):

Ἡ σύνθεσις τοῦ ASR εἶναι ἡ κάτωθι:

	Ποσοστὸν κατά βάρους
Έκχύλισμα πυρέθρου (25 ο)ο πυρεθρινῶν	1,6
Τεχνικὸν D.D.T.	3,0
Εὐλένιον	7,5
Ἀπόσταγμα πετρελαίου ἀποσμηθῆν	2,9
Διχλωρο—διφθορο—μεθάνιον	42,5
Τριχλωρο—φθορο—μεθάνιον	42,5

Έφ' ἐκάστου διανομέως δέον νὰ ἀναγράφηται τὸ καθαρὸν βάρος τοῦ παρασκευάσματος.

Έτερα παρασκευάσματα αεροζόλ:

Εἶναι δυνατὴ ἡ χρῆσις ἐτέρων παρασκευασμάτων αεροζόλ ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν, ὅτι ἡ έντομοκτόνος ἐνέργεια τοῦ ἐκτοξευομένου δια τοῦ διανομέως προϊόντος δὲν θά εἶναι κατωτέρα τῆς τοῦ τυποποιημένου ὑπὸ στοιχεῖα (ASR) αεροζόλ τοῦ ἐκτεμπόμενου δια διανομέως και δοκιμασθέντος δια τῆς μεθόδου βιολογικοῦ ἐλέγχου και ὅτι τὸ προϊόν θά ἀνταποκρίνηται εἰς τὰ ἀναφερόμενα κατωτέρω πρότυπα.

Διεπιστώθη ὅτι τὰ κατωτέρω παρασκευάσματα τῶν αεροζόλ ὑπῆξαν βιολογικῶς ἱκανοποιητικὰ:

	G—382	G—651	G—1152	G—1029
		Ποσοστὸν κατά βάρους		
Έκχύλισμα πυρέθρου (20ο)ο πυρεθρινῶν	5,0	6,0	5,0	6,0
D.D.T.	3,0	2,0	3,0	2,0
Κυκλοξεάνθη (ἀνδροξ)	5,0	—	5,0	—
Έλαιον λιπάνσεως (SAE 30)	2,0	—	2,0	—
Ἀρωματικοὶ διαλύται παράγωγα πετρελαίου:				
VELSICOL AR 60 ἢ SOCONY VACUUM 544G	—	8,0	—	6,0
VELSICOL AR 50 ἢ SOCONY VACUUM 544C	—	8,0	—	2,0
Τριχλωρο—φθορο—μεθάνιον (Φρεὸν -11 ἢ Γενετρὸν -11)	—	—	25,5	25,2
Διχλωρο—διφθορο—μεθάνιον (Φρεὸν -12 ἢ Γενετρὸν -12)	85,0	84,0	59,5	58,8

Τρόποι έντομοκτονίας.

1. Δι' αεροζόλ:

α) Έντομοκτονία, μετὰ τὴν ἀφαίρεσιν τῶν ὑποστηρικμάτων τῶν τροχῶν.

β) Ἡ έντομοκτονία τοῦ διαμερίσματος τῶν ἐπιβατῶν και παντὸς ἐτέρου χρησιμοποιουμένου ἐσωτερικοῦ χώρου τοῦ αεροπλοίου, ἐξαιρέσει τοῦ θαλάμου πλοηγῆσεως, δέον νὰ ἐκτελεθῆται μετὰ τὸ κλείσιμον τῶν θυρῶν ἐν συνεχείᾳ τῆς ἐπιβίβασεως και πρὸ τῆς ἀπογειώσεως. Ἡ ἐν λόγῳ έντομοκτονία δηλοῦται: δια τοῦ ὅρου «έντομοκτονία μετὰ τὴν ἀφαίρεσιν τῶν ὑποστηρικμάτων τῶν τροχῶν». Ἡ χρῆσις τῶν χειροκινήτων διανομῶν αεροζόλ, χρησιμοποιουμένων ἐφ' ἅπαξ, ἀποτρέπει τὸν κίνδυνον λάθους εἰς τὸν ὑπολογισμὸν τῆς ἐκτοξευομένης ὑπὸ τοῦ κλασσικοῦ τύπου διανομέως ποσότητος αεροζόλ και ἡ ἐκλογή του εὐνοεῖ τὴν ἐξάλειψιν τῶν ἐν χρῆσει πολλαπλῶν

τύπων διανομῶν (ὡς και τῶν παρασκευασμάτων και δόσεων έντομοκτόνων). Ὁ ἀπλῆς χρήσεως διανομέυς, ὅστις περιέχει ἐπαρκῆ ποσότητα έντομοκτόνου δια τύπους μικροτέρων ἐν χρῆσει αεροπλοίων, δύναται νὰ χρησιμοποιηθῆ εἰς ἠΐξημένον ἀριθμὸν δι' αερόπλοια μεγαλυτέρας χωρητικότητος, τοῦ ἀριθμοῦ τῶν χρησιμοποιηθησομένων ὑφ' ἐκάστου αεροπλοίου διανομῶν ἀναγραφόμενου ἐπὶ τῆς πινακίδας. Έκαστος διανομέυς αεροζόλ θά ἠδύνατο νὰ φέρῃ ἐπίσης και ἀριθμὸν.

Ὁ ὑγειονομικὸς ὑπάλληλος τοῦ αεροπλοίου ἢ ὁ ἀντικαταστάτης αὐτοῦ θά ἠδύνατο οὕτω νὰ ἀναγράψῃ ἐπὶ τῆς Γενικῆς Δηλώσεως τοῦ αεροπλοίου τὸν ἀριθμὸν ἢ τοὺς ἀριθμοὺς τῶν διανομῶν. Αἱ ὁδηγίαι δια τὴν ὑπὸ τοῦ πληρώματος ἐκτόξευσιν τοῦ έντομοκτόνου δέον νὰ εἶναι ἐπισωματομένα: εἰς τὰ εἰδικὰ ἐγχειρίδια τῆς λειτουργίας τοῦ αεροπλοίου. Ὁ κενὸς διανομέυς ἢ οἱ κενοὶ διανομεῖς δέον νὰ φυλάσσωνται ἐντὸς τοῦ αεροπλοίου και νὰ χρησιμεύουν, κατά τὴν εἰς τὸν προ-

ορισμόν άφιξιν αυτού, όμω μετά τών άναγκασμένων εις την Γενικήν Δήλωσιν του άεροπλοίου στοιχείων, ώς άπόδειξις της έκτελεσθείσης έπ' αυτού έντομοκτονίας. Εις τας έκτελουμένας σήμερα έντομοκτονίας, πάντες οι δυνάμενοι να περιέχουν κώνωπας έσωτερικοί χώροι του άεροπλοίου θά εδει να άπολυμαίνονται, συμπεριλαμβανομένων τών έρμαρίων, κιβωτίων, βεστιαρίων, άποθηκών άποσκευών και φορτίου. Τα είδη διατροφής και τὰ σκεύη μαγειρείου τὰ εύρισκόμενα εις τὸ έσωτερικόν του άεροπλοίου δέον να προστατεύονται εκ πάσης μολύνσεως.

ι) 'Ο θάλαμος πλοηγήσεως δέον να έχη ύποστῆ έντομοκτονίαν πρό του προβλεπομένου δια τὸ πλήρωμα χρόνου επιδιόσεως, έν συνεχεία δέον να κλείεται ή θύρα και τὰ παραπετάσματα του θάλαμου, και έξαιρέσει της στιγμῆς είσόδου τών μελών του πληρώματος, δέον ταύτα να τηρούνται κλειστά καθ' όσον χρόνον δέν θά έχη έκτελεσθῆ ή έντομοκτονία μετά την άφαίρεσιν τών ύποστηριγμάτων τών τροχών και δέν θά έχη περαιωθῆ ή άπογειώσις του άεροπλοίου.

ιι) Πάντα τὰ τμήματα του άεροπλοίου εις τὰ όποια είναι δυνατή μόνον ή εκ τών έξω είσοδος και έντός τών όποιων δύνανται να καταφύγουν τὰ έντομα, ώς αι άποθήκαι φορτίου και θάλαμος του συστήματος προσγειώσεως, δέον να ύφίστανται έντομοκτονίαν εις χρόνον όσον τὸ δυνατόν πλησιέστερον πρός τόν χρόνον άπογειώσεως.

ιγ) Δια τήν έντομοκτονίαν του άεροπλοίου, τὸ παρασκευάσμα άεροζόλ δέον να διανέμηται όμοιόμορφως εις πάντας τούς χώρους και εις ποσότητα 35 g ανά 100 m³ (10 g ανά 1000 κυβικούς πόδας) κλειστού χώρου. Πάν παρασκευάσμα άεροζόλ θά δύναται να χρησιμοποιήται υπό την προϋπόθεσιν ότι θά έχη άποδειχθῆ ότι ή βιολογική δραστικότητα αυτού είναι ίση ή άνωτέρα της του τυποποιημένου αντίστοιχου άεροζόλ και ότι τὰ έτερα χαρακτηριστικά αυτού και τὰ του χρησιμοποιουμένου διανομῆς τοιαύτα θά είναι σύμφωνα πρός τὰ πρότυπα τών άεροζόλ και τών διανομῆων αὐτῶν.

Ίδιαιτέρως τὸ άεροζόλ δέν πρέπει να είναι τοξικόν και δέν πρέπει να προκαλῆ δυσφορίαν εις τὰ επιβαίνοντα του άεροπλοίου άτομα.

β) 'Έντομοκτονία επί του ιδάφους.

ι) 'Η έντομοκτονία δέον να πραγματοποιήται: πρό της άπογειώσεως, μετά την πλήρη φόρτωσιν τών άποσκευών και του φορτίου αναλόγως της περιπτώσεως, αλλά έπ' ούδενι παρουσία τών επιβατῶν. Πάντες οι δυνάμενοι να περιέχουν κώνωπας έσωτερικοί χώροι του άεροπλοίου, συμπεριλαμβανομένων τών έρμαρίων, κιβωτίων, βεστιαρίων, άποθηκών άποσκευών και φορτίου, δέον να ύφίστανται ψεκασμόν. Σκόπιμον είναι ό ψεκασμός να έκτελεθῆ με ίδιαιτέρων προσοχῆν εις τούς εύρισκομένους κάτωθι τῶν καθίσμάτων χώρους και όπισθεν τών κιβωτίων και τών άποσκευών, ένθα ύπάρχει κίνδυνος να είναι βραδεία ή επίδρασις του έντομοκτόνου. Τα είδη διατροφής και τὰ σκεύη μαγειρείου τὰ όποια δύνανται να εύρισκονται εις τὸ έσωτερικόν του άεροπλοίου κατά την διάρκειαν τών έν λόγω ενεργειών, δέον να προφυλάσσονται από οίανδήποτε άπαφήν μετά του χρησιμοποιουμένου έντομοκτόνου.

ιι) Τα προοριζόμενα δια τούς επιβάτας και τὸ πλήρωμα διαμερίσματα, αι άποθήκαι φορτίου, οι άνεμιστήρες και πάντα τὰ έξωτερικά άνοίγματα του άεροπλοίου δέον να παραμένουν έρμητικῶς κεκλεισμένα κατά την διάρκειαν του ψεκασμοῦ και επί χρονικόν διάστημα τουλάχιστον πέντε λεπτῶν μετά την περάτωσιν ταύτης. Δέον να λαμβάνηται ή μεγαλύτερα προσοχή ίνα παρεμποδίζηται ή έντός του άεροπλοίου είσοδος τών κωνώπων μετά την έντομοκτονίαν και πρό της άπογειώσεως.

ιιι) 'Εάν, δι' οίονδήποτε λόγον, επιβάλλεται ή εκ του άεροπλοίου κάθοδος τών επιβατῶν και τών μελών του πληρώματος και ή εκ νέου άνοδος αὐτῶν πρό της άναχωρήσεως, και εάν, εκ του γεγονότος τούτου, ύφίσταται κίνδυνος έπαναμο-

λύσεως οίονδήποτε τμήματος του άεροπλοίου, ή ύγειονομική ύπηρεσία δύναται να άποφασίσῃ όπως έκτελεσθῶν εκ νέου, έν όλῃ ή έν μέρει, αι έργασίαι του ψεκασμοῦ.

ιγ) 'Ο θάλαμος του συστήματος προσγειώσεως, ώς και πάντα τὰ μέρη του άεροπλοίου εις τὰ όποια είναι δυνατή μόνον ή εκ τών έξω είσοδος και έντός τών όποιων δύνανται να καταφύγουν τὰ έντομα, δέον να ύφίστανται έντομοκτονίαν, έφ' όσον τούτο καθίσταται δυνατόν, κατά τὰ πρό της άπογειώσεως πέντε λεπτά.

ιγ) Δια τήν έντομοκτονίαν του έσωτερικού του άεροπλοίου και παντός έξωτερικού τμήματος δυναμένου να άποτελῆ καταφύγιον τών έντόμων, θά χρησιμοποιήται άεροζόλ έχον ως βάση πυρεθρίνας και D.D.T., σύμφωνα πρός τὰ προσαναφερόμενα πρότυπα και θά διανέμηται όμοιόμορφως εις ποσότητα 35 g του παρασκευάσματος δια 100 m³ (10 g ανά 1000 κυβικούς πόδας) κλειστού πρός έντομοκτονίαν χώρου.

ιγ) Δια τὰ έντομα - έτερα τών κωνώπων - τὰ όποια είναι φορείς νόσων, δέον να ληφθῶν, εις την ζώνην του άερολιμένος, τὰ κατάλληλα μέτρα τὰ όποια δέον να έκτείνωνται, κατά τὸ δυνατόν, εις τούς χώρους τούς καταλαμβανομένους υπό τών μελών του πληρώματος και υπό τών επιβατῶν, όταν τὰ έν λόγω άτομα παρέμειναν επί τι διάστημα εκτός της ζώνης του άερολιμένος.

2. 'Έντομοκτονία δι' ατμοῦ:

'Αντιθέτως πρός τὰ σταγονίδια τών άεροζόλ, ό ατμός ύπακούει εις τούς φυσικούς νόμους της διαχύσεως τών αερίων. Ούτος εισδύει εις πάντα τὰ μέρη του πρός έντομοκτονίαν άεροπλοίου και εάν διατηρηθῆ ή άπαιτουμένη πυκνότης κατά τὸν άπαιτούμενον χρόνον, ή επίδρασις αὐτοῦ θά είναι θανατηφόρος δια τὰ έντομα.

Τὸ διχλωρεδός (DDUP) έχει τὰς εξῆς ιδιότητες: εξατμίζεται ταχύτατα, είναι άοσμον, δέν προκαλῆ έρεθισμόν και είναι βιολογικῶς δραστικόν εναντίον τών κωνώπων εις πυκνότητα 0,15—0,35 μg ανά λίτρον δια την επί 20—30 λεπτά παραμονήν έντός του άεροπλοίου κατά την πτήσιν, δέν είναι τοξικόν δια τὰ εύρισκόμενα έπ' αὐτοῦ άτομα και δέν προκαλῆ ζημίας εις τὰ ύλικά κατασκευῆς τών άεροπλοίων. 'Εν σύστημα άποτελεσματικῆς διαχύσεως έγκατεστημένον επί τών άεροπλοίων και έξασφαλίζον την κυκλοφορίαν του άέρος δια φίλτρου έμποτισθέντος δια DDUP έπιτρέπει την έν πτήσει χρησιμοποιήσιν αὐτοῦ. Σήμερα ή 'Υπηρεσία Δημοσίας 'Υγείας τών Η.Π.Α. (Κέντρον Μεταδοτικῶν Νοσημάτων) προβαίνει εις δοκιμῆς του έκτοξεύοντος DDUP έξοπλισμοῦ κατά την διάρκειαν κανονικῶν πτήσεων.

Γλωσσάριον τών Χρησιμοποιουμένων 'Όρων.

'Έντομοκτονία: 'Ο όρος «DESINSECTISATION» (έντομοκτονία) έχρησιμοποιήθη ήδη ίνα δηλώσῃ την εφαρμογήν μέτρων προοριζομένων δια την έξολόθρευσιν τών εύρισκομένων επί τών άεροπλοίων και πλοίων έντόμων. 'Απεφασίσθη όπως εις την 'Αγγλικήν γλώσσαν υιοθετηθῆ εις τὸ παρὸν κείμενον ό όρος «DISINSECTING» ή «DISINSECTIZATION».

'Έντομοκτονία «GALES ENLEVEES» (= έκτελουμένη μετά την άφαίρεσιν τών ύποστηριγμάτων τών τροχῶν): 'Η έκφρασις αὕτη δηλοῖ έντομοκτονίαν έκτελουμένην μετά την άνύψωσιν τών ύποστηριγμάτων τών τροχῶν και πρό της άπογειώσεως, δηλαδή έντομοκτονίαν του άεροπλοίου έκτελουμένην εις τὸ διάστημα τὸ όποιον μεσολαβεῖ μεταξὺ του κλεισίματος τών θυρῶν του άεροπλοίου και αὐτῆς ταύτης της άπογειώσεως.

Διανομῆς άεροζόλ: Δοχείον περιέχον έντομοκτόνον παρασκευάσμα υπό πίεσιν και διαχέον έντομοκτόνον άεροζόλ δι' άνοίγματος του έπιστομίου. (Σημείωσις: Σκόπιμον είναι να πάυση να χρησιμοποιήται ό παλαιός όρος «βόμβεα άεροζόλ»).

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΙΧ

ΔΑΜΑΛΙΣΜΟΣ ΚΑΙ ΑΝΑΔΑΜΑΛΙΣΜΟΣ:
ΟΡΙΣΜΟΙ ΚΑΙ ΤΕΧΝΙΚΑΙ ΟΔΗΓΙΑΙ

1. Όρισμοί :

Δαμαλισμός: Ένοφθαλμισμός του έμβολίου έναντιόν τής εύλογίας (δαμαλίδος) επί του δέρματος εις άτομον μη έχον προηγουμένως ύποστή έπιτυχή έμβολιασμόν (συνώνυμον : πρώτος έμβολιασμός).

Άναδαμαλισμός: Ένοφθαλμισμός του έμβολίου έναντιόν τής εύλογίας επί του δέρματος εις άτομον παρουσιάζον ούλην εκ δαμαλισμού ή διαδέτον έγγραφον εθεώρουν ότι ύπεστη προηγουμένως έπιτυχή δαμαλισμόν ή άναδαμαλισμόν.

2. Τεχνικοί όροι :

Τό έμβόλιον δέον να χρησιμοποιήται πρό τής λήξεως τής καθωρισμένης ήμερομηνίας χρήσεως, δέον να έναποθηκεύηται και να αναταράσσεται συμφώνως πρός τάς οδηγίας του κατασκευαστού.

Η τεχνική των πολλαπλών πιέσεων συνίσταται εις την αναπόθεσιν μιᾶς σταγόνας έμβολίου επί του δέρματος και εις την διενέργειαν σειρᾶς πιέσεων εις μίαν δερματικὴν ζώνην ὅσον τὸ δυνατὸν μικροτέραν (μη υπερβαίνουσαν τὸ 1)8 δακτύλου ή τὰ 3 mm τής διαμέτρου), τῇ βοηθειᾷ λίαν αἰχμηρᾶς βελόνης, ἥτις κρατεῖται ἐν ἐπαφῇ μετὰ τοῦ δέρματος. Αἱ πιέσεις γίνονται μέσω τοῦ στελέχους και οὐχι διὰ τῆς αἰχμῆς τῆς βελόνης. Προκειμένου περὶ άναδαμαλισμοῦ θὰ διενεργήσωμεν τριάκοντα πιέσεις ἐντὸς μερικῶν δευτερολέπτων διὰ παλινδρομικῶν κινήσεων καθέτως ἐπὶ τοῦ δέρματος. Δέκα κινήσεις ἐπαρκοῦν διὰ τὸν πρώτον δαμαλισμόν. Θὰ φροντίσωμεν οὐδέποτε νὰ αἰμάσῃ. Οὐδεμία ἐπίδεις ειναί άναγκαῖα.

Η Τεχνική διὰ σκαριφισμοῦ συνίσταται εις τὴν χάραξιν διὰ μέσου μιᾶς σταγόνας έμβολίου μιᾶς μόνης εὐθυγράμμου άμυχῆς, μη υπερβαινούσης εις μήκος τὸ 1)4 δακτύλου ή τὰ 6 mm διὰ βελόνης ή οἰουδήποτε άλλου καταλλήλου εργαλείου. Η άμυχή δέν πρέπει νὰ εἶναι ὑπὲρ τὸ δέον ἐπιπολῆς δέν πρέπει νὰ προκαλῆ αἰμάτωσιν, αλλά νὰ εἶναι αρκετὰ ελαθεῖα ὥστε νὰ παράγηται ελαφρὰ ἐφίδρωσις μετὰ πάροδον μερικῶν δευτερολέπτων. Θὰ ἐπιδιώκωμεν ὥστε νὰ διεισδύσῃ τὸ έμβόλιον ἐντὸς τῆς άμυχῆς τῇ βοηθειᾷ τοῦ στελέχους τῆς βελόνης. Οὐδεμία ἐπίδεις άπαιτεῖται.

Δέν πρέπει νὰ χρησιμοποιῶνται χημικὰ μέσα διὰ τὴν προετοιμασίαν τοῦ δέρματος πρό τοῦ έμβολιασμοῦ. Ἐν περιπτώσει ανάγκης, τὸ δέσμα δέον νὰ καθαρίζηται διὰ σαπῶνος και ὕδατος. Δέν νὰ φροντίζωμεν ὥστε τοῦτο νὰ εἶναι στεγνὸν κατὰ τὴν στιγμήν τοῦ έμβολιασμοῦ.

Η βελόνη ή τὸ εἰδικόν εργαλεῖον χάραξεως τὸ ὅποιον χρησιμοποιεῖται διὰ τὸν δαμαλισμόν δέον νὰ εἶναι ἀποστειρωμένον. Ὁ έμβολιστής δέον νὰ διαπιστώσῃ, ὅτι τὸ ὄργανον ἔχει ἐπαναψυχθῆ κατὰ τὴν στιγμήν τῆς χρησιμοποιήσεώς του.

Ἄρθρον Δεύτερον.

Πᾶσα ἐφεξῆς τροποποίησις τοῦ διὰ τοῦ παρόντος κυρουμένου Διεθνοῦς Ὑγειονομικοῦ Κανονισμοῦ, υἱοθετουμένη ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως Ὑγείας, κατ' ἄρθρον 21 τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτου τῆς Παγκοσμίου Ὀργανώσεως Ὑγείας κυροῦται και τίθεται ἐν ἰσχύϊ διὰ Βασ. Διατάγματος ἐκδιδομένου προτάσει των Ὑπουργῶν Ἐξωτερικῶν και Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 25 Αυγούστου 1969

Ἐν Ὄνοματι τοῦ Βασιλέως

**Ο ΑΝΤΙΒΑΣΙΛΕΥΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤ-Ι ΤΑΚΗΣ**

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ
Ο ΠΡΩΘΥΠΟΥΡΓΟΣ

Γ. ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ

Ο ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ Α'
ΣΤΥΛ. ΠΑΤΤΑΚΟΣ

Ο ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ Β'
ΔΗΜ. ΠΑΤΙΑΗΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

ΝΙΚ. ΜΑΚΑΡΕΖΟΣ, ΗΛ. ΚΤΡΙΑΚΟΠΟΥΛΟΣ, ΑΛΑΜ. ΑΝΔΡΟΤΣΟΠΟΥΛΟΣ, ΛΟΥΚ. ΠΑΤΡΑΣ, ΕΜΜ. ΦΘΕΝΑΚΗΣ, ΙΩΑΝ. ΠΑΠΑΒΛΑΧΟΠΟΥΛΟΣ, ΚΩΝ. ΚΥΠΡΑΙΟΣ, ΕΠΑΜ. ΤΣΕΛΛΟΣ, ΑΠΟΣΤ. ΒΟΓΙΑΤΖΗΣ, ΚΩΝ. ΠΑΠΑΔΗΜΗΤΡΙΟΥ, ΠΑΝΑΓ. ΤΖΕΒΕΛΑΚΟΣ, ΓΕΩΡΓ. ΒΑΛΛΗΣ, ΑΛΕΞ. ΜΑΤΘΑΙΟΥ.

Ἐθεωρήθη και ἐτέθη ή μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 26 Αυγούστου 1969

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΗΛΙΑΣ Γ. ΚΥΡΙΑΚΟΠΟΥΛΟΣ

Η ΔΙΕΥΘΥΝΣΙΣ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Ἀπὸ 1 Ἰανουαρίου 1966 ἡ ἔτησίᾳ συνδρομὴ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν τμηματικῶς πωλουμένων φύλλων αὐτῆς καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεως ἐν τῇ Ἐφημερίδι τῆς Κυβερνήσεως, καθωρίσθησαν ὡς κάτωθι:

Α. ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

1. Διὰ τὸ Τεύχος Α'	Δραχ.	400
2. » » » Β'	»	350
3. » » » Γ'	»	300
4. » » » Δ'	»	500
5. » » » Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ.Δ. κ.λ.π.	»	300
6. » » Παράρτημα	»	200
7. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν κ.λ.π. ...	»	750
8. » » Δελτίον Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	»	200
9. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη, τὸ Παράρτημα καὶ τὰ Δελτία	»	2.500

Οἱ Δῆμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσι τὸ ἕμισυ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογουὶν τὰ ἑξῆς ποσά:

1. Διὰ τὸ Τεύχος Α'	Δραχ.	20.—
2. » » » Β'	»	17,50
3. » » » Γ'	»	15.—
4. » » » Δ'	»	25.—
5. » » » Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δημ. Δικαίου κ.λ.π.	»	15.—
6. » » Παράρτημα	»	10.—
7. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	37,50
8. » » Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας ..	»	10.—
9. » » Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη	»	125.—

Β. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἐκαστον φύλλον, μέχρι 8 σελίδων, τιμᾶται δραχ. 2, ἀπὸ 9 σελίδων καὶ ἄνω, ἐκτὸς εἰδικῶν περιπτώσεων, δραχ. 5.

Γ. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Ι. Εἰς τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν καὶ Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης:

Α. Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων	Δραχ.	200
2. Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν ...	»	5.000
3. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	1.000
4. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων εἰς γενικὰ συνελεύσεις, ὡς καὶ τῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 32 τοῦ Ν. 3221/24 γνωστοποιήσεων.	»	500
5. Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυσιν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ. 20/5/1939.	»	100
6. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν.	»	2.000
7. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἐταιρειῶν	»	500
8. Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν	»	300
9. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παραχώρισης ἀδείας ἐπιτελέσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων	»	2.000
10. Τῶν περὶ παραχώρισης πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπουσιν ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἐταιρειῶν Ἐταιρειῶν	»	1.000
11. Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	5.000

12. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ Χρηματιστηρίου περὶ εἰσαγωγῆς χρεωγράφων εἰς τὸ Χρηματιστήριον πρὸς διαπραγματεύσιν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 3 Α.Ν. 148/67	Δραχ.	500
13. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς κεφαλαιαγορᾶς περὶ διαγραφῆς χρεωγράφων ἐκ τοῦ Χρηματιστηρίου, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 4 Α.Ν. 148/67	»	500

Β. Δημοσιεύματα Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης

1. Τῶν καταστατικῶν	Δραχ.	500
2. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν	»	200
3. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων	»	100
4. Τῶν ἰσολογισμῶν	»	500
5. Τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων	»	500

II. Εἰς τὸ Δ' Τεύχος καὶ Παράρτημα

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων	»	200
2. Τῶν ἀδειῶν πωλήσεως ἱαματικῶν ὑδάτων ...	»	500

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστὸν ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν καὶ Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης ἐν γένει ὠρίσθη εἰς 5%.

Δ. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα ἐναντι ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως, ὅπερ, μερὴν τοῦ ἐνδιαφερομένου, ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ δύνανται ν' ἀποστέλλονται καὶ εἰς ἀνάλογον συνάλλαγμα δι' ἐπιταγῆς ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

3. Ἡ καταβολὴ τοῦ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων ἐνεργεῖται ἐν Ἀθήναις μὲν εἰς τὸ Ταμεῖον τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου), ἐν ταῖς λοιπαῖς δὲ πόλεσι τοῦ Κράτους εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα, ὅπερ ἀποδίδεται εἰς τὸ ΤΑΠΕΤ, συμφώνως πρὸς τὰ ὀριζόμενα διὰ τῶν ὑπ' ἀριθ. 192378/3639 τοῦ ἔτους 1947 (ΡΟΝΕΟ 185) καὶ 178048/5321/31.7.65 (Π.Δ. 132) ἐγκυκλίων διαταγῶν τοῦ Γενικοῦ Λογιστηρίου τοῦ Κράτους. Ἐπὶ συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ ἀποστέλλομένων δι' ἐπιταγῶν, ἀποστέλλεται διὰ τῶν ἐπιταγῶν καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστὸν.

Ο ΔΙΕΥΘΥΝΤΗΣ

Θ. ΚΩΣΤΟΜΗΤΣΟΠΟΥΛΟΣ